

## La visite de M. James Baker à Moscou

### L'URSS prête à retirer des troupes de Cuba

#### La solitude de Fidel Castro

ES temps sont durs pour le dernier « caudillo » d'Amérique latine, qui fait de plus en plus figure de personnage anachronique. Si l'on en croit l'agence officielle cubaine Prensa Latina, M. Gorbatchev n'a pas pris la peine de consulter ou d'avertir M. Fidel Castro à propos de son intention de retirer les troupes soviétiques stationnées dans la grande île caribéenne.

L'humiliation est d'autant plus grande pour le dirigeant cubain que l'annonce de ce retrait a été faite en présence du secrétaire d'Etat américain. Le président soviétique ne laisse aucun choix à M. Castro, puisqu'il affirme que les pourparlers destinés à mettre fin à la présence d'une « brigade d'entraînement » dans l'île commenceront « très prochainement » et que « des nombreux mois » ne sont pas, selon lui, nécessaires pour qu'elle aboutisse. Même si M. Gorbatchev ne dit pas explicitement qu'il a en vue un retrait total, c'est bien de cela qu'il s'agit.

M. GORBATCHEV souhaite également que les relations commerciales entre l'URSS et Cuba se fassent désormais « au bénéfice mutuel » des deux pays, en clair que cessent les innombrables subventions déguisées accordées par Moscou à La Havane, l'URSS a longtemps acheté la sucre cubain bien au-dessus du cours mondial tout en lui vendant à bas prix le pétrole dont l'île a besoin, et même plus, ce qui permettait à Cuba de revendre avantageusement le surplus à d'autres pays latino-américains. Les échanges avec les pays du défunt COMECON représentaient ainsi, il y a encore quelques années, 70 % du commerce extérieur de Cuba.

La situation désastreuse de l'économie soviétique ne permettait plus, de toute façon, de telles largesses. La plupart des transactions sont facturées, depuis janvier, en devises fortes, y compris les livraisons de pétrole. Les Cubains en sont réduits à utiliser sans cesse davantage leurs lourdes bicyclettes chinoises, voire à remplacer dans les champs leurs tracteurs par des bœufs.

M. BUSH n'avait cessé de menacer Cuba au programme de ses entretiens avec M. Gorbatchev, se faisant insister encore en juillet lors de sa visite à Moscou. Il lui est difficile, en effet, de faire accepter à son opinion publique ainsi qu'au Congrès l'idée d'une aide financière à l'URSS alors que celle-ci continuait à soutenir Cuba militairement et économiquement.

M. Fidel Castro aura encore plus de mal à aider les guérilles d'Amérique latine, comme il le faisait dans le passé. Il avait d'ailleurs depuis des années singulièrement réduit ses efforts d'exportation de sa propre révolution, qui ne paraissent plus très attrayants. Le dirigeant cubain a souvent répété que son régime n'avait eu nul besoin de l'Armée rouge pour s'installer au pouvoir. Il reste à savoir combien de temps il parviendra à imposer à ses compatriotes le douteux privilège de demeurer le seul pays communiste d'Amérique latine.

A l'issue du premier entretien qu'il a eu à Moscou avec M. Baker, secrétaire d'Etat américain, M. Gorbatchev a indiqué, mercredi 11 septembre, qu'il engagerait des discussions avec La Havane en vue du retrait de Cuba d'une « brigade d'entraînement » soviétique.

Pour sa part, M. Baker a fait état, après sa rencontre avec le président russe, M. Eltsine, de possibles ouvertures de Moscou à propos des îles Kouriles, annexées par l'URSS après la seconde guerre mondiale et réclamées par le Japon.

#### Lire aussi

- Pour beaucoup d'Américains, une ère nouvelle par ALAIN FRACHON
- La visite de M. Baker à Moscou par CLAIRE TRÉAN
- M. Joxe en URSS par JACQUES AMALRIC
- Le récit du putsch par le maréchal Chapochnikov
- M. Badinter président de la commission d'arbitrage sur la Yougoslavie
- Les Français de la « Légion noire » par YVES HELLER
- L'intervention de M. Delors devant le Parlement de Strasbourg pages 7, 8 et 42

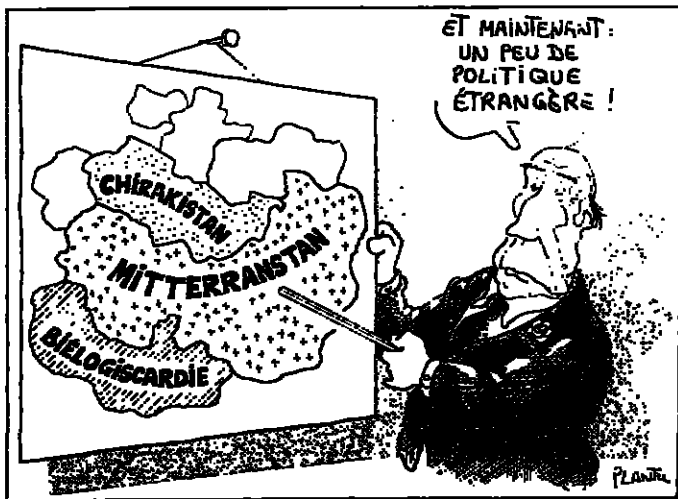
## La conférence de presse du président de la République

### M. Mitterrand demande un « strict contrôle » des armes nucléaires dans la « nouvelle Europe »

La conférence de presse organisée, mercredi 11 septembre, par M. François Mitterrand, a été consacrée, pour l'essentiel, à la remise en perspective de la politique européenne de la France et à sa vision de l'avenir des pays de l'Est. Saluant « la naissance d'une nouvelle Europe », le chef de l'Etat a indiqué que la « géopolitique » du continent avait désormais « grand besoin d'une théorie des ensembles ». Il a notamment proposé une réunion des quatre puissances détentrices de charges atomiques en Europe afin d'aboutir à « un strict contrôle » des armes nucléaires.

Il a repris à son compte, après avoir parlé de la Yougoslavie et de l'indépendance probable de la Slovaquie et de la Croatie, l'idée de forces d'interposition de l'ONU « sur les lieux contestés ».

Sur le plan intérieur, M. Mitterrand a renouvelé sa « confiance » à M<sup>me</sup> Edith Cresson et rappelé l'objectif qu'il avait assigné au premier ministre : préparer la France à l'ouverture du marché unique européen.



## Les Douze, avant tout

par Jean-Pierre Longellier

« La géopolitique de l'Europe a grand besoin d'une théorie des ensembles », M. François Mitterrand, pourtant littéraire de tempérament, n'a pas trouvé mieux, mercredi 11 septembre, que cette image mathématique pour illustrer le casse-tête que pose la métamorphose accélérée du Vieux Continent, à l'heure où, par un fulgurant retour de l'Histoire, la révolution partie de Moscou il y a quelques années, y revient en balayant l'empire soviétique.

M. Mitterrand assiste — comme tout un chacun — à la « naissance d'une nouvelle Europe ». Ni lui ni d'autres ne peuvent prétendre, en ce « moment magistral », dessiner avec précision son futur paysage politique. Du moins s'efforce-t-il

de cerner le sens de l'ébullition en cours et de poser les grands principes — piliers et garde-fous — qui élargissent plus solidement la future architecture européenne.

Le chef de l'Etat, qui croit à la vertu pédagogique des contrastes, résume en quelques couples antinomiques les paradoxes et les promesses de l'Europe d'aujourd'hui.

Lire la suite page 2

## « Aidez-moi ! »

par Jean-Marie Colombani

Journalistes, aidez-moi ! Français, faites-moi confiance ! Ainsi va la V<sup>e</sup> République : elle repose largement sur le verbe présidentiel. Et, quand les choses vont mal, c'est à la magie prêtée à ce verbe-là que l'on fait appel. Ces deux raccourcis ne suffisent certes pas à rendre compte d'une prestation présidentielle essentiellement

destinée à effacer les critiques nées de l'attitude du président au moment du « putsch » soviétique, accessoirement consacrée à un second lancement de l'opération Cresson. Toute la question est évidemment de savoir si, au terme de dix ans de pouvoir, cette magie-là peut lui permettre de franchir le cap des quatre ans qui restent et si, aujourd'hui, M<sup>me</sup> Cresson a de meilleures chances de s'imposer qu'il y a quatre mois.

Le moyen choisi par le chef de l'Etat, celui de la conférence de presse solennelle, pour démodé qu'il soit, n'avait qu'un seul but : réinstaller la majesté du titulaire de la fonction présidentielle à un moment où, brocardé par l'opposition, et nullement protégé par un premier ministre en chute libre, il en avait un urgent besoin.

Lire la suite page 4

#### Lire aussi

- Les principaux extraits
- La fausse mort du « ni-ni » par CLAIRE BLANDIN
- Le quinquennat, serpent de mer par ANDRÉ PASSERON
- L'idée du socialisme et son « chemin » par PATRICK JARREAU
- La fortune des élus par THIERRY BRÉHIER

pages 2 à 6

## Phnom-Penh attend Sihanouk

La capitale du Cambodge se prépare au retour du prince symbole d'une paix attendue depuis vingt et un ans

#### PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

« Il y aura foule pour le retour de Sihanouk. Si les autorités laissent faire, le petit peuple se rendra en masse saluer le prince. Mais, dès le lendemain, les gens retourneront à leurs petites affaires. Il faut vivre et, parfois, survivre. » Cette opinion d'un spécialiste étranger du Cambodge est partagée par pas mal de monde. Le retour du prince, avec la forte symbolique de paix qu'il entoure, promet d'être un événement majeur. Ainsi, un ordre compréhensible et plutôt rassurant se fera après plus de deux décennies de désordres intelligibles. Mais, pour une majorité de Phnompenhois, le quotidien est souvent trop dur pour qu'ils puissent s'en détacher longtemps.

Dans le centre-ville, des que l'on quitte les larges boulevards tracés par les Français pour s'engager dans les rues transversales, on tombe sur un grouillement de Cambodgiens et de Vietnamiens qui s'entassent dans de petits immeubles insalubres. Les entrées de cages d'escaliers ressemblent à des trous noirs.

Il n'y a plus d'éclairage public et la plupart des habitants ont

renoncé à l'électricité, faute de moyens. « Il faut compter entre trois et quatre mille riels par mois pour s'éclairer et nous n'en avons pas les moyens », explique la propriétaire d'un studio qu'elle a acheté en 1988. Pourtant, cette note mensuelle équivaut à moins de trente francs. Mais les petits salaires varient entre trois et six francs par jour, ce qui suffit à peine à mal se nourrir ou à changer de chemise une fois tous les deux ou trois mois. Les gens se sentent pris à la gorge, et les conversations tournent le plus souvent autour de la hausse constante des prix. Le petit peuple n'a toujours pas les moyens de vivre.

La radio est un luxe et les journaux n'existent pas. Ceux qui ont épargné quelques sous les dépensent dans des salles — cafés, cinémas — où l'on projette des films-vidéos, le plus souvent originaires de Hongkong. Sachant mal ce qui se passe, les gens accueillent encore avec circonspection les bruits de paix. Ils sont vaguement au courant des travaux engagés pour le retour du prince Sihanouk. Mais ils n'en savent guère plus.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 11

## Israël libère 51 prisonniers

page 9

## Les grands chantiers de M. Quilès

page 31

## Des juges à tout faire

IV. « Chère indépendance » page 14

#### LIVRES ♦ IDÉES

■ Lionel Jospin soigne sa gauche. ■ La légende des Wittgenstein. ■ Rousseau, moraliste noir. ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « L'entre deux mères. » ■ Histoires littéraires, par François Bon : « La vie, quel drôle de mot ! » ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « Mais où sont les frontières de l'Europe centrale ? » pages 19 à 30


#### AFFAIRES

■ Salomon Brothers, la purge après le scandale. ■ Birgit Breuel, la femme la plus importante d'Allemagne. ■ Vernet et Gardini lorgnent sur la Bourse. pages 33 à 35

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 42

# HERVÉ GUIBERT

## Mon valet et moi



59 F

Editions du Seuil

هكذا من الأصل

Silence, on oublie

17 plats cuisinés pour les gourmets du Rayon Fin

HONORE JANNIN

M0147 - 0913 0 - 6,00 F

1. The first step in the process of the investigation is the identification of the problem. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must identify the problem and the scope of the investigation.

2. The second step is the collection of data. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must collect data that is relevant to the problem.

3. The third step is the analysis of the data. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must analyze the data to determine the cause of the problem.

4. The fourth step is the development of a solution. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must develop a solution that addresses the problem.

5. The fifth step is the implementation of the solution. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must implement the solution and monitor its effectiveness.

6. The sixth step is the evaluation of the solution. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must evaluate the solution to determine if it has been successful.

7. The seventh step is the documentation of the investigation. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must document the investigation and the results of the investigation.

8. The eighth step is the communication of the results. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must communicate the results of the investigation to the appropriate parties.

9. The ninth step is the follow-up. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must follow-up on the investigation to ensure that the problem has been resolved.

10. The tenth step is the review of the investigation. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must review the investigation to determine if it was successful.

فَكَرْنَا مِنَ الْأُمَمِ



# DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

## d'une théorie des ensembles

gauche? «C'était une excellente chose que de travailler à l'unité» de ceux qui «subissaient la loi des plus forts». Cette «loi» est «éternelle», le «combat» entre classes sociales dominées et dominantes est «permanent», le socialisme est bien une idée qui «continuera son chemin».

Le socialisme à la française fait de moins en moins place au rêve. Il est confronté au «très cruel» chômage. Pour y remédier, M. Mitterrand compte toujours sur la reprise de la croissance mondiale. En attendant, il donne le feu vert au gouvernement pour «associer des capitaux privés à minoritaires», au financement de certaines entreprises publiques, sans pour autant accepter de parler de privatisations. Il est des mots sacrilèges pour la doctrine du «ni-ni»... Le béné-

fice de ces «respirations» du secteur public devront servir l'emploi, au même titre que le plan PME-PMI, dont le détail sera connu lundi 16 septembre.

Au palmarès des bons élèves, M. Cresson arrive en tête... et elle se voit promise à la durée. M. Mitterrand s'est appliqué à rendre caduques les spéculations sur l'éventuel départ du premier ministre, rendant hommage à la tâche déjà accomplie et soulignant la «confiance» qu'il porte à un chef de gouvernement qui «remplit son office». Mais M. Cresson n'aura pas été la seule, même si elle a été privilégiée, à recevoir de flatteuses appréciations: M. Jacques Delors à qui il porte «la plus haute estime et beaucoup d'amitié», M. Pierre Bérégovoy dont la politique écono-

mique constitue «un socle solide et sain», M. Brice Lalonde – clin d'œil aux écologistes – à l'instigation duquel des mesures nombreuses et remarquables ont été prises. M. Roland Dumas qui représente si diligemment la France... Et même M. Michel Rocard qui «a très bien travaillé».

Les coups de patte à l'opposition ont été distribués de façon plus générale. Sur les «affaires», M. Mitterrand a défendu en bloc la classe politique, tout en reconnaissant qu'elle n'était pas plus exempte de défaillances que d'autres professions... et en soulignant que la France avait connu pire «avant 1974». Quant à ceux qui misent sur l'usure dont il serait victime, il les abandonne,

avec quelque mépris, à leur «piédestal», d'où «ils vaticinent».

Pour faire face aux critiques d'une droite qui, à l'exception du prudent M. Edouard Balladur, considère comme acquise sa victoire électorale, M. Mitterrand n'a pas choisi l'offensive. Il a préféré présenter le visage de la sérénité, de la tranquillité, de l'assurance, de la certitude. Cette forme de contre-attaque, accentuée par un recours fréquent à l'ironie alternativement souriante et mordante, a un objectif: dédramatiser, relativiser une situation qui, si elle n'est pas facile, n'est pas pire que les difficultés rencontrées ces dix dernières années; et mieux faire douter l'adversaire.

ANNE CHAUSSEBOURG

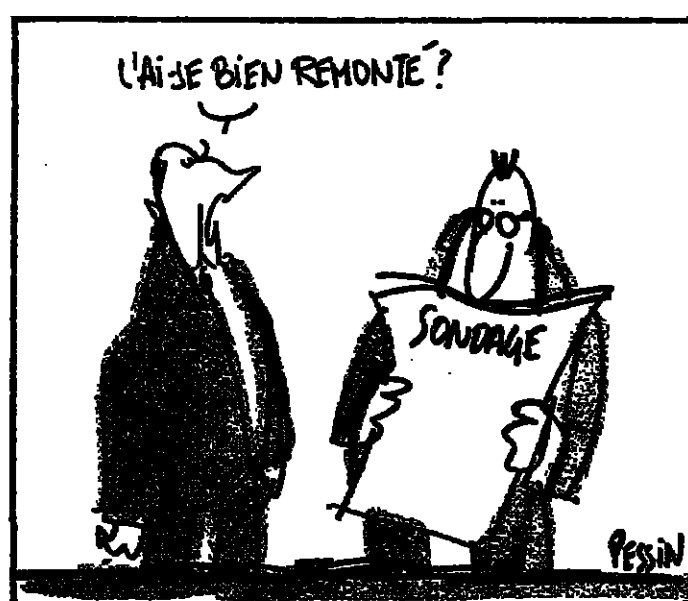
«rideau de fer» économique entre la CEE et l'Europe de l'Est. M. Mitterrand répond: «Le terme de «rideau de fer» me paraît excessif. M. Gromek, qui j'estime beaucoup et dont l'amitié m'honore, s'est un peu trop souvent d'une expression appliquée en d'autres lieux, en d'autres circonstances. Des difficultés existent, c'est certain. (...) On a discuté le 6 septembre, à Bruxelles, des importations de viande, notamment bovine, dans le cadre d'une discussion beaucoup plus générale, où au moins dix autres dossiers ont été réglés favorablement. Ce n'était pas facile, mais du textile, la France et, surtout, le Portugal, par exemple, se sont battus diplomatiquement, parce qu'ils sentaient leur propre santé économique en péril. Le Portugal n'est pas un pays riche.

Tous ces accords se sont faits, sauf un, celui sur les importations de viande de ces trois pays: Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie – vers les pays de la Communauté. (...) Quelle est toujours la position de la France? C'est qu'il faut que ces accords soient consentis, mais nous demandons des garanties. (...) Au fond, tout le monde est d'accord, mais l'expérience nous a appris qu'il fallait quand même un contrôle, qu'il fallait être vigilant à l'égard de toute fraude à l'intérieur du contingent, parce que nous avons aussi à protéger nos propres producteurs, qui connaissent une crise sévère. (...) D'autre part, nous avons proposé – et ce n'est pas si absurde (j'ai lu des critiques à ce sujet) – que la Communauté aide, par

exemple, l'Union soviétique, naturellement par des aides financières, à acheter à ces trois pays et à d'autres. Elle en a besoin: la famine menace l'Union soviétique. Si elle ne peut pas procéder à ces achats, c'est qu'elle n'a pas les moyens. Fournissons les lui. C'est une certaine forme de plan Marshall. Je demande que cette proposition, dite triangulaire, soit acceptée par nos partenaires.»

### L'élargissement de la CEE

M. Mitterrand est invité, ensuite, à donner son appréciation sur l'idée d'une association politique des pays de l'Est aux Douze, préalable à leur intégration économique future. Il précise que «la France n'est pas hostile à l'adhésion de ces pays. Il l'explique: «Simple, elle est franche. Ceux qui, comme moi, participent au débat interne de la Communauté savent, par exemple, ce qui s'est passé à l'occasion de l'adhésion du Portugal et de l'Espagne. Avant que je ne siège ici, cette adhésion avait été refusée par la France, et j'entendais dire constamment, dans ces rencontres internationales: «C'est la France qui ne veut pas». Les Espagnols et les Portugais commencent à nous regarder d'un drôle d'air. Alors j'ai dit: «Mais la France l'a voulu! A partir de là, les difficultés ont commencé. Ce n'est pas nous qui les suscitons, c'était été un révé-



Croyez-moi, pour les pays de l'Est, cela risque d'être la même chose. (...) La France ne s'oppose pas, mais elle sait que lorsqu'il s'agit d'accroître les versements nationaux à la Communauté, d'aujourd'hui la charge de ceux qu'on appelle les contributeurs nets (...), c'est-à-dire ceux qui paient plus qu'ils ne reçoivent, à ce moment, beaucoup se désolent. J'ai d'ailleurs lu, dans la presse de ce matin, une déclaration du président de la République allemande, M. von Weizsäcker, qui disait que l'Allemagne a besoin de ses partenaires et ne pourrait pas supporter seule cette charge. D'ailleurs, personne ne le lui demande. (...) On peut la supporter tout ensemble. Est-ce que nos partenaires y sont prêts? Sur le papier, pour la propagande, oui; dans la réalité je n'en suis pas sûr. (...)

La question de savoir si les critiques qui ont été exprimées sur la lenteur des réactions de la France face aux événements de l'Est relèvent d'un «mauvais procès», M. Mitterrand se borne à répondre: «Je ne l'aurais pas dit, mais vous parlez très bien.»

On lui demande, ensuite, comment il espère réussir en moins de quatre ans, dans le cadre européen, ce qu'il ne réussit pas en dix ans dans le cadre national: vaincre le chômage.

### Missiles Hadès: «Quelque chose à négocier»

«Ce que nous n'avons pas réussi depuis 1973 à répondre, vous personnalisez un peu le débat. Le chômage, visiblement, n'obéit pas aux gouvernements, et il n'obéit pratiquement dans aucun des pays de la Communauté. Il obéit peut-être un peu mieux en Suède, m'a-t-on dit, d'après les statistiques. Tout cela est fragile. Tous les experts – en particulier M. Delors, qui est le meilleur d'entre eux – me disent encore, récemment, que renforcer la Communauté vers le marché unique, comme nous l'avons décidé en 1985 à Luxembourg et comme cela va se faire le 1<sup>er</sup> janvier 1993, c'est la meilleure façon de créer des millions d'emplois (...).»

A propos des missiles Hadès dont dispose la France, M. Mitterrand déclare:

«Les missiles Hadès (...) sont destinés à (...) l'ultime aversissement. (...) Ce n'est pas une arme tactique, comme on dit, c'est une arme stratégique. C'est donc relié à l'ensemble de nos armes stratégiques. On ne peut pas imaginer qu'on va tirer, comme cela, un coup d'artillerie isolé, sans qu'il y ait l'ouverture d'une guerre atomique. Or cette guerre atomique est exclue, elle a été exclue dans les faits pendant plus de quarante ans, à plus forte raison aujourd'hui (...), la stratégie de dissuasion de la France a été faite non pas pour gagner la guerre, mais pour l'empêcher. (...) J'ai considérablement réduit (...) le nombre de Hadès par rapport aux prévisions initiales. Le chiffre fixé à l'heure actuelle, c'est une production de trente Hadès. Trente missiles. Ces missiles seront stockés, il n'y aura pas de nouvelles unités disposant des Hadès en situation de tir. L'unité responsable aujourd'hui aura pour mission, en dépôt, de veiller sur ces armes d'un type quand même assez spécial. Aucun Hadès n'est déployé.

Alors, me direz-vous, pourquoi, s'ils ne servent à rien? Permettez! Une négociation nucléaire a commencé entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique depuis déjà longtemps: ça n'a pas beaucoup avancé, mais ça avance, il faut le reconnaître. La France dispose de quelques centaines de charges nucléaires. Les Etats-Unis et l'Union soviétique, aujourd'hui encore, disposent de treize mille à quatorze mille charges nucléaires. Ils ont promis de réduire considérablement leur potentiel, leur arsenal. Qu'ils le fassent! Quand ils seront à un chiffre d'un certain niveau (...), la France reprendra part à la négociation. Cela ne sera pas inutile d'avoir quelque chose à négocier.

J'ajoute que les armes nucléaires AN 52 – ce sont celles qui équipaient l'avion Jaguar – ont été, comme prévu, retirées du service le 1<sup>er</sup> septembre, cette année. Et, d'autre part, le système Pluton, je vous l'annonce, sera retiré du service en 1993 ou 1994. Il reste donc ces trente Hadès. Eh bien! que nos amis allemands se rassurent. Nous n'avons pas l'intention de nuire en quoi que ce soit aux intérêts et à la vie des Allemands, hypothèse folle. Ce sont nos amis, ce sont nos alliés. De plus, les objectifs de ce qu'on appelle «l'ultime aversissement» sont des objectifs militaires (...). Cela restera comme ça, à l'avenir, jusqu'à une négociation globale.

Interrogé sur le point de savoir si les traités d'union monétaire et politique, entre les Douze, doivent prendre en compte les modifications géopolitiques de l'Europe, M. Mitterrand répond:

«Non, non. Il ne faut pas toujours courir après l'événement et attendre ce qui se passera demain pour conclure aujourd'hui. Les pays qui adhèrent à la Communauté – La porte est ouverte, à condition de se soumettre aux mêmes contraintes – eh bien! ces pays-là connaîtront très exactement l'ensemble de leurs obligations, notamment celles qu'implique l'union économique, monétaire et politique. S'ils ne veulent pas, ils n'adhéreront pas.»

### «Je suis socialiste»

Le socialisme, demande-t-on au chef de l'Etat, est-il toujours «une idée qui fait son chemin»? M. Mitterrand déclare:

«Je pense que oui (...). Le socialisme, pour lequel ont combattu et combattaient beaucoup d'hommes et de femmes, fait partie des grandes traditions politiques et sociales de la France, depuis les années 1840; le libéralisme lui-même était légèrement plus ancien, plus archaïque d'une vingtaine d'années, avec Adam Smith. Je pense que cette idée-là continuera son chemin.

C'était à la fois une théorie, une espérance, parfois un rêve. Un certain nombre de théoriciens ont bâti une société idéale sur le papier (...), le phalanstère en particulier. Puis il y a eu une autre école, celle de Blanqui en particulier, et puis la naissance du mouvement que j'appellerai léniniste pour bien me faire comprendre. Les voies ont divergé. A partir de 1917, cela a été la révolution marxiste-léniniste à Leningrad et Moscou.

Lire la suite page 4

### Trente-trois Etats dix-sept «situations»

Au cours de sa conférence de presse, M. Mitterrand a fait référence à l'existence, hier, de trente-trois Etats européens et évoqué dix-sept «situations» où des nationalités aspirent à inscrire leur identité dans le cadre d'un Etat souverain.

Rappelons qu'à ce jour, onze Républiques ont proclamé leur indépendance à l'égard de l'Union soviétique (Estonie, Lettonie, Lituanie, Biélorussie, Moldavie, Ukraine, Géorgie, Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Tadjikistan, et Kirghizistan) et que trois Républiques se sont émancipées de la Yougoslavie (Slovénie, Croatie et Macédoine). On peut s'attendre à ce que d'autres Républiques adoptent bientôt une déclaration de souveraineté.

### Une autolimitation des armes préstratégiques françaises

Pour la première fois, M. Mitterrand, chef des armées, admet publiquement un fait déjà rapporté par la presse (le Monde des 16 décembre 1989, 20 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1990) mais sur lequel un silence officiel était observé à ce jour, à savoir l'autolimitation par la France de son futur armement nucléaire préstratégique. Mais, en même temps, c'est la première fois que d'une façon aussi avouée le président de la République justifie le maintien d'un nombre réduit de ses armes nucléaires par la nécessité pour la France d'en garder afin de prendre sa part des négociations sur une diminution, voire un abandon de l'arsenal nucléaire tactique en Europe.

Depuis des années, en effet, la France s'était constituée une panoplie diversifiée en la matière: soit cinq escadrons de quinze avions (Mirage III-E et Jaguar) chacun dans l'armée de l'air (avec trois escadrons supplémentaires d'appareils pour une aide à la pénétration des premiers), deux flottilles d'avions Super-Éclair (quinze avions chacune) dans la marine et cinq régiments d'artillerie sol-sol Pluton (trente rampes de tir au total, avec un missile d'une portée de moins de 120 kilomètres).

Les unités aériennes et embarquées ont été progressivement modernisées, avec le remplacement des bombes AN-52 largables au-dessus de leur objectif par des missiles air-sol ASMP tirés à distance de sécurité pour l'équipage.

En 1988 a commencé une évolution restée discrète, qui a consisté à ne pas remplacer nombre pour nombre les matériels qui étaient retirés du service. Ainsi, l'armée de l'air ne devrait plus conserver à terme que trois escadrons (avec des Mirage 2000-N armés du missile ASMP). Ainsi, encore, la

programme Hadès, qui est un missile sol-sol de 480 kilomètres de portée maximale et qui est destiné à succéder au système d'arme Pluton programmé pour disparaître en 1994, a été réduit considérablement dès le début de l'an dernier: à l'origine, il avait été conçu autour de soixante véhicules lanceurs et de cent vingt missiles (deux engins par semi-remorque banalisée).

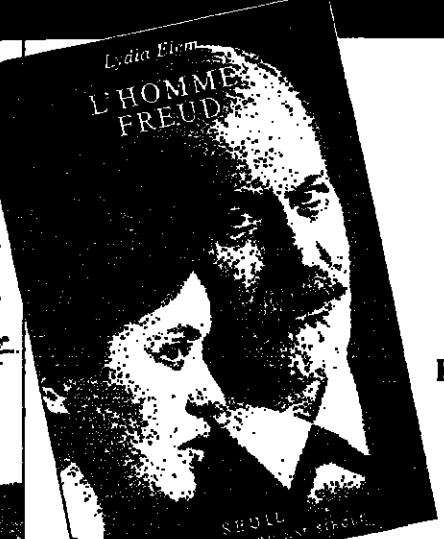

Ce que M. Mitterrand a donc confirmé, c'est la limitation du système Hadès à trente missiles mais, surtout, il a précisé – c'est là une nouveauté – que de tels armements ne seraient pas déployés dans des unités d'artillerie «en situation de tir».

Les Hadès devraient donc être stockés et, probablement, ils pourraient même être mis «sous cocon» comme disent les spécialistes, conservés en leur état dans un environnement adéquat sous la protection d'unités de gardiennage et prêts à servir en quelques semaines au sein d'un régiment désigné. M. Mitterrand marque là son hostilité de principe à tout projet de missile mobile (ou «déplaçable» selon les états-majors en cas de crise grave). Cela explique aussi pourquoi il a écarté, au début de juillet (le Monde du 21 juillet), la solution du S 45 pour remplacer les missiles stratégiques fixés en sites du plateau d'Albion.

En dépit de la démonstration faite par les Scud irakiens dans la guerre du Golfe, qui ont obligé la coalition anti-Saddam Hussein à dépenser beaucoup de temps et d'énergie pour les détecter, puis les mettre hors service, le chef de l'Etat français demeure convaincu que la mobilité des missiles porte atteinte à la crédibilité de la dissuasion dès lors que leur moindre déplacement sur le territoire national risque d'inquiéter la population qu'ils sont censés protéger.

JACQUES ISNARD

# LYDIA FLE M



Un livre remarquable. Si vous voulez comprendre la personnalité de Freud, lisez ce livre.

Bernard Pivot / Bouillon de culture

Collection La Librairie du XX<sup>e</sup> siècle dirigée par Maurice Olender, 110 F

Editions du Seuil

هكذا من الأصل

## La « situation de fortune » des parlementaires

Après avoir perdu le quart de ses électeurs en 1981, le PCF sera en effet ramené à 2,2 millions de voix aux élections européennes de juin 1984, mais la S-N'a pas atterri à lui, durablement, les anciens partisans de son rival et allié. Et il se pourrait bien que l'idée du socialisme soit restée sur le chemin.

هكذا من الأصل.



# DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Monde • Vendredi 13 septembre 1991 5

91 5

négociations dans la fonction publique et que « c'est imminent », M. Mitterrand ajoute : « Puis la sauvegarde de l'environnement, la qualité de la vie. Voilà encore une exigence très forte. Les mesures qui se sont écoulées au cours de ces dernières semaines, sous l'impulsion de M. le premier ministre et de M. Brice Lalonde, à l'instigation de ce dernier, ont été nombreuses et remarquables. (...) »

Interrogé sur une possible réduction du chômage par la relance et sur la destination des sommes dégagées par les privatisations, le chef de l'Etat répond : « M. Bérégovoy vous dirait comme moi qu'on ne connaît pas de cas depuis les expériences de 1973 où le retour à l'inflation par la relance de la consommation ait jamais réussi à réduire le chômage. Finalement, le résultat a été le contraire. Je ne vois pas pourquoi on ne tirerait pas bénéfice de l'expérience vécue. Sa politique est une politique saine, le budget on le serra beaucoup, mais il n'y a pas que là qu'on pourra révéler l'emploi. Les mesures dont je vous ai parlé tout à l'heure et que M. Edith Cresson a proposées au pays, croyez-moi, seront beaucoup plus efficaces qu'une relance budgétaire. »

Vous avez dit « privatisations » (...). Il s'agit de vendre des actifs minoritaires d'un certain nombre d'entreprises publiques. En effet, il n'y a pas de raison que cet argent soit gelé, puisqu'il sera employé. Il n'ira pas boucher les trous du budget et même pas désempêtrer la France, qui n'est d'ailleurs pas plus endettée que la plupart des pays concurrents. Il servira à développer l'investissement et l'emploi de ces sociétés. (...) »

## Confiance en M<sup>me</sup> Cresson

M. Mitterrand est invité, ensuite, à expliquer et à juger, avec le recul, le remplacement de M. Michel Rocard par M<sup>me</sup> Edith Cresson, en mai dernier, à la tête du gouvernement.

« Tout en ayant beaucoup de considération pour Michel Rocard, avec lequel j'ai très bien travaillé, je pense que les gouvernements, généralement, s'écroulent au bout de trois ans. M<sup>me</sup> Cresson est arrivée très souvent : à M. Chaban-Delmas, à M. Mauroy, à M. Michel Debré. C'est arrivé à M. Rocard. Ce n'était pas une catastrophe particulière, qui lui était spécialement destinée. Il a très bien travaillé. »

Donc, il me paraissait utile d'avoir un gouvernement neuf à sa tête, avec de bons ministres - c'est le cas - pour occuper cette dernière phase de la législature, surtout jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1993. M. Rocard n'était pas du tout un

premier ministre anti-électoral, au contraire, ce n'est pas le problème. C'est le problème du 1<sup>er</sup> janvier 1993 : mobilisation industrielle et bien d'autres choses encore. Donc je ne regrette absolument pas. Pourquoi regretterais-je ? Pour moi, cela a été un acte volontaire. Je ne me suis pas réveillé un matin et me disant : « Tiens, on va changer de gouvernement ! » Cela ne se fait pas comme ça. J'en ai parlé à M. Rocard dans les semaines qui précédaient. Je pense que les choses ont été faites correctement et cordialement, et je suis très content d'avoir désigné M<sup>me</sup> Edith Cresson.



Vous parlez de son impopularité. Mais les Français ne la connaissent pas ! Vous pourriez me dire que cela pourrait être une raison de popularité : c'est déjà arrivé. Vous avez pu remarquer qu'un certain nombre de courbes font que beaucoup de premiers ministres sont très bien vus au début, moins bien à la fin. Si le phénomène contraire se produit, avec juste une trajectoire au début et mieux à la fin, est-ce que ce n'est pas mieux ? Moi, j'ai confiance dans l'œuvre du premier ministre ; je connais ses qualités, je ne vais pas les répéter, cela vous ferait sourire, non pas parce que vous doutiez de mes propos, mais parce que vous trouveriez que je commence à me répéter, et vous en cherchiez peut-être la cause.

Le gouvernement travaille très bien. Déjà, son œuvre est importante, à l'heure qu'il est ; d'ailleurs vous le savez très bien. Peut-être vous, qui êtes si soucieux du destin de M<sup>me</sup> Cresson, peut-être pourriez-vous nous donner un coup de main plus que vous (...) ne le faites, hein ? Avec vous, je me sens solide et pratiquement imbattable, M<sup>me</sup> Cresson étant premier ministre. Naturellement, sans

vous, c'est plus difficile. Vous me demandez de me livrer à un examen de conscience (...). Faites le vôtre, mesdames et messieurs ! Les prélèvements obligatoires ont-ils recommencé à augmenter ? « Non, monsieur, répond le chef de l'Etat, les prélèvements obligatoires, depuis que j'en ai pris la décision, ont légèrement baissé, ce qui ne doit pas vous faire oublier que, depuis près de dix ans, ils augmentaient chaque année de près de 1 % et que, il faut le dire, le ministère des finances était tellement habitué à cela que lorsque j'ai décidé de casser cette mécanique en demandant une réduction



de 1 %, M. Delors, ministre des finances à l'époque, m'a dit : « Mais mes services ont déjà prévu 1 % ! Au lieu de 1 %, c'est 2 % que vous me demandez. » J'ai dit : « Heureusement que j'ai arrêté cela. » Jacques Delors en était content d'accord, car c'est un gestionnaire sérieux. (...) »

L'augmentation des cotisations sociales : vous connaissez un autre moyen pour sauver à ce moment-là la Sécurité sociale ? Oui, il y avait la CSG, mais, de toute manière, c'était une demande adressée à beaucoup de Français. Non, il faut absolument stopper l'éventuelle hémorragie de ce qui, soit sur le plan des prélèvements sociaux, soit sur le plan des impôts d'Etat - je ne suis pas comptable des impôts locaux, nombreux et souvent lourds - fait ce qu'on appelle les prélèvements obligatoires. Il n'y aura pas d'augmentation d'impôts. Il y a depuis trois ans de sérieuses, très sérieuses diminutions d'impôts. Les cotisations sociales ont été augmentées. Nous emploierons tous les moyens normaux pour qu'il y ait compensation dans le revenu des salariés et des gens en difficulté.

## Estime et amitié pour M. Delors

M. Delors à l'hôtel Matignon ? « Pour l'instant, récite M. Mitterrand, M<sup>me</sup> le premier ministre remplit très bien son office. (...) Elle n'est pas au terme des trois ans fatidiques, que je ne lui ai d'ailleurs pas fixés. Je ne suis pas un manège (...). S'il s'agit de porter une appréciation sur tel ou tel responsable politique, je vous dirai tout de suite que j'ai la plus haute estime et une grande amitié pour M. Delors, avec lequel je travaille depuis tant d'années et que, s'il est président de la Commission, c'est parce que j'ai pu obtenir, grâce à M. Kohl, de substituer au candidat allemand un candidat français, alors que c'était loin d'être le tour de la France. (...) »

Depuis cette époque, M. Delors est allé vraiment de réussite en réussite et il est devenu une personnalité principale du monde politique européen, dont je ne peux faire que des éloges. A-t-il un avenir ? Bien entendu. Ce n'est pas à moi de le fixer. Vous me faites sortir de mon rôle. Je n'ai rien d'autre à dire. Je demande à M<sup>me</sup> Cresson de se sentir pleinement responsable ; je n'ai d'ailleurs pas besoin de le lui dire. »

A une question d'un journaliste de l'Humanité sur les conséquences de sa politique économique et sociale pour le « peuple de gauche », le président de la République répond :

« Il faut faire une politique qui finalement sera utile à ceux dont vous parlez, qui m'intéressent autant que vous. Je ne suis pas maître des courants économiques internationaux. Je ne peux pas prendre à rebrousse-poil une crise qui vient d'ailleurs et qui nous frappe, au point de l'aggraver pour la France. Mais je suis résolument optimiste, d'abord parce que je compte sur ceux dont vous parlez, c'est-à-dire sur les travailleurs français, sur les salariés. Je compte beaucoup sur eux, je peux leur faire confiance. Il m'ont fait confiance, au demeurant, dans le passé. Les difficultés sont multiples, on n'arrive pas à les surmonter toutes. Vous avez le droit d'insister : le chômage est un drame. J'ai l'impression que la manière d'aborder ce problème avec la perspective de croissance devrait vous permettre de ne pas tenir le même langage la prochaine fois que nous nous retrouverons. »

Sur sujet d'éventuelles réformes électorales, il indique :

« Je souhaite des réformes électorales départementales, régionales, sénatoriales, parce que les lois actuelles sont injustes. Il faut que les Français en prennent conscience. Je parle quelquefois pour qu'ils en prennent conscience. Lire la suite page 6 »

## La fortune des élus

Quand ses amis politiques sont enlisés dans les scandales financiers, la réaction de M. Mitterrand est toujours identique : il souhaite publiquement une nouvelle loi moralisant les rapports délicats entre argent et politique. Le bénéfice est incontestable, puisque, ainsi, la France a commencé à rattraper son retard sur la plus part des grandes démocraties occidentales. Seulement, le président de la République a tort d'en accorder le seul mérite à la gauche.

Contrairement à ce qu'il a affirmé, le premier texte législatif sur le sujet ne date pas de l'avant-1986, mais a été voté en janvier 1988, dans les dernières semaines du gouvernement de M. Jacques Chirac. S'il est vrai que M. Mitterrand en fut l'instigateur, cette initiative ne remonte qu'au 16 novembre 1987, dans une interview à RTL, alors que le PS était accusé d'avoir financièrement profité de ventes illégales d'armes à l'Iran. Le chef de l'Etat n'avait même pas jugé bon, auparavant, de demander aux gouvernements de MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius d'inscrire à l'ordre du jour du Parlement la proposition de loi sur ce thème rédigée dès 1982, par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

Il est aussi vrai que, dans sa déclaration de novembre 1987, le président de la République avait demandé : « Pourquoi est-ce qu'on ne déciderait pas officiellement de contrôler l'état du patrimoine et de la fortune des élus d'un certain rang ? » Après avoir organisé une table ronde réunissant les chefs de partis représentés à l'Assemblée nationale, M. Chirac, alors premier ministre, avait accédé à ce souhait, malgré les réticences d'une grande partie de sa majorité sur cette amorce de transparence.

Dans la loi votée quelques semaines avant l'élection présidentielle et qui, pour la première fois, institue un financement public des partis politiques et des campagnes électorales ainsi qu'un plafonnement des dépenses de celles-ci, il était prévu qu'au

début et en fin de mandat le président de la République déclarerait au Conseil constitutionnel l'état de son patrimoine ; les parlementaires feraient de même auprès des bureaux de leur Assemblée, ainsi que les ministres, les présidents des conseils régionaux et généraux, et les maires des villes de plus de 30 000 habitants auprès d'une commission composée du vice-président du Conseil d'Etat et des premiers présidents de la Cour de cassation et de la Cour des comptes.

## Un nouveau piège

Seulement, sauf dans le cas du chef de l'Etat, dont la déclaration est publiée au Journal officiel, le secret a été jalousement préservé sur la fortune des autres responsables politiques. La gauche avait demandé que soit organisée la publicité sur celle-ci, mais la droite s'y était fermement opposée, et le PS n'en avait pas fait un des éléments de sa négociation avec le gouvernement, qui cherchait à obtenir un consensus sur ce texte. D'ailleurs, lorsqu'au début de l'affaire Urbain Mitterrand avait demandé - et obtenu - un renforcement de la législation, MM. Michel Rocard et Pierre Joxe, n'avaient pas cherché à établir cette transparence. La loi actuellement applicable est donc celle qu'avait fait voter M. Chirac.

Le résultat en est curieux (le Monde du 20 juin 1990). Si la commission de magistrats s'est donné les moyens de contrôler l'évolution de la fortune de ses ressortissants au cours de leur mandat, les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat se sont contentés d'enfermer dans des coffres les déclarations envoyées par les parlementaires, sans même vérifier si elles étaient correctement rédigées.

Une amélioration de la législation est donc, à l'évidence, indispensable. Le nouveau piège tendu par M. Mitterrand à la droite va peut-être permettre un progrès supplémentaire dans la nécessaire moralisation de la vie politique française.

THIERRY BRÉHIER

## La fausse mort du « ni-ni »

Pour la première fois publiquement, le président de la République a donné son feu vert à la cession de parts minoritaires du capital d'entreprises publiques à des intérêts privés, improprement baptisée « privatisations partielles ». Certes, d'autres que M. Mitterrand s'étaient exprimés sur le sujet, comme tout récemment et en des termes analogues, comme M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et l'aval présidentiel était implicite dans toutes les opérations de ce type pratiquées depuis 1988 - introduction en Bourse de Pechiney International, du Crédit local de France, augmentations de capital des compagnies d'assurances, d'Elf, d'accords Renault-Volvo et Bull-NEC... Mais, jamais depuis sa prise de position, dans la « Lettre aux Français », pendant sa campagne électorale en 1988, avec le fameux « ni nationalisations ni privatisations » érigé depuis en dogme, M. Mitterrand ne s'était réexprimé personnellement et officiellement sur le sujet. C'est désormais chose faite. Mais ses déclarations appellent quelques précisions.

Le dogme du « ni-ni » reste intangible pendant toute la législature : les entreprises publiques le demeurent, avec le non-franchissement du plancher de 51 % du capital détenus par l'Etat, limite entre le public et le privé fixée par l'arrêt Cogema du Conseil d'Etat du 24 novembre 1978. Pour les firmes dans lesquelles la part des capitaux publics est législativement fixée à 75 %, telles Renault, Air France ou les compagnies d'assurances, une nouvelle loi serait nécessaire pour abaisser le seuil à 51 %. Les « privatisations mitterrandiennes » pourront prendre deux formes, déjà mises en œuvre. M. Mitterrand a d'ailleurs lui-même rappelé leur existence, en parlant

de « respiration du secteur public ». Ce fut l'occasion d'un lapsus, le président évoquant les années 1984-1985, se souvenant sans doute d'un projet de loi mort-né, alors que la vraie « respiration » est un élément de la loi de privatisation de M. Edouard Balladur en 1986.

## Le principe de transparence

Première forme : ce peuvent être des augmentations de capital ouvertes à des intérêts privés qui apporteront les fonds propres nécessaires aux entreprises publiques, l'Etat acceptant une réduction de sa part dans les limites fixées. En ne se faisant plus une obligation de suivre de telles opérations, l'Etat dégage ainsi des sommes budgétaires disponibles pour d'autres.

Seconde forme : la cession d'actifs permettant à l'Etat de se procurer des capitaux destinés à financer le développement économique. L'introduction en Bourse de 20 % du Crédit local de France, prévue d'ici à la fin de l'année et qui devrait rapporter de l'ordre de 2 milliards de francs au budget, en est un exemple. Reste à prouver que cet argent ira bien, selon l'intention présidentielle, à la « musculature » de l'économie, et notamment aux dotations en capital des entreprises publiques que leur situation financière empêche d'aller sur le marché, et non au comblement du déficit budgétaire ou au désendettement de l'Etat.

M. Mitterrand a d'autre part défini les conditions dans lesquelles devraient s'effectuer ces « privatisations partielles ». Qu'il n'y ait pas de bradage, que ces opérations se fassent dans la transparence, qu'elles soient créatrices d'emplois... La « non-bradage » est un rappel d'un principe énoncé lors

de l'interview télévisée présidentielle du 14 juillet 1986 et une attaque camouflée des privatisations réalisées par M. Balladur en 1986-1987. La « transparence », en est également au stade du principe, les règles d'évaluation, par exemple, n'étant pas encore fixées. L'ancienne commission des privatisations de M. Balladur, rebaptisée commission d'évaluation des entreprises publiques après 1988, pourrait servir. On peut se demander cependant pourquoi la cession de 20 % du Crédit local de France n'est pas passée devant cette commission, par ailleurs utilisée pour les augmentations de capital des compagnies d'assurance ou l'introduction en Bourse de Pechiney International. Cela augure mal de la transparence.

Quant aux créations d'emplois, personne ne se fait guère d'illusion sur le rôle de fer de lance que devraient jouer les entreprises publiques : Renault, Bull, Thomson... sont là parmi d'autres pour prouver que la modernisation industrielle est génératrice de suppressions d'emplois. Mais les conseillers gouvernementaux croient plus volontiers à l'effet à moyen terme, « multiplicateur d'investissements » et donc d'emplois, des capitaux qui seraient injectés par le privé dans les entreprises publiques. Reste que les sommes en jeu concernées par les déclarations présidentielles sont d'ampleur limitée - quelques milliards de francs - et n'atteignent pas le montant des privatisations réalisées par M. Balladur. Vu son étendue, la place financière de Paris ne pourrait d'ailleurs y pourvoir, sans compter que les entreprises privées ne doivent pas se voir exclues du marché par leurs concurrents du public.

CLAIRE BLANDIN

## La longue histoire du chômage

Si toute histoire a un début, pourquoi faire commencer celle du chômage en 1973 ? A l'époque, le taux de chômage était évalué aux environs de 2,6 %, à peu près comme en 1968 et les années suivantes. Il y avait alors 424 000 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, à comparer aux pratiquement 2,8 millions d'aujourd'hui, en données corrigées.

En fait, l'évolution du chômage s'apparente à une longue descente aux enfers. Sauf à de rares moments, le mouvement n'a pas connu de répit. Au début de 1977, la barre du million est franchie, dont Georges Pompidou avait prédit qu'elle provoquerait l'explosion. Le passage à 1,5 million intervient en 1980 et c'est à la mi-1982 que les 2 millions sont dépassés, à la mi-1986 que l'on atteint les 2,5 millions.

## Les deux chocs pétroliers

S'il faut retenir de grands moments, ceux-ci se situent au lendemain des deux chocs pétroliers. A partir de la fin de 1974 et jusqu'au début de 1976, d'une part. A compter de la mi-1980, pour s'accroître à la mi-1981, ensuite. Depuis les sommets de 1984-1985, le chômage évoluait plus lentement. Jusqu'à la brutale aggravation de ces derniers mois.

A. Le.

## fondation saint-simon

SÉMINAIRES 1991-1992

■ L'éthique de l'environnement  
Animateur général : Luc Ferry

■ L'avenir de l'URSS  
Animateur général : Marie Mendras

■ Le Moyen-Orient : réseaux et territoires  
Animateur général : Olivier Roy

■ La démocratisation de l'entreprise française  
Animateurs généraux : Philippe d'Iribarne & Yves Lichtenberger

■ Pathologies de la politique moderne  
Animateur général : Jacques Julliard

■ Forces et faiblesses de l'industrie française  
Animateur général : Pierre Blayau

Ces séminaires s'adressent à un public motivé par une réflexion pluridisciplinaire de haut niveau consacrée aux problèmes du monde contemporain. Ils se déroulent, soit sur un rythme de séances hebdomadaires de deux heures, soit sous forme de journées complètes.

fondation saint-simon  
91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris  
Tél. : (1) 42 22 38 52 & (1) 42 22 29 95  
Télécopie : (1) 42 22 95 33

هكذا من الأصل



## LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

## Des avantages fiscaux importants pour les PME

Le projet de budget pour 1992, qui sera rendu public mercredi 18 septembre à l'issue du conseil des ministres, contiendra d'importantes mesures fiscales en faveur des petites et moyennes entreprises, mais aussi - quoique dans une bien moindre mesure - en faveur du logement.

Les mesures PME seront révélées par M. Cresson dès le lundi 16 septembre à Bordeaux. La plus spectaculaire sera l'annonce d'une réduction du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués de 42 % à 34 %. Ainsi se trouveront réduits les taux de l'impôt sur les bénéfices que ceux-ci soient distribués ou réinvestis (le taux d'imposition est déjà dans ce cas de 34 %). M. Bérégovoy avait envisagé une réduction sur un taux de 33,3 %, qui correspond à un avoir fiscal à 100 %, mais a dû se contenter - économies obligent - de 34 %.

La mesure bénéficierait d'abord - par le jeu des acomptes - aux petites et moyennes entreprises, celles qui réalisent un chiffre d'affaires annuel de 100 millions de francs (500 millions pour l'industrie). En contrepartie, la taxation des plus-values financières réalisées sur les obligations, les parts d'OFCVM (organismes de placements collectifs de valeurs mobilières), sera relevée de

25 % à 34 %. Les terrains à bâtir ne seraient pas concernés par le relèvement. Le projet de durcir l'imposition des parts de SICAV de capitalisation détenues par les entreprises a été abandonné (le Monde du 30 août).

Une autre mesure favorable aux PME semble maintenant acquiescée : il s'agit d'un crédit d'impôt non remboursable égal à 25 % du montant des augmentations de capital à condition que l'augmentation soit faite par apport en numéraire et pour un montant égal ou supérieur à 25 % du capital social et des réserves. Enfin, les plus-values réalisées sur valeurs mobilières et immobilières seraient fiscalement exonérées à chaque fois qu'elles seraient réinvesties dans une PME. Cette mesure, évidemment très importante, est encore en discussion.

La fiscalité serait aussi utilisée pour relancer la construction et, d'une façon générale, le logement. La réduction d'impôt prévue par la disposition Méhaignerie, qui concerne les épargnants achetant des logements neufs pour les loyers pendant six ans au moins serait utilisable deux fois (au lieu d'une) entre 1992 et 1997. Enfin, le plafond des déductions d'intérêt autorisées sur les emprunts contractés pour l'acquisition d'un logement sera relevé.

A. V.

## Les prélèvements obligatoires ont baissé

Les prélèvements obligatoires ont baissé ces dernières années. Cumulant les impôts d'Etat et ceux des collectivités locales ainsi que les cotisations sociales, ils sont passés de 44,6 % de la production nationale en 1984 - année où ils avaient atteint leur plus haut niveau - à 43,8 % en 1990.

Pour légère que puisse apparaître cette baisse (0,8 point en six ans), elle n'est pas moins un coup d'arrêt à une tendance ancienne qui voyait les prélèvements augmenter chaque année d'un point environ. Ainsi, en 1970, les prélèvements obligatoires ne représentaient encore que 35,1 % de la production nationale mais entre 1974 et 1984 ils passèrent de 35,5 % à 44,6 % du PIB (produit intérieur brut). L'engagement pris par M. Mitterrand de les faire baisser a donc eu un certain effet. Le poids des prélèvements globaux est maintenant revenu au niveau de 1983.

En termes relatifs, le poids des impôts d'Etat n'a cessé

aussi de décroître. Il représentait 18,4 % du PIB en 1970 : il n'en représentait plus en 1990 que 16,4 %. La tendance à la baisse enregistrée depuis le début des années 70 s'est amplifiée à partir de 1983. Le poids des impôts locaux, en revanche, ne cesse de s'accroître, passant de 3,4 % du PIB en 1970 à 4,6 % en 1980 et 6 % en 1990. Il y a là un véritable problème, les collectivités locales annulant avec des impôts croissants les efforts d'allègement accomplis par l'Etat.

Quant aux prélèvements sociaux, ils s'accroissent fortement, passant de 13,1 % du PIB en 1970 à 18,3 % en 1980 et 20,3 % en 1990. La marque de ces dérapages se retrouve dans l'évolution des salaires qui, depuis quelques années, progressent en « brut » mais stagnent ou à peu près en « net »; d'où le débat actuellement en cours sur le nécessaire freinage des prélèvements sociaux.

A. V.

Suite de la page 5

Est-il normal, en dehors de toute lutte politique, qu'il y ait deux régions présidées par des gens de progrès, dits de gauche? En métropole, deux sur vingt-deux, est-ce que cela correspond à la réalité populaire? Est-ce qu'il est normal qu'il y ait vingt-cinq présidents de conseil général sur une centaine? Ce n'est pas juste.

Est-il juste que ce soit les présidents de conseil général de cantons ruraux (...) des représentants de populations minoritaires, très minoritaires, qui décident du sort de dizaines de millions de gens qui habitent dans des centres urbains? Il faut un meilleur équilibre. Il ne faut pas, non plus, renverser la vapeur; il faut garder à ces régions, à ces cantons, à ces petits pays, toute leur force. (...)

Est-il normal que le Sénat soit élu? Bon! J'en ai parlé. Pour les deux premières, j'ai fait un pronostic. Il n'y a pas de majorité au Sénat. Bon, très bien. Mais ce sera dit. Les Français s'en rendront compte. D'autre part, pour les élections législatives, j'aimerais bien que cela soit plus juste, mais, depuis que la République existe, chacun s'interroge. On dit : la proportionnelle, c'est plus juste. C'est vrai, mais c'est moins efficace. Le scrutin uninominal, cela permet d'avoir une majorité; c'est plus efficace, mais moins juste. (...)

M. Mitterrand parle ensuite de l'intervention de la France « pour protéger et maintenir une aide très importante à l'Algérie, à l'instar de ce qui avait été consenti à la Pologne. L'Algérie nous avait demandé de défendre sa cause. Nous l'avons fait avec succès. »

M. Mitterrand ressent-il l'usure du pouvoir?

« Comme le dit une marque à laquelle je ne veux pas faire davantage de publicité, répond-il, on ne s'use que si l'on sert - bien que j'observe de plus en plus ceux qui ne servent à rien s'usent beaucoup. Quant au record dont vous me parlez, vraiment je ne suis pas spécialement un amateur de records. J'ai été beaucoup plus frappé par le record du quatre fois cent mètres. (...) »

Le quinquennat? « C'est une question qui vaut d'être posée. La réponse viendra à son heure », indique-t-il.

Un journaliste revient alors sur l'attitude de M. Mitterrand envers M. Gorbatchev et envers M. Eltsine. M. Mitterrand déclare :

« Que j'aie battu M. Eltsine, je me demande ce que vous voulez dire... Je sais qu'il a été battu froid ici ou là, mais pas par moi, et pas à l'Elysée. Il a été reçu tout à fait comme il devait l'être. Il a bien voulu à l'époque envoyer une lettre de remerciements, qu'il a rédigée à d'autres titres depuis lors. Non, nos relations sont excellentes. »

Quant à M. Gorbatchev (...) il a dit : « La France et M. Mitterrand ont été les meilleurs amis de l'Union soviétique, non seulement au cours des dernières périodes, mais depuis toujours. (...) Le reste, laissons passer, ce sont les petits jeux de politique intérieure. Ce n'est pas moi qui le dis. Dans mes relations avec l'opinion publique française, avec les Français, je m'en arrange. »

Interrogé sur la différence d'attitude de l'opposition à son égard pendant la guerre du Golfe et

depuis le putsch manqué de Moscou, le chef de l'Etat répond :

« Que l'opposition m'a toujours approuvé pendant la guerre du Golfe, ce n'est pas vrai. Elle m'a approuvé à partir du moment où elle a compris que ça tournait mal pour elle. Mais qu'est-ce que j'ai entendu jusqu'au 15 janvier, y compris jusqu'au plan de paix français? Et avant, ça n'allait pas, c'était pas le moment, il fallait agir plus tôt. Tous ces donneurs de conseils siègent sur de très hauts piédestaux. Ils vaticinent facilement. (...) « Elle », au pluriel. (...) Pendant la guerre du Golfe, ça a été dur. »

Ca a été dur pour l'unité allemande. La première position, que j'appellerai officielle, de l'opposition, lorsque je me suis exprimé le 3 novembre 1989, six jours avant la chute du mur de Berlin, à Bonn, en compagnie du chancelier Kohl - pour dire : je ne craignais pas l'unité allemande - c'était pour me dire : Mitterrand a eu tort de parler de l'unité allemande.

Donc, guerre du Golfe, c'est pas vrai. A partir d'un certain moment, c'était une guerre, une guerre vite gagnée. A ce moment-là, bien entendu, j'avais une énorme troupe derrière moi. Une énorme troupe. J'avais mes lieutenants les plus fidèles... vraiment je ne les reconnaissais pas. Ils ont vite enlevé leurs fausses barbes. Il a fallu huit jours. C'est tout. (...)

Je suis habitué à être critiqué. Je n'ai qu'une règle finalement, c'est d'obéir à la conscience que j'ai de mon devoir. La France est un grand pays, un des pays les plus présents sur la surface du globe, et des plus respectés. Il y en a qui ne le croient pas ou qui font semblant de ne pas le croire. C'est

leur affaire. Je le répète, c'est le peuple français qui aura le dernier mot.

Faut-il débaptiser le Parti socialiste et l'appeler Parti social-démocrate, lui demande-t-on. M. Mitterrand observe :

« Si on demandait mon avis - Pierre Mauroy m'a d'ailleurs entretenu de cela hier soir - je le leur déconseillerais. Le Parti socialiste tel qu'il est, tel qu'on le connaît, est un parti de liberté, « démocratique » pour mettre quatre points sur le même « i », je veux bien. Le parti, c'est le Parti socialiste. C'est en tout cas comme ça que je le sens. Il ne faut pas avoir peur de ce qu'on est, pas craindre son histoire, il faut avoir confiance dans son avenir. Cela représente une telle somme de sacrifices et d'idéal. Pourquoi laisser cela au bord de la route? Cela dit, chaque formation politique, y compris celle-là, fera ce qu'elle voudra. »

M. Mitterrand revient à nouveau à la suite d'une question, sur les « privatisations » :

« Il n'y a pas d'idéologie là-dessus puisque ce qui est public reste public. Le reste ce sont des procédures et les modalités. Au demeurant, depuis trois ans, j'ai accepté, parce que les avis de M. Rocard étaient souvent très judicieux sur cette matière. (...) Ce sont des décisions d'actes d'entreprises publiques. L'Etat restera majoritaire. Restons-en là. (...) Je pense que nous restons fidèles à nous-mêmes, et surtout, soyons sérieux, nous sommes pris à la gorge, nous nous, par l'aggravation du chômage. Il faut donc que nos tissus industriels se renforcent, et tout doit être fait pour ça. C'est un mot d'ordre. Tout le reste passe après. Voilà l'explication. »

Les réactions dans les milieux politiques français

## M. Chirac juge impensable qu'un « mur de l'argent » remplace le « mur de Berlin »

Le président du RPR, M. Jacques Chirac, a profité jeudi 12 septembre pour se rendre à l'Hôtel de Ville de Paris, de la conférence des chefs de partis de l'Union démocratique européenne (UDE) pour répondre implicitement aux propos du chef de l'Etat concernant la future Europe. Le maire de Paris, qui est également vice-président de l'UDE, s'est prononcé pour un élargissement, « le plus rapide possible », de la Communauté européenne par absorption des nouvelles démocraties de l'Est.

« Il est impensable que, par égoïsme et par manque de vision de l'Histoire, nous remplacions le mur de Berlin par un nouveau mur qui serait celui de l'argent. Il serait inadmissible que l'Europe centrale, désormais affranchie du totalitarisme, soit exclue « pour des dizaines et des dizaines d'années » de la prospérité de l'ouest de notre continent et qu'elle soit en quelque sorte réduite au rôle de zone-tampon entre une Europe des Douze, riche et protégée, et une URSS, pauvre, surarmée et en pleine révolution », a-t-il expliqué

en épinglant au passage une expression utilisée par le président de la République il y a quelques mois.

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS : « Pour nous, socialistes, un seul mot : confiance. Le président a réchauffé le cœur de beaucoup de Français et de Françaises. Beaucoup de Français et de Françaises ont retrouvé leur président avec ses convictions, sa détermination et la clarté de ses choix. La droite sera déçue. »

M. Jean Lecanuet, président d'honneur de l'UDF : « Une conférence présidentielle prise de l'annonce d'une grande décision n'est plus qu'un commentaire assorti d'un effort de justification qui n'a pas atteint son objectif. »

M. François Léotard, président d'honneur du PR : « Il ne s'agit pas de dire que les gens doivent être heureux dans une Europe pacifique. Il s'agit de savoir si la France va avoir un budget de la défense fort. Est-ce que la France veut intervenir massivement dans le concert européen, et notamment financièrement? Est-ce qu'on a les moyens de le faire? »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR : « Je ne trouve pas là de quoi créer un « mur » dans l'opinion publique. L'hommage au premier ministre a été tellement appuyé qu'il ressemble fort à une opération de réanimation. »

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale : « François Mitterrand s'est trompé de siècle. Il n'a jamais autant incarné l'archaïsme. Il reste prisonnier des modèles du passé et se réfugie dans ses souvenirs, faute de pouvoir prendre en compte la nouvelle donne internationale. François Mitterrand est essouffé par le rythme de l'Histoire. Il est fatigué par les difficultés économiques et sociales qu'il ne parvient plus à maîtriser. François Mitterrand est atteint par l'usure du pouvoir. »

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS : « Aucune proposition concrète pour éviter à tout prix en France les trois millions de chômeurs. »

M. Yves Galland, président du Parti radical : « Nous avons vu un président distiller généralités, banalités, références historiques, symbolisant un socialisme cynique et à bout de souffle. Les engagements pris comme le « non » sont reniés. Les promesses comme le quinquennat mises aux oubliettes. On est le débat fracassant, on sont les solutions aux problèmes des Français? »

## Négociations salariales dans la fonction publique

En annonçant lui-même l'ouverture prochaine de négociations salariales avec les syndicats de fonctionnaires, le président de la République confirme implicitement que cette décision a nécessité un arbitrage au plus haut niveau. Alors que M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, plaide en faveur d'un accord, le ministre de l'économie, en pleine bouillie budgétaire, faisait la sourde oreille. Bien que la dernière augmentation générale des traitements (+1,3 %) remonte à décembre 1990, l'effet report de cette mesure et, surtout, la multiplication des mesures catégorielles aboutissent d'ores et déjà à une progression de la masse d'un peu plus de 5 % à l'année. Quant à l'Hôtel Matignon, il paraissait plus sensible à ces arguments qu'à plaider pour M. Soisson.

La chef de l'Etat a donc tranché. Cependant, les négocia-

tions ne devraient pas s'ouvrir immédiatement. Dans un premier temps, le gouvernement doit préciser son mandat. Un accord salarial sur 1991-1992 devrait se traduire par un coût budgétaire d'une vingtaine de milliards de francs (un point de revalorisation représente cinq milliards en année pleine). Il faudra ensuite « cadrer » la discussion avec les syndicats, qui réclament que le passif des années antérieures soit, au moins partiellement, pris en compte et soient des garanties sur l'interprétation de la clause de sauvegarde.

M. Soisson sait qu'il n'a pas le droit à l'erreur. Les fonctionnaires constituent poliquement une population très sensible pour le pouvoir, et un échec des discussions porterait un coup très dur à la politique contractuelle, bloquée depuis avril 1990 dans la fonction publique.

J.-M. N.

## Les importations de viande des pays de l'Est en voie de règlement

BRUXELLES (communiqué européennes) de notre correspondant

Quelles garanties la France réclame-t-elle pour accepter les facilités d'accès aux marchés de la Communauté que la Commission de Bruxelles, suivie par ses onze partenaires, propose d'accorder aux exportations agricoles de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, et pour cesser par là-même d'être montrée du doigt - ce qui pourrait rapidement devenir politiquement et même commercialement malsain - comme la nation « mesquine », qui, au nom d'intérêts archaïques, refuse une aide, pourtant largement symbolique, à ses voisins de l'Est? Sa principale préoccupation concerne les importations dans la CEE de veaux et de jeunes bovins que les Polonais et les Hongrois ont vendu l'année dernière à des prix de bradage et en grandes quantités, très au-delà du contingent - cent quatre-vingt-dix mille têtes - que les Douze acceptent de recevoir des pays tiers à prélevements réduits.

Les veaux ainsi livrés ont été ensuite engraisés dans la CEE et

ont contribué à déprimer le marché aujourd'hui en pleine débâcle, caractérisé par un stockage massif (près d'un million de tonnes de viande dans les entrepôts frigorifiques depuis le début de l'année), des exportations vers les pays tiers considérables (1 million de tonnes prévu pour 1991), bien sûr à coups de subventions ruineuses pour le budget européen. En dépit de ces efforts, les prix se traînent et les éleveurs sont mécontents. Ils formeront le gros bataillon de la manifestation paysanne du 29 septembre.

Afin d'éviter en 1991 les débordements de l'année précédente, les Douze, au printemps dernier, ont maintenu le contingent d'importations à prélevements réduits de veaux et de jeunes bovins à cent quatre-vingt-dix mille têtes, mais sachant que le prélèvement plein (au-delà des cent quatre-vingt-dix mille têtes) ne suffit pas pour empêcher des entrées qui s'effectuent à très bas prix, ils ont plafonné à quatre cent vingt-cinq mille têtes le total des achats susceptibles d'être opérés à l'extérieur de la CEE.

L'offre présentée par la Commission dans le cadre des négocia-

tions avec les pays de l'Est consiste à augmenter de 10 % par an pendant cinq ans l'actuel contingent à prélevements réduits, ce qui le porterait à trois cent dix-neuf mille têtes, mais en laissant inchangé le plafond de quatre cent vingt-cinq mille têtes. Les Polonais et les Hongrois, parce qu'ils vont également bénéficier de réductions supplémentaires du prélèvement, vont pouvoir tirer avantage, mieux que les autres fournisseurs traditionnels, autrichiens ou yougoslaves, de cette augmentation du contingent, mais ils seront vite barrés par le maintien du plafond de quatre cent vingt-cinq mille têtes.

Rassurer les éleveurs échaudés

La France, et on en arrive aux garanties invoquées par M. Mitterrand, entend vérifier que la Commission dispose de la volonté et des moyens nécessaires pour appliquer automatiquement des mesures de sauvegarde efficaces dès que ce seuil de quatre cent vingt-cinq mille têtes sera atteint. Elle entend aussi se prévaloir contre d'éventuelles demandes conventionnelles des Yougoslaves ou

des Autrichiens qui vont faire les frais de la concession faite aux Polonais et aux Hongrois. Elle voudrait encore que de l'argent frais soit dégagé pour des opérations triangulaires consistant par exemple à financer la livraison de viande polonaise à l'URSS. Mais elle entend que cet argent ne soit pas prélevé sur les crédits de 500 millions d'euros (3,5 milliards de francs) que les Douze ont déjà décidé d'affecter à la fourniture de produits agricoles à l'URSS, et qui dans son esprit devraient être mobilisés pour dégager les entreprises surchargées de la CEE.

Moyennant quelques précautions nécessaires pour rassurer des éleveurs échaudés par les dégâts qu'ont suscité en 1990 des importations massives, notamment de l'ex-RDA, l'affaire semble donc en voie de règlement. Il reste à savoir s'il était opportun de proposer, face à un marché déjà perturbé, une concession commerciale, d'une portée extrêmement limitée pour les intéressés, mais qui ne pouvait être perçue que comme un chiffon rouge par les agriculteurs des Douze, et en particulier les Français.

PHILIPPE LEMAITRE

هكذا من الأصل



# LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

Les visites à Moscou de M. Baker et du ministre français de la défense

## M. Gorbatchev promet un retrait des troupes soviétiques de Cuba

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a obtenu, après une longue négociation, un engagement sans précédent de la part du chef du Kremlin, M. Gorbatchev, à retirer les troupes soviétiques de Cuba, mercredi 11 septembre, beaucoup de promesses des dirigeants soviétiques, en particulier sur deux des dossiers qu'il venait plaider : Cuba et les îles Kouriles.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

M. Gorbatchev, immédiatement après son entretien de deux heures et demie avec le chef de la diplomatie américaine, a annoncé son intention d'engager très prochainement des discussions avec les dirigeants cubains en vue du retrait de l'île d'une « brigade d'entraînement » soviétique, soit quelque 3 000 hommes. Ce succès est précieux pour l'administration américaine. En annonçant sa décision, lors d'une conférence de presse donnée en compagnie de M. James Baker, M. Gorbatchev a

d'ailleurs fait état de la présence de 11 000 militaires soviétiques à Cuba, soit plus que ce qu'estiment généralement les experts occidentaux. Commentaire de M. James Baker : « Ce geste très important prouve qu'il y a et qu'il y aura de nouvelles occasions de coopération entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. »

C'est un peu vague, comme l'exigent la décente dont il faut habiller ce genre de marchandage et la prudence dont fait encore preuve Washington au sujet de l'assistance économique à l'URSS. Mais ce sont apparemment les prémices d'un assouplissement des positions américaines sur ce sujet. D'autant que M. Baker a paru satisfait du début de réorganisation des relations économiques entre le Centre et les Républiques, dont le président de l'Union venait de lui exposer le projet.

Pour ce qui est des besoins à court terme de l'URSS, M. Gorbatchev a annoncé que le nouveau Conseil d'Etat allait très rapidement se réunir. M. Baker, en sa qualité de président du G7. Un dialogue

constructif au sujet de l'aide économique semble finalement se nouer, alors que le dialogue de sourds prévalait encore en juillet, lors de la dernière réunion du G7.

C'est après son entretien avec M. Boris Eltsine que le secrétaire d'Etat a évoqué les ouvertures possibles de Moscou à propos des îles Kouriles. Par décection, la encore, M. James Baker n'a pas voulu révéler la nature des « suggestions » que venait de lui exposer le président de Russie sur une question qui n'est, en principe, pas de son ressort, mais de celui de l'Union.

Un autre dirigeant de Russie s'est rendu récemment au Japon et M. Eltsine semble vouloir prendre à bras-le-corps le règlement de ce problème, sur lequel les Japonais n'avaient pu faire fléchir M. Gorbatchev lors de sa visite à Tokyo il y a quelques semaines. « Je pense, disait mercredi M. Eltsine, que, compte tenu des nouvelles relations internationales et du fait que nous devons signer le plus vite possible un traité de paix avec le Japon, il faut régler ce problème le

plus rapidement possible. » A la dé, il a aussi, il y a la perspective de crédits japonais qui relanceraient fort opportunément les capacités très limitées des Etats-Unis.

M. James Baker a enfin recueilli auprès des deux dirigeants des assurances quant au contrôle par les autorités centrales des armes nucléaires soviétiques. « Moi-même et Gorbatchev nous avons garanti au secrétaire d'Etat et au peuple américain qu'ils pouvaient être tranquilles et que ces armements ne tomberaient jamais en d'autres mains », a dit M. Eltsine. Ces assurances sont-elles suffisantes pour M. James Baker ? C'est en tout cas un sujet de préoccupation qui partageait tous les Occidentaux et qui habite notamment le ministre français de la défense, actuellement en visite en URSS.

### La CSCE et les minorités

Intervenant dans l'après-midi devant les ministres des affaires étrangères des pays membres de la CSCE réunis depuis mardi à Moscou, M. James Baker a naturellement souligné les profondes mutations survenues ces dernières semaines en Union soviétique et appelé les dirigeants de ce pays à continuer de s'inspirer pour la suite du respect des droits de l'homme et des libertés individuelles. M. Boris Pankine, le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, venait d'annoncer devant le même forum une prochaine année pour tous les condamnés pour raisons politiques et de se prononcer en faveur d'une totale liberté de déplacement des personnes.

Mais c'est l'engrenage de la violence en Yougoslavie qui — en lui-même et parce qu'un scénario analogue pourrait se reproduire ailleurs — préoccupait le plus les ministres ici rassemblés. M. Baker, ouvrant son intervention sur ce thème, a de nouveau condamné ceux qui sèment la violence en Yougoslavie et « ne recollent qu'un ouvrage de misère ». Mettant plus particulièrement en cause les dirigeants serbes et l'armée fédérale, il leur a promis « l'exil politique et économique » s'ils poursuivaient dans cette voie plutôt que de saisir la perche que leur tend la Communauté économique.

M. Baker a enfin souhaité que la CSCE se dote de moyens de médiation dans les conflits impliquant des minorités nationales. Ce thème des minorités aura dominé les deux jours de réunion ministérielle de la CSCE, y compris dans les discours qu'ont prononcés, mercredi, les nouveaux membres de ce forum : les ministres bulgares et albanais. Le ministre des affaires étrangères de Tirana s'est livré à une étonnante défense des Albanais du Kosovo et il a profité de la tribune qui lui était offerte pour rappeler cette assemblée, dont il est membre, à l'indépendance, aux conventions qu'elle a souscrites au sujet des émigrants. L'Italie ne fut pas nommée, mais elle était visée.

Quant aux Baltes, qui avaient choisi de s'exprimer en anglais plutôt qu'en russe, ils ont fait état de mesures juridiques et pratiques qu'ils ont récemment adoptées pour la protection des minorités nationales et qui les faisaient apparaître auprès de plus d'un comme des modèles.

CLAIRE TRÉAN

## Le sort des armes nucléaires soviétiques inquiète les Occidentaux

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Malgré leurs déclarations optimistes destinées à calmer le jeu en URSS, les dirigeants occidentaux sont inquiets sur l'avenir des armes nucléaires soviétiques. M. Pierre Joxe, le ministre français de la défense, qui s'est entretenu de la question, mercredi matin 11 septembre, avec M. Mitterrand avant de quitter Paris pour Moscou, l'a tout autant que ses collègues allemand, britannique, américain ou espagnol, avec lesquels il a eu des entretiens pendant le dernier week-end.

La « mise en réserve » des prochains missiles Hades, annoncée par le président de la République lors de sa conférence de presse (lire page 3), comme sa proposition de réunir une conférence des quatre puissances nucléaires en Europe s'expliquent essentiellement par cette inquiétude. Certes, la mesure concernant le Hades ne pourra que faire plaisir aux Allemands et aux pays d'Europe centrale ou orientale. Mais elle constitue surtout le prix à payer pour la France afin d'obtenir un droit de regard sur l'avenir de la panoplie nucléaire soviétique. Un droit de regard qui ne comporterait aucune réciprocité, puisque la décision française de geler certaines de ses armes nucléaires tactiques (même si on préfère les appeler « préstratégiques ») est le fruit non pas d'une négociation, mais d'une décision unilatérale.

Ce sont les armes nucléaires tactiques soviétiques — de l'ordre de 15 000 à 30 000 — qui soulèvent la plus grande inquiétude. D'où la proposition de M. Mitterrand, devant la presse, d'une conférence à bref délai sur qui détient l'autorité en URSS, où sont les missiles et que vont-ils devenir. Très nobles — il s'agit pour l'essentiel de missiles sol-sol ou d'obus d'artillerie —, ces armes sont disséminées sur tout le territoire soviétique et elles dépendent d'une chaîne de commandement qui ne remonte pas forcément au plus haut niveau, mais à la situation trouble actuelle. Longtemps elles ont été assimilées par les stratèges soviétiques à des armes du champ de bataille.

### Bonne foi des dirigeants

Le recensement et la localisation de ces armes qui n'ont jamais fait l'objet de négociations de réduction, comme les armes stratégiques et conventionnelles, devient urgent, estime-t-on à l'Ouest. C'est à cette tâche que les Occidentaux veulent appeler les nouvelles autorités de Moscou et des Républiques : il s'agit d'un travail auquel ils aiment bien participer sous une forme ou sous une autre (l'idée d'une commission internationale de contrôle a déjà été lancée), avant d'ouvrir des discussions sur une réduction massive de ce type d'armes, qui, comme l'a déclaré la semaine dernière M. Dick Cheney, le secrétaire américain à la défense, « n'ont plus de grande valeur dans le nouvel

environnement européen ». Le dossier est au centre des discussions que M. Joxe doit avoir, jeudi 12 et vendredi 13 septembre à Moscou, non seulement avec son homologue, le général Chagochnikov, mais aussi avec M. Gorbatchev et M. Eltsine. La bonne foi de ces dirigeants, qui se sont déjà déclarés prêts à une réduction massive, ne pose pas tant problème que les difficultés matérielles de l'opération. Aucune de ces armes ne devrait en effet passer au travers du filet qui reste à mettre en place, et leur destruction constituera une opération délicate, pour évidente au pays de Tchernobyl, où les mesures de sécurité sont jugées très laxistes.

Autre question. Qu'en est-il exactement du rapatriement annoncé vers la Russie des armes stratégiques stationnées en Ukraine, au Kazakhstan, en Biélorussie ? Les Soviétiques sont avares de précisions, et il peut s'agir, dans le cas de certaines armes enterrées, d'opérations dangereuses, coûteuses et très longues. Ne vaudrait-il pas mieux envisager dans ces cas-là la neutralisation sur place de tels engins plutôt que leur transport ? M. Eltsine le pense aujourd'hui, après avoir préconisé le rapatriement vers la Russie et réclamé pour sa République le bénéfice de la « double décision d'emploi ». Ses dernières propositions avaient été violemment critiquées par plusieurs Républiques, qui y voient une volonté hégémonique grand-russe. Depuis, le président de Russie semble avoir mis de l'eau dans son vin : il n'a plus parlé de « double décision » et il a reconnu la nécessité d'un « centre » unique dont dépendraient les armes nucléaires.

### L'obsession des stratégies

Un autre problème commence aussi à obséder les stratèges occidentaux : si l'URSS s'engage dans une diminution très forte de ses dépenses militaires et de sa panoplie nucléaire, que vont devenir les dizaines de milliers de chercheurs et d'ingénieurs qui se consacraient exclusivement à l'effort de défense ? Ne vont-ils pas former une cohorte de mercenaires du nucléaire, prêts à vendre sur le marché international leurs connaissances et leurs services ? Le précédent irakien est dans tous les esprits. On pense aussi à l'Inde et au Pakistan. Les mêmes questions peuvent se poser à propos des spécialistes des armes chimiques et bactériologiques.

La période institutionnelle transitoire dans laquelle est entrée l'Union soviétique concerne aussi le domaine militaire. Les dirigeants politiques et militaires affirment haut et fort depuis quelques jours que le « centre » existe bien et conserve le contrôle des opérations. Bien des questions toutefois demeurent sur l'avenir militaire de l'Union. Selon certains, on ne pourra y répondre avant plusieurs années, le temps pour la nouvelle Union soviétique d'avoir prouvé qu'elle s'est ralliée à la démocratie.

JACQUES AMALRIC

Pour beaucoup d'Américains

## La déclaration du chef du Kremlin marque l'avènement d'une ère nouvelle

Aux Etats-Unis, où la « crise des fusées » de 1962, en pleine guerre froide, avait créé un traumatisme qui a alimenté l'hostilité de beaucoup d'Américains à l'égard du régime castriste, le retrait d'une brigade soviétique de Cuba est vu comme un symbole de bon augure. Personne ne se risque toutefois à prédire la chute rapide de M. Fidel Castro.

WASHINGTON

de notre correspondant

Encore un héritage de la guerre froide qui s'effondre et, pour beaucoup d'Américains, cela marque véritablement l'avènement d'une ère nouvelle. Ce ne sont pas tant les répercussions militaires de l'annonce du retrait des troupes soviétiques de Cuba qui intéressent les Etats-Unis : il y a beau temps que les quelques milliers de soldats de l'armée rouge stationnés sur l'île n'inquiètent plus le Pentagone.

Dans les milieux dirigeants comme dans l'opinion, la mesure annoncée, mercredi 11 septembre, par M. Mikhail Gorbatchev a une portée beaucoup plus profonde. Elle évoque un passé encore proche, où l'on fut tout près de l'effondrement. Car, aux Etats-Unis plus qu'ailleurs, la coopération militaire entre Moscou et La Havane a symbolisé certains des moments les plus durs de la confrontation Est-Ouest.

Mercredi soir, à l'heure du journal télévisé, des milliers de jeunes Américains ont pu voir en noir et blanc des images du non moins jeune président John Kennedy sommant le Kremlin de retirer les missiles qu'il venait d'entreposer à Cuba. C'était en octobre 1962, mais les images de

la « crise des fusées » ont accompagné mercredi les « papiers » des commentateurs sur l'annonce du retrait soviétique. Kennedy tint bon, Khrouchchev refusa ses fusées. La coopération militaire soviéto-cubaine ne s'arrêta pourtant pas. Au fil des ans, Moscou a bâti une armée cubaine qui sera longtemps l'une des plus fortes d'Amérique du Sud, les Etats-Unis conservant une base militaire à Guantanamo, à l'extrême est de l'île.

Hormis le nucléaire et les missiles, les Soviétiques déploieront à peu près toute leur panoplie d'armes à Cuba : bases aériennes, stations radar, blindés et même une base de sous-marins. L'armée cubaine est équipée de pied en cap. L'URSS se sert de l'île comme d'un entrepôt, d'une base d'écoutes des communications américaines. En 1979, l'administration Carter dénonça la présence à Cuba d'une brigade soviétique qui était apparemment sur l'île depuis pas mal de temps.

### Rendre l'immigration plus difficile

La décision soviétique facilitera un peu plus les relations entre Moscou et Washington. Mais elle n'a rien de révolutionnaire que les Etats-Unis voulaient au régime cubain. L'administration Bush paraît plus déterminée que jamais à fragiliser l'un des derniers bastions du communisme. La vieille garde du PC soviétique, celle qui fomenta la tentative de coup d'Etat, était l'élite principale de M. Castro à Moscou, et les dirigeants américains se réjouissent de l'isolement grandissant du « Lider Maximo ». « Il doit commencer à suer » (de peur), a charitablement commenté George Bush. Le département d'Etat, plus diplomatiquement, appelle à la tenue d'élections à Cuba.

Le blocus économique de l'île persiste, même si de nombreux Américains se rendent aujourd'hui à Cuba. Les Etats-Unis n'ignorent rien de la dégradation accélérée de la situation économique cubaine. Ils sont conscients que le régime de M. Fidel Castro se sert de l'émigration comme d'une soupape de sécurité — abaissant l'âge à partir duquel les Cubains peuvent quitter le pays — et d'une pompe à devises, en faisant payer très cher et en dollars les visas de sortie (le double du 31 août).

Ces dix derniers mois, les chiffres de l'immigration cubaine aux Etats-Unis ont suivi une courbe exponentielle : près de quarante mille entrées, sans compter les dizaines de clandestins, ces « boat people » des Caraïbes qui, chaque jour, bravent une mer dangereuse, la soit et les requins pour gagner la Floride.

Washington entend resserrer la vis et rendre plus difficile l'entrée des Cubains au grand dam des dirigeants de la marine américaine. L'administration Bush a préparé un plan de blocus des côtes pour barrer la route à une éventuelle nouvelle vague de « mariellitas ». L'opinion dominante à Washington est que le régime cubain sera rapidement privé de toute aide économique sérieuse en provenance de l'URSS. Il en sera un peu plus chancelant, et les divergences au sein du PC cubain encore exacerbées. Pour autant, personne ne se risque à prédire la chute de M. Fidel Castro. Le chef de la révolution cubaine a prouvé qu'il avait d'exceptionnelles capacités de survie politique.

ALAIN FRACHON

## Dix des quatorze responsables du putsch accusés de trahison plaident non coupable

Dix des quatorze dirigeants soviétiques arrêtés pour leur participation au coup d'Etat manqué d'août dernier, accusés de trahison, un chef d'accusation qui les rend coupables de la peine capitale, ont plaidé non coupable. Le parquet de Russie a précisé, mercredi 11 septembre, que parmi eux figurait M. Anatoli Loukianov, ex-président du Soviet suprême, et que certains tiennent pour le « cerveau » de la tentative de putsch. L'avocat de M. Loukianov a annoncé que son client, qui dément les accusations portées contre lui, était tombé gravement malade mardi en raison de « stress nerveux ».

Un porte-parole du parquet de Russie, qui mène l'enquête, a indiqué qu'un seul des accusés avait plaidé coupable de tous les chefs d'accusation retenus contre lui.

## Le Conseil d'Etat se prononcera le 16 septembre sur la démission de M. Silaev

Le premier ministre soviétique par intérim, M. Ivan Silaev, a déclaré, mercredi 11 septembre, à la télévision soviétique qu'il appartenait au Conseil d'Etat, qui doit se réunir lundi 16 septembre, de se prononcer sur sa démission. M. Silaev qui avait annoncé dans la journée qu'il renoncerait à par-

tir de lundi prochain à ses fonctions à la tête du gouvernement soviétique provisoire, n'a pas répondu à la question de savoir si sa démission restait une « question ouverte ». Le Conseil d'Etat soviétique, organisme transitoire créé après le putsch manqué d'août dernier, est présidé par M. Mikhail Gorbatchev et regroupe les dirigeants de la plupart des Républiques.

L'agence non officielle Interfax a rapporté que M. Silaev, qui est aussi chef du gouvernement de la Fédération de Russie, avait présenté sa démission à la suite d'accusations avancées par le maire adjoint de Moscou, M. Youri Loujov.

Ce dernier avait affirmé que les décrets pris par la direction russe après le putsch « empiétaient sur les droits et les biens des Républiques, ainsi que sur les biens et les droits de l'Union ». — (AFP)

**L'analyse de la conjoncture**

**REPÈRES**

**L'immigration**

**REPÈRES**

128 p., 42 F., 100 titres

**LA DÉCOUVERTE**

## Trois ambassadeurs de France dans les pays baltes

M. Philippe de Sureau en Lituanie

M. Philippe de Sureau a été nommé, mercredi 11 septembre, en conseil des ministres, ambassadeur de France en Lituanie. Il avait été envoyé en mission dans les pays baltes au mois d'août.

[Né en 1940, M. Philippe de Sureau est diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales. Après l'administration centrale (direction Europe), il est en poste à Bucarest (1965-1966). Il retrouve l'administration centrale (Afrique du Nord), en 1966-1967, puis rejoint l'ambassade de France à Moscou où il reste en poste jusqu'en 1972. Il est ensuite envoyé à Budapest (1972-1976), puis Bruxelles (jusqu'en 1979). Après un nouveau passage au sein de l'administration centrale, il retrouve Moscou (1981-1985) avant de partir pour Tel-Aviv où il est resté en poste jusqu'en 1989. Directeur adjoint d'Europe au Quai d'Orsay, il s'était occupé notamment de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).]

M. Jacques de Bausse en Lettonie

M. Jacques de Bausse a été nommé ambassadeur de France en Lettonie. Il est le fils de l'un des derniers ambassadeurs de France en poste à Riga avant la seconde guerre mondiale.

[Né en 1932, M. Jacques de Bausse est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (ENA). Après l'administration centrale (direction Europe), en 1961-1962, il part en poste à Varsovie (1962-1964). De 1964 à 1967, il retrouve l'administration centrale, avant de rejoindre Bruxelles (1967-1978), où il occupera, notamment, les fonctions de conseiller politique auprès du secrétaire international de l'OTAN. Après un nouveau passage au sein de l'administration centrale, il travaille au comité du désarmement des Nations unies à Genève (1980-1983). Il passe une année à Harvard avant de travailler pour la CSCE (1984-1987). Il était, depuis 1987, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à La Valette (Malte).]

M. Jacques Huntziger en Estonie

M. Jacques Huntziger a été nommé ambassadeur de France en Estonie.

[Né en 1943, M. Jacques Huntziger a été secrétaire national du Parti socialiste chargé des relations internationales avant de devenir l'un des spécialistes du PS pour les questions de défense. Il a été également adjoint au directeur de l'Institut des Nations unies de recherches sur le désarmement, puis chargé du Forum méditerranéen, organisme informel qui groupe les quatre pays de la CEE riverains de la Méditerranée occidentale (France, Italie, Espagne, Portugal), ainsi que les pays du Maghreb.]

هكذا من الأصل



## LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

## Le putsch raconté par le maréchal Chapochnikov

« Les forces armées doivent être dirigées par un civil » affirme le nouveau ministre soviétique de la défense

Nommé ministre de la défense de l'URSS et maréchal de l'air au lendemain du putsch de Moscou, le général Nikolai Chapochnikov, quarante-neuf ans, commandait jusqu'alors les forces aériennes soviétiques. Dans un entretien accordé au journaliste soviétique Andreï Karaulov et que publie jeudi 12 septembre le Journal indépendant de Moscou, il raconte en détail comment les journées du mois d'août ont été vécues au « Pentagone » soviétique, le ministère de la défense que dirigeait alors le maréchal Iazov, aujourd'hui arrêté avec les autres putschistes. Nous publions en exclusivité cet entretien, diffusé en France par l'hebdomadaire Courrier international.

« Vous qui avez côtoyé longtemps votre prédécesseur le maréchal Iazov, avez-vous été surpris de le voir figurer dans le comité pour l'état d'urgence ? »

« Voyez sa date de naissance : 1923. Cela veut dire que Iazov a été formé et est devenu adulte sous Staline. Et voilà qu'arrive la perestroïka, la démocratisation, le glasnost. Et plus ça va, plus cela lui déplaît. Il a été longtemps patient. Mais l'Union craque, l'armée réintègre les frontières nationales, l'économie est en proie au chaos. Alors, Iazov le maréchal est pris de doute. Je crois qu'il a été saisi par le désarroi. Mais il n'est pas allé jusqu'au bout, il n'a pas tiré sur les civils. »

« Le matin du 19 août, il a réuni ses généraux pour leur apprendre que l'état d'urgence était instauré, que les troupes étaient mises en état d'alerte sur tout le territoire de l'Union soviétique et que des unités seraient introduites dans certaines villes, y compris à Moscou. Alors, a-t-il dit, ne faites pas de bêtises. Dans la foule il y aura des gens qui vont se jeter sous les tanks ou lancer des cocktails Molotov. Je ne voudrais pas d'effusion de sang ni de carnage. » C'est ce qu'il a dit. »

« C'est peut-être pour cela que l'ordre fatal n'a pas été donné. On a dit tout simplement aux soldats d'entrer dans la ville, de stationner à tel endroit, et rien d'autre. J'ai compris dans la matinée du lundi 19 août qu'il n'oserait pas, ne donnerait pas d'ordre irréversible. Je crois que c'est, en fin de compte, à son avantage. »

« Les relations entre vous n'étaient pas des meilleures ? »

« Nous n'étions pas proches en tant qu'hommes. Nous n'avions que des relations de service. Iazov avait toujours son point de vue sur tout, il considérait qu'il savait tout mieux que tout le monde. Le 19 août, lors de la réunion du collège des généraux convoquée par Iazov, nous étions tous dans un état de choc. »

« Il ne nous a pas laissé le temps de la réflexion, parlant brièvement, pas plus d'un quart d'heure. J'ai remarqué qu'il n'était nullement enthousiasmé : plutôt abimé, quelque peu distrait, réticent. Il nous a dit d'embellie que Gorbatchev était malade, que la signature du traité de l'Union avait été prévue pour le lendemain, mais qu'il n'était pas question de le signer dans cette situation. »

« Alors, afin de calmer les esprits, on instaure l'état d'urgence. Il a dit : nous allons travailler et garder l'espoir. Agissez ! Il n'a pas permis de poser des questions et, d'ailleurs, pour être franc, personne n'en a manifesté l'envie. Exécutez les ordres, a-t-il dit. »

« L'ambiance dans le collège des généraux est loin d'être de franche camaraderie. Je ne me souviens pratiquement d'aucun cas où on aurait parlé franchement, en vidant son cœur. Ce n'est pas que nous méfions les uns des autres, mais tout cela vient du stalinisme. Alors, le 19, c'était la même chose : je suis, je descends l'escalier à côté du premier commandant adjoint de la marine (le commandant lui-même était en vacances). Il faut dire que l'armée de l'air et la marine sont considérées chez nous comme les plus démocratiques dans les forces armées. Alors je lui ai dit : Qu'est-ce que tu en penses ? A moi, tout cela ne me dit rien qui vaille. On dirait un coup d'Etat. Moi, m'a-t-il répondu, je suis de ton avis. Apparemment, ce sont tous des hommes de Gorbatchev, et ce sont eux qui proclament l'état d'urgence... Nous sommes morales dans nos voitures et chacun est parti de son côté. Ce fut tout, pas un mot de plus. »

« Je vais vous conter une anecdote à propos de Iazov. Le 20 août, la radio d'Echo de Moscou a annoncé mon arrestation. Sobitchak (le maire de Leningrad, NDLR) a dit lors d'un meeting à Leningrad que les forces de l'armée de l'air sont passées du côté de Eltsine dans leur totalité. Les radios étrangères ont annoncé la même chose. Pendant ce temps-là, je me trouvais dans mon bureau. Soudain, le téléphone sonne : c'est Iazov qui me convoque. »

« Que dois-je faire à ton avis ? »

« Vous risquiez de ne pas en revenir... »

« Mon attitude était la suivante : ils ne savaient pas exactement de quel côté j'étais. J'ai reçu quelques coups de fil du KGB : « Nous avons eu vent des insinuations vous concernant, expliquez-vous ! Moi, j'ai fait l'innocent. Je ne peux pas démentir, ai-je dit, ce que je n'ai pas entendu de vive voix. Mais, d'après Sobitchak... Non, ai-je dit, je n'en sais rien, vous ferez mieux de raccrocher, ce n'est pas la peine d'insister. Bref, Iazov ne pouvait rien savoir sur mon attitude. Plus tard, j'arrive au ministère où je l'attends en vain pendant près d'une heure. Je l'ai appelé ensuite dans sa voiture. »

« J'arrive bientôt, attends-moi », m'a-t-il répondu. Alors, pour la première fois depuis de nombreuses années, j'ai entrevu un Iazov à visage humain. Il est allé à ma rencontre, s'est excusé de son retard et m'a invité à m'asseoir. »

« Il s'est installé en face de moi. Je me suis dit que tout cela ne promettait rien de bon, qu'il préparait un coup fourré. Mais il me dit en français les sourcils : « Que dois-je faire à ton avis ? Parle franchement. »

« Alors, j'ai parlé franchement. Je lui ai dit qu'il fallait essayer de sortir de cette situation. Comment ? Digne ment bien entendu. « Sais-tu de quelle manière ? Oui, en retirant les troupes de la capitale et en ordonnant l'annulation de l'état d'urgence. Admettons, me dit-il. Mais qu'advient-il du comité ? Il faut le dissoudre, le déclarer hors-la-loi, arrêter ses membres s'il le faut, donner le plein pouvoir au Soviet suprême et ramener Gorbatchev à Moscou. »

« A peine ai-je prononcé ces paroles que trois membres du collège militaire entrent dans le bureau. Iazov se transforme immédiatement, son visage devient tout différent. Il invite les trois à s'asseoir et me lance : « Savez-vous pourquoi je vous ai convoqué ? » J'ai senti mon sang se glacer : « J'ai eu tort de lui parler ouvertement. Mais il me dit : « Il y a trop de démocrates dans les forces de terre et de l'air. On peut s'attendre à tout moment à n'importe quoi de leur part. Etes-vous certain de garder le contrôle sur ces personnes ? Oui, j'en suis certain. Alors, disposez et vagues à vos occupations. »

A l'assaut du Kremlin ?

« Comment expliquez-vous cette étrange convocation ? »

« Il avait des doutes. J'ai l'impression qu'au moment où ces trois généraux sont entrés dans son bureau, il voulait me défendre devant eux, me protéger. En fait, j'ai eu la nette impression qu'il cherchait une issue. »

« Après cette entrevue, je suis retourné dans mon bureau et j'ai convoqué mes premiers adjoints. »

« Alors les gars, ai-je dit, qu'est-ce que vous en pensez ? Oubliez pour l'instant que nous sommes tous des haut gradés. Dans l'aviation on s'est toujours regardé droit dans les yeux. Alors, que faire ? Parlez. » La réponse, comme je l'avais supposé, fut unanime : il faut en finir avec cette affaire. « Bon, dis-je, tout est clair. En tout état de cause, vous n'écoutez que des ordres venant de moi et d'aucune autre personne, quelle qu'elle soit. » La même instruction fut transmise aux troupes. »

« A l'approche de la nuit du 20 août, j'ai appris que l'assaut de la « Maison Blanche », le siège du Parlement de Russie, se préparait. J'ai appelé le général-colonel Gratchev (1). Il m'a dit qu'il n'avait pas l'intention d'exécuter les ordres des putschistes et voulait présenter sa démission. Si celle-ci n'était pas acceptée, il se tirerait une balle dans la tête. Je lui ai dit que la balle pouvait attendre et qu'il valait mieux aller à la « Maison Blanche. »

« Ma femme, je dois l'avouer, m'a dit que si j'y allais, je serais révoqué. « De toute façon tu seras écarté du commandement, mais l'effet en sera tout différent. »

« J'ai suggéré à Gratchev d'assister le Kremlin avec ses paras et

d'arrêter la junte nous-mêmes. Connaissant très bien le Kremlin et ses fortifications, il a émis des doutes sur le succès de cette entreprise. Il m'a conseillé plutôt de rester près du téléphone afin de garder le contrôle et d'éviter les bêtises. La nuit porte conseil, m'a-t-il dit. »

« Alors j'ai pensé : si l'ordre d'assaut est donné, je lance un ultimatum aux putschistes : annulez cet ordre, ou bien j'envoie les bombardiers et je vous écrase. Nous sommes restés en contact permanent avec la « Maison Blanche ». Un de mes colonels m'avait appelé de là-bas et j'entendais dans le combiné : « Vive la Russie ! »

« De vieux alcooliques »

« Le 21 au matin, on m'a appelé pour me convoquer chez Iazov pour 9 heures. Il tournait autour du pot, tenait des propos incohérents, portait à présent des jugements négatifs sur Pavlov et Iancov (le premier ministre et le vice-président, tous deux membres de la junte, NDLR). Comme quoi ils n'étaient que de vieux alcooliques qui l'avaient mis dans le coup malgré lui, que tout cela était une honte pour l'armée... »

« En tant que doyen du collège, j'ai porté le premier, exigeant que l'ordre de se retirer de Moscou soit donné aux troupes. J'ai répété également mes propos de la veille. Pratiquement tous les membres du collège m'ont soutenu. Alors Iazov nous a annoncé qu'il avait refusé d'assister à une réunion du comité des putschistes, que se tenait au même moment, et qu'il comptait, selon toute probabilité, donner l'ordre de retrait aux troupes. Il a ajouté qu'il ne se retirerait pas du Comité, afin de ne pas être traité une deuxième fois : « Je porterai ma croix jusqu'au bout. »

« Alors, qui a mis fin à ce putsch ? »

« Tous ensemble, je pense. Pardonnez-moi cette banalité, mais c'est l'époque qui en a fini avec ce putsch. »

« Les généraux ont-ils été surpris du résultat du putsch ? »

« Certains oui, mais la majorité non. J'ai pris cette décision le 19 ou le 20. »

Lermontov plutôt que Lénine

« Le putsch a donc changé l'armée. »

« Je voudrais qu'on ne dise plus jamais que c'était un coup d'Etat militaire. Les militaires ont pu en sortir avec honneur comme le Russe tout entier. Le peuple soviétique doit être fier de son armée. La première préoccupation du ministre de la défense est la formation de comités d'officiers. Etant donné la liquidation des structures du parti dans l'armée, nous aurons beaucoup de gens à caser. La majorité de ces personnes a servi sa patrie comme elle le pouvait. Ensuite, l'armée deviendra peu à peu professionnelle. Le ministère de la défense lui-même doit être radicalement réformé, devenir un organisme civil et être dirigé par un civil. Les forces armées basses sur le territoire d'une république doivent garder ses frontières, ne jamais s'ingérer dans ses affaires intérieures, n'organiser de manœuvres sur ses terres qu'avec l'aval du Soviet suprême et du président... »

« Mais je pense que toute république, y compris les Républiques baltes, n'est pas en mesure de protéger à elle seule ses frontières et son espace aérien. Si la confiance mutuelle règne, chaque République acceptera, je crois, de conserver un certain contingent de forces armées. Peut-être pas aussi important qu'à présent. Par exemple, aucune République ne dispose de sa propre aviation. Mais nous partirons à la première demande. »

« Il y a des portraits de Lénine, médiocres d'ailleurs, dans tous les bureaux de généraux. Allez-vous les décrocher ? »

« Je vous le dis franchement : je n'ai pas compris Lénine jusqu'à aujourd'hui, ni en tant qu'homme d'Etat, ni l'homme tout court. Si je le comprends un jour, j'en tirerai les conclusions. Alors, je remplacerai son portrait par celui de Pouchkine. Ou bien de Lermontov, qui était officier. »

(Traduit du russe par Vladimir Nadumov.)

(1) Le général Nikolai Gratchev commandait au moment du putsch les troupes aéroportées. Il est depuis le 23 août premier vice-ministre de la défense de l'URSS.

## EUROPE

Le débat sur la Yougoslavie au Parlement européen

## L'activité économique a chuté de 35 % dans la Fédération depuis le début des hostilités

Intervenant, mercredi 11 septembre, au cours du débat sur la Yougoslavie au Parlement européen, M. Delors, le président de la Commission de Bruxelles a habilement distillé quelques vérités premières en soulignant notamment que trouver à brève échéance des solutions aux crises actuelles relevait de « la quadrature du cercle ».

Contrairement aux chefs de file de l'Assemblée, qui ont préféré laisser s'exprimer des seconds rôles sur le dossier yougoslave, M. Delors n'a pas contourné l'obstacle. Pour lui, la Communauté dispose de deux armes essentielles : les sanctions économiques et la menace d'une reconnaissance de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie qui reste une carte maîtresse dans les négociations de La Haye. Il a évalué à 35 % la chute de l'activité économique dans la Fédération depuis l'ouverture des hostilités. « Déjà à ce stade, a-t-il estimé, il faudrait injecter cinq à six milliards de dollars pour relancer l'outil de production. »

Répondant à l'appel de nombre de parlementaires en faveur de la création rapide d'une force d'interposition européenne en Yougoslavie, le président de l'Assemblée communautaire a précisé que les Douze travaillaient sur cette hypothèse mais qu'elle soulevait une difficulté de taille : « Comment prendre cette décision, s'est-il interrogé, sans l'aval des Nations unies ? » Dans la résolution votée à une forte majorité (209 voix pour, 10 contre et 70 abstentions), l'Assemblée... qui n'hésite pas à parler « de processus de dissolution en cours de l'état yougoslave » ne retient pas cette éventualité mais demande que les parlements du Kosovo et de la Voïvodine (les deux provinces sous contrôle serbe) soient représentés à la conférence de paix... (Corresp.)

faudrait injecter cinq à six milliards de dollars pour relancer l'outil de production.

Répondant à l'appel de nombre de parlementaires en faveur de la création rapide d'une force d'interposition européenne en Yougoslavie, le président de l'Assemblée communautaire a précisé que les Douze travaillaient sur cette hypothèse mais qu'elle soulevait une difficulté de taille : « Comment prendre cette décision, s'est-il interrogé, sans l'aval des Nations unies ? » Dans la résolution votée à une forte majorité (209 voix pour, 10 contre et 70 abstentions), l'Assemblée... qui n'hésite pas à parler « de processus de dissolution en cours de l'état yougoslave » ne retient pas cette éventualité mais demande que les parlements du Kosovo et de la Voïvodine (les deux provinces sous contrôle serbe) soient représentés à la conférence de paix... (Corresp.)

## Les Français de la « légion noire »

D'étranges mercenaires se battent pour la Croatie et contre le communisme

SISAK (CROATIE)

de notre envoyé spécial

Cette guerre est « une saloperie », « une guerre civile » où l'ennemi « peut vous tirer dessus de n'importe où à n'importe quel moment ». Stéphane Le Fauconier, un Lyonnais de vingt-cinq ans, est bien placé pour juger de la guerre en Yougoslavie car il a fait depuis un peu plus d'un mois dans les forces croates engagées contre les irréguliers serbes et l'armée. Et pas dans n'importe quelle force puisqu'il appartient, comme un autre Lyonnais de vingt ans, Damien, ainsi qu'un Allemand spécialiste en explosifs, à une unité spéciale, sorte de groupe de choc chargé de « nettoyer le terrain » en avant des lignes tenues par la garde nationale croate.

Unité « antiterroriste », selon l'expression de Damien, cette troupe a pour nom officiel « brigade anti-terroriste ». Mais ses membres l'appellent plus communément entre eux « légion noire », en référence aux uniformes des troupes américaines - qu'ils portent pour les combats de nuit qui constituent le plus clair de leur activité.

Dépendant directement, selon leurs cadres, du « préfet de l'état de guerre » de la région de Sisak - à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Zagreb - où ils ont leur quartier général, et du président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, les « hommes en noir » ont pour chef un ancien émigré croate qui, selon ses dires, a puiser ses propres fonds pour équiper son armée de pied en cap - « des armes au whisky ».

## Discretion sur le rôle de sa « brigade »

Surnommé « Mladen le Noir », ce

général « donneur » de trente-quatre ans affirme tenir sa fortune de son exil de sept ans en Suède, où il a monté un restaurant avant de rentrer à Zagreb l'année dernière et y avoir créé une agence de tourisme et une entreprise d'exportation de fruits et légumes. « J'ai vendu mon restaurant et mon agence de tourisme pour financer la brigade antiterroriste », assure-t-il, investissant 550 000 deuscha-marks dans « son » unité. Les troupes, il les a achetées aux Américains. Quant aux armes, il indique simplement les avoir acquises à l'étranger, « par l'intermédiaire d'un ami », les payant « trois fois le prix ».

Il refuse d'en dire plus sur leur origine, de même qu'il élude toute question sur la composition de l'armement de la « légion noire ». Seule indication obtenue directement des « hommes en noir », ceux-ci viennent d'être dotés de nouveaux fusils d'assaut de type Kalashnikov à munitions OTAN. Si Mladen le Noir assure que son groupe est équipé de « tout ce dont nous avons besoin », ses hommes sont loin d'être de son avis et avouent être largement sous-équipés bien que mieux armés que la garde nationale aux missions plus « statiques » que la « légion noire », explique Stéphane Le Fauconier.

Mladen se montre très discret sur le rôle exact de sa « brigade », refusant même d'en évaluer les effectifs - environ trois cents hommes, apparemment. Reprenant le langage officiel des autorités croates, il affirme : « Le gouvernement nous a demandé de tirer, même contre l'armée. Tout ce que nous faisons, c'est défendre les villages croates, et nous n'entrons la nuit que dans ces derniers. » A l'entendre, sa mission ne se distinguerait en rien, ou presque, de celle de la garde nationale.

En fait, selon l'un d'eux, les « hommes en noir » effectuent notamment « des opérations d'infiltration » derrière les lignes serbes. Stéphane explique : « Nous nettoyons le terrain en avant des lignes et la garde nationale vient occuper pour défendre les positions que nous avons prises. » La dernière opération à laquelle il a pris

part remonte à lundi dernier et a failli lui coûter la vie. Chargé avec une quarantaine d'hommes et trois blindés d'aller rétablir la liaison avec Kostajnica, petite localité croate (au sud de l'autoroute Belgrade-Zagreb), totalement assiégée par les Serbes, à la frontière de la Bosnie-Herzégovine, il a vu son unité taillée en pièces par l'adversaire tirant à partir de la Bosnie, sur l'autre rive de la Una, rivière formant la frontière entre les deux républiques.

La « compagnie » de Stéphane et Damien a dû faire demi-tour après avoir perdu trois hommes ainsi que les blindés. Stéphane et Damien reviennent d'ailleurs le peu d'entraînement des combattants croates et s'étonnent de la tactique suivie, presque suicidaire, comme lors de l'opération sur Kostajnica. « Nous avançons en file indienne derrière les blindés sur la route longeant la rivière, bien en vue des Serbes qui nous ont tirés comme des lapins. Des blindés ont été touchés : bourrés de munitions, ils ont explosé. Assommés par la déflagration, nous avons été laissés pour morts et nous nous sommes retrouvés seuls, Damien, l'Allemand et moi. Nous avons mis des heures pour regagner nos lignes. »

Il constatent aussi l'absence d'armements que ne peut compenser la détermination d'hommes dont le seul entraînement se fait pendant la bataille. Les combattants croates arrivent pour la plupart sans instructions et doivent se former sur le terrain, expliquent-ils. Or, estime Stéphane, « ce n'est que le début de la guerre, ça sera longue ». A cela s'ajoute « un manque de coordination » entre les différents unités croates, qui se révèle dramatique et réduit encore leur efficacité. « Tu vas au combat, tu te débrouilles, chacun pour soi. D'autant qu'en face, les « terroristes » sont « fanatisés » et totalement équipés par l'armée serbe, dit Stéphane qui refuse d'évoquer le spectacle des massacres qu'il affirme avoir découverts en entrant dans certains villages croates.

La « brigade antiterroriste », elle, se dit « propre », bien que l'un de ses membres ne se fasse pas prier pour affirmer qu'il est « ici pour tuer le maximum de Tchétchènes » (du nom des bandes de partisans royalistes serbes durant la deuxième guerre mondiale). Ainsi son chef assure-t-il avoir libéré il y a quelques jours trente prisonniers serbes qui avaient pourtant été pris les armes à la main, et alors que plusieurs de ses propres hommes, blessés, se seraient suicidés plutôt que de tomber vivants aux mains des « terroristes » serbes. Mais, dans cette guerre, les gestes d'humanité sont bien moins nombreux que ne voudrait le faire croire Mladen le Noir.

Chacun pour soi

Membre de la « brigade antiterroriste », Boris raconte que tous les prisonniers - lesquels il y en a quelques uns - ont été libérés à la « justice ». Ceux qui n'ont pas été libérés, affirme-t-il, sont relâchés. Et les autres ? « Que voulez-vous qu'on en fasse ? Qu'on les libère à la justice ? Pour qu'ils se libèrent immédiatement ? »

Mystérieuse - personne à Sisak ne sait très bien à quel corps elle se rattache - la « légion noire » est loin de faire l'unanimité et, reconnaît Boris, a même « mauvaise réputation » auprès d'une partie de la population. Ce n'est pas seulement pour la facilité avec laquelle certains de ses membres « réquisitionnent » des véhicules, mais de l'avis même de Boris, pour son côté irrégulier et cet uniforme noir qui rappelle trop à certains les sinistres outachis du dictateur Ante Pavelic (1), auquel les Allemands avaient même fait un royaume croate et qui s'est allié, sous la protection nazie, par sa cruauté.

Mladen le Noir, évidemment, nie

toute filiation de son groupe avec les bandes outachis. Il multiplie les professions de foi « antiterroristes », met en avant le passé de partisans, selon lui, de son grand-père, et vante l'ancienneté de sa famille à celle du président Tudjman. Son but ? « Faire en sorte que la Croatie vive dans ses frontières et que tout le monde y ait les mêmes droits ». Anticommuniste, son rêve serait de voir la Croatie devenir une espèce de deuxième Suède, « où tout le monde aurait les mêmes chances dans la vie », dit-il, débordant littéralement de son triomphe, revolver magnum et poignard à la ceinture (il en a un deuxième fixé à la botte noire). « Ma fiancée est serbe et je l'épouserai à la fin de la guerre. Serbes et Croates, il faudra tous vivre ensemble », confie-t-il, à la dernière tournade de whisky. « Quand on entend de l'enfer, il ne reste qu'une chose à faire, boire. »

« National-socialiste et fier de l'être »

Le « modèle suédois » paraît toutefois très loin lorsqu'on entre dans la caserne du quartier général de la « légion noire », une maison de retraite réquisitionnée. Au mur, deux portraits côte à côte : l'un, du président Tudjman, l'autre, d'Ante Pavelic. A peine deux-trois entrées dans la pièce que Mladen a ordonné à l'un de ses hommes de le décrocher. Stéphane, lui, ne trouve rien à redire aux outachis ; au contraire, il les trouve « braves ». Il est vrai qu'il ne cache pas ses opinions et s'affiche ouvertement « national-socialiste et fier de l'être ». A la ceinture, il arbore une boucle des jeunesses hitlériennes.

Quant à ses compagnons d'armes, il les trouve moins extrémistes que lui, simplement « nationalistes ». Il ne veut pas parler de ce qu'il appelle sa « vie privée » mais il a, tatoué sur le cou, l'aveu d'un passé récent : « skin-head » y est inscrit. Il en est de même de son expérience militaire, que certains lui disent avoir été acquiescé à la légion étrangère. Lui, refuse de répondre. Mais ses réticences, au fil de la discussion, et la comparaison qu'il fait entre son degré d'entraînement et celui des autres « hommes en noir », laissent peu de doutes. De plus, une cicatrice lui barre le crâne, visible sous les cheveux coupés ras. « En Nouvelle-Calédonie », consent-il seulement à dire. Mutisme encore sur son voyage de Lyon à Zagreb. En revanche, il est prolixe sur les raisons qui l'ont poussé à rejoindre les forces croates et qui, toutes, à l'entendre, sont idéologiques : « La Croatie est un pays européen agressé par l'impérialisme serbe. Or, nous avons le devoir de défendre un pays européen. » Mais au courant de la situation par des amis croates de Lyon, Stéphane et Damien ont alors décidé de venir se battre contre « l'armée communiste ».

« Réservé, plus efficace que son ami, Damien ne se dit pas national-socialiste. Lui est venu en Croatie avec le désir « d'en finir avec les idéologies mortes », à savoir le communisme, et « préparer l'avenir : une Europe libre ». Tous deux assurent avoir refusé de recevoir une solde et n'avaient accepté pour tous argent depuis leur engagement qu'un cadeau de M. Tudjman : mille dinars chacun.

Mercredi soir 11 septembre, Stéphane et Damien s'apprêtaient à repartir en opérations pour « nettoyer » un village, près de Petrijno, non loin de Sisak. Seul regret de Damien : il devait bénéficier d'une permission mais devra encore attendre avant d'aller, enfin, voir un match de football à Zagreb.

YVES HELLER

(1) Ante Pavelic, prit le titre, en 1929, du mouvement nationaliste des outachis contre la politique centralisatrice de la Serbie. Bâti à Vassau, il organisa l'assassinat du roi Alexandre I<sup>er</sup> à Marseille en 1934. Il dirigea, en 1941, l'Etat croate, reconnu par Hitler et Mussolini, et y établit un régime de terreur.

PROC

mouvements islamiques  
renouveau heureux

AFRIQUE

réforme nationale à ordonner  
évolution du gouvernementUNION SOVIÉTIQUE  
LA FIN DU POUVOIR  
COMMUNISTE

SANS VISA

مكتبة ابن الأصيل



monique a chute de 35  
depuis le début des hostilités

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

de la « légion noire

## PROCHE-ORIENT

A la suite de la libération par Israël de cinquante et un prisonniers chiites

### Les mouvements islamistes laissent entrevoir l'espoir d'un dénouement heureux pour les détenus au Liban

A la suite de la libération des 51 prisonniers libanais que détenait l'Armée du Liban sud (ALS), milice auxiliaire d'Israël, l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR), l'un des principaux groupes preneurs d'otages au Liban, a exprimé jeudi l'espoir qu'un « dénouement heureux surviendra pour tous les détenus au Liban ».

L'OJR a également indiqué que l'otage britannique Jack Mann était « en bonne santé », ce qui pourrait signifier sa libération

prochaine. Dans un communiqué parvenu à une agence de presse occidentale à Beyrouth au bas duquel est publiée une photo de Jack Mann, l'OJR affirme que « les négociations en cours avec les Nations unies et les autres médiateurs ont abouti à un processus de règlement en vertu duquel le cheikh Abdel Karim Obeid et les autres frères seront libérés par étapes ». Elle note que « la première étape a été accomplie » et que « l'OJR exécutera ses engagements du

moment que l'autre partie a rempli les siens ».

Dans un communiqué adressé à une agence de presse internationale à Beyrouth, le Jihad islamique s'est déclaré prêt à régler la crise des otages. « Nous sommes tout à fait prêts à offrir le soutien nécessaire... » écrit le Jihad qui a joint au communiqué une vieille photo de l'otage américain Terry Anderson.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Un grand pas vers la libération des dix derniers otages occidentaux encore retenus au Liban a été franchi ces dernières heures, lorsque par entre Téhéran, Jérusalem, Beyrouth et l'extrême sud du pays du Cèdre. Premier résultat tangible des efforts entrepris par le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, en visite à l'heure actuelle dans la capitale iranienne, Israël ayant reçu mardi des informations crédibles sur le sort de deux de ses soldats disparus au Liban, a accompli mercredi 11 septembre un geste spectaculaire qui devrait permettre de poursuivre, voire d'accélérer le processus de libération des prisonniers et otages de la région.

Premier volet du vaste marchandage qui vient d'être lancé, neuf cadavres de maquisards chiites libanais, « des terroristes du Hezbollah » selon l'armée israélienne, ont été remis dans des cercueils de pin, par des soldats de Tshahal, au comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Les neuf hommes en question avaient été tués ces dernières années par l'armée israélienne ou ses alliés du Liban du Sud, puis enterrés dans le nord du pays, près d'un kibboutz nommé Gadot, dans une sorte de cimetière de combattants « arabes » qui compterait plus de deux cents tombes. Un peu plus tard dans l'après-midi, à quelques kilomètres au nord, dans la zone dite « de sécurité » de

15 kilomètres de profondeur qu'Israël s'est ouverte en 1982 à l'intérieur du Liban du Sud, cinquante et un prisonniers libanais étaient libérés du camp de détention d'Al-Khiam.

« Nous espérons, déclarait mercredi soir au cours d'une conférence de presse à Tel-Aviv, M. Uri Lubrani, coordinateur des actions israéliennes au Liban et négociateur numéro un dans ce genre d'affaires, que ceci n'est qu'un début et que cette importante étape aboutira à la solution définitive du problème des prisonniers et disparus israéliens ainsi qu'à la tragédie des otages occidentaux ».

Officiellement détenus par l'Armée du Liban-sud (ALS), une milice virtuellement aux ordres de Jérusalem et commandée par le général Antoine Lahd, en l'occurrence « encouragé » par l'armée israélienne « à faire, comme dit le communiqué officiel, un nouveau

geste humanitaire », les prisonniers libérés, dont cinq femmes, paraissent en bonne santé.

« Israël, précisait le communiqué publié par Tshahal dans l'après-midi, suit avec attention les efforts du secrétaire général des Nations unies et lui a accordé toute sa confiance en vue de nouveaux et rapides progrès ».

Au-delà du compliment adressé à M. De Cuellar, objet de véritables, et rares, louanges mercredi soir dans les milieux officiels israéliens, le message, répété un peu plus tard par M. Uri Lubrani, est clair : l'Etat hébreu a tenu la promesse qu'il avait faite au secrétaire général il y a moins d'un mois, il entend obtenir ce qu'il demandait en échange, à savoir des informations « complètes et crédibles » sur le sort de « tous » ses soldats disparus en opération au Liban.

Israël sait maintenant avec cer-

titude que le fantassin Rahamim Alsheikh, disparu en février 1986 dans une embuscade tendue au Liban du Sud par le Hezbollah, est mort.

Pour ce qui concerne son compagnon d'opération, le soldat Yosef Fink, les informations obtenues « sont encore un peu confuses ». Une identification complète ne pourra être effectuée que lorsque Israël aura pu rapatrier les restes de ses soldats, une opération dont M. Lubrani a affirmé ignorer où, quand, comment, elle pourrait avoir lieu. Pour les cinq autres soldats dont Jérusalem a perdu la trace depuis des années, rien.

Bien sûr, le grand troc en cours n'est pas encore entré dans sa phase finale, et Israël, comme disait mercredi soir un porte-parole du ministère de la défense, a encore « quelques beaux atouts en main » pour obtenir ce qu'il veut. D'abord il reste quelque trois cents prisonniers libanais coupés du monde depuis des années dans le camp-prison d'Al-Khiam.

Ensuite et surtout, en juillet 1989, un commando hélicoptère de Tshahal a enlevé un atout maître, aujourd'hui détenu quelque part en Israël même dans une cellule de haute sécurité, à savoir le cheikh Abdel Karim Obeid, prédicateur chiite et membre influent de la direction du Hezbollah. De lui, pour l'instant, il n'y a pas de question. « Nous verrons comment les choses vont évoluer », a indiqué M. Lubrani.

PATRICE CLAUDE

## AFRIQUE

NIGER

### La conférence nationale a ordonné la dissolution du gouvernement

La conférence nationale, réunie à Niamey, a décidé, mardi 10 septembre, de dissoudre le gouvernement et de suspendre de ses fonctions le chef de l'état-major de l'armée, le colonel Toumba Boubacar, a annoncé l'Agence nigérienne de presse (ANP). Les participants à la conférence ont reproché au gouvernement - dont ils avaient, au départ, ordonné le maintien provisoire - de ne pas s'occuper suffisamment des affaires courantes. Les questions portant sur la sécurité et le rôle de l'armée avaient été évoquées à plusieurs reprises au cours de ces derniers jours. La suspension de fonction du chef de l'état-major intervient après les récentes revendications de jeunes officiers, réclamant la mise à l'écart de leurs pairs ayant exercé des fonctions politiques ou

ayant été impliqués dans l'affaire de Tchintabaraden, en mai 1990, quand plusieurs dizaines de Touaregs avaient été massacrés par l'armée. - (AFP)

o ETHIOPIE : libération de treize Occidentaux détenus en Erythrée. - Treize touristes occidentaux - six Italiens, cinq Britanniques, une Allemande et un Américain - détenus en Erythrée depuis quatre semaines, ont été relâchés, mercredi 11 septembre, à Khartoum (Soudan). Ils avaient été appréhendés, le 8 août, alors qu'ils naviguaient vers l'île de Dahlak, en mer Rouge, et aussitôt accusés d'avoir « pénétré sans autorisation dans les eaux territoriales érythréennes ». - (AFP)

LE MONDE  
diplomatique

SEPTEMBRE 1991

UNION SOVIÉTIQUE :  
LA FIN DU POUVOIR  
COMMUNISTE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

## AMÉRIQUES

CHILI : pour l'anniversaire du coup d'Etat de 1973

### Des milliers de manifestants ont réclamé la punition des crimes commis sous la dictature

SANTIAGO-DU-CHILI

de notre correspondant

Deux « célébrations » contradictoires ont marqué la journée du mercredi 11 septembre, date du dix-huitième anniversaire du coup d'Etat du général Augusto Pinochet contre le président socialiste Salvador Allende.

A l'appel des organisations de parents des victimes de la répression et des partis de gauche, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les rues de la capitale, réclamant le « châtiement » des auteurs des crimes commis sous la dictature et la libération des cent quatre-vingts prisonniers politiques toujours détenus. Dans la soirée, les habitants de plusieurs quartiers populaires ont dressé des barricades qu'ils ont ensuite incendiées. Des incidents ont ensuite opposé des manifestants aux carabiniers.

De leur côté, les membres du gouvernement ont assisté à une messe funèbre à l'intérieur de la Moneda, le palais présidentiel où

Allende s'était suicidé (selon la version officielle) en 1973, après avoir résisté, avec une poignée de fidèles, à l'assaut des putschistes. Au même moment, une autre messe était célébrée à l'école militaire en présence du général Pinochet, actuel commandant en chef, et de son état-major, tandis que plusieurs centaines de ses partisans sillonnaient en voiture les rues des beaux quartiers.

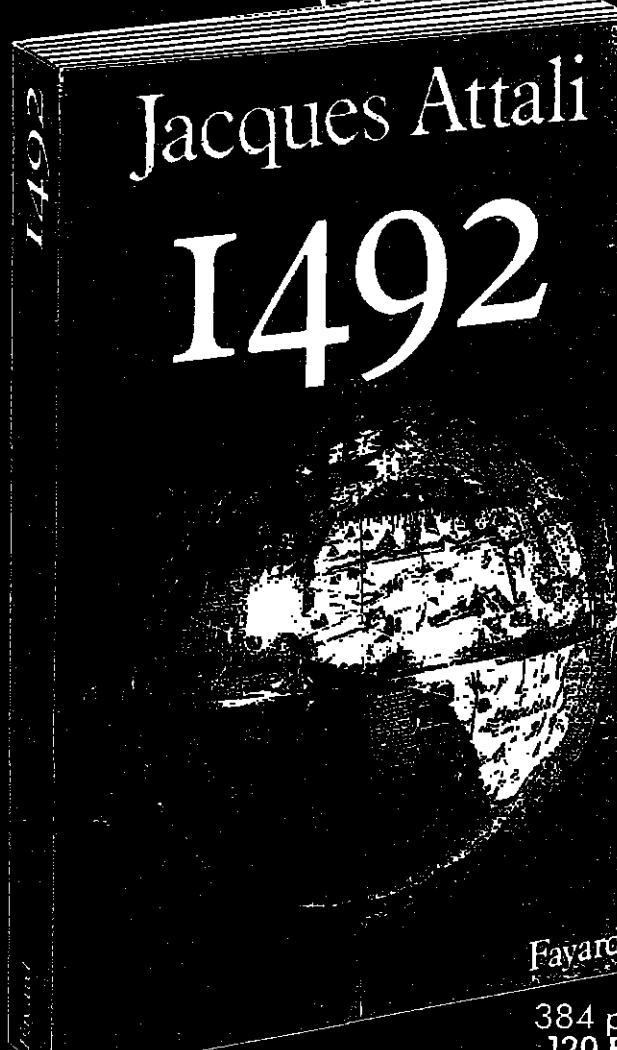
L'ancien dictateur s'est efforcé, ces derniers jours, d'atténuer la fâcheuse impression produite par ses déclarations imprévisibles sur « le sens de l'économie » dont auraient fait preuve les militaires en mettant deux corps par tombe dans un cimetière de Santiago, où les cadavres d'une centaine de victimes de la répression ont été découverts. Le président Patricio Aylwin, au pouvoir depuis mars 1990, avait, quant à lui, choisi de passer le 11 septembre sur l'île de Pâques, à 3 500 kilomètres du cérémonial militaire.

GILLES BAUDIN

o ETATS-UNIS : M. Djerejian nommé secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud. - Le président George Bush a annoncé, mercredi 11 septembre, le remplacement de M. John Kelly, secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, par M. Edward Djerejian, ambassadeur des Etats-Unis en Syrie depuis 1988. M. Djerejian, cinquante-deux ans, a également été en poste en Jordanie et en URSS, et il a occupé les fonctions de porte-parole adjoint de la Maison Blanche pour les affaires étrangères et de sous-secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud. - (AFP)

o SALVADOR : la guérilla décrite une trêve pendant les négociations de paix aux Nations unies. - Les dirigeants du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ont annoncé, mercredi 11 septembre, une trêve unilatérale à partir de vendredi, pour favoriser le déroulement d'une réunion qui doit rassembler, les 16 et 17 septembre à New York, les représentants du gouvernement salvadorien et du FMLN, autour du secrétaire général des Nations unies. M. Javier Perez de Cuellar avait proposé cette rencontre pour trouver une issue à la guerre civile qui déchire le Salvador depuis douze ans. - (AFP, Reuters)

# JACQUES ATTALI



"I492" est un bel ouvrage clair, riche, ardent comme si, se faisant cette fois historien, Jacques Attali écrivait sous le regard de Fernand Braudel.

Ouvrage provocant aussi.

Françoise Giroud,  
Le Journal du Dimanche

FAYARD

هكذا من الأصل

# Les Emirats Arabes Unis : 20 ans de progrès

LES EMIRATS ARABES UNIS SONT UNE FÉDÉRATION DE SEPT EMIRATS INDÉPENDANTS AUTREFOIS CONNUS COMME LES ÉTATS DE LA TRÈVE, QUI ONT ÉTÉ FORMÉS APRÈS LE RETRAIT DES TROUPES BRITANNIQUES À L'EST DU CANAL DE SUEZ EN DÉCEMBRE 1971, POUR DEVENIR LE PLUS JEUNE PAYS DE LA PÉNINSULE ARABIQUE. LE PLUS IMPORTANT ET LE MIEUX CONNU DES EMIRATS EST LA CAPITALE FÉDÉRALE, ABOU DHABI, TANDIS QUE LES AUTRES MEMBRES, PAR ORDRE D'IMPORTANCE SONT : DOUBAI, CHARJAH, RAS AL KHAIMAH, FOUEIRAH, OUM AL QWAIN ET AJMAN.



Son Altesse Cheikh Zayed Bin Sultan Al Nahyan Président des Emirats Arabes Unis.

## Economie et commerce

La base de l'économie des Emirats Arabes Unis est la production du pétrole, avec ses réserves recouvrables aujourd'hui de 200 milliards de barils et ses installations produisant une capacité de plus de trois millions de barils par jour. La majeure partie du pétrole provient de l'Emirat d'Abou Dhabi où la première découverte fut faite en 1958. Les exportations commencèrent en 1962, suivies de celles des Emirats de Doubaï, Charjah et Ras Al Khaimah.

Les niveaux de production varient selon la demande du marché et selon les directives données par l'OPEP, dont les Emirats Arabes Unis sont membres depuis leur indépendance. La politique pétrolière du gouvernement d'Abou Dhabi est votée par le Conseil Suprême Pétrolier et présidée par Cheikh Khalifa Bin Zayed Al Nahyan.

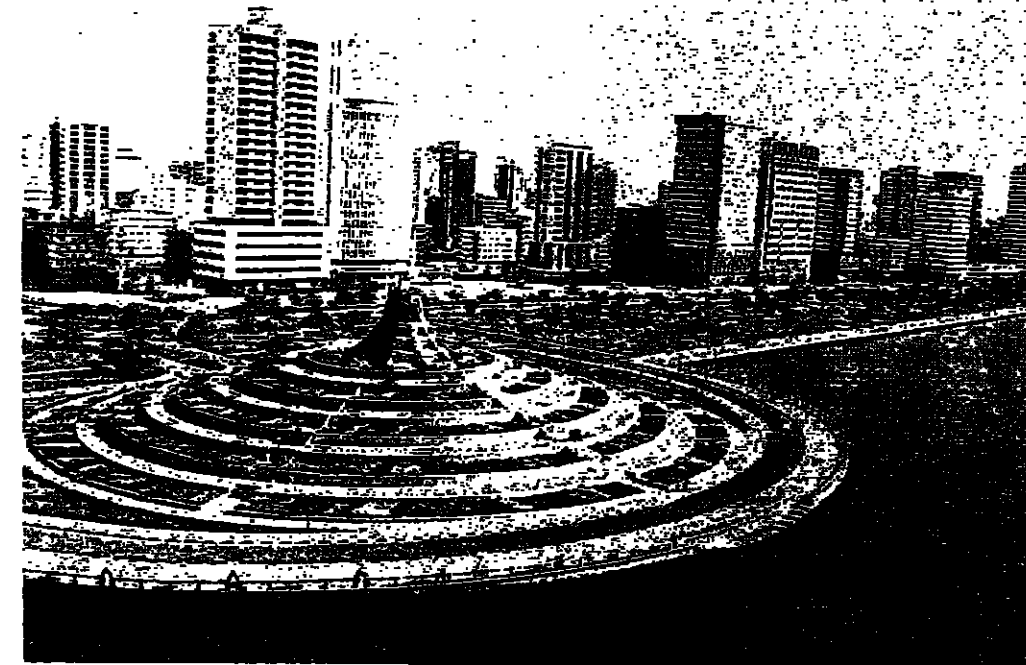
Les plus grands producteurs de pétrole dans l'Emirat sont la compagnie d'opérations pétrolières à terre d'Abou Dhabi, ADCO, et la compagnie d'opérations maritimes d'Abou Dhabi, ADMA-OPCO. 60 % de ces compagnies appartiennent à la compagnie nationale pétrolière d'Abou Dhabi et le reste en consortium avec des compagnies pétrolières étrangères. Il existe une importante industrie de liquéfaction de gaz à Abou Dhabi, Doubaï et Charjah. Tandis que le pétrole et le gaz naturel apportent le plus gros du revenu national du pays, les ports des Emirats Arabes Unis ont aidé à gagner une place importante dans la région comme centre de ré-exportation et de commerce. Un secteur d'industrie lourde a été développé, comprenant des projets à long terme dans l'industrie du pétrole, tels qu'une raffinerie pétrolière et une usine d'engrais. DUBAL, la plus grande fonderie d'aluminium, et DUCAB, qui fabrique des câbles électriques de basse tension, sont toutes deux situées dans la zone industrielle de Jebel Ali. L'industrie légère est maintenant également en expansion. Le produit national brut du pays a augmenté, par rapport à 1990, de 128 milliards de dirhams (35 milliards de dollars). Ces augmentations ont fait suite à une décision de l'OPEP autorisant les États membres à abolir les limites de production afin de compenser des pertes du pétrole en Irak et au Koweït après l'invasion du Koweït le 2 août 1990. Le secteur bancaire put se remettre très rapidement du premier impact négatif suite à l'invasion de l'Irak grâce aux rapides actions de la

Le Chef d'Etat et Président, Son Altesse Cheikh Zayed Bin Sultan Al Nahyan, Souverain d'Abou Dhabi, fut élu en 1971 et a été réélu tous les cinq ans par ses collègues, membres du Conseil Suprême des Souverains. Le Vice-Président, aussi Premier Ministre, souverain du deuxième Emirat par ordre d'importance - Doubaï -, Son Altesse Cheikh Maktoum Bin Rashid Al Maktoum, succéda à son père, Cheikh Rashid, en octobre 1990. Le Parlement du pays s'appelle le Conseil Fédéral National - ses quarante membres sont choisis dans chaque Emirat par rapport à la taille de l'Emirat. Les Emirats Arabes Unis, qui s'étendent sur les côtes sud du Golfe Arabique, avec un petit littoral sur le Golfe d'Oman, couvrent à peu près 78 000 kilomètres carrés. Au dernier recensement national, en 1985, la population totale était de 1 622 464 habitants dont 670 000 vivaient à Abou Dhabi, la capitale fédérale, et Al Ain, oasis située à l'intérieur des terres. Un peu plus de 400 000 personnes vivent dans l'Emirat de Doubaï, principalement dans les villes jumelées de Doubaï et Deira, les centres commerciaux des Emirats Arabes Unis et le reste de la population vit dans les Emirats plus petits. La population est estimée à 1,8 million d'habitants.

Banque Centrale qui, en assurant la liquidité, redonna aux sociétés une confiance quasi immédiate dans les banques commerciales. D'après les chiffres annoncés après la guerre par les différentes autorités portuaires du pays, on s'aperçoit que, malgré les coûts élevés des assurances, le commerce maritime continua dans la région.

## Transports et communications

Il y a cinq aéroports internationaux à Abou Dhabi, Doubaï, Charjah, Ras Al Khaimah et Foujeirah et un sixième qui devrait s'ouvrir au début de l'année 1992 à Al Ain. Le pays a deux transporteurs aériens : Emirates Airlines et Gulf Air. Les principaux ports du Golfe Arabique sont les ports de Mina Zayed à Abou Dhabi, le port Rashid et le port Jebel Ali à Doubaï, le port Khalid à Charjah et le port Sagr à Ras Al Khaimah. Sur le Golfe d'Oman, on trouve le port Khor Fakkan de Charjah et le port de Foujeirah. Ce dernier et le port Rashid sont maintenant répertoriés parmi les principaux ports de containers au monde. Les Emirats



Abou Dhabi, la capitale des Emirats Arabes Unis

Arabes Unis ont quatre stations satellites permettant un accès direct des télécommunications sur 150 pays.

## Education et santé

Les importants investissements faits dans les secteurs de l'éducation et de la santé ont permis d'obtenir d'excellents résultats. En 1971, au début de la création de la Fédération, on comptait moins de 28 000 étudiants à travers tout le pays. A la fin de l'année scolaire 1990-1991, le nombre d'élève atteignait

300 000 élèves. Plus de 9 000 étudiants à l'Université d'Al Ain et aux Collèges de Hautes Technologies d'Abou Dhabi, Doubaï et Al Ain et plus de 2 500 autres, financés par le gouvernement, continuent leurs études à l'étranger. Les Emirats Arabes Unis se sont promis de mettre fin à l'analphabétisme avant l'an 2000. Les hôpitaux et les cliniques publics, dans les villes aussi bien que dans les villages de montagne ou dans le désert, offrent tous une médecine moderne aux citoyens et aux résidents des Emirats à un prix très raisonnable.

## Politique extérieure

Les Emirats Arabes Unis sont membres actifs des Nations Unies et de leurs agences spécialisées, de l'Association des États Arabes et de l'Organisation de la Conférence Islamique. Les sujets tels que l'arabisation, l'Islam et le non-alignement sont les lignes principales de leur politique étrangère. A un niveau régional, le pays, aussi bien seul qu'à travers le Conseil de Coopération du Golfe Arabique, fut un membre important dans les efforts de paix entre l'Iran

et l'Irak. De même, au niveau international, le pays joua un rôle actif contre l'occupation du Koweït par l'Irak en soutenant l'Association Arabe et les résolutions des Nations Unies.

## Tourisme

Durant ces dernières années, les Emirats ont attiré un nombre de touristes sans cesse grandissant, principalement en provenance de l'Europe de l'Ouest, en plus d'un trafic important arrivant du monde arabe et de l'Extrême-Orient. En dehors des attractions touristiques, un autre aspect du pays maintenant séduit les visiteurs attirés par le sport : football et sports nautiques, mais aussi d'autres activités telles que le patin à glace, sont en plein essor. Il y a quatre patinoires très populaires. Le premier terrain de golf de 18 trous sur herbe à Doubaï, et le premier au Moyen-Orient, à un énorme succès et deux autres terrains sont en train d'être construits à Doubaï et Abou Dhabi. Le sport local le plus populaire est et reste le football, lequel a été d'autant plus favorisé depuis que l'équipe nationale s'est qualifiée pour les finales de la Coupe du Monde en Italie, en 1990, pour la première fois.

## Agriculture et reboisement

Bien que la plus grande partie du paysage soit un désert aride ou semi-désertique, et malgré la rareté des pluies, des sommes importantes furent investies dans l'agriculture et dans les programmes d'implantations d'arbres utilisant, quand cela fut possible, de l'eau dessalée. Désormais, le pays se suffit largement à lui-même pour les produits agro-alimentaires avec un surplus de denrées destinées à l'exportation. Dans le désert, sur à peu près 200 000 hectares, près de 70 millions d'arbres et 14 millions de palmiers ont été plantés afin de changer l'environnement du pays. Les villes d'Abou Dhabi et d'Al Ain sont tout particulièrement remarquables quant au nombre de jardins et de parcs. Abou Dhabi a mérité le titre de « La ville jardin du Golfe » - appellation inconcevable il y a une vingtaine d'années.

## La place des femmes

Les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans l'économie et au gouvernement. Leur participation dans les affaires nationales, régionales et mondiales devint très visible durant la crise du Golfe, lorsque des centaines d'entre elles participèrent aux collectes de fonds, aux opérations de secours et prirent part aux cours de défense civile et même à l'entraînement militaire. La Fédération des Femmes des Emirats Arabes Unis, dont la présidente est Son Altesse Cheikha Fatima Bint Mubarak, la femme du Président des Emirats Arabes Unis, fut à la tête, comme dans le passé, des milliers de jeunes femmes devenant, chaque année, des diplômées de l'université, des collèges et des instituts techniques.

Pour toute information, contacter le ministère de l'information et de la culture. B.P. 17 ABOU DHABI, les Emirats Arabes Unis. Téléphone : (9712) 45-30-00. Télécopie : (9712) 454846

هكذا من الأصل

ASIE

redevient

Magasin

de l'Union

Com-Penh  
and Sihanouk

Cette semaine  
VENEMENT

ON BIENTEN  
VIVANT?

EAU DE LA MEDUSE

LES HOMMES  
SONT-ILS  
EGAUX?



# ASIE

CAMBODGE : le retour du prince

## Le Royal redevient le Royal

Pour accueillir son prince, en principe le 14 novembre, la capitale du Cambodge fait sa toilette. Rien ne semble trop beau, compte tenu des très chers moyens du moment. Le retour de Norodom Sihanouk n'en symbolisera que davantage celui de la paix après plus de vingt et un ans de guerres et de massacres.

### PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Dans l'enceinte du palais royal, les travaux vont bon train à la résidence du prince, baptisée palais Khmerin. Tout y est refait à neuf, y compris le pavillon adjacent de la princesse Monique. Les pelouses qui séparent le palais de la berge du fleuve ont été réalisées en carrel. Une vaste estrade couverte, dans le style traditionnel, a été bâtie sur le fleuve même, face aux « Oustres Brues », où Mekong et Tonlé Sap se rejoignent pour former les deux Bassacs. Le prince Sihanouk l'inaugurera, quelques jours après son retour, à l'occasion de la traditionnelle Fête des eaux.

Cadeau de Napoléon III, un petit pavillon à la structure en forte est également remis en état par une trentaine de stagiaires français. En partie subventionnée par Paris, cette opération est patronnée par l'architecte en chef des Monuments historiques de

Lyon. Le pavillon a été monté sur place en 1863 avant la construction, tout autour, du palais royal. Sa restauration devrait se terminer fin septembre.

L'hôtel Wat-Phnom, résidence des hôtes du ministère des affaires étrangères, va être rénové, avec l'aide de la France, pour devenir le siège du Conseil national suprême (CNS). En revanche, on n'avait toujours pas trouvé, début septembre, les fonds nécessaires à la réhabilitation, à laquelle tiendrait particulièrement l'ancien souverain, de la Salle du trône, au centre du palais royal.

### Maçons du Vietnam

L'ancien hôtel Royal, rebaptisé Phnom par le régime Lon Nol, puis Samaki (Solidarité) par le gouvernement actuel, a retrouvé son label passé. Ce grand bâtiment de style colonial, entouré d'un jardin abritant bungalows et piscine, est également en voie de réhabilitation. Le Royal, qui a accueilli une génération de journalistes avant d'être occupé par des organisations non gouvernementales étrangères, redevient donc le Royal. Entre-temps, Phnom-Penh s'est enrichie d'un grand hôtel moderne, le Cambodiana, dont les structures avaient été élevées avant 1970, mais dont la première aile a été ouverte l'an dernier.

Plusieurs pagodes ont été restaurées ou sont en voie de l'être. L'ancienne ambassade de France, qui abritait un orphelinat et une salle de projection, a été rendue au gouvernement français. Paris n'a pas encore choisi entre la réhabilitation et la démolition d'un bâtiment peu pratique et sans caractère, mais qui a connu son moment d'histoire puisque tous les Occidentaux encore présents à Phnom-Penh lors de l'arrivée des Khmers rouges, le 17 avril 1975, y avaient été regroupés avant d'être expulsés sur la Thaïlande. De toute façon, pendant deux ans, les diplomates français devront se contenter de locaux provisoires.

Le terminal de l'aéroport de Pochentong est en voie de réfection, de même que les locaux de la Banque nationale. Le ministère des affaires étrangères a été doté d'un auvent. Sans attendre l'arrivée de forts contingents d'étrangers, les quartiers résidentiels se sont transformés en vastes chantiers, et le prix des locations a déjà amorcé une montée en flèche. Maçons et apprentis, souvent venus du Vietnam pour l'occasion, restaurent des centaines de propriétés dont la location aux étrangers s'annonce particulièrement profitable. Des missions officielles commencent, en effet, à prospecter pour loger les ambassades qui seront accréditées auprès du CNS.

J.-C. P.

## Phnom-Penh attend Sihanouk

Suite de la première page

En dehors de la «bénédictine», on ignore souvent que des Khmers rouges vont également s'installer à Phnom-Penh, que l'armée sera en partie démobilisée et qu'une intervention massive de « casques bleus » se prépare. Le plus important, pour l'instant, est de joindre les deux bouts, de trouver de quoi nourrir des ribambelles de bambins qui patagent, à moitié nus, dans les ruelles encombrées d'ordures, sans parler de ces bidonvilles, qui s'étalent sur des kilomètres. Pour ramasser les ordures à Phnom-Penh, une agglomération de 700 000 à un million d'habi-

tants, la municipalité ne dispose que de six camions-béliers.

Les petites gens vont donc rendre hommage à leur prince, toujours perçu comme un demi-dieu en dépit de ce qui a pu être écrit sur son compte depuis vingt ans. Dans la conscience populaire, l'ancien monarque demeure quelque part entre ciel et terre, et justice sera ainsi rendue à ce qu'il est plutôt qu'à ce qu'il a fait. La politique n'a donc pas grand-chose à voir avec ce genre de réflexe. En revanche, parmi les cadres du régime et ce qu'il existe de bourgeoisie urbaine, on calcule d'avance que Phnom-Penh redonne à Sihanouk n'est plus prohibé, les gens ont cependant du mal à ima-

giner un avenir encore suspendu à un ultime accord sur un plan de paix.

Ils sentent seulement que les choses bougent. Les attaques officielles contre le prince ont cessé. Les délégations étrangères se multiplient. Un jour, une mission des Nations unies enquête. Le lendemain, un avion militaire américain débarque à l'aéroport de Pochentong des secours destinés aux victimes des inondations. Quelques jours plus tard, un appareil thaïlandais - avec, à son bord, un membre du gouvernement de Bangkok - en fait autant pour les mêmes raisons. Toutes des premières.

Entre-temps, plusieurs missions étrangères sillonnent la capitale en quête de locaux pour leurs futures chancelleries. Bref, la nouvelle bourgeoisie se rend compte que le retour du prince Sihanouk s'accompagne de beaucoup de changements. Pour la première fois, l'espoir de la paix commence à prendre racine.

### Plongeon dans l'inconnu

Certains s'en inquiètent. Sans attendre l'éventuelle démobilisation de 70 % des armées en présence, le banditisme se développe même sur les principaux axes routiers. Des voitures ont été attaquées au bazooka. Des déserteurs se transforment en bandits de grand chemin. Des gens stockent quelques vivres - on ne sait jamais - et les demandes de visas pour l'étranger sont en augmentation. Il n'y a pas de réflexe de panique - les Cambodgiens en ont vu d'autres - mais la minorité qui en a les moyens commence à prendre des précautions.

L'espoir de paix doit s'accommoder des craintes habituelles face à ce qui ressemble encore à un plongeon dans l'inconnu. Certains agissent déjà comme s'ils redoutaient des flottements dans la période qui précéderait l'éventuelle intervention d'une force de paix onusienne prévue, dans le meilleur des cas, en janvier ou février 1992.

Chacun, enfin, a ses propres préoccupations. La hiérarchie bouddhiste, la sangha, s'interroge sur sa légitimité, qui sera contestée par les bonzes qui reviendront des camps de réfugiés en Thaïlande. L'intervention de l'ONU va entraîner une forte spéculation foncière, sur laquelle misent déjà les propriétaires fortunés, tout en se préoccupant de savoir si ceux qui vont regagner Phnom-Penh dans la foulée du prince ne revendiqueront pas leurs anciens biens.

Les petits, de leur côté, souffrent déjà de la flambée du prix du riz, en grande partie due aux inondations. Et personne ne parle trop du retour des Khmers rouges, souvent par ignorance et parfois par prudence. On en est encore au stade de l'attente avec, pour seule certitude, le sentiment qu'un chapitre se termine mais sans trop deviner la suite.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## L'UNION DE DEUX SPECIALISTES FAIT BAISSER LES TAUX

Dès la rentrée. Kaufman & Broad crée l'événement avec le Crédit Agricole d'Ile de France en baissant le taux des prêts immobiliers à 9,65 % sur tous ses programmes. Pour l'acquisition d'un appartement. Kaufman & Broad prend à sa charge la différence de taux sur la totalité de votre prêt principal. Cette offre représente un avantage financier important. Venez le mesurer avec nous !

9,65%



Le Victoria à Boulogne

PARIS 13\*\*\*  
34, rue des Peupliers  
Tél. 45 65 07 50

PARIS 16\*  
5, rue Largillière  
Tél. 45 20 29 48

PARIS 19\*\*\*  
67, bd Sérurier  
Tél. 40 03 05 64

POISSY (78)  
14-20, av. Fernand-Lefebvre  
Tél. 30 65 92 29

LE CHESNAY (78)\*  
42, bd St-Antoine  
Tél. 39 55 73 80

BOULOGNE (92)\*  
118, rue de Sully  
Tél. 46 05 53 25

SURESNES (92)  
Renseignements et ventes :  
Tél. Siège : 49 00 19 00

ROSNY-SOUS-BOIS (93)\*  
Rue Raspail  
Tél. 48 54 46 58

NOGENT-SUR-MARNE (94)  
28-30, bd de la Marne  
Tél. 43 94 17 70

VINCENNES (94)  
62, rue de Montreuil  
Tél. 43 28 22 10

MONTMORENCY (95)\*  
Rue du Panorama  
Tél. 39 64 08 58

CA CRÉDIT AGRICOLE D'ILE-DE-FRANCE

KAUFMAN & BROAD

Bureaux de vente ouverts tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 11 h à 13 h et de 14 h à 20 h, et sur rendez-vous. • Appartements décorés à visiter.

Pour 10.000 F empruntés : coût total du crédit (Hors Capital) : 8.960 F. Taux Effectif Global Hors Assurances : 9,65 %. Chiffres donnés pour un prêt principal Crédit Agricole d'Ile de France de 15 ans à taux fixe et mensualités constantes. Vous disposez d'un délai de réflexion de 10 jours et la vente est subordonnée à l'obtention du prêt. Si celui-ci n'est pas obtenu, Kaufman & Broad remboursera les sommes versées. Offre valable du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 91 pour une signature d'acte notarié avant le 30 novembre 91 et à l'exclusion de toute autre action promotionnelle.

**Cette semaine**

**L'EVENEMENT**

Mitterrand : marqué par l'âge. Giscard : dévoré par son ego. Chirac : atteint par le ridicule. Fabius : anéanti par sa prudence. Rocard : trahi par le verbe. Méhaignerie : happé par le vide. Mauroy : piétiné par les éléphants. Léotard : guetté par la déraison.

**QUI RESTERA VIVANT ?**

**LE RADEAU DE LA MÉDUSE**

LES PAPYRUS ENIGME

**LA DELINQUANCE DES VIEUX**

TOUT SUR VOS DÉCOUVERTES BANCAIRES

Enquête sur le concept de races...

**LES HOMMES SONT-ILS ÉGAUX ?**

هكذا من الأصل

## POLITIQUE

## Le bureau exécutif

## Les dirigeants socialistes réclament un infléchissement de la politique économique du gouvernement en faveur de l'emploi

La réunion du bureau exécutif du PS, qui a débuté, mercredi matin 11 septembre, au séminaire de la direction du parti sur le « projet socialiste », a été l'occasion, pour plusieurs responsables, d'exprimer leur inquiétude sur la montée du chômage. Le débat qui a eu lieu a montré qu'il existait une majorité virtuelle pour exiger du gouvernement un infléchissement de sa politique. M. Pierre Mauroy a indiqué, d'ailleurs, qu'il est prêt, si une telle majorité se confirme, à exiger du gouvernement, au nom du parti, des mesures énergiques en faveur de l'emploi et qu'il souhaite que ce problème soit réglé avant les journées d'études des groupes parlementaires les 25 et 26 septembre.

Les socialistes jugent électoralement suicidaire une politique qui paraît s'accommoder d'une augmentation du chômage telle que l'on comptabiliserait trois millions de personnes privées d'emploi à la rentrée de 1992. L'attitude du gouvernement leur paraît, à cet égard, dangereuse, et c'est, bien sûr, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, qui a été principalement mis en cause. Au-delà du ministre lui-même, M. Henri Emmanuelli, jospiniste, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et M. Claude Allègre, conseiller de M. Lionel Jospin, ont dénoncé la « dérive » de l'administration des finances. Le premier s'est élevé contre la « logique monétariste », en observant que la France est peut-être le dernier pays à y obéir. « Ce n'est pas la puissance de la monnaie qui fait la force de l'économie », a déclaré M. Emmanuelli, mais l'inverse.

## « Reaganisme »

Le député des Landes, critiquant le plan en préparation pour les PME-PMI, a parlé de « reaganisme ». Au sujet d'une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés, il a souligné que le « problème central » que pose la situation des entreprises françaises « n'est pas l'investissement, mais la compétitivité ». Deux responsables

rocardiens, MM. Jean-Claude Boulard et Gérard Fuchs, membres du secrétariat national, ainsi que M. Gérard Collomb, proche de M. Mauroy, ont plaidé pour une relance du secteur du bâtiment et du logement. Ils ont observé qu'il s'agit là d'un domaine où l'action des pouvoirs publics peut être créatrice d'emplois sans avoir de conséquences négatives sur le volume des importations, et que le montant des crédits nécessaires est modéré. M. Pierre Moscovici, jospiniste, membre du secrétariat national, a récusé l'alternative entre rigueur et relance dans laquelle M. Bérégovoy enferme le débat.

Soulignant que la France a le plus faible déficit budgétaire parmi les pays de l'OCDE, l'endettement le plus bas après celui du Luxembourg et un taux d'inflation inférieur à

celui de l'Allemagne, M. Moscovici estime qu'une action budgétaire est possible sans entraîner de tensions sur la monnaie et les taux d'intérêt. Le recours à l'emprunt, ainsi que les privatisations partielles - à condition que leur produit soit affecté à des mesures en faveur de l'emploi - lui paraissent, également, de bonne méthode.

Seul M. Christian Pignet, fabien, membre du secrétariat national, a défendu nettement la politique de M. Bérégovoy. M. Thierry Mandon, lui aussi fabien, partageant en partie le souci des autres intervenants au sujet de l'emploi, M. Mauroy s'est dit décidé à obtenir du gouvernement un ensemble de mesures économiques et sociales qui doivent aboutir, selon lui, à « dissoudre » un million de chômeurs sur les trois millions redoutés.

P. J.

## Au second tour de l'élection cantonale partielle de Montmarault

## La fédération de l'Allier du PS appelle à voter communiste

MOULINS

de notre correspondant

La fédération de l'Allier du Parti socialiste a décidé de soutenir le candidat présenté par le Parti communiste au second tour de l'élection cantonale partielle de Montmarault. Dans ce canton, qui fait partie de la circonscription législative de M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, et qui est détenu par le PCF depuis 1977, le candidat communiste, M. René Mathonière, a recueilli 45,70 % des suffrages au premier tour, le 8 septembre (le Monde du 10 septembre). La fédération socialiste, dont le candidat n'avait pas recueilli suffisamment de suffrages pour pouvoir se maintenir,

a publié un communiqué dans lequel, tout « en regrettant que le PCF n'ait pas tiré les conséquences des récents événements d'Union soviétique », elle explique : « Au-delà des divergences et dans le souci de fidélité à nos idéaux de solidarité et de justice sociale, nous avons décidé de tout mettre en œuvre pour battre le candidat de la droite ».

M. Robert Pandraud, secrétaire général adjoint du RPR, chargé des élections, a dénoncé cette décision, en s'étonnant que « le parti du président de la République et du premier ministre continue d'apporter son soutien à l'un des derniers partis communistes d'Europe à avoir soutenu jusqu'au bout feu le Parti communiste d'Union soviétique ».

J.-Y. V.

## Les élections régionales

## Controverse entre M. Tapie et M. Mauroy sur la composition des listes

Dans un entretien publié jeudi 12 septembre dans le *Provençal*, M. Bernard Tapie indique qu'il « ne souhaite pas polémiquer » avec le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Pierre Mauroy. Ce dernier avait déclaré la veille, devant le bureau exécutif du PS : « Bernard Tapie ne fera pas la loi au Parti socialiste ». Il avait rappelé que la composition des listes devait respecter la procédure en vigueur au PS.

Candidat aux élections régionales en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, M. Tapie avait affirmé, de son côté, que les listes qu'il soutiendrait dans la région ne porte-

raient pas l'étiquette « majorité présidentielle », en précisant, que ses choix ne se feraient pas « en fonction de l'appartenance politique de tel ou tel candidat mais de ses compétences civiles ».

Dans son entretien au *Provençal*, le député (non-inscrit) des Bouches-du-Rhône apparaît vouloir mettre un terme à cette controverse en indiquant qu'il « préfère concentrer toute son énergie sur la bataille contre Le Pen, [avec] la volonté de faire triompher tous ceux qui se reconnaissent dans la majorité présidentielle ».

A un mois exactement de leur prochain congrès d'Angoulême des 12 et 13 octobre, les choses se précipitent chez les centristes. Alors que la réélection de M. Pierre Méhaignerie paraissait d'avance acquise, faute de combattants, M. Dominique Baudis songe aujourd'hui sérieusement à lui disputer la présidence du parti qu'il détiendrait depuis 1982. Le maire de Toulouse pourrait le confirmer officiellement la semaine prochaine, au terme des journées parlementaires du groupe UDC des 17 et 18 septembre à Epervanay. Car, pour s'être interdit jusqu'à

## Au prochain congrès d'Angoulême

## M. Baudis a l'intention de briguer la présidence du CDS

présent toute déclaration publique, M. Baudis n'est pas sans cependant ces derniers temps insister. Le 29 août, il avait surpris quand il avait fait part devant les jeunes centristes réunis en université d'être à Risoul (le Monde du 29 août) de son souci de « se mettre à la disposition » de son parti. Mais ce que M. Baudis ignorait alors, c'est que le même jour et pratiquement à la même heure, M. Méhaignerie donnait son accord de principe à M. Chirac pour la fameuse équipe de Moscou.

Or, depuis, un certain vent d'est

phénomène frisque souffle dans la maison centriste et déçoit sérieusement M. Méhaignerie. Beaucoup ne lui pardonneront pas d'avoir accepté, sans en référer à quiconque, de s'être glissé ainsi dans la valise de M. Chirac et d'avoir fait de surcroît le pied de grue derrière la porte de M. Gorbatchev. Cette escapade moscovite a créé un profond traumatisme chez des militants qui souffrent déjà trop d'être considérés comme « les roches de secours » du premier convoi qui passe. Lors du bureau politique du CDS, mercredi 11 septembre, M. Bernard Stasi, chargé des relations internationales du parti mais dont l'avis n'avait même pas été requis, s'est à nouveau vivement fait l'écho de ce malaise. Disant se faire l'interprète de tous ses amis sénateurs, M. René Monory a tout aussi sévèrement condamné le président du CDS.

M. Méhaignerie se trouve à présent dans une situation extrêmement précaire qui explique que M. Baudis se soit soudainement senti pousser des ailes. Ses offres de services ont, selon lui, suscité un intérêt à la base qui a dépassé ses espérances. Le fait, en outre, que M. Méhaignerie n'ait pas cru bon de lui tendre la main dès la fin août semble l'avoir encouragé. Ce n'est que ce jeudi 12 septembre que M. Méhaignerie comptait lui proposer un poste de porte-parole qui lui semblerait bien accessoire. M. Baudis est prêt à s'engager et il le fera d'autant plus volontiers si M. Bernard Bosson - ce qui n'est pas encore acquis - accepte de former « un ticket » avec lui, en se chargeant du poste de secrétaire général. Sur la défensive, M. Méhaignerie pourrait être tenté de se contenter en définitive de la présidence du groupe UDC qu'il voulait abandonner et qui paraissait jusqu'alors devoir revenir à M. Jacques Barrot.

Poussé par des militants réclamant une profonde rénovation du CDS et ce supplément médiatique qui lui fait tant défaut, M. Baudis a de réelles chances. Et dans la perspective des prochaines présidentielles, nul doute que cela ne lui sera personnellement indifférent dans l'opposition.

DANIEL CARTON

## Les relations au sein de la gauche

## Dans le Val-de-Marne, la droite veut mettre le PS en porte-à-faux

Le conseil général du Val-de-Marne va se réunir en séance extraordinaire dans les quinze jours à venir, à la demande de l'intergroupe de l'opposition (RPR, UDF, CNI). Plus du tiers des membres de l'assemblée de ce département (1), - un des deux seuls, avec la Seine-Saint-Denis, à être gérés par les communistes - s'étant associés à cette demande, son président, M. Michel Germa, (PCF) n'a pu s'y opposer.

Les élus de droite souhaitent cette réunion afin, comme l'a écrit M. Jacques Martin, conseiller général (RPR) de Nogent-sur-Marne, à M. Germa, fin août, que chaque conseiller général communiste « déclare officiellement pour quel type de société il se bat » et qu'ainsi « l'assemblée départementale et les Val-de-Marnais sachent si les élus communistes du département soutiennent le camp de la démocratie en marche, ou les positions réactionnaires des communistes conservateurs ». De son côté, M. Gaston Vieux, maire et conseiller général d'Orly, reconstruit, exclu du PCF lors des municipales de 1989, qui estime « impossible de faire l'économie d'un débat », a écrit à ses collègues pour les inviter à « affirmer publiquement le primat absolu de la démocratie et du droit en tout lieu et en toute circonstance ».

Bien que des fissures soient apparues au sein du groupe communiste, celui-ci se ressouda pour la circonstance. M. Marcel Tignon (maire d'Arcueil), refondateur, ancien suppléant de M. Georges Marchais, qui ne cache pas ses sérieux désaccords avec la direction du PCF, désapprouve « la démarche de remise en cause du conseil général ». C'est pourquoi il a tenu à réaffirmer sa « totale confiance au président Michel Germa et à son équipe ».

Mais ce sont surtout les socialistes, sans le soutien desquels le PCF ne pourrait pas diriger le département, qui l'opposition veut

gérer. Ses dirigeants locaux ont ainsi écrit au président du groupe socialiste du conseil général, M. Marc Méchain (maire de l'Hay-les-Roses). Dans cette lettre ils lui disent notamment : « Vous ne pouvez rester silencieux ; vous devez dire aux Val-de-Marnais dans quel camp vous vous situez : ou vous êtes cohérent avec le discours de votre parti et vous refusez de vous compromettre plus longtemps avec nos alliés ; ou vous devez, lors, abandonner vos postes de vice-président du conseil général et vos présidences des commissions et rejoindre ainsi le camp des démocrates ; ou bien vous réaffirmez votre parfaite solidarité et votre appui à l'équipe dirigée par M. Germa et dont les responsables sont, comme lui, membres du PCF. Dans cette hypothèse, et vous le savez, les électeurs vous jugeront très sévèrement ».

## « Opération politicienne »

M. Patrick Sève, premier secrétaire de la fédération du PS du Val-de-Marne, a refusé un tel choix. Dans un communiqué, publié mardi 10 septembre, il écrit que « les socialistes ne sauraient apporter leur appui aux représentants de la droite dans le Val-de-Marne pour mener quelque opération politicienne que ce soit ». Il ajoute que « sur l'essentiel, il y a accord entre les groupes socialiste et communiste pour promouvoir une action en faveur des plus déshérités. (...) L'assemblée départementale ne nous semble pas le lieu le plus approprié pour mener un débat de politique générale d'une telle nature ».

FRANCIS GOUGE

(1) Le conseil général compte quatre-vingt-cinq conseillers généraux : dix-neuf communistes et neuf socialistes, qui forment la majorité ; un reconstruit ; et vingt membres de l'opposition (RPR, UDF, CNI et non-inscrits).

## COMMUNICATION

## Bertelsmann porté par le marché allemand

Second groupe mondial derrière Time Warner et premier européen dans le secteur de la communication, le groupe Bertelsmann a terminé en juin son exercice 1990-1991 avec un chiffre d'affaires de 14,5 milliards de deutschmarks (49,3 milliards de francs) en hausse de 9 %. Le résultat net est de 540 millions de deutschmarks (1,83 milliards de francs) contre 910 millions de deutschmarks l'an dernier.

Le marché allemand, avec des ventes en hausse de 23 %, a compensé la faiblesse des marchés étrangers (+1,9 %) et celui du dollar. Bertelsmann s'est en outre fortement implanté à l'est de l'Allemagne réunifiée, avec un million de nouveaux membres pour ses clubs de livres et le rachat de journaux vendant deux millions d'exemplaires quotidiens.

Le groupe entend réaliser des investissements de plus de 30 milliards de francs sur les trois prochains exercices. Il va notamment lancer un mensuel économique en France en octobre. *Capital*.

## « L'Express »

## renouvelle sa formule

Avec sa nouvelle formule lancée jeudi 12 septembre, le premier hebdomadaire français d'informations générales, *L'Express* (376 497 exemplaires diffusés en moyenne en 1990 selon l'Office de justification de la diffusion, OJD), entend résister à la concurrence hexagonale et se préparer à croquer le fer avec les magazines qui vont introduire les groupes européens sur le marché français.

L'hebdomadaire augmente sa pagination rédactionnelle de dix pages en moyenne par rapport à l'an dernier, renforce sa partie « culture » (une trentaine de pages sur cent cinq), développe le dialogue avec ses lecteurs dans ses pages « Franchise » et crée « Balises », une rubrique pédagogique et pratique.

*L'Express*, dont les recettes proviennent à 70 % de la publicité, a bien résisté à l'érosion du marché publicitaire, selon sa direction, qui prévoit cependant « un bénéfice inférieur à celui de 1990 » (49 millions de francs) pour un chiffre d'affaires proche du milliard). Après avoir stoppé en début d'été son magazine mensuel et son supplément *L'Express-Paris* (transformé en guide au sein du titre), le groupe négocie la vente de son mensuel *Enfants-Magazine* au groupe Bayard-Press.

Présents de grève sur FR3 le 19 septembre - Les syndicats FO, CFTC, CGT, CFTC, SNI, CGC et CRCTA de FR3 ont lancé mercredi 11 septembre un appel « à l'ensemble des personnels à cesser le travail » pour vingt-quatre heures le 19 septembre, à compter de 0 heure. Opposés au plan de restructuration et de suppressions d'emplois présenté par la direction d'Antenne 2 et FR3, ces syndicats affirment avoir « d'autres choix que de se trouver face au président Bourges au tribunal de grande instance de Paris le 19 septembre », après lequel le comité central d'entreprise a engagé une procédure en référé (le Monde du 12 septembre).

Réorganisation du secteur des programmes jeunesse d'A2-VR3. - La présidence d'A2 et FR3 a annoncé la création d'une délégation à la jeunesse, confiée à la productrice Agnès Vincent et chargée notamment d'élaborer une politique générale des programmes pour enfants, de coordonner les deux chaînes publiques en matière de programmation et de coproductions et de les représenter auprès des intervenants internationaux. Agnès Vincent - qui a produit l'émission « C'est pas juste » pour FR3 et qui sera entourée de trois conseillers (Mireille Chalvon, Michel Kuhn et Anne Dorville) - devra remettre à M. Hervé Bourges, président-directeur général commun, avant le 1<sup>er</sup> novembre un rapport concernant « les activités, les stocks et les projets du secteur jeunesse sur les deux chaînes ».

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 12 septembre 1991

## DES DECRETS

N° 91-898 du 6 septembre 1991 portant application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 modifiée sur la répression des fraudes en ce qui concerne la protection de la dénomination du lait et des produits laitiers lors de leur commercialisation.

N° 91-899 du 6 septembre 1991 portant application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

AFRIQUE CULTURELLE

Envoyer 40 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 27 mai 1991, la 1<sup>re</sup> chambre de la cour d'appel de Paris a condamné in solidum la société FÉDÉRATION FRANÇAISE DES MÉDECINS GÉNÉRALISTES M.G. 75, ainsi que sa présidente, M<sup>me</sup> Marie-Laure ALBY, et son vice-président, M. Gérard AGULHON, à 50000 F de dommages-intérêts pour avoir publié et tenu, le 1<sup>er</sup> août 1990, des propos diffamatoires à l'égard des sociétés SOS MÉDECINS FRANCE et SOS MÉDECINS ÎLE-DE-FRANCE. M<sup>me</sup> Bernard DARTVILLE, avocat à la cour.

Au cours d'un débat organisé par la revue *Projet*

## M. Bianco annonce la création d'une « Fondation de l'intégration »

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, invité, mercredi 11 septembre, d'un débat organisé par la revue *Projet* (1) a estimé qu'il faut parler au moins autant d'intégration et de solidarité que de compétitivité et de grand marché.

« L'intégration, a-t-il souligné, n'est pas seulement l'affaire d'un ministre ou d'un gouvernement, mais de la société tout entière. La convaincre qu'il s'agit d'une nécessité est une tâche fondamentale, un grand dessin pour cette fin de siècle ». Chaque individu « doit pouvoir construire son projet » d'intégration, mais aussi vivre des solidarités de groupes fondées sur l'âge, l'appartenance à un quartier, voire l'ethnie : « Cela ne me gêne pas dès lors que le modèle français et républicain d'intégration s'applique », a affirmé le ministre.

M. Bianco a annoncé qu'il soutiendrait, avec le ministre du travail, le développement des entreprises d'insertion, et créerait, en 1992, des « Carrefours de l'intégration » destinés à promouvoir les réalisations de terrain positives. Parallèlement, une « Fondation de l'intégration » verra le jour, afin

d'inciter « des partenaires très divers à s'engager ». Il promet de financer toutes les initiatives tendant à faciliter la rencontre entre les populations exclues et les institutions, citant en exemple les « Médiateurs linguistiques » mises en place à Meaux, qui ont permis l'ouverture d'un dialogue inédit entre l'école et les familles immigrées.

Agostrophé enfin sur les « restrictions au droit d'asile » dénoncées par les associations humanitaires (le Monde du 12 septembre), le ministre des affaires sociales et de l'intégration s'est inscrit en faux, en rappelant sa volonté d'appliquer « toute la Convention de Genève » sur les droits des demandeurs d'asile, mais aussi l'impossibilité pour la France d'accueillir les « réfugiés économiques ». « Il faut que la société veuille intégrer », a répété M. Bianco. Mais veut-elle intégrer tous les réfugiés économiques qui se présentent ?

Ph. Be.

(1) Le numéro d'automne de *Projet* (21, rue d'Assas, 75006 Paris) publie un dossier intitulé « Réussir l'intégration ».

هكذا من الأصل



JUSTICE

Devant le tribunal correctionnel de Bayonne

La « Dame noire » du GAL bénéficie de vices de procédure

Le palais de justice de Bayonne devait être au cœur d'un dispositif policier spécial, jeudi 12 et vendredi 13 septembre. Dominique Thomas, connue en Espagne comme la « Dame noire », ou, en France, comme la présumée « tueuse blonde du GAL », le Groupe armé de libération qui, entre 1983 et 1987, a assassiné en Pays basque français vingt-six personnes, la plupart originaires du Pays basque espagnol, et en a blessé quelques dizaines d'autres - est entendue par la justice au terme de quatre ans et demi d'un feuilleton policier et judiciaire.

col de Courléon, en Pays basque français, une cache du GAL. Parmi les armes et explosifs, se trouvent une carte d'identité espagnole portant la photographie de Christian Hitiér - qui réside alors en Andorre - et des documents relatant des surveillances effectuées sur des réfugiés basques en France, ainsi qu'un tampon aux lettres « GAL », de couleur rouge, portant en effigie une bache tranchant la tête d'un serpent (1).

Dans la cache de Courléon, il y a aussi une perruque blonde et une paire de ballerines, pointure 37, utilisées lors de trois attentats du GAL en côte basque française, au cours desquels la « blonde » avait tué trois personnes et en avait blessé quatre autres. Sur la base de témoignages recueillis à la suite de cette découverte, une équipe de la police judiciaire de Bayonne se rend en Andorre afin d'y interroger Dominique Thomas, soupçonnée, si ce n'est d'être la vraie « blonde du GAL », au moins d'être l'une des deux inconnues blondes qui effectuèrent plusieurs attentats mortels pour le compte de cette organisation. Pour les médias espagnols, la « blonde du GAL » était la « Dame noire », sans doute en référence à ses cheveux bruns, mais aussi aux malheurs mortels que la jeune femme abattait sur ses cibles.

Annulation des trois-quarts du dossier

Interpellée le 15 mars 1988, Dominique Thomas est remise en liberté le 17. La police andorrane explique que la « police française n'a pu apporter la preuve formelle de la participation de Dominique à ce dont on l'accuse ». Et l'équipe de la PJ de Bayonne retourne bretonne. Enfin, alors, dans la terrible légende de la « blonde », Dominique Thomas voit

apparaitre sur la place publique sa relation sentimentale avec José Amedo Fouze, son ami avec Christian Hitiér en même temps que sa participation à un repas de responsables du GAL, à San-Sebastian.

Le 5 juillet suivant, coup de théâtre : accompagnée de son mari et de deux avocats, Dominique Thomas se présente au palais de justice de Bayonne, « parce qu'elle n'a rien à cacher et prétend s'expliquer sur les accusations qui l'ont portée contre elle », déclare alors M. Georges Catala, son avocat toulousain. Quelques heures d'interrogatoire plus tard, la tête sous un vêtement, Dominique Thomas quitte dans un fourgon de police le palais de justice de Bayonne, inculpée d'association de malfaiteurs et de tentative d'assassinat dans un attentat du GAL commis en 1985 à Ciboure.

Après quatorze mois de détention, M. Catala obtient de la justice paloise l'annulation des « trois-quarts du dossier et des actes d'instruction ». Soit environ sept cents pages. En effet, les principales informations qui avaient permis de délivrer une commission rogatoire à la PJ de Bayonne pour se rendre en Andorre, comme celle qui avait permis d'interroger et d'interpeller Christian Hitiér en Belgique où il s'était réfugié, ne reposaient que sur des témoignages anonymes. Cette annulation provoque la chute des principales accusations portées contre Dominique Thomas, lui évitant la perspective d'un procès en cour d'assises, ou devant la cour d'assises spéciale, comme c'est généralement le cas pour les affaires de terrorisme.

PATRICK BUSQUET

(1) Le symbole d'ETA est une bache autour de laquelle s'enroule un serpent.

PATRIMOINE

La sauvegarde des 287 temples

Accord sur Angkor

Plan à long terme de sauvegarde, formation de personnels cambodgiens compétents dans tous les domaines nécessaires, coordination de toutes les aides sous l'égide de l'UNESCO, lutte énergique contre les trafics illicites de sculptures découpées dans les temples et vendues sur le marché international de l'art : la deuxième table ronde sur Angkor, qui a réuni à Paris, du 9 au 11 septembre, une quarantaine d'experts de onze nationalités, a trouvé un accord sur ce que doit être le sauvetage d'un des plus beaux ensembles du patrimoine mondial.

Le prince Norodom Sihanouk est venu, le 11 septembre, apporter son « soutien inconditionnel » aux efforts qui devraient pouvoir être concrétisés très prochainement grâce à la mise sur pied d'un gouvernement cambodgien d'union nationale reconnu par la communauté internationale.

Les deux cent quatre-vingt-sept temples d'Angkor, disséminés sur quelque 200 kilomètres carrés, n'ont pas trop souffert de la guerre proprement dite. Mais ils sont atteints de graves maux. Construits du huitième au treizième siècle, ils ont les maladies « normales » dues à leur grand âge, d'autant plus que ces monuments, souvent énormes, ont été édités sans fondations, que leurs pierres ont été assemblées à joints vifs (sans ciment de liaison). Les pluies, très abondantes plusieurs mois par an, contribuent à faire pousser une végétation exubérante qui disloque les monuments.

Pour la sauvegarde proprement dite, tout le monde est d'accord pour que les restaurations et consolidations ne soient entreprises que dans le cadre d'un plan d'ensemble à long terme. Ce dernier devra comprendre tous les aspects du problème, depuis les techniques proprement dites et la formation de personnels cambodgiens compétents jusqu'à la mise en valeur du site prenant en compte le développement socio-économique de la région ainsi que l'afflux prévisible des touristes. Tous les travaux et les aides doivent être impérativement fédérés sous l'autorité unique de l'UNESCO.

Y. R.

POLICE

Réclamant plus de moyens pour la sécurité

Les policiers en tenue de la FASP lancent une « grève » des contraventions

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a annoncé, mercredi 11 septembre, un mouvement d'« interruption des contraventions », à partir de lundi 16 et « pour une durée illimitée », ainsi que le lancement d'une pétition nationale pour la sécurité intérieure.

« La citoyenne, le citoyen, demande instamment que la sécurité intérieure soit considérée comme une priorité nationale et que les moyens budgétaires correspondant à cette priorité soient mis au service des professionnels de la sécurité », proclame la pétition que les militants de la Fédération autonome des syndicats de police, majoritaire chez les quatre-vingt mille policiers en tenue, vont prochainement faire signer aux élus et à la population.

En se proposant d'atteindre les deux millions de signatures à la fin du mois de novembre, date à laquelle devrait être examiné le budget du ministère de l'Intérieur, la FASP entend obtenir un débat parlementaire, des projets de réforme et des moyens budgétaires « à la hauteur des enjeux qui engagent la sécurité intérieure de la France ». La liste des élus locaux et nationaux signataires de cette pétition - comme celle des non-signataires - sera publiée.

Les policiers sont également appelés à « suspendre les contraventions pour une durée indéterminée ». Cette initiative populaire auprès des automobilistes (les infractions graves au code de la route resteront sanctionnées) avait déjà été mise en œuvre pendant

trois jours, en avril dernier, par le syndicat des policiers de province (SNPT). Dès lundi prochain, le 16 septembre, les fonctionnaires des corps urbains sont invités à « laisser le carnet de timbres-amendes » au commissariat et leurs collègues de la Police de l'air et des frontières à appliquer à la lettre les notes de service en vigueur, une sorte de grève du zèle qui devrait provoquer de longues files d'attente dans les aéroports et aux postes-frontières.

« La police traverse la plus grande période de mécontentement de toute son histoire », a considéré le secrétaire général de la FASP, M. Richard Gerbaud. Comme il l'a fait pour l'éducation, la recherche et la formation, le gouvernement devrait affirmer en conséquence que la sécurité intérieure est une priorité nationale et dégager les crédits adéquats.

Estimant que la France « vit en état de stress permanent depuis près d'un an » - des flambées de violence dans les banlieues aux risques d'attentats liés à la crise du Golfe - M. Gerbaud attend que le gouvernement affirme enfin « une ligne politique claire en matière de sécurité ». Annoncé dès octobre 1989 par M. Pierre Joxe, le projet de loi sur la sécurité intérieure n'a toujours pas fait l'objet d'une communication en conseil des ministres par son successeur, M. Philippe Marchand. « Que l'on n'attende pas d'entrer en période électorale, au printemps prochain, pour aborder le dossier de la sécurité », avertit le patron de la FASP. La police républicaine doit le traiter hors des surenchères et des démagogies extrémistes.

E. In.

RELIGIONS

Par crainte du sida

L'Eglise réformée de Besançon modifie le rite de la communion

Le conseil presbytéral de l'Eglise réformée de Besançon (Doubs) a décidé de modifier dans ses églises le rite de la communion sous les deux espèces. Il propose que les fidèles renoncent à poser leurs lèvres sur le bord de la coupe remplie de vin ou de jus de raisin, pour seulement tremper un morceau de pain distribué au cours de l'office. Le pasteur Marc Weiss admet que le risque de contamination du sida par le contact des lèvres avec le calice est « quasi nul ». Mais, ajoute-t-il, on ne peut affirmer qu'il soit « inexistant », exprimant la, selon

lui, la préoccupation de nombreux paroissiens. La crainte d'une contamination - avant guerre, elle portait sur la tuberculose - n'est pas nouvelle chez les fidèles communiant à la coupe. Certaines Eglises anglo-saxonnes ont développé les petites coupes individuelles. En France, liée à la crainte du sida, la tendance est aussi au renoncement à la coupe collective. Des pasteurs de Reims distribuent par exemple des gobelets individuels. Cette pratique est encore plus étendue dans certains pays étrangers, notamment en Afrique.

L'Etat reste acquéreur de la villa de M. Médecin

NICE

de notre correspondant régional

Après de multiples péripéties, l'Etat est resté acquéreur de la villa de M. Jacques Médecin, ancien maire (CNI) de Nice, après avoir été débouté définitivement pour la somme de 127 000 francs lors de la troisième et dernière vente aux enchères qui a eu lieu jeudi 12 septembre devant la chambre des criées du tribunal de grande instance de Nice.

Le Trésor public avait acquis la maison de M. Médecin, le 11 juillet dernier, pour la somme de 751 000 francs. Mais la princesse Sofia Borghese d'une part, et une société luxembourgeoise, Eurafin, d'autre part, avaient surchiré de 10 % sur le montant de l'adjudication. Ce qui portait la nouvelle mise à prix à 826 000 francs. Finalement, l'avocat du Trésor public, M. Daniel Hancy, l'a emporté contre un

groupe d'adjudicataires milanaise et un autre sursisier représenté par M. Henri-Charles Lambert, qui a voulu conserver l'anonymat. La princesse Sofia Borghese, qui, selon son avocat M. Jean-Paul Mas, a été « effrayée par la pression médiatique », n'a pas participé aux enchères.

L'Etat est donc devenu définitivement propriétaire de la villa. Le prix de vente correspondant sensiblement à l'estimation des Domaines. M. Lambert, s'exprimant au nom de M. Médecin, l'a jugé « raisonnable ». Le montant de la vente sera distribué aux créanciers après publication du jugement.

Outre le Trésor, l'ex-épouse de M. Médecin, M<sup>me</sup> Claude Mailley, est titulaire d'une hypothèque de 700 000 francs sur la propriété. Celle-ci est grevée d'une autre inscription de 147 000 francs pour une autre créance du Trésor public contestée par M. Médecin.

G. P.

Création d'un Comité pour la vérité sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar

Sept personnalités françaises de sensibilités diverses - MM. Claude Cheysson, Régis Debray, René Dumont, Max Gallo, Felix Guattari, Edgar Morin, et M<sup>me</sup> Simone Veil - ont signé le texte créant un Comité pour la vérité sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar. Evoquant la vingtaine d'attentats commis hors de l'Iran contre des opposants iraniens, les membres du comité dénoncent « l'existence de régimes où l'opposition n'a pas droit de cité » et qui « poursuivent, et même éliminent physiquement, leurs opposants jusque dans les pays où ils ont trouvé asile ».

M. Jean-Edern Hallier condamné à verser 800 000 F à M. Bernard Tapie. - L'écrivain et polémiste Jean-Edern Hallier, a été condamné, mercredi 11 septembre, par la 1<sup>re</sup> chambre du tribunal de Paris à verser immédiatement 800 000 F de dommages et intérêts à M. Bernard Tapie pour des propos « diffamatoires, injurieux, et attentatoires à sa vie privée », publiés dans l'« Illot civilisation ». M. Hallier avait déjà été condamné à 400 000 F de dommages et intérêts, en mars 1989, pour des propos semblables dans l'« Illot international ».

SOLIDARITÉ

Les dons de Cheikh Zayed

Au cours de sa visite officielle en France, du lundi 9 septembre au jeudi matin 12 septembre, le président de l'Etat des Emirats arabes unis, Cheikh Zayed Ben Sultan El Nahyan, a fait une série de dons à des organismes français. L'Institut Pasteur, principal bénéficiaire de la générosité du cheikh, a ainsi reçu 1 million de dollars (8 millions de francs environ) en guise de contribution à la lutte contre le cancer et d'encouragement pour les recherches sur le sida.

Cheikh Zayed a également fait don de 0,5 million de dollars au ministère des affaires sociales et de l'intégration et de la même somme à l'ensemble des institutions qui s'occupent des handicapés, afin « d'alléger les souffrances de ces derniers ». Il a aussi décidé de verser à l'Institut du monde arabe, installé à Paris, les arrières de son pays au budget de cette institution, qui se chiffrent à 5 millions de dollars.

EDUCATION

M. Jospin précise la réorganisation du troisième trimestre scolaire

Lors de sa communication sur la rentrée scolaire au conseil des ministres du mercredi 11 septembre, le ministre de l'Education nationale a précisé les mesures prévues pour réorganiser le troisième trimestre et éviter qu'il ne soit amputé de plusieurs semaines par les procédures d'orientation et les examens (le Monde du 10 septembre).

M. Jospin a ainsi fixé les dates à partir desquelles les conseils de classe pourront avoir lieu en 1992 : les 29 et 30 juin au plus tôt en 6<sup>e</sup> et en 4<sup>e</sup>, et à partir du 13 juin pour les autres classes. Celles-ci sont grevées d'une inscription de 147 000 francs pour une autre créance du Trésor public contestée par M. Médecin.

Enfin, la possibilité est maintenant formellement établie « dans certaines académies » d'utiliser d'autres locaux que ceux des lycées publics et de faire appel pour la surveillance des épreuves et pour les corrections « à des enseignants de l'enseignement privé sous contrat ayant subi avec succès les épreuves d'un concours de l'enseignement public ou bénéficiant d'un contrat définitif ».

Les parents d'élèves de l'enseignement privé lancent une « opération coup de poing ». - L'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) a décidé de lancer une « opération coup de poing » pour sensibiliser l'opinion publique aux « risques de marginalisation et d'éloignement de l'enseignement privé ». Dans une lettre adressée, mercredi 11 septembre, aux 800 000 familles adhérentes, M. Alain Cérisola, président de l'UNAPEL, appelle à la mobilisation afin de « changer le dispositif législatif qui n'est plus adapté ».

ASSINTHA

Association pour l'Insertion des Travailleurs Handicapés dans l'Assurance

Dans le cadre de l'accord professionnel sur l'emploi des travailleurs handicapés dans l'assurance

l'ASSINTHA

a pour mission de faciliter l'embauche des personnes handicapées dans les sociétés d'assurances.

Pour vous-même, pour vos proches.

Renseignez-vous  
152, boulevard Haussmann, 75008 Paris

Numéro vert : 05-39-36-50.

## ENQUÊTE

## Des juges à tout faire

## IV. — Chère indépendance

Incertains de leur mission, dépossédés de quelques-unes de leurs tâches les plus gratifiantes, victimes d'un système qui les pousse au conformisme et souvent obligés de travailler avec des bouts de ficelle (le Monde des 10, 11 et 12 septembre), les juges français constatent aussi que l'indépendance de l'autorité judiciaire à l'égard du pouvoir exécutif, promise par la gauche en 1981, reste un leurre.

Il fallait bien en parler aussi. Bien sûr, il y a les plaques qui s'écroulent, les audiences à la chaîne, les jugements à la va-vite, les contentieux les plus nobles qui cherchent désormais d'autres chemins. Mais au cœur du malaise de la justice, ne trouve-t-on pas la vieille plaie, toujours sanglante, et que vient raviver chaque affaire, des rapports de l'autorité judiciaire avec le pouvoir exécutif?

Si « les juges sont passés d'un droit de réserve absolu à un régime de cocotte-minute sans clapet », comme le résume plaisamment M. Jean-Luc Sauron, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (modérée),

n'est-ce pas d'abord parce qu'ils se sentent maltraités comme jamais par l'exécutif? Les raisons de cette crise ne se trouvent pas dans le passé récent. Voici bien deux siècles que le pouvoir s'efforce de tenir la justice en lisière. « Les révolutionnaires haïssaient les Parlements même quand ils en étaient issus », rappelle M. Robert Badinter, ancien garde des sceaux. Toutes les mesures prises sous la Révolution sont la marque d'une défiance constante à l'endroit du pouvoir judiciaire.

Ainsi la création, en 1790, de tribunaux administratifs spécifiques n'eut-elle d'autre but que d'interdire à la justice de mettre l'administration en difficulté. Et que dire des nombreuses épurations politiques que le pouvoir lui fit subir? L'histoire des deux derniers siècles est celle d'un constant abaissement, d'une permanente humiliation, d'un complexe persistant. « En France — vieille tradition jacobine — le pouvoir passe avant le droit », constate M. Dominique Matagrin, secrétaire général de l'Association professionnelle des magistrats (droite).

Habitués pendant deux siècles à sentir la badine, les juges se refusent alors — pour certains — dans une confortable certitude : à coup sûr, la gauche accorderait à la justice l'indépendance tant souhaitée. Dès

1974, M. Mitterrand n'avait-il pas promis de modifier le mode de désignation des neuf membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), organe qui « fait les carrières des magistrats du siège? N'avait-il pas assuré aux syndicats qu'une réforme constitutionnelle était « indispensable », et reconnu que le pouvoir de nomination des membres du Conseil supérieur de la magistrature, confié au président de la République, était « une anomalie »? Vieille ambition, réaffirmée en 1981 dans les cent dix propositions du candidat.

Dix ans plus tard, les alléchantes promesses d'indépendance sont dissipées, laissant place à une amertume féroce. Car le choc fut à la hauteur des illusions perdues. L'histoire de ce revirement, superbe opéra bouffe en trois actes, fourmillant de promesses vertueuses, de non-dits et de dupes consenties, vaut précisément d'être contée.

Il ne fait aucun doute que M. Badinter, en arrivant place Vendôme en 1981, entend honorer les promesses du chef de l'Etat et réformer le Conseil supérieur de la magistrature. Mais attention : il sera domage de ne pas profiter de l'occasion pour toiletter tout le statut de la magistrature. Aussi une si belle, si vaste et si nécessaire réforme suppose-t-elle un effort de concertation à la mesure de l'ambition.

## Résignation cynique

Premier acte : on consulte donc. On adresse aux quelques cinq mille cinq cents magistrats du pays (ils sont aujourd'hui six mille deux cent trente) un superbe questionnaire. « Un chef-d'œuvre de questionnaire », se rappelle M. Badinter. Louable souci et nécessaire prudence, mais qui recèlent, à l'origine, le ferment d'un enlèvement. « Les juges étaient très divisés et les adhérents de mon syndicat très anti-Badinter », se souvient M. André Braunschweig, ancien président de l'Union syndicale des magistrats, alors directeur de cabinet du garde des sceaux.

Dès ce moment, le grand œuvre est largement compromis. « Il n'y avait pas un seul accord sur une ligne de réforme », raconte M. Badinter. Et ni ce questionnaire ni l'inévitable commission ad hoc ne sortiront le grand projet de l'ornière. Tout juste cette vaste consultation permet-elle de décaler que, pour réformer le CSM, deux voies sont possibles : le vote d'une réforme constitutionnelle — solution haute — ou celui d'une loi organique — formule économique.

Deuxième acte : le ministre, navré, voit ces deux voies s'obstruer l'une après l'autre. D'abord, l'Union syndicale des magistrats, la plus puissante des organisations, refuse tout net le simple vote d'une loi organique, qualifiée de « réformatrice ». Reste la réforme de la Constitution, qui suppose ou bien un référendum, ou bien un vote aux trois cinquièmes de l'Assemblée et du Sénat, réunis en Congrès à Versailles. Quel gouvernement osera se lancer dans l'aventure?

Troisième acte : le garde des sceaux, ébranlé, s'en va porter ces conclusions au chef de l'Etat. « Il n'a pas eu l'air très étonné », raconte M. Badinter. Il n'a jamais la réforme, vous n'obtiendrez jamais aucun accord du Sénat.

En quelques trimestres, la belle promesse est enterrée. Chef-d'œuvre : on peut en faire porter la responsabilité aux magistrats eux-mêmes. « Ce n'était pas du tout le but, mais il faut bien reconnaître qu'on a donné au pouvoir un alibi en or pour ne rien changer », confie M. Claude Jorda, aujourd'hui procureur général à Bordeaux, alors conseiller du garde des sceaux. « J'étais membre de la commission, se souvient M. Maurice Zaro, conseiller à la cour d'appel de Toulouse, et j'ai été très surpris que, pour la révision constitutionnelle, c'était fichu. Quand on a provoqué une consultation du corps, cela voulait bien dire qu'on ne voulait rien changer ».

L'épisode a laissé chez les juges une solide amertume et une bonne dose de résignation cynique. Les discours vertueux sur la justice seraient-ils seulement l'apanage des oppositions politiques successives? Même le très socialisant Syndicat de la magistrature a mal encaissé le choc qui, lors de son dernier congrès, caressait un projet d'affiche — finalement non réalisé — où l'on aurait vu un premier ministre entrant tendre à son prédécesseur le programme socialiste Liberté, liberté, énumérant des projets plus généraux que les uns que les autres, en lui glissant : « Ça peut encore servir ».

Parallèlement, comme pour mieux brouiller les pistes, une bonne partie

de la gauche judiciaire s'est efforcée de fournir un accompagnement théorique à ce renoncement. Après qu'elle eut tenté l'indépendance avant 1981, certains de ses représentants les plus gradés ne s'émoussaient pas aujourd'hui à relativiser son importance? « En fait, soupire M. Philippe Texier, président à Evry, une des figures historiques du Syndicat de la magistrature, la notion d'impartialité est peut-être plus importante que celle d'indépendance ». Ce que résume avec fougue M. Georges Kiegan, ancien ministre délégué à la justice : « L'indépendance, voilà certes une belle vertu, mais c'est un leurre, une muleta!

rage froide — trouvant sa conclusion dans une série de jugements ordonnant la mise en liberté de petits délinquants. Une réaction d'humeur pour le moins innuée et rencontrant une large approbation tacite dans le corps. Comme si elle avait permis, finalement, de régler de vieux comptes avec le politique. Rares sont ceux, comme le procureur de la République à Chambéry, M. Eric de Montgolfier, qui affirment clairement que « le juge qui interpelle le législateur est en plein régime de confusion des pouvoirs ».

Ebranlés, échaudés, les jeunes juges, en théorie garants de l'appli-

40 % — ou la position hiérarchique. A une « haute magistrature » parisienne, oscillant selon les circonstances et les humeurs entre le « centre gauche » et le « centre droit », pleine de compréhension à l'égard des malheurs des hommes politiques, à qui les unit souvent une histoire militante commune, s'oppose de plus en plus frontalement une « basse magistrature », souvent provinciale, cimentée par une méfiance écorchée à l'endroit des avocats, politiciens et idéologues de la capitale, jalouse de ses prérogatives et idolâtrant le droit, se considérant volontiers comme le dernier rempart de la morale.

Face aux jeunes « justiciers », comme ils apparaissent embourbés, les grands anciens! « Au syndicat, on a fabriqué des shérifs », soupire M. Louis Jonez, conseiller de tous les premiers ministres depuis 1981, à l'exception de M. Chirac. Mais ce que ne disent pas explicitement ces vétérans, c'est leur profond effroi devant ces « shérifs » devenus les gardiens intraitables de l'équité à l'exclusion de toute autre considération, notamment politique.

« J'ai l'impression que leur protestation contre la loi d'amnistie est instinctive, explique par exemple M. Philippe Texier. Ma génération devait davantage à la réflexion collective. Après tout, le juge a dans la société un rôle relativement neutre, et ce n'est pas si mal. Après vingt ans de métier, je me dis que ce n'est que cela, le rôle du juge : régler les conflits individuels. Ce n'est pas au juge de décider ce qu'il doit être. C'est à la société ».

## Un radeau de fortune

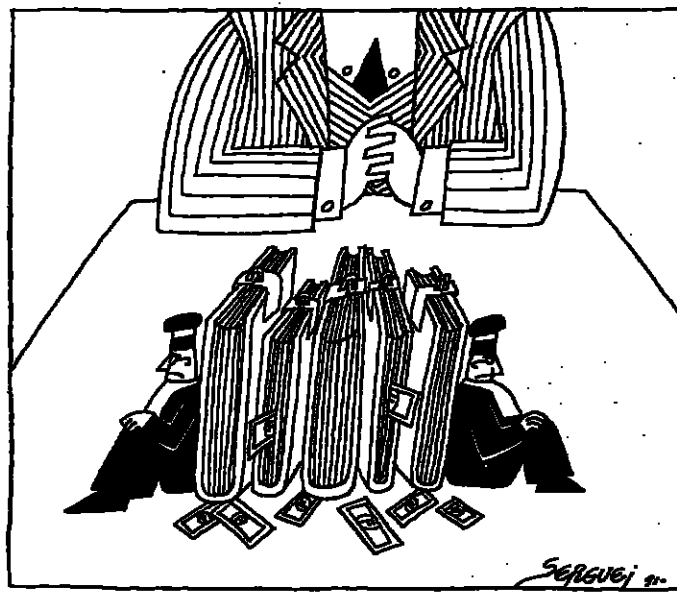
Et qu'importe à la « génération Jean-Pierre » se réduit à quelques fortes personnalités. Le cri de défiance qu'ils lancent à la face de tous les hommes politiques n'en a pas moins glacé d'horreur leurs atèles. Qu'un phénomène statistique vienne si magistralement provoquer dans les hautes sphères un tel traumatisme donne la mesure du trouble.

Un Jean-Pierre Michel, député PS, ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature, l'exprime avec une totale franchise : « Il existe dans la jeune magistrature une espèce de tendance Verger, analyse-t-il. J'ai beaucoup de mal à comprendre ce qu'ils veulent. Si leur objectif est de déstabiliser la social-démocratie, qui leur offre pourtant une liberté sans précédent, alors il faut le dire. En attendant, ils font le jeu de la droite et de l'extrême droite ».

De fait, dans une atmosphère générale de crise des institutions républicaines, le juge et l'homme politique, aujourd'hui confondus dans la méfiance des Français, n'évoquent-ils pas deux naufrages, sur un radeau de fortune, se disputant les biscuits de survie?

LAURENT GRELSAMER et DANIEL SCHNEIDERMAN

FIN



Pendant que l'on en parle, on évite d'aborder les vrais problèmes.

« L'indépendance, qui renchérit M. Hubert Dalle, directeur de l'Ecole nationale de la magistrature. Mais il faut penser aussi à la légitimité qui la fonde. » Resurgit ici le lancinant reproche que lancent aux juges certains avocats : quelle est votre légitimité, vous qui n'êtes élus par personne? « Pendant dix ans », s'insurge M. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction au Mans, des avocats comme Daniel Soulez-Larivière sont arrivés à culpabiliser la magistrature avec cette question sur la légitimité ».

## Un concubinage un peu particulier

Etrangement, la gauche judiciaire rejoint ainsi toute une partie de la haute hiérarchie conservatrice qui s'était toujours accommodée de ce concubinage un peu particulier avec le politique. « Je serais effrayé que l'on aboutisse à la désignation des neuf membres du Conseil supérieur par les syndicats », assure M. Jean-François Burgelin, ancien directeur de cabinet de M. Albin Chalandon. Le système que tout le monde critique me paraît le moins mauvais possible. Et M. Dominique Matagrin, président de l'APM, condamne lui aussi l'idée de faire élire les membres du CSM par l'ensemble des magistrats : « On aboutirait à un Conseil supérieur autiste ».

L'histoire de cet aggrégement judiciaire, parallèle après tout au virage « réaliste » de la gauche en matière économique, aurait pu s'arrêter là. Entre gens de bonne compagnie, on se comprend, on s'explique. Mais c'était oublier les espoirs suscités chez les jeunes magistrats. Alors que le dossier était politiquement enterré dès 1982, la croyance en une réforme miracle couvait en effet toujours parmi les « petits juges ».

« Nous sommes restés dans l'incertitude jusqu'au gouvernement Rocard, raconte M. Hénoc Cazeaux, juge des enfants à La Roche-sur-Yon. On voulait conserver nos illusions, ne pas s'avouer déçu. N'est-ce pas ce décalage et le sentiment d'avoir été « trahis » qui ont engendré un certain « justiciarisme », tel celui de M. Thierry Jean-Pierre, juge aux idées de gauche affichées, devenu grand pourfendeur des turpitudes financières du Parti socialiste? »

« La jeune justice a vu arriver 1981 avec infiniment d'espoir, explique M. Burgelin. Or dix ans après, jamais la justice n'a été aussi vilipendée, les scandales aussi nombreux. Les juges sont égarés. Ils n'ont pas confiance en la droite, qui pour eux représente l'argent, mais pas davantage la justice. Toute une partie de la jeune magistrature a été déstabilisée psychologiquement par la loi d'amnistie votée par le Parlement en 1980 ».

D'où cette colère — confinée à la

cation de la loi, seraient-ils en passe d'échapper à la règle? Le secrétaire général de l'USM, M. Jean-Luc Sauron, le croit : « Les juges n'ont plus de repères. Certains magistrats ont voulu se payer l'exécutif en faisant n'importe quoi n'importe comment. Plus globalement, M. Jean-Denis Brodin constate : « La justice a une relation de plus en plus médiocre avec la loi, devenue incertaine, changeante. La loi n'est plus sa préoccupation première. Il lui a substitué l'équité, sa loi ».

Etouffante révolte en tout cas, dans laquelle les grands aînés ont quelque mal à se reconnaître. Bien que semblant faire écho au discours de rupture des années 70, ce « justiciarisme » se moque en effet des vicissitudes politiques habituelles. Lorsque M. Thierry Jean-Pierre clame que « l'indépendance ne se négocie pas mais se conquiert », il est assuré de séduire large.

De fait, si la jeune garde du Syndicat de la magistrature l'applaudit, de présumés adversaires politiques comme MM. Dominique Matagrin et Didier Galko saluent sans se faire prier son métier et son audace. « Il faut moralement et physiquement avoir du courage pour oser faire ce qu'il a fait », insiste M. Galko, juge d'instruction aux Sables-d'Olonne. Vous ne savez jamais ce qui peut arriver. » Ainsi assiste-t-on à d'étonnantes recensements, où les étiquettes idéologiques tiennent moins de place que l'âge — depuis 1981, le corps judiciaire s'est renouvelé à plus de

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 26 SEPTEMBRE 1991, à 14 h 30.  
**APPARTEMENT 3 P.P. - 241, r. du Fg-St-MARTIN**  
et 1, rue Chaudron à PARIS (10°)  
au 3<sup>e</sup> étage du bâtiment A  
**M. à P. : 300 000 F** S'adresser à M. B. LÉOPOLD-COUTURIER, avocat à PARIS (75017), 12, rue Théodore-Ribot. Tél. : 47-66-50-23. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur conversion de saisie immob. au Palais de Justice de PARIS, le LUNDI 23 SEPTEMBRE 1991, à 14 heures précises, EN UN LOT, à PARIS (10°), 60-62, r. du Château-d'Eau au troisième étage, à droite  
**APPARTEMENT de 3 pièces principales**  
composant : entrée, cuisine, w.-c., penderies, cave.  
**Mise à prix : 100 000 F**  
S'adresser à M. DEVOS-CAMPY, avocat à la cour, 57, av. de Suffren à PARIS (7°), tél. : 45-67-98-84 ; M. CANTAT, avocat à la cour, 54, av. Kléber à PARIS (16°), tél. : 47-66-03-77 ; et tous autres avocats près le T.G.J. de PARIS.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 26 SEPTEMBRE 1991, à 14 heures, EN UN SEUL LOT :  
**MAISON D'HABITATION**  
à PARIS (16°), 16, Villa Dupont  
Voie privée ayant son entrée au 48, rue Pergolèse  
élevée sur sous-sol, d'un rez-de-chaussée et 2 étages - JARDIN  
**Mise à prix : 1 500 000 F**  
S'adresser à la SCP COURTEAULT LECOQ RIBEAUD-DUMAS, avocats à PARIS (16°), 17, av. de Lamballe, tél. : 45-24-46-40. Tous avocats près le trib. de gde inst. de PARIS, sur les lieux pour visiter en s'adressant à l'avocat.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 26 SEPTEMBRE 1991, à 9 h 30, EN UN LOT,  
**Résidence BEAUSÉJOUR**  
dans le bâtiment B, au rez-de-chaussée  
**STUDIO au PLESSIS-TRÉVISE (94)**  
14 à 28, av. de Chennevières et av. Beauséjour, s. n°  
Un PARKING - Une cave au sous-sol.  
**Mise à prix : 120 000 F**  
S'adresser à M. GUILBERT, avocat à la cour, 117, avenue Paul-Vaillant-Couturier, VITRY-SUR-SEINE, tél. : 46-80-66-00 ; M. DEVOS-CAMPY, avocat à la cour, 57, avenue de Suffren, PARIS (7°), tél. : 45-67-98-84 ; et tous autres avocats près le tribunal de grande instance de CRÉTEIL.

Vente sur licitation au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 3 OCTOBRE 1991, à 14 heures, EN UN LOT.  
**UNE PROPRIÉTÉ à PIRIAC-SUR-MER (44)**  
2, rue des Cap-Horriers, dénommée « PORZ GWENN » compr. UNE VILLA de 2 étages, dont un sous-sol, divisée en 11 PIÈCES, cuisine et un BÂTIMENT annexe à usage de dépend. et dans lequel a été partiellement aménagé un petit LOGEMENT.  
**SUR TERRAIN de 6 680 m² - BORD DE MER**  
**MISE A PRIX : 1 700 000 F**  
S'adresser à M. RANJARD-NORMAND, avocat à BOIS-COLOMBES (92270), 5, rue des Bourguignons. Tél. : 47-80-75-18. VISITE SUR PLACE, le 27 SEPT. 1991, de 15 h à 17 h, par M. BOUVET, huissier à LA BAULE.

Vente sur conversion des saisies immob. au Palais de Just. de NANTERRE, le JEUDI 26 SEPTEMBRE 1991, à 14 heures précises, EN UN LOT, au troisième étage, escalier A :  
**APPARTEMENT à GARCHES (92)**  
de 4 pièces principales  
Au 2<sup>e</sup> sous-sol : 2 emplacements de voiture n° 23 et 34.  
Au 1<sup>e</sup> sous-sol : une cave n° 17.  
**1 à 7, rue Henri-Bergson, et 23 et 25, rue Pasteur**  
**Mise à prix : 500 000 F**  
S'adresser à M. GUILBERT, avocat à la cour, 14-14 bis, rue Marie-Doffe à CLAMART (92), tél. : 42-60-48-09 ; M. DEVOS-CAMPY, avocat à la cour, 57, avenue de Suffren à PARIS (7°), tél. : 45-67-98-84 ; et tous autres avocats près le tribunal de grande instance de NANTERRE.

هكذا من الأصل



# CULTURE

## DANSE

### Vers la lumière

Merce Cunningham ouvre le 22<sup>e</sup> Festival d'Automne avec une création mondiale

Le monde — celui, du moins, des spectateurs de danse — se divise en deux : ceux qui aiment la vue, sur scène, du septuagénnaire Merce Cunningham, tout perclus de rhumatismes, les pieds féroce-ment déformés par l'arthrose, et ceux (nous en sommes) que sa cosmogonique présence continue de fasciner : « Arrêter de danser ? Dieu du ciel, ça vient tout juste de commencer ! », répondait-il, récemment, à un quidam qui lui demandait s'il comptait se retirer.

Lorsque le rideau se lève sur *Loosestrife*, il est seul en scène, au fond, côté jardin. Immobilité, avec un maintien à la fois impérial et « cool », qui est son secret. Dans le plus grand silence, il commence à bouger. Si les jambes se bornent désormais à quelques marches précautionneuses — ou plus tard, dans cette pièce, à une curieuse sortie à genoux, à reculons — combien les mouvements du buste sont vifs, surprenants, étonnants ! Les danseurs vont entrer par petits groupes, mais longtemps on n'aura d'yeux que pour lui. Merce ne s'accroche pas aux planches comme une vieille star incapable de renoncer à la voluptueuse caresse des projecteurs ; il nous dit tout simplement avec humour et sérénité : voici comment, moi, Merce Cunningham, soixante-douze ans, je danse aujourd'hui. C'est beau, c'est émouvant.

Commande conjointe du Festival d'Automne, qui fête son 20<sup>e</sup> anniversaire, et du Théâtre de la Ville, où la Merce Cunningham Dance Company se produit pour la 7<sup>e</sup> fois, *Loosestrife* est donné à Paris en création mondiale à la mémoire de Michel Guy, disparu en juillet 1990. On sait avec quelle fermeté de son Michel Guy, l'homme des plus grandes fidélités artistiques, a toujours soutenu

Cunningham contre vents et marées. Il allait non seulement en faire une figure emblématique de son Festival d'Automne, mais la naissance de celui-ci en 1972, mais contribuer à lui ouvrir d'autres portes : celles du Festival international de danse, du Théâtre des Champs-Élysées en 1966, celles de l'Opéra de Paris en 1973 : Merce Cunningham n'est pas encore revenu de la façon royale, et stupéfiante pour un créateur alors très discuté, avec laquelle Michel Guy lui fit cette dernière proposition : « Voulez-vous occuper toute la soirée, ou la partager avec d'autres chorégraphes ? »

— Je préfère être seul.  
— Monter deux ou trois pièces courtes ou une seule grande ? ...  
— Une seule grande... »

#### Un mystère une attente...

Ce fut le magnifique *Un jour ou deux* que le Palais Garnier serait bien inspiré de reprendre de temps à autre. Précisons pour la petite histoire que la première visite de Merce Cunningham à Paris remonte à 1949, quatre ans avant qu'il ne fonde sa compagnie : il dansa quelques solos au Théâtre du Vieux-Colombier devant trois chats et un pelé. On dit aussi qu'à la même époque il passa une audition devant Roland Petit au cours de laquelle il ne fit que taper du pied sur le plateau. On se doute qu'il ne fut pas engagé...

*Loosestrife* pourrait bien rester parmi les chefs-d'œuvre de l'automne de Cunningham. Si la rigueur de la construction se dissimule, comme toujours, sous une délicate apparence de fantaisie et d'improvisation, si l'écriture oppose savamment fluidité et ruptures, vitesse et lenteur, il y règne



Merce Cunningham, soixante-douze ans : « Arrêter de danser ? Ça vient tout juste de commencer ! »

un climat assez neuf de mystère, d'attente. Mais un mystère et une attente qui ne seraient pas angoissés. Au contraire : empreints d'espoir, presque d'une joie secrète. Les danseurs évoluent dans des maillots académiques gris, tachés çà et là de couleur plus vive (ce sera, à quelques détails près, l'uniforme de la soirée). Après le long silence initial, la musique de Michael Pugliese tombe en gouttes tibètes, feutrées.

Il faut avouer qu'on s'était un peu ennuyé au début du spectacle avec *Exchange* (déjà donné au Théâtre de la Ville en 1979). Peut-être parce qu'on y reste sur sa faim incurable de nouveauté, et que cette pièce nous semble aujourd'hui un Cunningham « de série ». Il faut la replacer dans son

contexte. Créée en 1978, elle marque une étape importante dans la constitution ou la consolidation du langage cunnighamien — ce n'est pas par hasard qu'il a souhaité la reprendre et la retravailler en transmettant son propre rôle, symboliquement, au beau danseur qu'est Alan Good. Jasper Johns y signe de subtils dégradés de gris dans sa toile de fond et ses collants, David Tudor a conçu une musique électronique qui peut évoquer des rats démenageant dans un grenier livers provisions de noix pour l'hiver, puis un décollage d'hélicoptère.

*Native Green*, qui date de 1985 et figure ici en création française, évoque pour sa part les oiseaux — s'il faut à tout prix des équivalences concrètes à l'abstraction

d'une danse qui veut engendrer l'émotion par le seul mouvement. Des pattes d'oiseaux finement dessinées sur les costumes et le décor de William Anastasi, des stridences sursaisies dans la musique de Takehisa Kosugi y contribuent peut-être mais plus encore la fraîcheur, le sentiment « de nature » qui baigne la chorégraphie.

Et la soirée, lorsqu'elle se termine sur *Loosestrife*, prend respectivement sa cohérence et son sens : une montée, paisible et méditative, vers la lumière.

SYLVIE DE NUSSAC

Théâtre de la Ville, premier programme jusqu'au 14 septembre. Deuxième programme du 17 au 21 septembre, 20 h 30.

## Or et désordre au Théâtre de la Ville

Depuis au moins vingt ans, le Théâtre de la Ville étale ses dessous sur la place publique : de la rue, si on lève le nez, on voit bien, en effet, à travers les baies, l'envers des gradins de béton nu qui ont fait bon poids dans le programme de réaménagement du théâtre à la fin des années 60, une époque où on osait encore être moderne sans ambiguïté, même au-dessus d'un édifice du siècle dernier.

François Morelet, à qui la Ville de Paris a passé commande, pour ne pas faire de jaloux — la loggia du théâtre d'en face, le Châtelier, ayant été confiée aux bons soins d'Adami, et le rideau de scène à Garouste — a choisi ces dessous pour intervenir.

En y mettant de l'or, par esprit de contradiction. De l'or, non pas en barre, mais en lignes tracées au hasard (d'après les lettres de « Ville de Paris ») et faites de petites feuilles collées en vrac à même le béton. Et qui se croisent, se recroisent, se cassent et se reconstituent selon le point de vue.

L'intervention est discrète, là où on ne l'attendait pas et relativement peu visible, mais perfide : la décor à l'or de l'envers du décor donne au hall du théâtre un ciel de béton royal, qui du coup met en évidence ce qui l'entoure, composite en diable. Peut-être à revoir.

G. B.

## MUSIQUE

### La baguette étoilée

Un Américain de vingt-neuf ans remporte le quarante et unième concours de chefs d'orchestre. Un Français et un Canadien sont finalistes exaequo

#### BESANCON

de notre envoyé spécial

Héroïques ! les musiciens de l'Orchestre symphonique de Moscou, les trois jeunes chefs d'orchestre finalistes, le pianiste Philippe Cassard (qui a démontré, une fois de plus, ses qualités de musicien en s'adaptant au style de chacun des candidats dans l'œuvre concertante imposée) et le public entassé sur la scène et dans la salle du théâtre de Besançon, mardi 10 septembre, ont été héroïques jusqu'au bout, acceptant tout — une chaleur à défailir, des fauteuils inconfortables, l'acoustique effroyablement sèche, « amusicale » d'une bâtisse qui aurait dû être

abattue depuis longtemps, — pour participer à la finale publique du plus prestigieux concours de direction d'orchestre du monde (lorsque ce théâtre a été construit en quelques mois, il y a trente ans, les autorités municipales avaient affirmé qu'il était à titre provisoire).

Le Concours international de jeunes chefs d'orchestre est une institution à laquelle les Bisontins sont, au moins, aussi attachés qu'à leur ville et à leur festival. Telle-ment attachés que les plus mordus d'entre eux sont prêts à pétitionner pour que l'on construise ce fameux auditorium dont on parle depuis tant d'années. Quelques heures plus tôt, le maire socialiste, M. Robert Schwint, affirmait, sur les antennes de Radio-France Besançon, qu'il n'en était pas question puisque la ville avait déjà... un théâtre. Au même moment, le président de la chambre de commerce se déclarait favorable à ce projet. Sans doute a-t-il compris tout le parti que l'on pouvait tirer d'un festival qui pourrait, s'il en avait les moyens, devenir un petit Salzbourg français dont les retombées économiques seraient certaines.

#### Présence et autorité

C'est le pari lancé par M. Georges Frêche, le maire de Montpellier. La population des deux villes n'est pas comparable (207 000 habitants d'un côté, 137 000 de l'autre), mais les mélomanes bisontins n'exigent pas moins l'édification d'un Opéra tel que le Compti Il ne souhaitent qu'une excellente salle de concerts de 1 800 ou 2 000 places, un excellent orchestre de chambre et une excellente saison de concerts l'hiver. Grâce à un accord passé entre Radio-France Paris et Patrick Ponce, le nouveau directeur artistique du festival, six concerts vont être donnés cet hiver. Il serait dommage de s'en tenir là.

Mais revenons au concours de chefs d'orchestre. Présidé cette année par Vladimir Fedosseiev (venu de Moscou avec son magnifique et virtuose orchestre), le jury réunissait des personnalités, chefs d'orchestre, impréparés, une pianiste, un journaliste de renom (I). Il n'eut aucune difficulté à désigner vainqueur à l'unanimité George Pehlivanian, un Américain

de vingt-neuf ans. D'origine arménienne, né au Liban, ce jeune chef a travaillé avec Lorin Maazel, Ferdinand Leitner et Pierre Boulez. Sa gestique est fluide, efficace, sa présence et son autorité indéniables. Sa manière associée avec bonheur précision et engagement personnel. Dans le *Sacre du printemps* de Stravinsky, dans le *Premier Concerto* de Brahms et dans la pièce primée l'an dernier par le jury du concours de composition (*Lhow* de Kasper Toopitz), il a démontré des qualités et un sang-froid que ses deux confrères furent loin d'atteindre. L'éloge décisif, réservé de Jean-Marc Burfin (France, vingt-neuf ans), l'efficacité assez primaire de Claude Lapalme (Canada, vingt-neuf ans), ne pouvaient rivaliser avec un concurrent qui s'est présenté au public, à l'orchestre comme s'il dirigeait un concert et non une épreuve...

En plus d'un prix de 30 000 F, George Pehlivanian a été engagé par l'Orchestre des Pays de la Loire, l'Orchestre national de Toulouse, l'Orchestre de Nancy (pour un opéra), le Sinfonietta de Picardie, l'Orchestre de la radio-télévision de Moscou et celui de la télévision de Budapest. Nous aurons donc l'occasion de le réentendre bientôt.

Le même soir, fut proclamé le palmarès musical, qui en est à sa quatrième édition. Présidé par Pascal Dusapin, le jury (2) n'a pas déshérité, dans les œuvres qui lui ont été soumises, une pièce d'orchestre d'un intérêt suffisant pour qu'un grand prix soit décerné. Laurent Christian Jacques (France, né en 1965) s'est donc contenté d'une mention, décernée à l'unanimité pour sa *Rapsodie chaotique* qui devrait être jouée l'an prochain par les finalistes du concours de direction d'orchestre, ainsi que le veut le règlement.

ALAIN LOMPECH

(1) Présidé par le Russe Vladimir Fedosseiev, le jury de ce quarante et unième concours réunissait Horst Boehm et Georg Mark (Autriche), Osvaldo Roca (Etats-Unis), Sergei Kolobkov (Union soviétique), Stéphane Cardon, Marc Soussart et Brigitte Engerer (France).

(2) Présidé par le Français Pascal Dusapin, le jury réunissait Claudio Ambrosini (Italie), James Dillon (Grande-Bretagne), Charles Chaynes, Michel Decoust et Antoine Duhamel (France).

## Complicités en chambre

Pour leur troisième édition les Musicades lyonnaises affirment leur personnalité

#### LYON

Correspondance

Quand on avance la comparaison avec Marlboro, Alain Meunier, un des « pères » de la manifestation lyonnaise, habitué depuis quinze ans au festival américain (*Le Monde* du 4 septembre), se fait prudent : « Cela n'a rien à voir. Marlboro est une institution unique. Mais dans l'esprit, oui, nous cherchons une ressemblance... »

L'esprit, c'est ce concert inaugural du vendredi 6 septembre où quatre artistes prestigieux et chevronnés entouraient la jeune Isabelle Faust (dix-neuf ans), l'efficacité assez primaire de Claude Lapalme (Canada, vingt-neuf ans), ne pouvaient rivaliser avec un concurrent qui s'est présenté au public, à l'orchestre comme s'il dirigeait un concert et non une épreuve...

Car la quarantaine de musiciens de toutes générations qui fréquentent pendant une dizaine de jours les Musicades lyonnaises sont là avant tout pour « entendre les œuvres et non pas se faire entendre à travers elles », comme l'explique Alain Meunier. Le violoncelliste français aime, on le sait, ces lieux d'échanges, de rencontres, de plaisir partagé : « Nous avons la prétention de sortir meilleurs musiciens que nous ne sommes entrés. Le public y trouve aussi son compte... »

Ce travail entre musiciens se

double aussi d'une partie pédagogique, avec des « master-classes » délivrées par quelques maîtres de la musique de chambre. Entendre Félix Galimir, extraordinaire jeune homme de quatre-vingt-quatre ans qui a connu Webern, Ravel ou Milhaud, faire répéter un quatuor chinois est une leçon inoubliable. Joseph Silverstein, autre violoniste, qui fit les beaux jours du Symphonique de Boston, Bruno Giuranna, altiste, fondateur de *I Musici*, témoignent aussi de ce désir de transmettre. Master-classes, répétitions, sont d'ailleurs ouvertes au public moyennant un modeste droit d'entrée.

#### Une tonalité très Europe centrale

Pour leur troisième édition, les Musicades semblent petit à petit trouver leurs marques. Elles disposent d'un cadre de travail idéal au Conservatoire national supérieur de musique, un ancien couvent du dix-huitième siècle, véritable oasis où viennent se briser les bruits extérieurs. Et il suffit de remonter la Saône de quelques encablures pour trouver la salle Molère, petit théâtre kitsch à l'acoustique parfaite.

La constitution d'un « triumvirat », composé de Bruno Giuranna, Christian Ivaldi et Alain Meunier, garantit la cohérence artistique du projet : la programmation de cette année a une tonalité très Europe centrale (Mozart, Dvorak, Webern), mais ne s'interdit pas non plus les incursions dans la musique contemporaine (Amy, Donatoni). L'accès des master-classes est réservé à des ensembles déjà constitués, ce qui permet d'améliorer les exigences de niveau et de professionnalisme.

Les Musicades participent à leur manière à l'exceptionnel éclat du début de saison lyonnais : la Biennale des arts (*Le Monde* du 6 septembre) qui s'est ouverte la semaine dernière, et celle de la Musique française, qui commence le 19 de ce mois. Elles disposent d'un soutien efficace de la municipalité (Michel Noir, on le sait, est un adepte du violoncelle...), d'une aide développée de l'Etat, de l'appui des institutions musicales de la ville et d'un certain nombre de sponsors privés (1).

Cette année, l'organisation a gagné en efficacité et en autorité, mais elle repose essentiellement sur l'enthousiasme militant du luthier Jean-Frédéric Schmidt et de sa femme. On comprend parfois leur déception devant des salles à moitié vides, ou des master-classes chichement suivies. L'intimisme de la musique de chambre s'accommode mal des tambours et du bruit. Pourtant, grâce à une complicité fondée sur l'expérience et la tradition, héritage des grandes écoles de musique européennes, les Musicades de Lyon sont en train de grandir.

PIERRE MOULINIER

(1) Le budget des Musicades s'élève à 1,4 million de francs. La manifestation s'autofinance à 30 %. Les subventions viennent de la ville de Lyon, de l'Etat, et du Conseil régional (qui a cependant réduit son soutien, alors que le département du Rhône supprimait le sien). La Caisse des dépôts et consignations est le principal mécène.

Prochains concerts : Schumann, Webern, ce jeudi 12 : Berg, Amy, Schumann, le 13 : Schumann le 14 : Webern, Schoenberg, Schubert, le 15. Salle Molère, 18, quai de Bondy, Lyon (6<sup>e</sup>), 20 h 30. Tél. : 78-83-26-62.

THEATRE DE LA GAITE-MONTPARNASSE  
26, RUE DE LA GAITE PARIS 14<sup>e</sup> LOC. 43 22 16 18

JEAN-PAUL FARRÉ JEAN-LUC MOREAU

VOLTAIRE ROUSSEAU

DE JEAN-FRANCOIS PREVAND

Soyez les Premiers  
aux  
**PREMIERES**  
DES THEATRES PRIVES  
50% de REDUCTION  
DU 12 AU 15 SEPT.

THEATRE  
MONTPARNASSE

**CALAMITY JANE**  
de JEAN-NOEL FENWICK  
MISE EN SCENE  
JACQUES ROSNY  
AGNES SORAL

PETIT MONTPARNASSE  
THEATRE DES FES  
**CELINE**  
Colère  
et Tendresse  
DANIEL IVERNEL  
JEAN SAUDRAY  
AU PAYER DES 100  
ASSIETTES COMMANDES ET VINS COURS  
LOC. 43 22 77 74

مكتبة من الأصل



## CULTURE

## Godard le mistigri

Promenade désenchantée dans la solitude de l'Allemagne réunifiée

VENISE

de notre envoyé spécial

Dans *Allemagne année zéro* de Rossellini, le petit garçon ressuscitait soudain la voix de Hitler dans les décombres de Berlin-1947, au moyen d'un disque dont il s'appropriait à faire commerce. Ce brusque repliement de l'histoire sur elle-même, Jean-Luc Godard le pratique sur la longue durée, celle de l'histoire de l'Allemagne, et de l'Europe.

Godard nie que l'histoire soit un ruban qui se déroulerait toujours dans le même sens, chaque nouveau morceau annulant ce qui précède. Contre l'amnésie, il s'empare du ruban pour en faire des nœuds, des anneaux de Möbius, des cocottes en papier. Pour faire « réagir », au sens de l'expérimentation chimique. Et observer.

C'est très simple, finalement. Comme le titre. Où : *Allemagne*. Quand : *Année 90*. Quoi : *neuf zéro*. Rien de nouveau. Jean-Luc

Godard a prétendu jadis savoir deux ou trois choses de la banlieue parisienne. Sur l'Allemagne il ne prétend détenir aucun savoir. Juste un peu de mémoire, qu'on ira sur place mettre à l'épreuve. Mémoire des mots qui viennent de la littérature, des images qui viennent du cinéma, de la musique qui a enseigné la fugue et le contrepoint.

Obstination mélancolique

Mais Jean-Luc, prudent Helvétie, s'adjoint pour plus de sûreté un guide, vieille connaissance et personnage typique du folklore est-allemand : un espion dormant américain, informé que sa mission n'a plus de sens, se met en chemin pour rentrer à l'Ouest ; Eddie Constantine, inusable Lemmy Caution, silhouette massive indifférente aux intempéries de l'actualité, visage de vieux Sitting Bull buveur de bière, emporte le film à ses basques.

Le sentier courant du film est

ainsi la longue marche de Lemmy Caution, avec la Môme-Vert-de-Gris en morceaux dans son attaché-case. Le héros d'*Alphaville* atteindra au bout de son errance les vitrines obscures d'Omnéville, le bout du voyage berlinois qui semble le fond de la poubelle européenne éclaboussée de lumière. Mais, à la différence de la cité oppressante du film de 1965, Lemmy n'a plus de Natacha à ses côtés : les Russes sont repartis vers l'Est, et la tendresse plus loin encore. Il est seul, comme un chien, celui qui accompagne Mozart à la fosse commune. Puisque c'est de solitude qu'il s'agit, c'est écrit sur un carton au début, c'est le thème de la série-télé commanditaire du film.

Depuis plus de vingt ans, Godard fait des films comme on joue au « jeu des mariages », ici celui du passé et du présent (l'histoire) ... Seul, bien seul à ne pas participer du carnaval myope qui a accueilli les « événements » des pays de l'Est, il refuse de jeter

dans un même mouvement les eaux sales du stalinisme, les bébés enfarinés dans la douleur de l'espoir, et les bagnoires, fussent-elles du fer-blanc est-allemand, sans avoir examiné comment elles s'étaient fabriquées.

Avec sa lucidité hors d'époque et son obstination mélancolique, il reste le mistigri qui ne s'apparie rien. Alors il appelle des connaissances à la rescousse, Kafka et Rilke et tant d'autres qui annonçaient toute cette tristesse en parlant d'autre chose, ou M<sup>me</sup> de Staël — qui avait fui la Terreur à Rolle, en Suisse, là où habite Godard. M<sup>me</sup> de Staël qui, avant d'écrire *De l'Allemagne*, avait signé un *De la littérature considérée dans son rapport avec les institutions sociales*, titre où il n'y aurait que « cinéma » pour décrire le travail de Jean-Luc Godard.

« Mais où est-ce, l'Occident ? »

Cet homme-là a de la morale aussi, ou au moins de la décence. Assez pour prendre le temps d'aller chercher une rose pour Sophie Scholl, résistante décapitée par les nazis avec son frère Hans. Et pour dire son nom. Et il a de l'oreille, également, lui qui entend dans une plaque de nom de rue (Clara Zetkin-Strasse, mais qui est-ce ?) quelques mesures d'une chanson ancienne. « ... adieu le plus noble des frères... ». Cette chanson avec laquelle, depuis un siècle et plus, furent portées en terre tant de victimes de tant de répressions dans l'Europe entière. Toutes ces choses qu'on n'entend plus du tout en ce moment. Toute cette mémoire que pas un journaliste, pas un politicien « de gauche », n'a su dire durant ce mois qui a suivi la liquéfaction des momies soviétiques. Et moins encore les derniers militants communistes, levés dans les ultimes garennes rouges de banlieue par les médias.

« Mais où est-ce, l'Occident ? », demande le marmaréen Eddie Constantine à ceux qui croisent son chemin. Eh bien, logiquement, c'est nulle part. S'il n'y a plus d'Est, il n'y a plus d'Ouest non plus. Se faufile l'idée qu'on n'a pas forcément gagné à cette indéfinition. Mais bien sûr, c'est « du Godard », l'homme qui cache les réponses dans les violons. Les questions, elles, ne sont pas compliquées, seulement complexes. Chacun y puisera selon ses capacités et ses besoins... pour peu que le film soit un jour visible : produit par la télévision, *Allemagne année 90 neuf zéro* essaie de faire du 9 avec du vieux — les citations, les extraits de films. Pour qu'il ne se perde pas entre le 0 et l'infini, il lui faut une salle de cinéma. A la télé, il deviendrait, à son tour, un fantôme.

JEAN-MICHEL FRODON



CHARLEY MAROUANI ET GILBERT COULLIER PRÉSENTENT

MONTAND à BERCY

EN EXCLUSIVITÉ POUR TOUTE LA FRANCE

A PARTIR DU 29 MAI 92

LOCATION BERCY, FNAC, VIRGIN MÉGASTORE, AGENCES

MINITEL 36 15 BERCY - TEL 43 46 12 21

EUROPE 1

## Beauté fatale

Sur le destin des épouses dans la Chine traditionnelle, une superbe calligraphie

VENISE

de notre envoyé spécial

« Hissez les lanternes rouges ! » Chaque soir, les quatre épouses de maître Chen attendent le cri qui désignera celle qui recevra pour la nuit leur seigneur. Pour cet honneur, les quatre femmes se livrent une guerre aussi impitoyable que sournoise, sur l'échiquier complexe de la grande maison, de ses cours et de ses corridors, dans le labyrinthe des règles draconiennes qui régissent leur vie.

Comme les tuiles vernissées des toits prennent une nouvelle couleur à chaque heure du jour, les lois domestiques déterminent chaque instant. Autour du maître, puissance suprême à peine entrevue, chacune redouble d'astuces pour prouver sa soumission à l'homme, qui fera sa puissance sur ses rivales.

*Epouses et concubines* s'attache surtout au sort de la quatrième

épouse, interprétée par la sublime Gong Li, déjà vedette des deux précédents films de Zhang Yimou, *Le Sorgho rouge* et *Ju Dou*. A ses côtés, et une année durant, se déroule le cycle des joutes et des trahisons, jusqu'au crime et à la folie. Zhang Yimou, qui fut d'abord chef opérateur — en particulier de Chen Kaige, l'autre grand cinéaste chinois (exilé) actuel — filme merveilleusement les lieux immobiles, oppressants, dans lesquels il enferme son huis-clos.

Mais, comme déjà dans *Ju Dou*, il privilégie la beauté formelle, emprisonne le film dans une splendeur hiératique qui fait regretter la puissance émotionnelle du *Sorgho rouge* — par ailleurs tout aussi beau visuellement. Il s'en faut d'un souffle, d'une vibration, pour qu'*Epouses et concubines* soit non seulement un film splendide, mais un film bouleversant.

J.-M.F.

## Premiers pas

VENISE

de notre envoyé spécial

La sélection française de la « Semaine de la critique » attire, à Venise, une attention particulière : en 1989 et 1990, les candidats s'intitulaient *Un monde sans pitié* d'Eric Rohmer et la *Disparition* de Christian Vincent. Cette année, deux premiers films tentaient de prendre la succession de ces découvertes : *Bar des rails* de Cécile Kahn et le *Ciel de Paris* de Michel Béné.

Débutant de vingt-cinq ans, Cécile Kahn observe les démons et les peurs d'un tout jeune homme à l'heure des premières amours, sur fond de mal-vivre banlieusard. La première bonne surprise du film réside dans le choix de l'interprète : Marc Vidal n'est en rien un de ces adolescents dont le cinéma pour teenagers est friand. Pas mignon, pas gothique, le contraire d'une figure de mode. Un bizarre mélange d'enfance et d'âge adulte, loin de la « cible quinze-vingt ans ». Face à lui, Fabienne Babe campe avec justesse une jeune femme qui, elle, n'a plus rien d'une gamine.

Le film a les mêmes qualités et les mêmes défauts que son personnage, ses balbutiements et ses élans cinématographiques ressemblent aux balbutiements et aux élans amoureux du garçon. De cette fragilité, de cette maladresse même, naît un attachement relevé de la difficulté des premiers pas. Mais, comme son héros avec son lycée, le réalisateur finit par se laisser déborder par son mélange de sincérité, de timidité et de volonté de s'affirmer. Et ses cadrages incertains, ses prises de vues sous-exposées, ses dialogues à peine audibles dans le brouhaha d'un monde indifférent, cessent de servir son propos. Au point que lorsque passe, in extenso, la chanson *Un autre monde*, l'idée vient que le

groupe Téléphone avait très bien dit en trois minutes ce que le cinéaste met décidément trop longtemps à raconter, de fausses fins en initiales codées. Pêché de jeunesse...

Il s'agit aussi d'amour et de jeunes gens avec le *Ciel de Paris*, mais d'une tout autre façon. Michel Béné décale la figure du triangle : Suzanne et Marc partagent un appartement, en tout bien tout honneur, ils rencontrent par hasard Lucien, et c'est Marc qui tombe amoureux de lui, qui de son côté s'éprend de Suzanne. Suzanne, la lumineuse, la toujours parfaite Sandrine Bonnaire, à la fois omniprésente et généreuse pour ses partenaires. Qui sont, tous les deux, Marc Fourastier et Paul Blin, absolument remarquables.

Comme est remarquable la manière dont Michel Béné construit son film, par petites scènes courtes, toujours olivées sur un doute, une question, un appel. Sans jamais s'apaiser. — Alors que l'homosexualité a valu au public vénitien son comptant de marottes appuyées et de voyeurisme — l'ancien assistant d'André Téchiné tricote à toute vitesse une histoire mobile, à la fois touchante et irritante, et qui fait place à de très beaux personnages secondaires (Evelynne Bouix, Amélie Décampel).

Sans être entièrement abouti — la série de crises qui boucle le scénario est moins convaincante que le puzzle délicat des tendresses, des séductions et des attentes qui en constitue l'essentiel — le *Ciel de Paris* est à l'évidence un film réussi, et extrêmement prometteur. Cette promesse ne sera jamais tenue. Michel Béné est mort le 10 juillet dernier, juste après avoir terminé son film.

J.-M.F.

3 BALZAC • MAX LINDER PANORAMA • SAINT-GERMAIN-DES-PRES  
14H30 - 20H 11H - 15H30 - 20H15 11H - 15H30 - 20H

## La Belle Noiseuse

14 JUILLET ODEON - CINE BEAUBOURG LES HALLES - 3 BALZAC - 14 JUILLET BASTILLE - LES 7 PARNASSIENS

un film de CHANTAL AKERMAN

*NUIT ET JOUR*

JACK : "Pour l'instant je suis chauffeur de taxi la nuit. Je préfère la nuit, comme ça je passe le jour avec Julie."

JULIE : "Le jour il me raconte sa nuit. J'ai l'impression qu'il invente un peu et l'inverse un peu avec lui."

JOSEPH : "On m'avait dit même toi, si jamais tu tombes amoureux c'est là que les annus commencent."

AVEC GUILAINE LONDEZ FRANÇOIS NEGRET THOMAS LANGMANN

هكذا من الأصل











# L I V R E S • I D E E S

## La légende des Wittgenstein

Une biographie et un roman restituent la vie du plus excentrique des philosophes viennois

### WITTGENSTEIN

Les années de jeunesse  
(1889-1921)  
de Brian McGuinness.  
Traduit de l'anglais par V. Tennenbaum.  
Seuil, 390 p., 140 F.

### LE MONDE TEL QUE JE L'AI TROUVÉ

de Bruce Duffy.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Christophe Marchand-Kiss.  
Flammarion, 617 p., 150 F.

«Pendant un siècle, écrivait Thomas Bernhard, les Wittgenstein ont produit des armes et des machines; puis, pour couronner le tout, ils ont produit Ludwig...» Quand Ludwig meurt, le 21 avril 1951, à Cambridge, il est déjà une figure de légende. Et, bien qu'il n'ait publié de son vivant qu'un seul livre, le *Tractatus logico-philosophicus* (1921), aucun de ceux qui l'ont approché ne doute de son génie.

Il est né à Vienne le 26 avril 1889, et, grâce à la scrupuleuse biographie de Brian McGuinness, le milieu qui a engendré Ludwig peut être étudié au microscope. D'abord son père, Karl Wittgenstein, qui, à l'âge de dix-huit ans, rompt avec sa famille, quitte Vienne sans un sou, mais avec son violon, et part pour New-York. Là, il s'enthousiasme pour le système capitaliste, l'absence de traditions et de conventions, et écrit : «Il est impossible d'imaginer meilleure école, pour l'éducation d'un être humain, que la vie d'un nouvel immigré. Il se trouve placé dans la terrible nécessité de tendre toutes ses forces à l'extrême, simplement pour survivre.»

Karl mène une carrière de chef d'entreprise et d'industriel qui finit par l'égal d'un Krupp. Dans son atelier d'un Carnegie aux États-Unis, dans son atelier viennois, il collectionne les sculptures de Rodin, les tableaux de Segantini et de Klimt, et s'adonne avec son épouse, Léopoldine, à sa passion pour la musique.

L'histoire des Wittgenstein, en cela bien de leur époque, abonde en anecdotes qui pourraient figurer en appendice à un traité de psychanalyse : aucun des fils de Karl ne sera vraiment en mesure d'affronter ce père écrasant, dominateur, intrinsèque et supérieurement doué, aussi bien en économie politique qu'en philosophie.

De ses fils, il attendait qu'ils mènent comme lui une double carrière d'ingénieur et d'homme d'affaires. Résultat : trois d'entre eux se suicident, quant aux deux derniers, ils seront souvent si près de le faire que le hasard seul leur permettra de mener leur vie jusqu'à son terme. De fait, aux yeux de son fils Ludwig, Karl incarnait l'idée de progrès, l'idée qui l'obsédait et lui faisait horreur : il y voyait la principale caractéristique de son



Ludwig Wittgenstein : peut-être un saint, peut-être un fou, peut-être un monstre.

époque et la raison pour laquelle lui-même s'y sentait étranger.

A l'instar de Schopenhauer, qu'il découvrit adolescent, Ludwig était persuadé que la misère, physique ou morale, était la toile de fond de toute existence et qu'on ne devait pas seulement regarder la mort en face, mais lui faire bon accueil. «C'est ce qui pouvait lui arriver de mieux», dit-il un jour en apprenant la mort d'un de ses compagnons. Il se sentait proche également d'Otto Weininger, ce jeune juif viennois qui se suicida à l'âge de vingt-trois ans, après avoir écrit *Sexe et caractère*. Ce qu'il retint surtout de Weininger, ce fut son attitude envers le suicide : c'est la solution la plus convenable lorsqu'un

homme cesse d'être à la hauteur de ses exigences morales. Dans ses journaux intimes, Ludwig portait sur son enfance le même regard que saint Augustin, traquant ses péchés et ses fautes dans les moindres recoins de sa vie et disant volontiers de lui-même (cela devint une de ses formules favorites) : «Ich bin ein Schweinehund» (Je suis un salaud). Même s'il considérait que son enfance n'avait pas été heureuse, il ne lui semait pas venu à l'idée d'accuser qui que ce soit et surtout pas ses parents. Si facile il y avait, elle était en lui. Sa citation préférée était empruntée à Gottfried Keller : «N'oubliez jamais, lorsque tout va bien, que rien n'oblige à ce qu'il en soit ainsi.»

En 1908, Wittgenstein s'inscrit à l'école d'ingénieurs de l'université de Manchester. La mise au point d'un moteur à réaction l'incite à se pencher sur les fondements des mathématiques : il a déjà étudié attentivement les travaux du logicien Gottlob Frege (1848-1925) et ceux de Bertrand Russell. Ce dernier, convaincu des dons exceptionnels du jeune Viennois, l'engage à résoudre certains problèmes, parmi les plus ardues, de logique mathématique.

«Il n'était pas commode, se souvient Russell. Il avait l'habitude de venir chez moi à minuit et de marcher pendant des heures de long en large comme un ours en cage. En arrivant, il annonçait qu'en sortant de chez moi, il se suiciderait... Aussi, malgré le sommeil qui me gagnait, je répugnais à l'éconduire. Lors d'une telle soirée, après une ou deux heures de silence de mort, je lui disais : «Wittgenstein, est-ce à la logique que vous pensez ou à vos péchés? - Aux deux», répondait-il, et il retombait dans le silence.»

A Cambridge, il se lia également avec George Moore (1873-1958) qui, avec ses *Principia Ethica* (1903), avait renouvelé la philosophie morale et était devenu le chantre du cercle de Bloomsbury; Ludwig y côtoya Lytton Strachey, Keynes et surtout David Pears, qui fut pour lui un véritable ami et confident. Dans son journal, David nota : «Il est affreusement tourmenté à l'idée que peut-être au fond tout son travail sur la logique ne sert vraiment à rien.» Ludwig vivait avec pour seule certitude, inébranlable, qu'il n'avait pas le droit de vivre.

Après la mort de son père, en 1913, les événements se précipitent : la brouille avec Russell - impossible, aujourd'hui encore, note McGuinness, de dire quel dieu a semé la discorde entre eux, - le retour de Wittgenstein en Autriche, son engagement dans l'armée. Rien n'aurait été plus facile pour lui que d'échapper aux servitudes de la vie militaire, mais il n'était pas homme à esquiver ses responsabilités, à se défilier, à accepter quelque privilège que ce fût. Et c'est dans les tranchées qu'il rédigea son *Tractatus logico-philosophicus* (le titre lui fut suggéré par Moore) où, partant des fondements de la logique, il aboutissait à la célèbre proposition : «Ce dont on ne peut parler, il faut le taire.»

Quant à la guerre, en l'obligeant à vivre, au sens le plus ordinaire, elle lui permit d'acquiescer à une certaine sérénité. Il confia à un pacifiste : «La guerre m'a sauvé la vie; je ne vois pas ce que je serais devenu sans elle.» Son frère Paul, pianiste virtuose, y perdit un bras. Un autre de ses frères choisit de se suicider plutôt que de se rendre à l'ennemi.

Finis *Austriac*. Le lieutenant Wittgenstein, après avoir été fait prisonnier en Italie, hésite entre la prétrise et le métier d'instituteur.

Roland Jaccard

Lire la suite page 25

### LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

### L'entre-deux mères

Etre américain ou anglais fut un dilemme de toute la vie de Henry James. Le héros de Gilles Barbedette, Baltimore, vit entre deux langues, entre deux cultures.

Page 20

### HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bort

### «La vie, quel drôle de mot!»

Georges Perros pratiquait une littérature dépouillée qui conciliait le naturel et la profondeur. Le contraire de la littérature d'apparat.

Page 20

### ESSAI

### Lionel Jospin soigne sa gauche

Lionel Jospin confronte ses convictions avec les leçons de l'exercice du pouvoir : un regard lucide et sans concessions sur la décennie Mitterrand.

Page 23

### D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

### Mais où sont les frontières de l'Europe centrale?

Rencontre d'écrivains en Slovaquie de l'Ouest, là où l'Europe est la plus déchirée, aux marches de la Mitteleuropa.

Page 29

## Rousseau, moraliste noir

Un écrivain qui n'aime rien, sauf la prose

LE JOUR DE L'ÉCLIPSE  
de François-Olivier Rousseau.  
Grasset, 260 p., 96 F.

Depuis ses débuts romanesques il y a dix ans avec *L'Enfant d'Edouard*, François-Olivier Rousseau raconte des vies. Celle d'un pianiste virtuose de la fin du siècle dernier et des débuts du nôtre dans *Sébastien Doré*, celles de deux peintres suédois dans le Berlin tumultueux des années 10 dans *la Gare de Wannsee*, celle d'un petit groupe de jeunes gens à Paris entre 1960 et 1970 dans *le Jour de l'éclipse*. Manière pour un écrivain de se moquer de la modernité et d'affirmer son mépris de toutes les modes que d'ignorer ainsi «l'ère du soupçon» et la crise du roman, et de reprendre, comme si de rien n'était, le fil de la narration classique là où il était censé s'être définitivement brisé.

Il n'entre pourtant dans ce propos pas la moindre parcelle de nostalgie, pas le moindre refus du temps tel qu'il nous fait et tel que nous le faisons. Certes, l'histoire habille nos actions, modèle nos

pensées, colore nos discours, mais elle n'est jamais, au fond, qu'un décor que nous utilisons pour mettre en scène nos existences, excuser nos faiblesses, adoucir l'amertume de nos défaites, donner un visage à nos renoncements. La France des marges héros du *Jour de l'éclipse* n'est ni plus plate, ni plus risible, ni plus désenchantée que Berlin à la veille de la première guerre mondiale ou que les salons snobs de la Belle Époque. Il n'y a pas plus de raison de haïr son époque que de l'adorer; ou plus exactement haine et adoration ne sont encore que des leurreurs, des façons de faire supporter par le temps la responsabilité de ce que nous sommes.

François-Olivier Rousseau, on l'a compris, est un moraliste. Un moraliste sans douceur et sans indulgence. Rien n'échappe à la froide inquisition de son regard. Il est même parfois gênant qu'un romancier éprouve aussi peu d'amour - ou de simple pitié - pour ses personnages. Mais on n'est pas chez Rousseau pour parler d'amour ou de tendresse, sinon pour observer les ravages de la passion, pour suivre les dérives du

narcissisme, pour lire les recettes élaborées de la cuisine des fantasmes ou pour énumérer les mille manières de tromper sa solitude. La force d'attraction, un peu troublante, du *Jour de l'éclipse* tient d'abord à la brutale intransigence de ce romancier-confesseur, à ce qu'il faut bien appeler sa méchanceté.

Rien ne lui échappe des travers de son époque et de ces petits bourgeois de la publicité, de la presse, des variétés et du cinéma qui ont remplacés les artistes tout aussi petits-bourgeois de la bohème d'hier. Rien du ridicule des modes et des prêts-à-porter idéologiques, rien des maquillages altruistes dont s'orne la mauvaise conscience, rien de cette fausse liberté que l'on nomme tolérance, rien des confortables et coûteux dépotoirs des cabinets de psychanalyse. Rien des ruses de la raison et des sentiments, rien de cette fameuse lucidité qui est la marque privilégiée des reniements et des abandons.

Au départ, ils sont cinq jeunes gens dans la maison avec jardin du boulevard d'Inkermann, dans les beaux quartiers de Neuilly. Trois garçons dans la maison de

maître qu'occupent une grande bourgeoisie sur le déclin et son amant, roi déchu d'une infime monarchie d'Europe centrale, et deux filles dans les écuries aménagées de cet immeuble poussiéreux promis aux appétits des démolisseurs-promoteurs.

Les cinq enfants grandissent ensemble, puis la vie comme il se doit les sépare. Jusqu'à ce que l'un d'eux - le fils du roi devenu restaurateur dans une auberge d'Ile-de-France - soit tué d'une balle perdue lors d'un hold-up contre son établissement. La mort réunit un instant ces destins et ceux que la course des choses y a associés. L'une des filles, Marie-Ange, la plus douée pensait-on, la plus franchement ouverte aux aventures de la vie, est devenue folle et s'est suicidée quelques années auparavant. Pour les autres, les retrouvailles sont une occasion de convoquer les souvenirs, de dresser des bilans, d'observer l'étrange trajectoire qui relie les espérances et les convictions de leur jeunesse à ce qu'ils sont devenus.

Pierre Lepape

Lire la suite page 22

### RENTREE ROMANESQUE

## La courte échelle



Noëlle Châtelet

urf

GALLIMARD

هكذا من الأصل

## LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

## LE SENS DU PASSÉ

de Henry James. Traduit de l'anglais et présenté par John Lee. La Différence, 330 p., 120 F.

## BALTIMORE

de Gilles Barbedette. Gallimard, 294 p., 105 F.

## UNE SAISON EN ENFANCE

de Gilles Barbedette. Hatier, 100p., 80F.

CERTAINS auteurs se tuent littéralement à la tâche : Balzac et Proust sont les martyrs exemplaires de la corporation. Il arrive plus banalement que la mort surprenne l'écrivain avant qu'il ait posé le mot « fin », en plein travail. Les livres inachevés sont souvent les plus émouvants, les plus significatifs à l'intérieur d'une œuvre, sans doute parce que l'urgence de l'inéluctable ramène à l'essentiel, au tourment central. E. T. A. Hoffmann meurt en écrivant un récit intitulé *« L'Adversaire »*. Henry James succombe avant de venir à bout de son ultime roman, jusqu'à présent inédit en français et dont le titre, *Le Sens du passé*, est si éminemment « jamesien » qu'il pourrait couronner toute son entreprise, à la manière de *A la recherche du temps perdu*.

C'est un livre impossible et fou, comme beaucoup de ceux de cet immense romancier dont l'intransigeant Jorge Luis Borges disait : « Bien que né en 1843 et mort en 1916, Henry James est un des plus grands écrivains de notre époque », un livre pour amateurs passionnés de littérature, enfin disponible aux Éditions de la Différence (qui ont décidé de publier tout James, un exploit), préfacé et traduit avec une préciosité de bon aloi par John Lee.

D'ailleurs, précieux, James l'est sans l'aide de personne. Par tempérament, il ne peut pas produire une phrase courte et limpide. Au contraire, il préfère un cheminement sinueux, une formulation interro-négative, une forme de suspense (plutôt de sens suspendu un certain temps, pour créer l'ambiance d'étrangeté qui lui est si singulière, notamment dans les dialogues où l'on ne sait pas tout de suite de quoi parlent les personnages d'un air entendu), une progression rigoureuse dans le mystère. On se souvient de l'image dans le tapis (1), où un motif des brins de laine contenait la clé d'une œuvre, d'une vie ; ou du rêve fait dans la Bête dans la jungle, celui d'un danger imminent qui devait donner à l'existence sa signification et qui ne venait pas. L'intrigue du *Sens du passé* est tout aussi délibérément onirique.

Les invraisemblances y abondent, comme les coïncidences, les lapsus, les indications de détails spatiaux ou temporels apparemment superflus, les médailles-de-ma-mère, comme chez Thomas Hardy, son contemporain en Angleterre, dans la *Bien-aimée* notamment. Il faudrait plus de place que nous n'en disposons ici pour montrer comment ces deux auteurs, entre autres, à l'abri d'une langue classique, ont fait entrer dans le roman le rêve et la folie, dans le temps même où Freud inventait la psychanalyse.

Ralph Pendrel est un jeune Américain érudit que la maladie de sa mère a retenu de voyager — entendez chez James : voyager en Europe, sur le Vieux Continent, terre maternelle, lieu des vraies origines — quand il est enfin libre, en 1910 à New-York, de demander à la belle Aurora Coyne sa main. Celle-ci, qui a beaucoup navigué, à l'inverse, et se trouve veuve, décline sa



Gilles Barbedette : « L'enfance est le mal nécessaire »

## L'entre-deux mères

demande. Ou plutôt elle pose une condition impossible : il faudrait que Ralph renonce à jamais partir (aller là-bas, du côté de la mère et du passé). Il s'en va quand même, ayant hérité une maison à Londres, et rencontre dans un tableau le portrait d'un homme qui lui ressemble, peint un siècle auparavant, et qui lui tend une bougie, le prie d'échanger leurs cadres, puisque lui, l'homme de 1820, n'aspire qu'au futur...

L'insupportable idée du mariage, la recherche infinie des secrets de l'Histoire et de la culture ancienne, le jeu de navette (un thème constant de la science-fiction moderne) entre les époques, comme un travail de couture entre les fils du temps jeté tel un vêtement sur le fauteuil ou l'oreiller de l'écrivain, ce sont là des thèmes courants chez James, certes, mais qui prennent ici une dimension fantastique.

ETRE américain ou anglais, ce fut sans doute un dilemme de toute la vie de James, pour qui la même langue ne signifiait pas la même culture ni le même enracinement symbolique. Cette dérive de l'ancien au nouveau continent ne s'est pas dissipée — il

est à craindre qu'elle ne fasse que se creuser à l'avenir — et d'autres écrivains en sont témoins, Nabokov entre autres, pour ne prendre que le plus considérable de tous. Gilles Barbedette, romancier et remarquable éditeur de celui-ci (on lui doit précisément la redécouverte de *« L'Enchanteur »*, première mouture de *Lolita*, en attendant l'édition de la *Pléiade* dont il est le curateur avisé), est un exemple inverse de fascination transatlantique.

Le héros de son dernier roman, *Baltimore*, est un linguiste vieux garçon installé avec son chat Beppo dans un appartement du 42, boulevard du Temple, là où vécut un temps Flaubert, et travaille à la traduction du Dictionnaire de Samuel Johnson. Son vrai nom est Raymond Aubrée, mais il a choisi le pseudonyme de Raymond Baltimore, ou Baltimore tout court. Il s'explique longuement sur cette volonté d'être un autre, de cultiver son double, rêvant à ces barons anglais du Maryland qui, en héritant de leur titre, « avaient acquis un droit de tabouret qui permettait de s'asseoir à deux tables différentes et de mener de front deux destins dont l'un serait toujours anglais et l'autre désespérément américain ».

Son enfance à Saint-Malo, dans l'ombre de Chateaubriand, grand traducteur (de Milton) autant que grand écrivain, sa nou-nou russe, Tatie, qui le savonne dans le bain, la mort de sa mère dont il ne comprend pas les derniers mots (« Maman, tu parles américain ? »), ses premières vacances aux États-Unis, tout l'amène à accepter l'idée d'une seconde identité, d'une seconde langue (« Quel plaisir de se vautrer sur la paille hâchée d'une langue nouvelle ! Le vrai linguiste est polygame »). Il se marie vaguement, fait deux filles sans que la fibre paternelle ne le sumène et tombe amoureux d'un William avec lequel il ne franchit pas vraiment le pas. Le désir d'être un autre ne va pas toujours jusqu'à l'audace d'être soi. Changer de mots, changer de corps, est-ce le plus important du reste ? James conseillerait plutôt à notre Baltimore un repli instantané sur le terrain inépuisable du passé.

C'est ce qu'exécute Gilles Barbedette en quelques superbes pages consacrées à son enfance. Cette enfance qu'il a départi à pris pour une « drogue inoffensive et délicieuse » avant de la sentir comme un « parfum nauséabond » qui embrouille la mémoire, entre souvenir et invention, est pour l'écrivain l'ultime recours. Moins pour les images plus ou moins réelles qui en demeurent en nous, tel jouet, le bruit de la craie sur un tableau noir, le goût du pain, l'aridité d'un chat, l'odeur des pivoines, que pour la disponibilité absolue qui baigne nos premières années.

« On ne sort pas de l'enfance comme on relève d'une maladie. L'enfance est le mal nécessaire, irréversible et incurable, le seul Eden impossible qui puisse venir au secours de nos vies ultérieures. Et nous avons tant de vies ! » Du moins c'est ce qu'il nous plaît de croire une fois venu le temps de la maturité, ce coma dépassé où nous bricolons, comme le dit joliment Barbedette, de petites choses ruinées. « De même que l'écrivain préfère se tuer à son œuvre plutôt que de savoir le livre « achevé », de même l'enfant ne veut pas écrire le mot « fin » au bout de son enfance [...]. Et c'est sans doute pour cela que nous avons des enfances plus intenses que toutes nos vies réunies. » Et que l'enfance, pour toujours, c'est la sortie des artistes.

(1) L'image dans le tapis vient d'être réédité chez Grifone, dans une nouvelle traduction de Fabrice Hugot (94 p., 69 F.). Signalez aussi qu'une vie de Londres paraît en Poésie (10718, 1221), traduit par François Rosso.

## GEORGES PERROS

de Jean Roudaut. Seghers, collection « Poètes d'aujourd'hui », 223 p., 85 F.

## GEORGES PERROS

de Jean-Marie Gibbal. Plon, 166 p., 130 F.

GEORGES PERROS aimait Tania (sa femme), Eddy Merckx, l'Égypte et le Sphinx, la littérature, le football, la délicatesse des sentiments, la Bretagne et les conversations. D'après son ami Jean Roudaut, il s'entretenait, notamment, « de la mort de Socrate », avec Brice Parain, « de la vingt-cinquième heure », avec Georg Christoph Lichtenberg, « de la bicyclette », avec Charles-Albert Cingria, « de la virginité », avec Søren Kierkegaard, « du ciel d'Égypte » avec Jean Grenier ou « des matinées de la vie » avec ce consul français de Civitavecchia qui se fit appeler Stendhal.

Dans la course vers l'infini, chacun choisit son moyen de transport. Georges Perros avait une moto. Il parcourait la Bretagne sur sa machine. Il allait dire bonjour à l'océan et dire bonjour aux amis. Sous ses dehors pas commodes, c'était un homme très civil. Il s'arrêtait souvent dans les bistrot, car les chercheurs d'infini s'attendent volontiers dans ces endroits. « L'oasis de l'Occidental », disait-il, « c'est le bistrot ». Certains soirs, tout de même, il éprouvait « l'envie de téléphoner à Dieu », pour lui demander quelques renseignements lexico-logiques. Car, « la vie, quel drôle de mot ! » Mais Dieu connaissait-il assez la langue française ?

Perros écrivait des poèmes, des lettres et, surtout, des notes intimes ou des aphorismes qui épuisèrent le désordre de l'existence et les varia-

tions météorologiques de ses états d'âme. Il a réuni ces fragments dans trois volumes qu'il appelait des *Papiers collés*. Il n'avait pas une grande idée de lui-même. Il se voyait sous l'aspect d'un « contrebandier de la littérature ». Il se rangeait parmi ces « faiseurs de notes » que l'on examine d'un air soupçonneux, comme s'ils se consacraient à quelque négoce illicite. On règle leur sort en les tenant assez vite pour négligeables. Et l'« on se venge, d'habitude, en ne daignant publier leurs choses qu'après leur mort ». Leur genre littéraire a mauvais genre, malgré Jules Renard. Perros était une sorte de Joubert transféré au vingtième siècle, séjournant à Douarnenez, et qui allait encourager, le dimanche, l'équipe locale de football. Trop de gens écrivent au-dessus de leurs moyens. Il faut être Chateaubriand pour céder aux séductions du lyrisme. Joseph Joubert ne l'ignorait pas. C'est pourquoi, sans doute, il s'efforçait d'être discret, laissant le vicomte flamboyer tout seul.

De la même façon, Georges Perros était assez modeste pour vouloir réhabiliter la « vie ordinaire ». Il ne s'occupait ni des 14 juillet, ni des anniversaires d'Austerlitz, ni des 11 novembre. Seulement des jours obscurs et familiers. Ceux qui sont snobés par l'Histoire et les manuels scolaires. Il en faisait ressentir ou pressentir le

## HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

## « La vie, quel drôle de mot ! »



mystère et la magie. Littérature dépouillée. Le contraire de la littérature d'apparat. Mais elle conciliait le naturel et le profond. Cela n'est pas si fréquent. C'est de là que vient tout le charme de Georges Perros.

TREIZE ans après sa mort, il entre dans la collection « Poètes d'aujourd'hui ». C'est Jean Roudaut qui le présente. Et Jean-Marie Gibbal fait son portrait dans un autre livre. On lui devait bien cette tardive reconnaissance. Selon Jean Roudaut, Perros avait accompli

ce vieux rêve des auteurs, qui est « d'écrire ce qu'ils vivent » et « de vivre ce qu'ils disent ». Il écrivait au plus près de son existence quotidienne. Lecteur averti et passionné — « dévorant » les livres « comme un type qui n'aurait pas mangé depuis des siècles », — Perros ne lisait pas seulement la littérature des autres. Il occupait le reste de son temps à lire sa vie. Toutes ses « notes » sont en quelque sorte des notes de lecture.

Jean-Marie Gibbal, qui fut aussi l'un de ses amis, fait ressortir les paradoxes de Georges Perros. Heureux et désespéré, enthousiaste et ironique, « il pensait et vivait en même temps l'envers et l'endroit de toute chose ». Cet homme, jaloux de sa solitude, favorisait les rencontres. Ce personnage taciturne entretenait les conversations. Il mariait l'euphorie et la misère. Il était contradictoire, comme d'autres sont agents d'assurances ou propriétaires de caritatives. C'était le métier qu'il avait adopté.

Jean Roudaut et Jean-Marie Gibbal ne résistent pas toujours à la tentation de vouloir expliquer leur ami. Alors que rien ne s'explique jamais. Ni les écrivains, ni les coups de foudre, ni la séduction des galaxies lointaines, ni la mauvaise humeur de votre concierge, ni même les cours de Wall Street... Né en 1923, aux Batignolles, Georges Perros s'appelait Georges Poulot pour l'état civil. Quels drôles de gens, ces écrivains qui prennent un autre nom ! Jean-Baptiste Poquelin qui devient Molière, François Marie Arouet qui signe Voltaire, Henri Beyle qui se fait appeler Stendhal, et Isidore Ducassa, rien de moins que comte de Lautréamont. Ils désiraient peut-être égarer les soupçons. Mais quels soupçons ?

Jean Roudaut assure que « le pseudonyme permet une sym-

bolique résurrection ». Il faut que meurent Poquelin, Arouet, Beyle et Destouches pour que naissent Molière, Voltaire, Stendhal et Céline. Sans doute. Mais Perros disait aussi qu'« écrire, c'est toujours être le négre de quelqu'un qu'on ne rencontrera jamais ». Il ajoutait : « J'écris toujours pressé par quelqu'un qui se réveille brusquement, et qui demande la parole. Je lui donne la mienne, à ce malheureux tombé chez un malheureux qui connaît un peu le français. » De Poulot ou de Perros, lequel était le négre de l'autre ?

GEORGES POULOT-PERROS avait commencé par faire du théâtre. Il était même entré à la Comédie-Française. Toutefois, il n'était pas resté longtemps dans ce métier. En 1959, c'est la comédie parisienne qu'il avait quittée. S'installant à Douarnenez, loin de « la compétition sociale » et des simulacres dont elle s'accompagne, il s'était retiré en quelque sorte à la Trappe, comme l'abbé de Rancé. Sauf que la retraite de Georges Perros était peuplée de bistrot...

Pour lui, la Bretagne, c'était une certaine alliance du ciel et de la mer, et « des odeurs de vieux saints moisissant dans un coin d'église ». Paradoxalement, les lenteurs de la vie bretonne laissaient à Perros le loisir de s'inquiéter. L'inquiétude, chez lui, était quelque chose de vorace et de féroce, qui ne le lâchait pas. « Exister n'est pas une sinécure », disait-il. Car la pensée de la mort lui donnait trop souvent « le torticolis de l'attente ». Au début de l'année 1978, un cancer de la gorge lui enleva la vie. Encore un drôle de mot ! Comme si mourir c'était se rendre à la raison...

\* Signalez que les deux premiers volumes de *Papiers collés* ont été réédités dans la collection « L'Infiniment », chez Gallimard (1986-1989).

Le grand Ghâpal



Paule Constant

GALLIMARD

هكذا من الأصل



LA RENTRÉE ROMANESQUE

# Léger rose

Il faut une oreille fine pour ne pas confondre ce livre avec une bluette

## LE ROMAN

de Jack-Alain Léger.  
Orban, 346 p., 130 F.

La saison s'ouvre sur un joli roman rose, un roman d'amour qui affirme la nécessité indéfectible de ce sentiment, quelles que soient les traverses qu'il impose, sa nature fragile, et la peur qu'elle inspire. Le plus étonnant, c'est que cette romance à fin heureuse nous vient d'un écrivain réputé sombre, hérissé de difficultés avec lui-même, armé de sarcasmes envers son siècle, dont il a, voilà deux ans, dénoncé les ténébreux.

Jack-Alain Léger est coutumier de ces surprises. Tout au long d'une œuvre qui compte maintenant dix-sept titres, il a changé de tonalité avec autant d'aisance que d'éditeurs, quittant la confidence pour le gros roman d'aventures, revenant à l'autoparodie pour se plonger si tôt après dans l'histoire contemporaine, — on se souvient de *Wanderweg* et de son musicien de génie qui évoquait Richard Strauss aux prises avec le nazisme (1). Tantôt il se met directement en scène avec ses affres qu'il tente d'apaiser. C'était le cas du *Sicile des ténébreux* (2). Cette diversité déroutante. On ne sait jamais où on va le retrouver : complainte, satire, drame ?

Il nous donne, cette fois-ci, une romance dont il s'ingénie à faire un manifeste puisqu'il l'intitule *Roman*. « *N'ayons pas peur du romanesque* », disent ici les personnages qui prêtent leur voix à l'auteur. Avec le romanesque, Jack-Alain Léger s'en donne à cœur joie. Jugez-en plutôt.

## Le plaisir de la littérature de gare

Un homme est seul dans une chambre d'hôtel à Zurich. Il y est venu pour mettre fin à ses jours : la femme qui partageait sa vie depuis cinq ans l'a quitté. C'est l'anniversaire de leur rupture et le lieu d'une de leurs folies. Au temps où ils s'aimaient, ils avaient utilisé ce palace comme un vulgaire hôtel de passe. L'amour quand il est vivant se nourrit de telles fantaisies. Et puis l'élan, la mousseline retombe. A pas de loup, le désamour s'installe, d'abord avec ses repentirs, puis avec ses certitudes : on croit n'avoir plus de raisons de vivre ensemble. Joyce est reparti chez elle et Dietrich pendant tout un an a tenté de survivre, jusqu'à ce jour anniversaire où il a décidé d'en finir.

Mais ce n'est pas lui qui commande ; et elle surgit au moment fatidique, conduite par un présentiment, dans le même hôtel où



Jack-Alain Léger : « N'ayons pas peur du romanesque »

ils s'étaient aimés. Des retrouvailles hautement improbables tout à fait dignes de la littérature de gare. Pourquoi se les interdirait-on, puisque nous sommes dans un roman et que le roman doit être un plaisir ?

Est-ce là la moralité de cette œuvre, tout en dissonance et qui vagabonde d'un thème à l'autre, d'un lieu à l'autre au gré des voyages, des obligations, des caprices... Les deux héros, Joyce et Dietrich, français l'un et l'autre, se sont rencontrés à New-York de la façon la plus romanesque et pour le plus méfiant des coups de foudre. Ils se sont fuis, rapprochés, séparés, retrouvés, et ils rencontrent finalement leur auteur, Jack-Alain Léger en personne, à la Foire du livre de Francfort. Ils ont habité successivement un loft à West-Broadway, une vieille maison couverte de vigne vierge rue du Regard, une cambuse sinistre dans la banlieue parisienne et cette chambre de Métropole, Mythenquai de Zurich d'où ils prendront, grâce à un quasi-miracle, leur second départ pour la vie. Mûris par l'épreuve ? C'est possible. En tout cas condamnés à leur difficile et romantique amour.

Y-a-t-il là une ironie ? A voir comment l'in vraisemblable — le romanesque — se mêle ici au reflet très réaliste de notre monde d'aujourd'hui, à nos habitudes, nos façons de parler, notre consommation télévisuelle ou publicitaire, on perçoit une contradiction entre l'histoire et le cadre dans lequel elle est insérée.

Tout y est saisi au plus près de l'expérience vécue pour narrer, avec le plus parfait naturel, un conte de fées. Cette distorsion est subtile. Il faut une oreille fine pour l'entendre, comme il faut une oreille musicale pour goûter ce texte syncope où les multiples thèmes s'entrecroisent, les uns moqueurs dans la satire, les autres nostalgiques dans ce qu'ils captent de nos rêves.

J'ai oublié de dire que le héros Dietrich était un clarinettiste qui joue aussi bien du jazz que du Mozart...

Jacqueline Piatier

(1) Gallimard, 1986.  
(2) Orban, 1989.

# Collectionneur d'instantanés rares

## LA DÉRIVE DES SENTIMENTS

d'Yves Simon.  
Grasset, 266 p., 96 F.

Pour éviter « l'ultime malentendu », et parce qu'on n'est jamais si bien servi que par soi-même, Yves Simon avait, dans son précédent livre, *Jours ordinaires* et *autres jours* (1), rédigé sa propre nécrologie. Cela s'appelle « Éloge de soi », tout simplement, et l'on y pouvait lire ceci : « Sans nostalgie pour le passé, sans espoir béat ou désespoir maléfique pour l'avenir, il regardait l'un comme l'autre avec indifférence. L'inspiration est le mot qu'il préférait à tous les autres pour désigner la manière avec laquelle il convenait d'aborder le futur. »

C'est dans ce climat d'« insouciance », de « désamour », de « mépris »... — on pourrait ainsi multiplier les néologismes à la Yves Simon — sous le ciel gris des jours ordinaires, que s'ouvre son dernier roman, *La dérive des sentiments*. On y croise les silhouettes élargies de héros un peu las, Simon et Marianne, deux jeunes gens qui s'aiment, oh ! pas d'amour fou, plutôt d'un attachement fragile, un de ces sentiments à la dérive chez

deux êtres qui ont « l'air d'avoir débarqué sur une île avec leur petite trousse à pharmacie et un vague manuel de survie ».

Yves Simon ne nous dit pas vraiment comment ils se sont retrouvés, où, naufragés, sur ces rivages retranscrits du monde, en plein Paris, « au troisième étage d'une résidence qu'un promoteur avait baptisé de *L'Espérance* ». L'important, ce sont les signes, magnifiques et dérisoires que, depuis leur île, Simon et Marianne adressent au monde. Ils voudraient fuir, s'éloigner, « partir à la rencontre des choses » ou bien, au contraire, « entrer à l'intérieur d'eux-mêmes ». Mais, abrutis par les images, engourdis peut-être par « l'air du temps », Simon et Marianne ne réussissent qu'à voir passer leur vie au fil de l'eau, comme derrière « une mince pellicule translucide ».

## Emotions fugitives

En souffrant-ils ? Ce n'est pas certain. Ils finiront par s'habituer à l'affaiblissement des passions, à la mort du désir, à l'effacement des utopies. Au fond, conclut un autre personnage du livre, « ils étaient sans malheur et vivaient,

en démocrates tranquilles, un monde dont ils ne saisissaient que les seules apparences ». Ce qui sauve le roman d'une trop lancinante morosité, c'est cet étonnant mélange, chez Yves Simon, de gravité et de malice. La mélancolie se fait-elle trop pesante ? L'auteur pirouette pour donner le change. Yves Simon est un collectionneur. Il accumule ainsi les anecdotes, trie les riens du quotidien, assemble les silhouettes, réelles ou rêvées, recherche les rencontres, qui sont « des objets rares ». Grand amateur d'émotions fugitives, il éclaire ces « instantanés » dont, dit-il, « nous voudrions sans cesse qu'ils deviennent l'éternité ». Son livre est un assemblage poétique-hétéroclite de tous ces menus faits.

L'absence de véritable trame romanesque pourra, tour à tour, agacer ou charmer, selon que l'on accepte de se laisser guider par le hasard et la fantaisie. Mais s'il en est du roman comme de la vie, « le trajet le plus exaltant » pour aller d'un point à un autre, n'est-ce pas, pour Yves Simon, « cette ligne bis-cornue qui passe par les méandres de l'imprévisible » ?

FL N.

(1) Le Livre de poche, coll. « Biblio-Essais », voir le Monde des livres du 17 mai.

# La traversée du deuil

Pour son premier roman, Noëlle Châtelet raconte une remontée vers la vie, et une approche de la mort

## LA COURTE ÉCHELLE

de Noëlle Châtelet.  
Gallimard, 188 p., 85 F.

Pierre Cambon est un « étrange animal », un homme « fort de sa soixantaine et d'un manque notable de complexus », un de ces individus, rares, qui ne se laissent « pas entamer ». Jeanne, depuis quatre mois, est enghénée dans un deuil qu'elle ne veut pas voir finir. L'homme qu'elle aimait est mort et elle refuse de mettre à distance sa souffrance. Elle accepte pourtant d'accompagner Pierre, pour deux semaines, dans l'ancien moulin, près d'une rivière, où il aime à passer des vacances. Près de Pierre, Jeanne se met à refaire tout ce qu'elle s'interdisait. Elle retrouve les plaisirs tenus du quotidien. Elle admet la toute-puissance de la vie, qui apparaît comme une trahison, puis au contraire comme une fidélité. Pierre découvre, lui, que son corps l'abandonne, que la mort le guette.

On est ému par la figure de cet homme précocement vieilli, déclinant, sournoisement assigé par la maladie et dévouant ce qui lui reste d'énergie à une jeune femme endeuillée. Pierre fait à Jeanne « la courte échelle » pour lui redonner le goût d'une vie qu'il adore et qui le fuit. En retour Jeanne apaise Pierre à l'approche d'une mort dont elle ne peut le protéger. Il était revenu pour « revoir le moulin (...) Une... une dernière fois » et ne peut s'empêcher d'ajouter : « Sauf que vous n'étiez pas prévue, Jeanne ».

Elle aurait pu être assez belle, cette traversée du deuil, si Noëlle Châtelet avait conservé, pour son roman, la tenue et l'économie de ses nouvelles (1). *La Courte échelle* aurait aisément pu être un livre délicat, touchant, de ceux qu'on a, simplement, plaisir à lire. Il aurait suffi d'un peu moins d'afféteries, d'un peu moins de métaphores mal venues, d'un peu plus de conscience que le style est dans la

syntaxe et non dans l'abus de mots insolites, d'adjectifs inattendus, d'images saugrenues. La « laine » peut se passer d'être « hostile », « l'aube » d'être « blafarde », et « le rai de soleil juvénile (...) impressionné par l'ombre opaque du chagrin poisseux comme la sueur ».

Noëlle Châtelet n'est pas la seule, cet automne, à s'être laissée emporter de manière incompréhensible et on voit mal au nom de quoi on l'accablait. Mais où sont les éditeurs ? Où sont les lecteurs capables d'exiger de ceux qui — légitimement peut-être — veulent à tout prix écrire des romans, de la modestie (donc de la sobriété) ? La question est posée, au lieu de chercher des clés purement économiques à sa crise devrait commencer de se mettre en cause.

Josyane Savigneau

(1) *Histoires de bouches* (prix Goncourt de la nouvelle 1987) et *Contretemps*. Les deux recueils sont disponibles en poche (« Folio », Gallimard).

## RENTRÉE ROMANESQUE

# Le grand Ghâpal



Paule Constant

nr

GALLIMARD

# Lecteur de femmes

## JE CRAINS DE LUI PARLER LA NUIT

de Michel Schneider.  
Gallimard, 226 p., 85 F.

Il faut généralement se méfier des romans d'époque et de mesure : ils prétendent donner une image de celle-ci, dresser un constat de celles-là et ne font en fait que renseigner sur l'humeur et les humeurs de l'écrivain. Humeurs projetées sur l'écran toujours disponible d'un passé proche, d'une jeunesse révolue, et agrémentées de l'entêtant crinolin de la nostalgie.

De la nostalgie et des humeurs, Antoine Forger, le héros du premier roman de Michel Schneider, *Je crains de lui parler la nuit*, en a à revendre. La quarantaine bien sonnée, cadre supérieur dans une banque, il déboule dans l'existence, vaguement las. Deux passions, ou plutôt deux obsessions, dominent, ou plutôt usent, cette existence : les livres et les femmes : « Il était double et avait la certitude que ce n'était qu'au prix d'être double qu'il pouvait être. »

Sans, assise dans le train Quimper-Paris, un livre — *Un amour de Dino Buzzati* — ouvert sur les cuisses, révèle chez notre homme ce double désir, cette confusion de désirs mêlés dans laquelle « les

femmes lui étaient des bibliothèques d'odeurs, des manuscrits de velins rares, des in-quarto de denses chevelures, des codex de gestes... »

Héros sans qualités, dragueur sans envergure, don Juan étranger à la signification et au vertige de ses obsessions, Antoine laisse monter en lui les souvenirs ternes de sa vie passée et les non moins ternes anecdotes de sa vie présente : le militantisme des années 60 et 70, les petits matins froids devant une usine d'Ivry, les livres projetés, rêvés et jamais écrits, l'interminable catalogue des prénoms féminins, des aventures charnelles peintes dans toute la gamme des gris de l'ennui... « Il sur alors qu'on ne brise un charme qu'en le réincarnant en un autre. » L'histoire de Sara et d'Antoine se conclut, face au « secret des mystérieuses baricades » de la féminité, thème, ou plutôt poncif, connu...

Ce portrait d'un velléitaire « lecteur » de femmes, s'il démontre l'art des formules — pas toutes heureuses — et de l'observation des sentiments de l'auteur, échoue à constituer un roman. Récit sans réelle consistance ni nécessité, le livre de Michel Schneider fait passer la séduction et l'intelligence éventuelle de cas formules avant tout souci de cette nécessité.

Patrick Kéchichian

## RENTRÉE ROMANESQUE

# En douceur



Jean-Marie Laclavetine

nr

GALLIMARD

LA RENTRÉE ROMANESQUE

# Maigrir, dit-elle

Mallet-Joris explore ce qui se cache derrière le jeûne

**DIVINE**  
de Françoise Mallet-Joris.  
Flammarion, 274 p., 115 F.

Les romanciers adorent qu'on leur raconte des histoires. Ils les rangent, les arrangent, les classent en pièces détachées dans leurs boîtes à outils littéraires : elles serviront de matière première pour une œuvre future. Françoise Mallet-Joris est de ces fureuses en quête de faits et de récits divers : « Et, souligne-t-elle, comme les gens, en général, aiment beaucoup mieux parler qu'écouter, je n'ai aucun mal à rassembler le matériau dont je me sers. »

De là sans doute, depuis son premier livre, *le Rempart des Béguines*, il y a quarante ans exactement, cette curiosité renouvelée pour peindre notre époque, cette manière qu'on lui connaît de saisir « l'esprit du temps », et, dans son œuvre, cette veine réaliste qui se nourrit de notre quotidien, des stars du rock (*Dickie Roi*) aux problèmes de la drogue (*le Rire de Laura*) ou à celui de l'« anormalité » (*Allegro*). S'inspirant lui aussi d'une histoire familière — qui prise au pied de la lettre serait digne du courrier d'un magazine féminin — *Divine*, son dernier roman, est le reflet d'une réalité contemporaine presque banale. C'est, pourrait-on dire, la minutieuse chronique d'un régime alimentaire !

Jeanne, trente-cinq ans, est professeure de sciences naturelles dans un collège parisien. Plus qu'enveloppée, plus que rondelette, Jeanne est grosse. Un corps de Vénus hottentote tout de sphères, d'ovales et de cônes imbriqués. En d'autres temps, cette silhouette en losange aurait fait d'elle une déesse de la fécondité, une dame de Willendorf, une grande baigneuse de Renoir. Mais, aux yeux de notre siècle, Jeanne est exagérément, scandaleusement grosse.

## Le mélange des genres

Cédant sans remords au « péché d'obésité », elle ignore les restrictions et les brimades, festoie, ripaille, célèbre la faim et la soif jusqu'à la satiété et à l'ivresse, et revendique le droit de s'abandonner sereinement à cette boulimie voluptueuse, apaisante et libératrice. Jusqu'au jour où, à la faveur d'une panne d'ascenseur dans la tour qu'elle habite, au trente et unième étage, tout va changer.

Le corps, cette « chère guenille », disait Molière. Celle de Jeanne se matérialise soudain autour d'elle comme une prison.



Françoise Mallet-Joris : saisir l'esprit du temps

Poids, cœur, souffle : Jeanne est-elle réellement incapable de descendre et remonter les sept cent treize marches de sa tour infernale ? Telle est l'interrogation de départ qui va servir d'amorce à une méditation très concrète sur l'esprit et le corps, le poids et la légèreté, le besoin et le manque, le creux et le plein, la laideur et le désir, les apparences et la liberté, l'envie et la pitié, la force et la faiblesse, le regard des autres, le poids des contraintes sociales, « la féminité, l'amour, le don de soi... »

Comme souvent chez Françoise Mallet-Joris, c'est le mélange des genres qui étonne. Cette façon de jouer des ciseaux et d'assembler l'un à côté de l'autre des fragments disparates, tout en ayant soin de faire disparaître aussitôt les traces de colle. Ici une description fouillée, travaillée, dont la précision évoque un dessin d'architecture. Comme celle de Jeanne promenant un regard incrédule sur son corps-objet : « Tout de suite après les mollets fins, c'est le brusque développement des genoux plantés sur ces fines colonnes comme un ornement monstrueux et trop lourd, un globe baroque comme on en voit dans certains jardins, une pomme de pin géante, un chou. Après cette explosion silencieuse dans l'ombre de la jupe, le corps

n'a plus à se gêner, et c'est avec une calme majesté qu'il se développe les cuisses massives, jeunes troncs d'arbre soutenant un ventre qui a conquis depuis longtemps ses voisins immédiats : la taille et l'estomac, et monte sereinement jusqu'aux seins massifs, bien plantés... »

Non loin de là, en style volontairement parlé, des dialogues bruts, des passages « hyper-réalistes » où l'auteur s'amuse à décrire la « perverse attirance », de son personnage pour « la camembert plâtreux », « la baguette molle » ou « les rillettes jusqu'à se dessécher », des scènes qui rappellent, dans les galeries d'art moderne des années 70, les œuvres de l'eat art : les repas « piégés », arrêtés dans leur décomposition et collés sur une table, les coulées de bonbons de César, les sucres sculptés de Boltanski...

Tout cela ne met pas toujours le lecteur en appétit, car Françoise Mallet-Joris ne nous fait grâce d'aucun détail, depuis l'inventaire phantasmé du frigidaire jusqu'aux dialogues d'un peu vains des « copines parlant chiffon ». Les bons conseils de Liz Taylor voisinent avec le récit des tortures de Jean de Leyde, ce réformateur religieux qui, au seizième siècle, mourut en chantonant dans d'affreux supplices. Toujours le mélange des genres, et l'occasion pour l'auteur de montrer que « ce qu'on domine le corps, ça se dépense... ». Et, « si on domine son corps, c'est grâce à une supériorité morale, non ? »

Mais il apparaît vite que cette histoire de régime n'est pas la seule dimension du livre. Ainsi, au fur et à mesure que Jeanne maigrit, l'attitude de son entourage se modifie. Ses amies, sa mère, ses collègues, tous ceux qui glorifiaient sournoisement l'idée d'une « beauté normée », ne portent plus au « cas Jeanne » la même attention bienveillante. Celle qui, par ses mensurations monstrueuses, attirait la compréhension, est rendue coupable à posteriori de s'être écartée d'un modèle, d'avoir su briser le carcan des images, de s'être inventé une personnalité au mépris des normes, et désormais de « remettre en marche », sans vergogne, « le mécanisme de la féminité et de la compétition ».

Car, bien sûr, Jeanne, surnommée Divine, finira par retrouver une silhouette de jeune fille. Et son mystérieux amant pourra bientôt lui chanter ce refrain d'autrefois (aurait-il inspiré l'auteur pour son titre ?) : « La taille fine de ma Divine tiendrait je crois, dans mes dix doigts... » Entre-temps, Françoise Mallet-Joris aura réussi à traiter le thème du poids avec la plus grande légèreté possible, et à faire naître à l'égard de son personnage ce qu'il faut de sympathie ironique pour que l'on suive jusqu'au bout, avec le sourire, ce ballet incessant entre un réfractaire et une personne !

Florence Noiville

# Le malheur des temps

Un trafic de fausses reliques au début de la guerre de Cent Ans

**LE ROMAN DU LINCEUL**  
de René Swennen.  
Gallimard, 153 p., 75 F.

Orléans. Les archers anglais mettent en déroute les barons français lourdement caparazonnés qui chargent à tort et à travers. Le jeune chevalier Robert de Lagny, qui participe ce 26 août 1346 à son premier combat, n'a la vie sauve que par miracle. Il retrouvera un peu plus tard sur le champ de bataille le corps de son père, dépouillé de son armure et transpercé de toutes parts, qu'il enveloppera d'un linceul pour le ramener au château familial. Stupéfaction lorsque, quelques mois plus tard, il découvre sur le tissu précieusement conservé l'empreinte fidèle du corps et du visage du défunt.

Ce n'est que le premier linceul que nous rencontrerons au fil de ce roman, le dernier devant être celui qui est encore conservé à Turin et qui, affirme René Swennen, ne porte pas l'empreinte du corps du Christ mais celle de Robert de Lagny, qui s'est volontairement fait crucifier en vue de la fabrication, littéralement sur commande et moyennant finances, de cette précieuse mais fausse relique.

Mis à part l'épisode macabre de ce marché fine, ce *Roman du linceul* est d'une étonnante vigueur d'écriture et se lit comme un saisissant témoignage sur ces années du

milieu du quatorzième siècle que marqua, selon la formule de Georges Duby, « le malheur des temps ». La mort est ici et alors omniprésente. Mort violente sur les champs de bataille ou aux mains de brigands de toutes espèces qui sillonnent le royaume. Mais aussi dans l'extrême atrocité avec laquelle est exécutée la jeune et jolie maîtresse de Philippe de Valois qui a eu l'imprudence de s'éprendre du jeune chevalier de Lagny.

Mort plus soursnoise aussi, mais qui ne fait pas de détail, avec l'épidémie de peste bubonique qui éclate en 1348 et décime les populations — lorsqu'elle ne réduit pas de la moitié ou des deux tiers le nombre de feux des bourgs et des villages. Robert de Lagny perd là sa seconde amante, douce poète et symbole de pureté au sein d'un monde où les évêques se rencontrent dans les bordels et où d'impudiques sabbats se célèbrent au fond des bois.

Car la recherche de la pureté est sans doute le principal fil conducteur de ce roman. Pas n'importe quelle pureté, mais celle que seule la mort permet d'atteindre. Le goût de la mort est présent à chaque page et vient à chaque instant à la pensée de Robert, du jour où il confesse à sa sœur « son amour de la mort autant que sa foi jurée au roi de France » à l'appel ardent du supplice qu'il finira par choisir de

sa propre volonté en passant par la découverte de Paris, ville « à la mesure de ses rêves » mais face à laquelle « il sentait la mort le presser comme une amante malicieuse et se frottait à son doux aiguillon ».

La démarche du jeune homme — si l'on excepte le sacrifice ultime — n'est pas pour autant suicidaire. S'il « aime » la mort, c'est parce qu'il ne la craint pas et que, plongé dans une société en proie à tous les maux physiques et moraux — nous sommes, de fait, à l'un des plus sombres moments de l'histoire de France — il y entrevoit une forme de délivrance, d'apaisement.

Voici un thème fort, porteur d'aventures qui ne peuvent que captiver le lecteur lancé à la découverte d'une époque, de lieux — le cœur de Philippe de Valois ou celle des papes en Avignon — que traversent les premières années de la guerre de Cent Ans, les famines, la maladie (la peste reviendra à plusieurs reprises) et où se forment pourtant ceux qui seront les artisans de la grande reconstruction du siècle suivant.

Au regard de cette aventure, les masquonnages et le trafic, fût-il juteux, de fausses reliques, de Byzance aux principales cours de la chrétienté, ont quelque chose d'un peu accessoire, « hors champ », si l'on peut dire. Etait-il judicieux d'en tirer le titre du roman, ses premières et ses dernières pages ?

A. J.

# Les vies de Boris Schreiber

Le romancier poursuit le cruel inventaire de lui-même

**LE TOURNESOL DÉCHIRÉ**  
de Boris Schreiber.  
François Bourin,  
314 p., 110 F.

Bien que ses romans bénéficient à leur parution d'une presse élogieuse et figurent régulièrement en bonne position sur les listes des prix littéraires de l'automne, Boris Schreiber n'a pas encore rencontré les faveurs d'un large public. Son cas, certes, n'est pas unique, mais cet homme souffre de ce qu'il considère comme une injustice. Cette souffrance a d'ailleurs nourri nombre de ses pages.

En fait, Boris Schreiber est l'unique responsable de ses déboires. Ce surdoué littéraire se comporte comme un gaminet. Il n'a de cesse de brouiller les pistes, de dérouter ceux qui suivent de près l'évolution de son œuvre. Ainsi après *la Traversée du dimanche* (1), une pure fiction traitée comme une comédie à l'italienne, il effectue un virage à 180 degrés avec *le Lait de nuit* (2), un récit autobiographique de facture plutôt classique. Aujourd'hui, alors que l'on retrouve, dans le *Tournesol déchiré*, les personnages de son précédent roman, il écarte la narration en incrustant, les uns dans les autres,

les lieux et les époques et, surtout, parle de lui-même à la troisième personne du pluriel.

Au-delà de l'exercice de style, que l'on oublie vite, Boris Schreiber met à nu tous les étres contradictoires qui l'habitent. Ces « *Borinka sans nombre* », nous les retrouvons à Riga, en Lettonie, où ils nous avaient abandonnés à la fin du *Lait de nuit*.

Jadis Borinka et sa mère auraient pu être pris pour des siamoises. Quelque quarante ans plus tard, pas moins de deux fois par semaine, ils s'affrontent avec une violence inouïe en un duel verbal qui les laisse exsangues. Entre ces deux monstres d'égoïsme qui se ressemblent trop pour se pardonner quoi que ce soit, se glisse parfois l'ombre de Vladimir, le père de Borinka. La vieille dame se raconte avec volubilité comme si les mots avaient la vertu d'effacer les années. Elle confond les époques, la Tcheka et la Gestapo, la révolution russe et la seconde guerre mondiale.

Adolescente, son visage était déformé par une mâchoire proéminente dont elle ne sera opérée, à Berlin que bien des années plus tard. La laideur, qu'elle se prêtait, la culpabilisa lorsqu'elle devint la maîtresse, puis la femme, de Vladimir. Elle aurait voulu que sa pas-

sion pour son mari fût platonique, l'amour physique ne lui inspirant que du dégoût.

Borinka écoute d'une oreille distraite les histoires de sa mère, perdu dans ses propres souvenirs, les seuls qui comptent à ses yeux. Cette apparente indifférence, la vieille dame n'en a cure, car elle ne connaît que trop les travers de son écrivain de fils. Elle sait que, tôt ou tard, presque malgré lui, il restituerait ses confidences dans l'un de ses livres. Mère, russe et juive. Trois bonnes raisons pour qu'elle cherche à maintenir son fils en un esclavage affectif qu'elle voudrait éternel. Ce roman, d'ailleurs, n'est-il pas la preuve qu'elle a réussi dans son entreprise ?

En une ultime provocation, un peu dérisoire, elle entreprend d'écrire en français le récit de sa vie et lui inflige la lecture de ce brouet jusqu'à ce qu'il explose de rage et de douleur. Après un pareil livre, il ne sera plus possible à certains de nous nommer « Schreiber ? Vous avez dit Schreiber ? » lorsque l'on évoquera devant eux cet écrivain qui, enfant, grimpait dans les arbres afin que nul ne puisse perturber son sommeil.

Pierre Drachline

- (1) Lunum-Accot, 1987.
- (2) François Bourin, 1989, Folio, 1991.

# Rousseau, moraliste noir

Suite de la page 19

Mais le retour sur le passé, le travail de la mémoire s'effectuent chez Rousseau aux antipodes de chez Proust. Le passé n'est pas ce moment de la durée dont la vérité retrouvée donnerait la clef d'une éternelle jeunesse, c'est tout au contraire l'origine d'une monstrueuse illusion d'optique, celle qui fait croire que l'on est encore ce que l'on a été. Les personnages du *Jour de l'éclipse* ne se sont pas contentés de vieillir, de perdre peu à peu leurs contours et leurs angles ; l'usure, l'échec, les déments qu'ils se sont apportés, les mensonges qu'ils ont construits pour rendre supportable et présentable leur trahison intime, les ont faits étrangers à ce qu'ils ne se souviennent même plus avoir voulu être. Delphine, la plus lourdement et la plus désespérément raisonnable du groupe, parle de la « bienfaisante déperdition de la mémoire, à laquelle on devait de ne pas s'asphyxier tout à fait dans un air saturé du poison des souvenirs ».

L'humeur de François-Olivier Rousseau est si noire, les existences qu'il décrit si racornies, si parfaitement ruinées et, pour comble, si exactement observées et décrites, que son livre pourrait être insupportable. Par bonheur, le contempteur terroriste de nos âmes pécheuses et de nos saluts sournois est aussi, est d'abord, un remarquable écrivain. S'il flagelle avec une science presque malsaine les points les plus douloureux, il le fait aussi avec un plaisir des mots, un plaisir des crocs qui parvient à nous faire les complices du supplice.

Rousseau n'aime rien, peut-être, sauf la prose, sauf l'agencement aigu et délicat de phrases ciselées, subtilement rythmées par une syntaxe en permanent déséquilibre. Travail d'artiste certes, et des plus habiles et des plus exacts, mais dont la perfection un brin recherchée, le raffinement lexical, le classicisme esthétisant sont encore de méchants pièges, la beauté de la langue servant à dissimuler la férocité de l'ironie, le tranchant glacé du regard.

Comme dans cette description clinique d'une de nos modes architecturales, le loft : « Les silhouettes impeccablement structurées de purs esprits étaient invitées à y dériver avec grâce dans un espace unique aux couleurs du demi-deuil. L'état de dénuement de la pièce dont l'austérité ne concédait au goût pimpant que quelques fanfreuilles tubulaires en acier inoxydable, s'il relevait d'une préméditation esthétique, faisait aussi par extension une manière d'artiste. Décorateur de l'habitat pratiquant une saine immobilité. Le parti pris de créer un espace festif — entendez un appartement qui se prête à la réception d'invités nombreux — avait eu pour effet secondaire de ressusciter à quelque chose près les conditions d'existence du taudis insalubre des romans naturalistes, où une famille entière contenue dans une seule pièce y survivait dans une promiscuité de tous les instants, propice à l'artifice et aux violences ».

Pierre Lepage

RENTRÉE ROMANESQUE

## Liverpool marée haute

**Luc Lang**  
nrf  
GALLIMARD

هكذا من الأصل



# Lionel Jospin soigne sa gauche

Le ministre de l'éducation nationale passe au crible de sa réflexion dix ans de pouvoir mitterrandien

**L'INVENTION DU POSSIBLE**  
de Lionel Jospin.  
Flammarion, 317 p., 120 F.

« Au pouvoir, nous avons appris à gérer. Mais n'avons-nous pas desapparis à savoir pourquoi ? » Cette question, qu'il se pose à lui-même et qu'il destine à toute la gauche, est au cœur de l'état d'esprit et de la démarche de Lionel Jospin. Non, il ne s'agit pas d'un livre de circonstances, comme il arrive trop souvent aux hommes politiques d'en écrire, ou d'en faire écrire; pas plus qu'il ne s'agit d'assouvir une tentation littéraire, préface obligée, dans ce pays, à qui veut prendre une pose de présidentiable; ni même d'une de ces pierres que les uns ou les autres, trop exclusivement occupés à façonner leur image, destinent à leur propre mausolée. La réalité est plus simple, plus modeste, et combien plus intéressante.

Voilà un homme qui doute, s'interroge, accepte de remettre en question un bilan individuel et collectif. Il passe au crible de sa propre réflexion ces dix, bientôt onze ans de pouvoir mitterrandien, qui ont peut-être, chemin faisant, comme d'ailleurs la politique elle-même, perdu leur sens. Confrontant ses convictions avec les leçons de l'exercice du pouvoir, pour ne pas perdre le fil de son engagement: tel est le propos de l'actuel ministre de l'éducation nationale. Il a, dit-il, besoin de comprendre pour pouvoir continuer à suivre et à soutenir. L'ardeur et la sincérité avec lesquelles il cherche à comprendre et met les problèmes sur la table sont touchantes. C'est un homme qui a besoin de croire à

ce qu'il fait pour continuer, et qui s'arrête, le temps d'un livre, pour tenter de retrouver quelques repères. Le courage avec lequel il aborde les difficultés actuelles de la gauche, les déçoit, pour aller finalement au bout de ses pensées, force le respect. Après tout, une telle démarche n'est pas si courante: elle mérite à ce titre qu'on s'y arrête. D'autant plus qu'à travers ses analyses Lionel Jospin se livre tel qu'en lui-même: réaliste, mais pas opportuniste; intrinsèque, mais sachant échapper aux démons du maximalisme et de la surenchère; honnête, mais ne dédaignant pas l'habileté.

Aussi ne sera-t-on pas surpris à la lecture du bilan qu'il dresse du mitterrandisme: il est sans concession. « L'immobilisme, l'absence d'exigences et de perspectives », tels sont, par exemple, les dangers qui menacent aujourd'hui un Parti socialiste qui ne s'est pas encore relevé de son désastreux congrès de Rennes, et de la part qu'y a prise le chef de l'Etat. François Mitterrand a, en effet, aux yeux de Lionel Jospin, « laissé les socialistes se diviser sans vouloir considérer que cela était dommageable: il fut le rassembleur du PS, il a manifestement perdu le goût de l'être ». On ne saurait mieux suggérer que la subjectivité présidentielle, toute entière tournée vers la marche en avant de Laurent Fabius, est un des éléments de la crise que traversent les socialistes.

En ces temps où il ne fait pas bon critiquer le prince, ce diagnostic ne manque ni de vérité ni d'audace. Mais il est aussitôt corrigé par le fait que l'auteur ne manque pas une occasion de saluer l'œuvre du grand homme,



Lionel Jospin: ne pas perdre le fil de son engagement.

mieux même, de voler à son secours lorsqu'il estime que la critique est injuste ou systématique, en opposant, par exemple, à l'image du « florentin » celle d'une certaine clarté.

Fermeté sur le fond, souplesse ou adresse dans la forme: il sera difficile au chef de l'Etat de se formaliser. Même s'il est en désaccord avec l'hommage rendu à Michel Rocard, qui a, reconnaît Lionel Jospin, au chapitre des réalités économiques, « eu raison avant nous »: même s'il ne partage pas la brillante analyse que Lionel Jospin fait des effets pervers de la « surprésidentialisa-

tion » du régime, et qui le conduit à préconiser l'instauration d'un régime présidentiel à la française, qui verrait le président assumer seul et pleinement la responsabilité de sa politique, sous le contrôle d'une Assemblée aux pouvoirs accrus.

Lionel Jospin passe ainsi en revue tous les grands problèmes de la démocratie française, des « habits neufs du léninisme » à l'appartenance du droit d'ingérence, en passant par une analyse rigoureuse et fortement argumentée de l'engagement français dans la guerre du Golfe, avec la distance d'un observateur extérieur lors-

qu'il s'agit du diagnostic, et la fermeté d'un militant qui aurait, au fond, après l'effondrement du communisme, pour réflexe de dire: on va enfin pouvoir parler de socialisme! A condition de résoudre ce qui est, à ses yeux, la contradiction majeure qui piège aujourd'hui le pouvoir: celle qui existe entre des mots qui font appel aux valeurs de la gauche et une pratique somme toute conservatrice.

« Autant que des difficultés vécues, écrit-il, le découragement, la colère, se nourrissent de l'absence d'espoir, du sentiment que le chômage, l'inégalité, redonnent des réalités « naturelles », qu'il faut renoncer à vouloir les changer ». La question qu'il pose, à encore dans toute sa brutalité, est de savoir si, dans l'économie mondiale telle qu'elle est, il est encore possible de conduire une politique « de gauche », ou bien si l'« intériorisation » des contraintes extérieures tient lieu de politique. Si le « socialisme démocratique » ne fait pas la démonstration qu'il peut y apporter une réponse, c'est, dit-il, « sa justification historique » qui sera en cause.

## Une inquiétude quasi existentielle

Derrière cette inquiétude quasi existentielle, il y a de sa part le souci plus immédiat (les élections approchent) de retrouver quelques points d'ancrage pour justifier une bataille droite-gauche qu'il appelle de ses vœux, et qui fonde les mécanismes de l'alternance. « J'ai assez milité pour qu'on évite les excès de langage, les anathèmes, l'enflure des mots, pour pouvoir demander qu'on ne

les jette pas tous à la rivière des griseries gestionnaires », plaide-t-il, avant de faire l'inventaire de ce qui sépare, aujourd'hui, les socialistes de l'opposition.

Tout au long de cette quête, celle précisément d'une justification historique qui se dérobe, on ne peut se départir d'une certaine sympathie pour cet homme qui a gardé quelque chose de sensible, d'accessible, dans sa démarche, qui conduit sa réflexion dans un style qui reflète son goût pour la pédagogie, son formidable besoin de comprendre, et surtout pour un homme qui a su traverser cette période en restant lui-même.

Au cours de son premier septennat, avant qu'il n'accepte la division des siens et que les liens se distendent, François Mitterrand citait souvent en exemple Lionel Jospin, homme d'une autre génération, avec qui il n'a pas de passé commun et qui ne s'est jamais conduit en courtisan. En exemple d'une génération, précisément, qu'il opposait à celle que de Gaulle mit en place et qui dévint, un temps, vers le « gaullisme immobile ».

Si Lionel Jospin a su se préserver de toute dérive, il n'en va pas de même de tous les socialistes: l'affairisme, hélas! est à l'ordre du jour. Il le reconnaît, et est de ceux qui peuvent le déplorer. Au point qu'il ne voit guère, « à court terme, d'initiatives particulières qui puissent permettre de rétablir ce sentiment rompu de confiance ».

Domage qu'à ce jour Lionel Jospin ne sache pas rassembler comme il sait incarner, séduire comme il sait convaincre.

Jean-Marie Colombani

# Sibony dans l'entre-deux

Si le concept de différence fige les catégories, celui de l'entre-deux est plus apte à penser une société en mouvement

**L'ENTRE-DEUX OU L'ORIGINE EN PARTAGE**  
de Daniel Sibony.  
Seuil, 399 p., 150 F.

Il est inhabituel qu'un économiste s'essaye à rendre compte d'un livre écrit par un mathématicien, philosophe et psychanalyste de surcroît. Si pourtant cela m'a semblé possible, c'est que j'ai cru découvrir dans le concept que développe Daniel Sibony selon de multiples configurations, l'une de ces idées claires, lumineuses dont on perçoit intuitivement que son application aux autres disciplines de sciences sociales est riche de potentialités.

La différence est un concept statique qui fige les catégories en une typologie immuable: les jeunes et les vieux, les riches et les pauvres, les immigrés et les nationaux, les systèmes socialistes et capitalistes, etc. « L'entre-deux »

au contraire est mouvement: il décrit un espace dialectique où les différences apparaissent, s'engendrent, croissent leurs contraires selon des situations vivantes et singulières (l'entre-deux-âges, l'entre-deux-cultures, l'entre-deux-systèmes, etc.).

Sibony pose que l'entre-deux est un partage de l'origine, qui a comme tel quelque chose de traumatique, d'inhibant. Il n'offre en effet aucune prise. On fait alors « partager » comme on divise les difficultés pour les mieux affronter, ou comme on s'en éloigne un temps, pour chercher l'énergie de les résoudre. De même, c'est en tentant de s'approcher de l'origine puis de prendre distance, que se produit l'entre-deux, espace-mouvement où se déroule le voyage, dont ce livre nous donne plusieurs versions. Ainsi l'origine ne devient un potentiel générateur de mouvement que si l'on peut prendre un peu de distance, y trouver un minimum d'impulsion.

Sibony montre bien cela à propos du chômage, qu'il analyse comme un déplacement impossible, un entre-deux-places bloqué. Son idée est que pour pouvoir se placer il faut pouvoir se déplacer donc se déloger de la place précédente – on l'originelle – que l'on occupe à son insu. De ce point de vue, avoir une « place » n'est pas un acte ensembliste et inerte fixant un endroit où l'on vient combler un manque. C'est un pouvoir de dériver dans un potentiel de déplacements.

## Facultés d'adaptation

Cela éclaire autrement la question de l'adaptation entre formation intellectuelle et activité professionnelle, question récurrente s'il en est, à laquelle il est généralement apporté de fausses réponses: il « suffirait de recenser les besoins de la société civile et d'y adapter le système d'enseignement ». Or une entreprise d'éducation ne produit pas des objets destinés à combler des manques préalablement répertoriés, mais

des facultés d'adaptation, c'est-à-dire de déplacements entre métiers divers ou entre diverses façons d'accomplir un métier.

L'enseignement agit sur la société bien qu'il est « agi » par elle: c'est à sa capacité d'assurer le passage de « l'entre-deux »-occupations qu'il doit être jugé.

Autre figure que développe Sibony: l'entre-deux-langues, ou pour passer d'une langue à l'autre, il faut apprendre à honorer, reconnaître le niveau premier de langue, ce qui alors permet le « passage », le jeu de la distance et du retour possibles. Cela permet aussi le déplacement entre deux niveaux de la même langue, le changement de discours ou de style, ou le premier niveau, dit original se trouve alors « reconnu » au moment même où l'on peut s'en libérer. Le point crucial est que pour permettre le passage de l'entre-deux, l'origine « accepte » de se révéler entamée, marquée de manque, d'un « manque-à-dire originel », dit Sibony. Elle n'était un point ou un bloc qu'au prix d'une grande fascination et d'un grand lueur.

Mais plutôt que de rapporter les autres figures de l'entre-deux que l'auteur développe, je voudrais tester ici une application de ce concept au champ économique où il me semble trouver d'assez fortes résonances. Ne pourrait-on dire qu'aujourd'hui l'économie est entre deux langues? Il y a la langue de la nécessité qui se donne comme « naturelle », originaire et qui conjugue les multiples contraintes de l'activité économique. Et il y a l'autre langue, celle de la finalité, où l'économie ne vaut que par son « projet » et plus sous la volonté politique: projet d'élevation du bien-être de tous, de place pour tous, de création d'un mouvement suffisant pour que chacun y trouve son compte, y compris en se déplaçant.

Ces deux langues paraissent clivées: en fait, elles manifestent un entre-deux très intriqué où la langue du projet n'est jamais vraiment quittée de celle de la nécessité, laquelle se prend parfois pour

l'origine où elle reste alors piégée. Cela recouvre la dualité entre « ce qui est » et « ce qui devrait être ». Or voici que l'effondrement des systèmes socialistes fait un trou béant dans la langue finaliste. Va-t-on alors régresser vers la langue originelle de la pure nécessité? Disons déjà qu'à l'Est le discours du projet a échoué car il se donnait comme final, donc comme image exacte de l'origine, comme langue originelle et naturelle ne laissant apparaître aucun manque. En empêchant l'entre-deux de fonctionner, il bloquait les possibilités de déplacement, donc d'adaptation.

Pour la langue des contraintes, celle du projet finaliste apparaît comme à la fois ce qui lui manque et ce qu'elle risque. Naguère, en cas d'échec, de dysfonctionnements trop graves, on risquait le socialisme; mais là que risquerait-on? Si l'idée du projet disparaît, la langue première de la nécessité peut s'imaginer être sans manques, sans failles, et pourtant occuper tout l'espace. Bref, l'agonie des systèmes socialistes ne risque-t-elle pas de nous totaliser, de nous rabattre sur nous-mêmes, de nous identifier à nous-mêmes? Il n'y aurait plus d'alternatives.

## Amputé d'un rêve

Au fond le système socialiste, finaliste, n'était que le symptôme du nôtre. Nous voilà donc privés du symptôme plutôt que guéris de ce qui l'engendrait: l'impossibilité de dynamiser certains manques (ou excès). Certes, nous avons ici et maintenant assez d'illots finalistes, et l'entre-deux-systèmes est suffisamment répandu. Mais cela même est en cause aujourd'hui, au nom de la compétitivité, c'est-à-dire des dures lois de la nécessité.

Ajoutons que le système là-bas, basé sur le fantasme égalitaire, disparaît au moment où ici même, au terme d'une décennie que l'on voulait finaliste (« changer la vie »), on ne formule qu'un regret: on n'a rien pu faire contre

les inégalités... A croire que lorsque le projet socialiste est au pouvoir il l'est bien assez pour empêcher que tout le système le devienne. Notre socialisme se trouve donc amputé d'un rêve (la droite, elle, gardant le rêve de ceux qui perdent le pouvoir: le regagner). Du coup, comment préserver l'entre-deux-systèmes qui est le nôtre, et le moteur qui

l'anime: le désir d'entreprendre? Notre système ne survit que s'il est entre-deux, que s'il est comme tel un entre-deux-systèmes, non pas bloqué entre une origine et une fin, mais dynamisé par ses manques et s'acquittant plus ou moins des langues de la nécessité.

Jean-Pierre Fitoussi  
Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.



RENTREE ROMANESQUE

## Je crains de lui parler la nuit

**Michel Schneider**

GALLIMARD

هكذا من الأصل

## Un homme libre

Pierre Vidal-Naquet concilie la distance de l'homme de science et la proximité de celui qui raconte son histoire

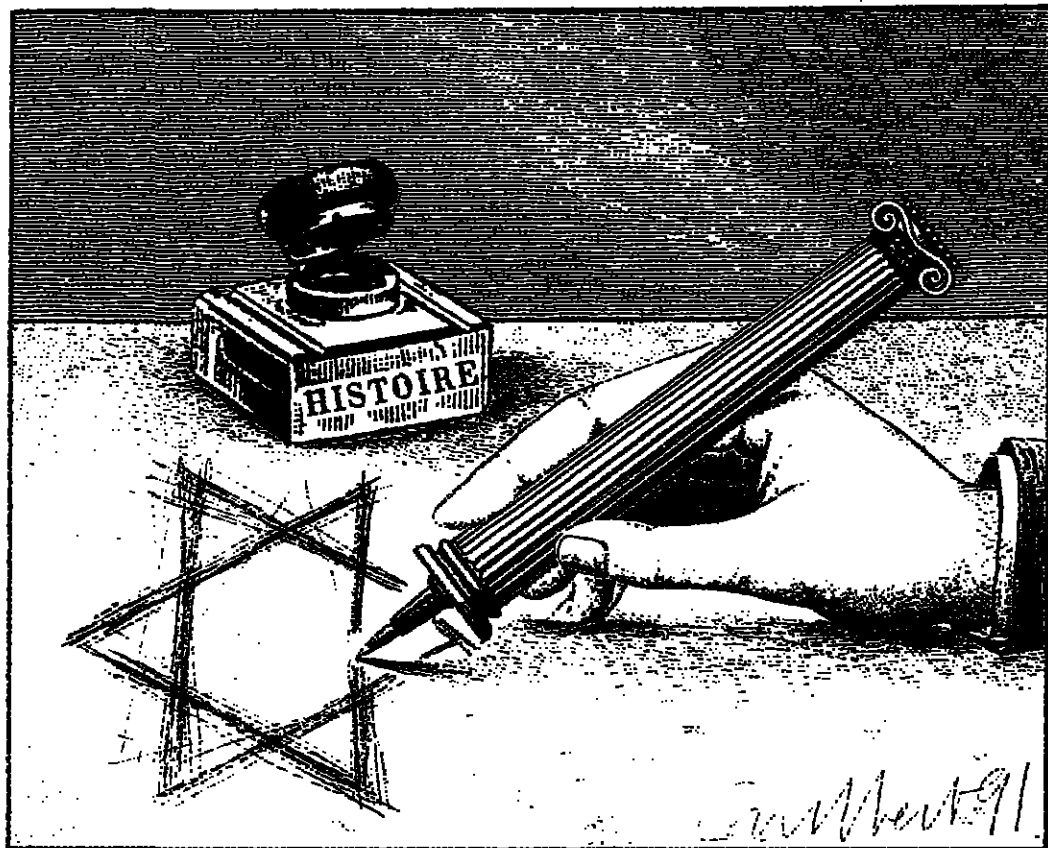
LES JUIFS, LA MÉMOIRE ET LE PRÉSENT II  
de Pierre Vidal-Naquet.  
La Découverte, 320 p., 125 F.

Figure emblématique de l'intellectuel engagé, en ces temps de doute et de repli où la pensée souvent déserte la cité, se compartimente et s'isole, Pierre Vidal-Naquet demeure homme d'érudition, de raison et de passion. De l'antiquité à l'actualité, il n'a cessé de traquer les faits sous les mots, le sens sous le mythe, la vérité sous la falsification historique, avec la même obstination critique.

« L'historien est un homme libre. » Cette affirmation en forme de profession de foi s'applique à son auteur. Intraitable sur la rigueur, voire la minutie, documentaire, il prend le risque de l'interprétation et ose s'aventurer hors de son domaine d'élection, le monde gréco-romain, pour interroger aussi ce dont sa discipline se méfie au plus haut point : la mémoire et le présent. Reprenant le titre et le principe d'une première livraison, parue il y a dix ans, il nous entraîne ainsi du deuxième siècle avant notre ère jusqu'à nos jours, en une suite d'études sur les espoirs, désespoirs et paradoxes juifs dans l'histoire, des divisions du judaïsme antique à la chute de Masada, de l'émancipation à l'affaire Dreyfus, de la ferveur républicaine au messianisme marxiste, de la Shoah à Israël aujourd'hui.

L'ouvrage s'ouvre sur une étude croisée des œuvres de Flavius Josèphe et du Livre du prophète Daniel, deux textes de transition, qui témoignent de la confrontation entre l'hellénisme et le judaïsme, mais plus encore deux personnages hybrides, deux figures de la dualité du juif de la Diaspora, à la croisée des cultures et de leur vision du futur. Deux figures du lointain mais qui ne sont pas pour autant totalement étrangères à notre modernité, et l'on comprend que Pierre Vidal-Naquet s'y soit attaché tant cette question de l'identité plurielle traverse toute sa réflexion.

Après les bouleversements du premier siècle, qui vit l'essor des mouvements messianico-apocalyptiques, l'insurrection de 66 contre Rome et la défaite finale dans le suicide collectif de Masada, racontés par Josèphe, le judaïsme se détourne de l'histoire au-delà des événements fondateurs fixés dans le récit biblique. Le futur se dilata jusqu'à l'horizon messianique. Masada fut oublié et Josèphe ignoré, pour très longtemps.



Il fallut attendre la fin du dix-huitième siècle, la diffusion des idées émancipatrices des Lumières en Europe occidentale d'abord, pour que le cours des événements sociopolitiques, comme objet de connaissance et comme enjeu, pénètre le monde juif, suscitant de nouveaux espoirs séculiers et de nouvelles formes de dualité. Ainsi de ce « franco-judaïsme » vécu entre particularisme et universalisme, attachement aux origines juives et assimilation à la nation, sans communautaire et dévouement à la République qu'analyse Vidal-Naquet avec la distance de l'homme de science et la proximité compréhensive de celui dont c'est aussi l'histoire.

### Le lien d'une filiation

Car telle est en effet l'unité sous-jacente de ce recueil comme du précédent : une réflexion qu'anime le lien d'une filiation. Le lecteur la découvre livrée par bribes, suivant comme autant d'indices les repères familiaux disséminés avec pudeur d'un texte à l'autre. Il apprend que Moïse Vidal-Naquet, trisaïeul de Pierre, marchand de vin à Montpellier et responsable consistorial, écrivait dans l'*Echo du Midi* du

7 mai 1843 : « Au temple ou à l'église, l'on est juif ou chrétien ; dans les actes de la vie politique, l'on doit être français avant tout. »

Il découvre que l'arrière grand-père Jules était franc-maçon car c'était « la meilleure façon pour lui d'exprimer son idéal de citoyen abstrait ». Le grand-père et l'oncle quant à eux s'engagèrent résolument dans la défense du capitaine Dreyfus. Cette lutte enflammée pour la justice et la vérité, Pierre Vidal-Naquet l'apprendra à l'âge de onze ans, en pleine guerre : « Toute ma vie a été marquée par le récit que m'a fait mon père à la fin de 1941 ou au début de 1942 de l'affaire Dreyfus. (...) C'est aussi à travers l'affaire que j'ai été formé non seulement à la politique mais à la morale et à l'histoire. »

L'affaire, pour lui, ce sera d'abord la guerre d'Algérie, la dénonciation rigoureuse de la torture institutionnalisée et le refus éthique de la raison d'Etat. Dans un précédent recueil, réunissant ses articles d'alors, il se classe d'ailleurs parmi « les dreyfusards » soucieux, comme le jeune Péguy, du « salut éternel de la France » (1). Est-ce alors que Vidal-Naquet commence à « devenir juif », selon son autoportrait en prologue du premier volume des *Juifs, la mémoire et*

le présent, à se façonner lui-même « Juif de volonté si l'on veut, ou Juif de réflexion » ?

Délaissant les archives pour évoquer ses souvenirs d'enfance pendant la seconde guerre mondiale, l'animateur de Vérité-Liberté, le défenseur d'un dialogue israélo-palestinien débouchant sur la reconnaissance de deux Etats, se dévoile un peu plus dans un beau texte personnel à propos des rapports entre protestants et juifs. Il ébauche ainsi une forme d'« ego-histoire » que l'on aimerait moins cursive.

Sans doute l'historien se méfie-t-il des reconstructions de la mémoire comme l'homme des dualités se défie de l'illusion biographique et de ses continuités abusives. Aussi livre-t-il ses propres textes comme des documents, laissant ses lecteurs libres, à leur tour, d'y frayer leur chemin. Pourtant, au-delà de ces moments et fragments d'une pensée exigeante et d'un engagement existentiel, on aimerait lire un jour l'historien personnel et intellectuel de Pierre Vidal-Naquet, par lui-même.

Nicole Lapiere

(1) Face à la raison d'Etat. Un historien dans la guerre d'Algérie. Editions La Découverte, 1989.

## La victoire en courant

La bataille de Normandie au jour le jour

UN JOURNALISTE SUR LE FRONT DE NORMANDIE  
Carnets de route  
Juillet/août 1944  
de Jacques Kayser.  
Arles, 187 p., 110 F.

En 1944, les services de la France libre avaient chargé le capitaine Jacques Kayser des relations avec les correspondants de guerre pendant la bataille de Normandie. Kayser, journaliste et jeune, ancien vice-président du Parti radical-socialiste, sera, après la guerre, un éminent spécialiste des problèmes de presse. Ses carnets, qu'il avait conservés et recopiés sans les livrer au public, sont une source précieuse d'informations sur les suites du débarquement vues à travers les incessants déplacements d'un officier à la recherche de combats, de villes libérées et d'envoyés spéciaux capricieux.

Il y a dix-huit mois que Kayser s'est évadé de France via les prisons espagnoles lorsque, fin juin 1944, il débarque en Normandie. Sa mission est assez imprécise, moins imprécise cependant que les moyens dont il disposera : les Anglais, et surtout les Américains, rechignent à laisser le champ libre à une information strictement française sur une libération dont ils entendent garder le contrôle.

La France que découvre Jacques Kayser en juin 1944, c'est la Normandie. Une Normandie ravagée par les bombardements alliés. Mais le ravitaillement y est surabondant : le lait, le beurre et la viande ne sont plus réquisitionnés ou acquis à grands frais au marché noir par les gens des villes. Qu'en pensent les alliés ? se demande Kayser : ils viennent libérer une France affamée par l'ennemi et découvrent un pays de cocagne. Bayeux, libérée sans dommage dès le débarquement, offre une image faussée. Où est la vérité ? Dans les villes en ruine, paradoxalement, les forces alliées sont accueillies avec enthousiasme alors que dans d'autres, moins atteintes, parfois intactes, des foules maigrelettes mendient du chocolat, des cigarettes ou du chewing-gum.

L'officier de presse s'interroge le soir, stylo en main. Des héros, il en trouve, mais que dire de ces enfants et même de leurs parents qui ne savent pas qui est de Gaulle ? La Normandie, Caen-la-Martyre exceptée, est décevante. La Bretagne que négligent les correspondants de guerre lancés vers Paris est, elle, une terre de résis-

tance et de patriotisme. Bien mal récompensés les Américains attendent deux jours devant Rennes que les derniers occupants veuillent bien s'en aller.

Les carnets ont la spontanéité et la rude franchise de qui pense n'avoir pour seul lecteur que lui-même. Leur auteur, toujours glissant d'un point à un autre du champ de bataille qui s'étend tout à coup aux dimensions d'une massive victoire, n'a pas le temps de pousser plus loin ses remarques hâtives, de se renseigner plus à fond.

Pour qui a connu la Normandie de 1944 de l'intérieur, bien des explications manquent. Telle ville intacte n'accueille pas les vainqueurs parce que sa population a été évacuée dans les campagnes environnantes. La division Leclerc, lorsqu'elle est connue, soulève l'enthousiasme, mais personne ne savait qu'elle avait débarqué. Kayser ne pouvait savoir que le préfet de Vichy, qui, « digne », l'invite à dîner avant de se démettre, est le même homme qui organisa du côté français la rafle du Vél d'Hiv.

Précisément parce qu'ils sont « bruts de fonderie », les carnets illustrent à la fois les réactions des populations de l'Ouest et l'idée qu'on se faisait à Londres, à travers la Résistance, d'un pays soulevé tout entier contre l'occupant. Ils montrent aussi les difficultés rencontrées par le Comité national français pour faire reconnaître par les alliés son autorité sur le territoire libéré.

### Une population placide

Les Français – de l'Ouest toujours – regardent avec placidité les hommes de de Gaulle remplacer les hommes de Pétain, d'autant plus que l'administration – à l'exception de quelques responsables, préfets et maires écarts – reste en place. Mais les alliés, s'ils renoncent vite à installer leur gouvernement militaire des territoires occupés (AMGOT), n'en interviennent pas moins pour interdire telle ou telle cérémonie, censurer tel ou tel télégramme de presse, freiner l'information.

La mission de Kayser subit les effets des incohérences et des contrastes de la politique alliée. Une bureaucratie tatillonne lui refuse les papiers nécessaires ou renvoie ce Français géant des services civils aux états-majors ou inversement. Il n'est pas question en haut lieu de reconnaître officiellement sa mission confiée par un pouvoir non encore reconnu. Mais sur le terrain, et jusqu'aux premières lignes, les combattants accueillent cordialement un préfet qui circule quasiment sans contrainte, interviewe des colonels américains au beau milieu d'une attaque.

En transcrivant ses carnets, Jacques Kayser n'a heureusement rien changé à un texte qui apporte, dans sa fraîcheur brutale, un utile contrepoint aux simplifications épiques de l'histoire.

Jean Planchais

RENTREE ROMANESQUE

# Marimé

Anne Wiazemsky

rnf

GALLIMARD

## Le bleu de l'Europe

EUROPE : MÉMOIRE ET ÉMBLÈMES, de Michel Pastoureau et Jean-Claude Schmitt. Editions de l'Épargne (6, rue Masseran, Paris-7) : 208 p., 300 F.

Quelles nécessités ont présidé au choix de la couleur bleue frappée d'un cercle d'étoiles pour le drapeau qui n'est pas celui de l'Europe comme on le croit trop souvent, mais celui du Conseil de l'Europe, qui l'a élaboré et adopté à la hâte en 1955 ? C'est une des questions à laquelle répondent brillamment deux historiens dans un beau livre fort attachant sur la mémoire et les emblèmes de notre vieux continent.

Tout commence chez Hésiode, au huitième siècle avant Jésus-Christ, qui rapporte comment Jupiter éprouva le besoin de se transformer en taureau pour s'unir à Europe. De cette union devait naître Minos... et toute une histoire. Mais ce n'est pas un livre d'histoire qui nous est proposé, c'est plutôt une exploration, principalement par l'image, des fondements de la culture européenne, dans sa dimension affective.

Chaque culture s'est dotée d'un système emblématique qui lui est propre pour s'identifier face aux autres. Le nôtre s'est fixé au douzième siècle dans les règles très codifiées du blason et n'a guère évolué depuis. Et nos spécialistes « blasonnent » ironiquement le drapeau européen « d'azur à douze étoiles d'or posées en arc ».

La couleur des Barbares

On aurait pu penser à la croix, mais les Etats modernes se sont définis en marge du religieux. L'étoile a longtemps symbolisé l'Orient, celui des Rois Mages, mais, les musulmans ayant adopté le croissant, les étoiles se sont trouvées libérées de leur caractère oriental et sont devenues plutôt le symbole de la partie d'un tout : il y en avait treize sur le drapeau des jeunes Etats-Unis d'Amérique et leur nombre n'a cessé de croître.

Le Conseil de l'Europe s'est inscrit dans cette tradition, mais il a adopté d'emblée le chiffre 12 et s'y est tenu : c'est un 12 d'harmonie et de plénitude comme celui des 12 tribus d'Israël, des 12 apôtres du Christ ou des 12 pairs de Charlemagne.

Quant au bleu, pour les Romains et encore au neuvième siècle, c'était la couleur des Barbares. Mais une « grande révolution bleue » s'est produite au douzième siècle et il est devenu la couleur de la Vierge Marie, puis du Christ, puis du roi. Il a connu une progression fulgurante dans les armées et le vêtement, à tel point que l'Islam représente le chrétien en bleu et rejette cette couleur.

Au début de ce siècle, Pierre de Coubertin colorie en bleu l'anneau qui symbolise l'Europe dans l'emblème olympique. Le bleu européen s'inscrit donc dans une vieille tradition. C'est une couleur relativement neutre, calme, fédérative et les douze étoiles d'or viennent s'y inscrire dans l'harmonie. Le symbole n'est pas très puissant : du moins est-il pacifique.

Michel Sot

2<sup>e</sup> Salon de la Revue

21, 22, 23 septembre 1991  
Paris, école des beaux-arts  
Minitel : 3615 SJ\*REVUE

Jacques Cellard et Alain Rey

DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS

# NON

CONVENTIONNEL

1140000000

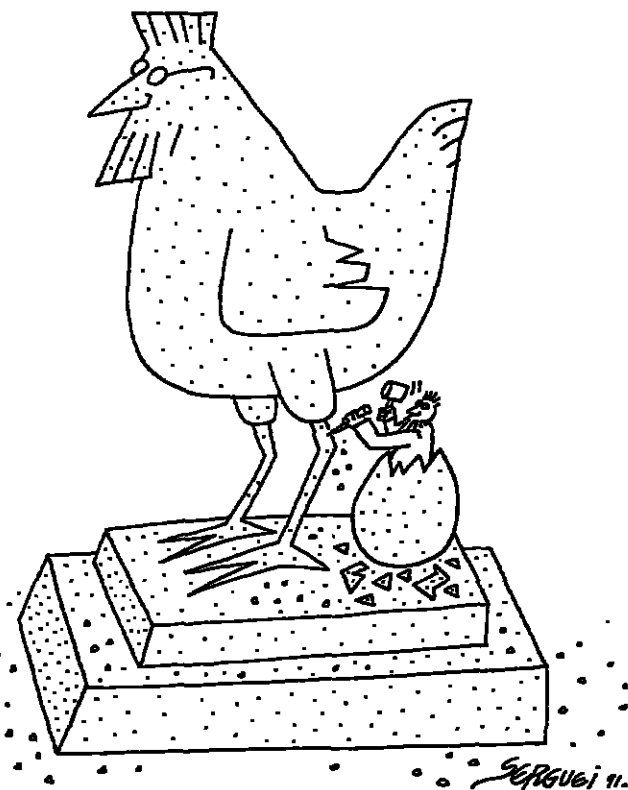
هكذا بن الأصل



## PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

### La création des concepts



QU'EST-CE QUE LA PHILOSOPHIE ? de Gilles Deleuze et Félix Guattari. Minuit, coll. « Critique », 208 p., 85 F.

L y a longtemps qu'on attendait ce livre. Depuis plusieurs années, Deleuze l'avait annoncé. Depuis toute sa vie, peut-être. En fait, l'attente vient de plus loin. Elle a duré des siècles, mis en jeu un autre temps que celui de l'Histoire, cheminé dans des évolutions singulières. On le comprend en lisant. Il est très difficile d'en rendre compte. C'est en effet un des très rares textes – univers où finalement tout se donne à voir et à vivre : vitesse, cohérence, jubilation, justesse tendent à l'infini.

On le sait tout de suite. En dix pages, l'introduction concentre l'ensemble. Sobrement. Comme un calme avant les éclairs. Avec cette liberté souveraine que donne « un moment de grâce entre la vie et la mort, et où toutes les pièces de la machine se combinent... ». La philosophie n'est ni contemplation, ni réflexion, ni communication. Elle est création de concepts – toujours nouveaux, toujours à construire, toujours enracinés dans l'obscur, – sources de lumières mobiles, détachées du chaos, et le survolant. Art et science ont de tout autres gestes. Ils peuvent croiser ceux des philosophes, non les remplacer. Art et science plongent différemment dans l'inconnaissable. Leurs

embarcations, leurs filets, leurs pêches ne sont pas ceux de la philosophie – même si l'océan les porte tous, indifférent.

QU'EST-CE donc, la philosophie ? Une création. Une manière de tracer une face de l'univers, pour y fabriquer un monde possible et y déployer des possibilités de vie nouvelles. La philosophie n'a donc pas affaire à des vérités éternelles. Aucun donné déjà là n'est à contempler. On le croit uniquement après avoir, comme Platon, créé le concept d'une vérité... incréée. Le philosophe fabrique, agence, ajuste des concepts. Il emprunte au chaos de la vie, aux mouvements impensables qui traversent son corps, de quoi façonner un espace inédit. Un concept tente de donner consistance à un mouvement infini, sans pour autant le perdre.

Paradoxes des concepts. Multiples, ils survolent leurs composantes. Construits, ils se posent eux-mêmes, menant, si l'on ose dire, une existence singulière. Absolus, ils ne peuvent être solitaires, mais toujours solidaires d'autres concepts, évoluant de concert. Générateurs de problèmes, ils ont l'air d'en être les solutions. Émergent absolument de la nuit, ils paraissent éternellement lumineux. Aéroliques, ils sont pris pour des étoiles fixes. On confond ces « centres de vibrations » avec des formes universelles, des phrases bien faites, ou des vérités closes. Autant de méprises sur ce qu'est la philosophie.

La définir comme création de concepts conduit à écarter ces

illusions antiques et modernes. La philosophie combat indéfiniment – d'abord en elle-même – la transcendance, sous toutes ses formes. C'est son ennemie intime, son piège multiforme, la force aussi de déploiement. Ce livre inouï fait joyeusement la guerre à presque tout le présent. La « mort de la métaphysique ou le dépassement de la philosophie » ? « D'inutiles, de pénibles radotages. » Ou encore, entre cent autres formules : « Ce ne sont pas des philosophes, les fonctionnaires qui ne renouvellent pas l'image de la pensée, et n'ont même pas conscience de ce problème, dans la béatitude d'une pensée toute faite qui ignore jusqu'au labéur de ceux qui elle prétend prendre pour modèles. »

FAIRE ce qu'ont fait les grands : créer des concepts, encore et toujours. Et non répéter leur discours, ou pire : le conserver pieusement sans y rien entendre. Telle est la leçon. Ce n'est pas la seule, et de loin. Il est question de la pensée comme mode d'existence, et de la vérité comme son intensification : « Un mode d'existence est bon ou mauvais, noble ou vulgaire, plein ou vide, indépendamment du Bien et du Mal, et de toute valeur transcendante : il n'y a jamais d'autre critère que la teneur d'existence, l'intensification de la vie. » Il est question du risque, et des postures du penseur : « Si la pensée cherche, c'est moins à la manière d'un homme qui disposerait d'une méthode que d'un chien dont on dirait qu'il fait des bonds désordonnés... » Il est question encore, entre autres, des personnages qui

animent les concepts, habitent la vie des philosophes et parlent sous leur signature : « Nous philosophes, c'est par nos personnages que nous devenons toujours autre chose, et que nous naissons jardin public ou zoo. »

Il est question du « goût philosophique », réglant les relations entre le tracer d'un univers sous-jacent aux concepts, l'invention des personnages qui y vivent, la coexistence des concepts positifs ou négatifs qui le peuplent. Il est question, longuement, des plans où philosophie, science et art se distinguent. Et des manières dont leurs éléments respectifs se discernent : forme du concept, fonctionnement de la connaissance, force de la sensation. Et des façons dont ils se recoupent. Et de leurs rapports au chaos. Et de la jonction qu'opère le cerveau entre ses trois styles de quête distincts au sein de l'impensable primordial.

Voilà qui est trop, qui va trop vite, et trop loin, pour que même des bribes infimes s'en retrouvent ici. On ne peut pas en hâte la miniature d'une tempête. Ce qu'il faut quelques heures pour traverser, il faudra quelques années pour l'entendre et le mesurer. Ou quelques vies peut-être. Ce livre est à la hauteur de l'impensable. Il appartient au petit nombre de ceux qui font basculer des bibliothèques inutiles, vous happent et vous mettent en route. Il va très vite. Il est au-delà du sage et du fou. Simple, et terriblement complexe. C'est tout, pour aujourd'hui.

## La légende des Wittgenstein

Suite de la page 19

Bertrand Russell est bouleversé, bouleversé et excité, par sa métamorphose : mystique, il lit Kierkegaard et Angelus Silesius et envisage d'entrer dans les ordres. Outre cela, il se livre à un véritable suicide financier : comme il n'est pas question pour lui d'accepter l'héritage paternel, il en fait don à des nombreux écrivains et artistes (Rilke, Kokoschka, Loos, Else Lasker-Schiller...) ainsi qu'à la revue *Der Brenner*, dont l'ambition était typiquement autrichienne, et même wittgensteinienne : réussir une réforme morale de la vie et de la pensée sans essayer de changer les conditions d'existence.

Le premier volume de la biographie de Wittgenstein s'achève sur la publication du *Tractatus*. A tous égards, note McGuinness, Wittgenstein a réalisé un véritable tour de force en rassemblant tous les problèmes de sa vie philosophique dans un livre qui, en même temps, reflète bien souvent l'impuissance et le désespoir d'un officier autrichien engagé dans une guerre perdue d'avance. « Ce que nous enseigne le *Tractatus*, ajoute-t-il, c'est que la philosophie a besoin de la logique, mais que celle-ci montre l'impossibilité de toute philosophie – cette impossibilité se révélant

néanmoins être la plus grande des libérations. »

L'intérêt de cette biographie, dont le second tome n'est pas encore achevé, est évident : McGuinness, qui enseigne l'histoire de la pensée scientifique à l'université de Stienne, a eu accès aux journaux intimes de Ludwig, ainsi qu'à sa correspondance. D'autre part, il retrace avec précision sa formation intellectuelle et donne des informations précises sur sa généalogie.

En revanche, même s'il lui arrive de s'interroger sur la « folie » ou la « sainteté » de Wittgenstein (ce dernier se décrivait comme un *frak*), McGuinness le présente, malgré tout, comme un individu éminemment respectable dont les accès dépressifs, la tentation suicidaire, la quête de logique et la fuite dans la mystique relèvent de ces excentricités auxquelles les Viennois nous ont accoutumés et qui ne sauraient désarçonner un Britannique. Quant à l'homosexualité de Ludwig, il y est à peine fait allusion. Bref, en dépit de ses qualités, le travail de McGuinness souffre de la comparaison avec le bref essai biographique

de Christiane Chauviré qui reste un modèle du genre (1).

Paradoxalement, c'est par le détour de la fiction qu'on saisira peut-être le mieux la complexité du personnage, ainsi que les liens étranges qui l'unirent à Bertrand Russell et à George Moore. Déjà, Jérôme Charyn, qui en avait fait un personnage dans son roman, *The Tar Baby* (1973), écrivait : « Si je suis venu à Wittgenstein, ce fut moins par sa philosophie abstraite que par les récits biographiques parus sur son compte, le genre de livres où l'on raconte comment il faisait la vaisselle dans la baignoire ou allait au ciné avec des westerns. Et, bien entendu, l'aphasie, la perte du langage... » N'oublions pas que Wittgenstein trouvait plus de philosophie dans le plus quelconque des polars que dans les plus prestigieuses revues intellectuelles.

Il aurait sans doute été captivé par le roman de Bruce Duffy, *Le Monde tel que je l'ai trouvé*, qui, avec un brio exceptionnel et beaucoup de punch, entrelace les biographies de Russell, de Moore et de Wittgenstein, brisant les conventions et transformant les nobles figures de la philosophie en

ambitieux, pervers ou névropathes dignes de figurer dans *Le Faucon maltais*, de John Huston. Sur la base d'une documentation précise – sept années de travail, nous dit l'éditeur, – Bruce Duffy, qui vit dans le Maryland, est parvenu à rendre palpable, même pour le néophyte, le destin de ces trois géants de la pensée. On ne lâche pas ce roman de plus de six cents pages avant d'avoir lu la dernière ligne.

« Lorsque quelqu'un est mort, disait Wittgenstein, nous voyons sa vie dans une lumière conciliante. Sa vie nous semble arrondie par une sorte de vapeur. Mais pour lui, elle n'était pas arrondie, elle était pleine d'aspérités et imparfaite. Pour lui, il n'y avait pas de réconciliation, sa vie était nudité et détresse. » C'est ainsi que le restitue Bruce Duffy, nous rendant Wittgenstein infiniment proche : peut-être un saint, peut-être un fou, peut-être un monstre ; en tout cas, un être écartelé qui sut construire sa légende, avec le même génie que celui déployé par son père, Karl, pour produire des armes et des machines.

Roland Jaccard

(1) Seuil.

### Le voile de la folie

LA MAÎTRESSE DE WITTGENSTEIN de David Markson. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Martin Winckler. P.O.L., 289 p., 120 F.

Elle a cinquante ans. Son fils vient de mourir. Elle a voyagé, beaucoup lu. Elle est folle. Elle a trop de bagages dans sa tête. Maintenant, elle est seule, dans une maison au bord de la mer. Elle tape à la machine, elle se masturbe, elle aurait aimé être la maîtresse de Wittgenstein, parce qu'il était homosexuel, parce qu'il transportait sa clarinette dans un vieux bas, parce qu'il héritait de beaucoup d'argent mais donnait tout, parce qu'il recommandait de ne pas s'engager et d'apprendre à voyager léger. Elle ressemble à Kien, le fou érudit d'Elias Canetti dans *Autodérè*, un Kien au féminin, revu par Georges Perec. Elle promet d'être le personnage romanesque le plus énigmatique de cette rentrée.

R. J.

Patrick Roegiers

## Lacan en famille

L'album de photos de la fille du psychanalyste

VISAGES DE MON PÈRE Album Jacques Lacan de Judith Miller. Seuil, coll. « Champ freudien », 153 p., 250 F.

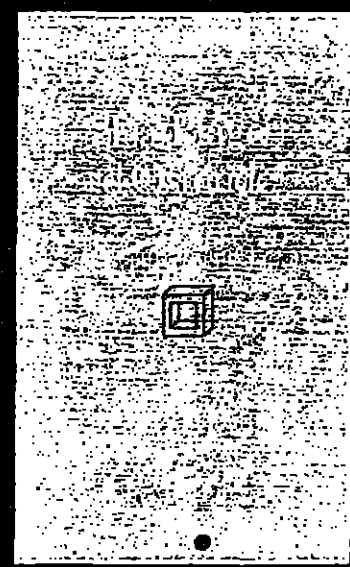
Fouillant ses propres souvenirs, Judith Miller a réuni les photographies qu'elle avait de son père en espérant qu'elles constituent « un ensemble présentable ». Ces images, restées jusque-là dans la confidence familiale, restituent, en toute simplicité, la présence vivante d'un homme dont on suit l'évolution depuis sa naissance, le 13 avril 1901, ses études au collège Stanislas, l'armée et son entrée en psychanalyse.

Dès l'enfance, Lacan a cet aspect étrange, détaché, l'air en suspens qui donne l'impression qu'il lévite et ce regard biaisé qui surprend. Intime, tel qu'en lui-même, on le voit en voyage, en vacances à Venise ou Porquerolles, avec ses enfants, sa femme Sylvia, et plus tard son assistante Gloria, et chez lui, 5, rue de Lille, dans son cabinet (presque intégralement sauve-

gardé et qu'on pourra visiter). L'album restitue ses comportements, ses poses apprises ou impronables (frottant ses verres de lunettes, laissant flotter autour de lui l'effluve de son curieux cigare entortillé). Assailli de pensées remuantes, ou sur la scène, lors de séminaires, en chair et en os, philosophe et clinicien, enseignant, discourtant, analysant, théorisant, distillant son savoir, « s'hystérisant », allant vers la reconnaissance de plus en plus forte des autres et devenant, au fil du temps, de manière consentie, prisonnier de son style, de son rôle, de sa célébrité, Lacan se laisse peu à peu prendre au piège de son image et ne perd, pour ainsi dire, jamais de vue « le stade du miroir comme formateur de la fonction du « je » ».

La photographie est, bien sûr, incapable de restituer son élocution hachée, ses phrases jetées et risquées qui saillaient comme l'éclair. Mais il reste l'expression faciale, si familière et captivante, qui compense la fascination que produisait le discours. Un des intérêts de ce livre est de restituer précisément

## Jacqueline Harpman

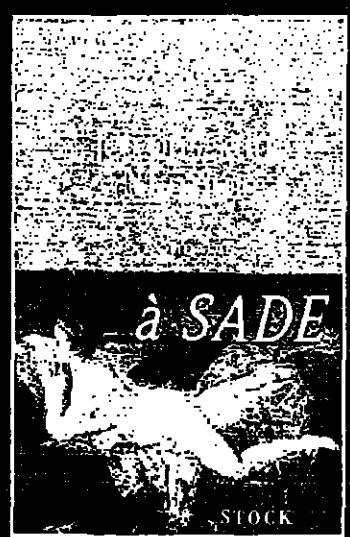


360 p., 120 F

Je n'oublierai plus cette Yseult de onze ans, cette femme avant l'âge, et son long itinéraire à travers les éblouissements tragiques de l'amour.

Benoîte Groult

## Justine de Saint-Ange



276 p., 89 F

Bien plus qu'un exercice de style très réussi, une vraie histoire d'amour.

Jean-Jacques Brochier

Stock

هكذا من الأصل

## Dumayet et le silence des mots

LA NONCHALANCE  
de Pierre Dumayet.  
Verdier, 93 p., 75 F.

Comment résister à un écrivain qui campe ainsi le premier personnage de la famille qu'il va nous peindre : « La maison est d'une nature douce. C'est Maurice qui la contrarie. Il en veut au monde entier. La pauvreté n'y est pour rien. Odile prétend qu'il lui faudrait une compagnie à commander. La vie civile ne lui convient pas. Il n'a jamais été soldat. Si Maurice se rase, il se l'est ordonné. Ses nuits sont malaisées ; il résiste à ses ordes : dormir, rêver. Plus le temps passe, plus il est lucide. »

Le plus célèbre des hommes de littérature à la télévision s'y est fait connaître par une façon de faire parler les gens en usant de silences. On avait fini par admettre que Pierre Dumayet a pour profession de se taire en public avec bienveillance, attention et un brin d'ironie. Mais l'écrivain Dumayet (écrivain rare : quatre courts livres en vingt-deux ans, plus celui-ci, le dernier : la Nonchalance), comment s'y prend-il ? Difficile d'écrire un livre avec des blancs. Dumayet y parvient avec une nonchalance très appa-

rente : en quatre-vingt-dix pages, il nous en apprend autant sur une famille française de notre temps qu'un auteur de saga en quatre gros volumes.

## Un bavard contrarié

A mi-voix, entre deux succions de pipe, il trace des phrases comme celles-ci : « Gustave pouvait attendre encore un an, mais il a avancé sa barbe. Il s'est rasé ce matin pour la première fois. » « Je voudrais vivre avec quelqu'un, plus tard, qui ne serait jamais fâché. » « Quand mon père était content, je n'étais pas là ; quand mon père n'était pas là, j'étais content. » « Son père a le visage soucieux des vieux marins pêcheurs qui croient voir le niveau de la mer baisser un peu chaque année. » « Les insomniques finissent toujours par se réveiller. » « Les paroles véritables sont des enfants : elles ne viennent pas quand on les appelle. » « En souriant, une femme peut vous faire croire qu'elle vous aime et qu'elle est ouverte à tous vos souhaits ; le sourire est la langue du corps. Il suffit d'un mot pour le démentir. » Enfin : « La mort est une langue qu'on ne comprend pas. »

Est-il possible d'être plus laconique et d'évoquer autant ? Après cela, on pourrait dire que la Nonchalance raconte une histoire d'inceste, évidemment, puisqu'il s'agit d'une famille, une histoire de morts et même de meurtres (peut-être), de succession, de désirs adultères, d'éducation, de cuisine, que sais-je encore ? Cela n'a vraiment aucune importance. « S'il n'y avait qu'un livre, tout le monde l'aurait lu. Longtemps, il n'y eut qu'un livre. Ceux qui écrivirent le second ne connaissent pas l'existence du premier. Maintenant, c'est trop tard. »

Pierre Dumayet semble ainsi n'être encore une fois sorti de son silence qu'avec réticence et circonspection. Comme si on en disait toujours trop. Minimaliste est un mot qu'on aurait pu inventer pour lui. Mais qui, bien sûr, ne convient pas du tout pour un homme si gourmand de mots : Pierre Dumayet est un bavard contrarié.

Son livre respire, étonne, rend heureux. On dirait qu'avec sa Nonchalance il est absolument accordé à notre époque, qui ne déteste rien autant que l'insistance.

M. C.

## CIVILISATIONS

## Des clés pour l'Asie

Dans sa Géopolitique de l'Extrême-Orient, François Juyaux, universitaire et auteur de la Nouvelle Question d'Extrême-Orient (Payot), fournit un trousseau de clés pour lire à travers les lignes de cette Asie où rien n'est simple, où Chine, Japon, Corée, Vietnam sont à la fois si proches et si différents. Des clés pour ouvrir espaces et politiques (tome I), frontières et stratégies (tome II), quitte à se faire ensuite sa propre religion. Car rien n'est pire que de croire savoir, comme ceux qui — pour faire exotique — demandent du nuoc-mam (saumure de poisson vietnamienne) dans un restaurant chinois alors que jamais ils ne mettraient du parmesan sur leur saumon fumé !

D'autant que l'Orient — même s'il se dit encore « Extrême » — nous est devenu très proche, que l'évolution du Japon, dans une bien moindre mesure de la Chine, conditionne notre avenir, aujourd'hui économique, demain peut-être stratégique. Pour ne rien dire des NPI (Nouveaux pays industrialisés, ou « Petits dragons »). Certes, plus personne ne souhaite aujourd'hui s'embourber à nouveau dans les rizières indochinoises ; mais, à force d'ignorance et en dépit des mises en garde véhémentes de M<sup>me</sup> Edith Cresson, nous risquons de nous retrouver pris au piège des *sogo shasha* et autres *chaebol*.

P. de B.  
► Géopolitique de l'Extrême-Orient de François Juyaux. Éditions Complexe, coll. « Questions au XX<sup>e</sup> siècle », 2 vol., 224 p., 59 F. chaque tome.



## Les bouleversements de la Chine

Malgré l'arrivée massive des automobiles en Chine ces dernières années, le vélo reste le symbole de cet immense pays, maintenant qu'on a disparu les bleus de travail qui lui avaient valu le surnom d'« Empire des fourmis bleues ». Tellement symbolique que, quand Castro a décidé de se prémunir contre un lâchage soviétique il a commandé — pour remplacer les voitures — des dizaines de milliers de bicyclettes *Flying Pigeon*.

Correspondant de l'AFP à Pékin juste avant le Printemps de 1989, Bernard Degioanni a vécu les bouleversements de la Chine des années 80. Séduit par cette ouverture, il a cependant su très vite en cerner les limites. Et mettre en garde ceux qui croyaient que la perestroïka à la chinoise rattraperait bien vite celle de M. Gorbatchev.

Mais il n'est de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre, et l'auteur brocarde ces « amis du peuple chinois » de tous bords qui se laissent séduire par une propagande aussi efficace que peu sincère. Tels ces Français pris au piège des sourires glacés et intéressés d'un Li Peng.

A lire avec d'autant plus d'intérêt aujourd'hui que l'URSS est en plein bouleversement, car cet ouvrage aura, peut-être, plus de chances d'être pris en compte aujourd'hui que ceux qui, il y a deux ou trois ans, prêchaient la même chose dans le désert.

P. de B.

► Des vélos plein la tête, de Bernard Degioanni, Éd. France-Empire, 280p., 140 F.

## Les pères de la Constitution

A quelque école, tendance, groupe ou camp idéologique retranché auquel on appartienne, on s'accorde à reconnaître aux députés de l'Assemblée nationale constituante d'avoir, entre 1789 et septembre 1791, jeté les bases de la France politique moderne. Outre qu'ils ont donné à la France sa première Constitution, ces hommes, nobles, membres du clergé ou du tiers état ont accompli, dans le débat, la polémique, l'empoignade oratoire comme dans le labeur des commissions, un travail de réflexion d'une hauteur et d'une qualité étonnantes.

Mais qui étaient-ils, ces 1315 députés de la Constituante ? D'où venaient-ils, quels étaient leur situation sociale, leurs revenus, leur formation ? Et après la dissolution de l'Assemblée, que sont-ils devenus, quels ont été leur parcours politique, leur carrière, leur vie personnelle ? Sous la direction d'Edna Hindle Lemay, une petite équipe d'historiens vient de publier un monumental Dictionnaire des constituants, qui répond à ces questions en présentant la notice biographique de chacun de ces parlementaires, en même temps qu'une chronologie détaillée des travaux de l'Assemblée, une liste des comités et de leurs membres et un index des principaux sujets de débats.

Dictionnaire de consultation certes, ouvrage de référence pour les chercheurs, ce livre est aussi beaucoup plus : au travers ce bon millier de vies, c'est l'aventure politique des Français aux prises avec l'événement révolutionnaire qui est fortement évoquée. Ajoutons que ce gros ouvrage est aussi parfait dans sa présentation que dans son contenu scientifique.

P. L.

► Dictionnaire des constituants, d'Edna Hindle Lemay, 2 volumes, 1 034 p. Relié pleine toile. Éditions Universitaires, 62, avenue de Suffren 75007 Paris. 990 F.

## HISTOIRE

## Mémoire et moralisme

Ce livre présente les travaux d'un colloque organisé par la Ligue française de l'enseignement et le secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants, avec le concours de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie, qui s'est tenu en juin 1990. Il s'adresse avec solennité « aux pédagogues comme à tous les humanistes soucieux de transmettre les valeurs de la démocratie ». Il part à l'assaut de tous les tabous et de toutes les révisions à propos de la seconde guerre mondiale ; il entend affirmer aussi les légitimes indignations par la critique historique.

L'ensemble est à mi-chemin entre le moralisme sentencieux et la lucidité argumentée. Dans l'éparpillement de ses textes, très brefs et fort pédagogiques, dans la disparité aussi des intervenants, enseignants, journalistes, historiens ou témoins patentés, il y a du vibrant. Mais on y trouvera beaucoup d'informations sûres et d'utiles réflexions sur la constitution des mémoires de 39-45, sur les enjeux de ce passé en Allemagne, aux États-Unis, en URSS ou au Japon, sur le rôle des médias, de l'école et des acteurs dans la transmission, si nécessaire, d'un souvenir à portée civique.

Jean-Pierre Rioux

► Les échos de la mémoire. Tabous et enseignement de la seconde guerre mondiale. Textes réunis et présentés par Georges Janin et Gilles Mancoron, préface de Claude Julien. Le Monde Éditions, coll. « La mémoire du monde », 370 p., 120 F.

## ROMAN

## Le désespoir tonique de Sylvie Caster

La cité de Bel-Air forme une enclave irréductible. Portes et fenêtres fermées, ses habitants sont prisonniers d'un huis clos ; parce que les quatre murs qui les enserment sont « comme leur propre peau », « comme le désastre qu'on porte en soi ». Pour soigner les jambes atrophiées d'une fillette, la narratrice, l'infirmière, débarque « au-delà de la porte [où] commence le furieux monde des raches ».

Femmes délaissées à la dérive, hommes rongés par l'alcool, mesquineries naines de la cruauté ordinaire : la galerie de portraits n'est pas inédite. Imposible de ne pas songer aux tribulations du docteur Bardamu dans les membres de La Garenne-Rancy. Quelques décennies plus tard, les ballades d'entrée défilées se sont converties de tags et les jours gris filent au rythme des nialeries télévisées. Mais la peur au ventre, la haine, l'incommunicabilité sont toujours au bout du voyage. Sylvie Caster, qui signe là son troisième roman, a le désespoir tonique. Aussi, ses personnages marginaux, souvent affreux, bêtes et méchants jusqu'à la caricature, peuvent forcer la sympathie du lecteur.

Florence Duthell

► Bel-Air, de Sylvie Caster, Grasset, 236 p., 94 F.

LA PENSÉE  
UNIVERSELLE115, BOULEVARD  
RICHARD LENOIR  
75540 PARIS CEDEX 11  
TEL: 43 57 74 74

<b>AHMED KEDIDI</b> Une analyse objective par le fondateur de la revue "Islam-Occident". 180 pages 77,00 F	<b>TASSOSTSIRIS</b> "SOUFFLES ET TENTATIONS" 180 pages 77,00 F	<b>KARINE PEYRE</b> "LES JARDINS APOCALYPTIQUES" Le thème délicat et fascinant de la mort 64 pages 46,40 F	<b>ERIC ANKLEWICZ</b> "LE MYTHE DE L'ABSURDE" Un Israélien tue un jour un jeune Palestinien et sa vie bascule 32 pages 36,00 F	<b>MAXETNA</b> "MOTS ET PARCOURS" Les parcours d'un Antillais après d'"Hindrance" 224 pages 90,70 F
<b>POESIE</b> VALÉRIE COUPEAU "MON JARDIN SECRET" 128 pages 67,50 F	<b>MARIA-SERENA</b> "CORSE, MON ÎLE" 80 pages 55,90 F	<b>PHILIPPE JOIGNEAU</b> "UN MONDE DIFFÉRENT" 32 pages 44,30 F	<b>ANNETTOUREILLE</b> "PETITE CHRONIQUE D'ANICROCHE" Histoires des provinces de France 128 pages 60,10 F	<b>RECIT</b> DOLORES ORTIZ-FAVIER "SENTIER SOUS LES AMANDIERS FLEURIS" La volonté de vaincre d'adversité et d'y parvenir 144 pages 62,30 F
<b>MARIE-THÉRÈSE SAILLANT</b> "LES COURANTS DE L'EAU" 96 pages 55,90 F	<b>GIORGIO BLASI</b> "PINUS MARITIMA" 48 pages 44,30 F	<b>MONIQUE GRAS</b> "DE L'ENCRE SUR LES MAINS" 272 pages 106,70 F	<b>MARIE DUVERNEUIL</b> "FEUILLES D'AUTOMNE" Un garçon qui aime un garçon 160 pages 80,20 F	<b>ABDELKRIM BOUAMAMA</b> "L'ILLUSION PERDUE" Une histoire de jeunes, un cricrion l'ingénierie 192 pages 74,90 F
<b>FREDÉRIQUE CARON</b> "LE GRAND MÔME" 48 pages 48,50 F	<b>LAURENT DESPIERRES</b> "SANS TITRE DE NOBLESSE" 80 pages 55,90 F	<b>ROMANS</b> JOSETTE VIRAPIN "EN PLEIN CAUCHEMAR" Descendez dans le monde de l'horreur 176 pages 89,70 F	<b>BON DE COMMANDE</b> Je commande à la Pensée Universelle Titre : _____ Mon Nom : _____ Mon Adresse : _____ Je joins _____ F. pour _____ exemplaires. + 12,50 F par livre pour le port.	

LA RAGE D'ÉCRIRE !

هكذا من الأصل



ACTUALITÉS

# Passage en revues

Littérature, poésie

L'été n'a pas pris tout à fait congé. Il est encore temps, à la lumière, de découvrir quelques numéros de revues, spéciaux ou non, publiés sous son égide. Le traditionnel double cahier de la NRF (juillet-août) donne cette année la parole à la musique, entendue, pensée, décrite et écrite par des écrivains. Cela donne un ensemble riche en tonalités et en couleurs. Après Jean-Paul Sartre remarquable comble « le jazz est hostile à l'esprit italien », Jacques Réda, qui est très loin, lui, d'être hostile au jazz, trace, avec Nietzsche et Mallarmé, quelques lignes de rencontres ou de divergences entre poésie et musique, entre langage articulé et ce que Claudel nomme « cette folle qui ne sait ce qu'elle dit » et Cingria le « sens de la délectation supérieure ».

Jean Groussin et Philippe Sollers partagent un même goût pour Haydn qui transporte le premier loin de lui, le fait être « autre », qui permet au second d'écrire justement, à l'écoute de la sonate n° 31 : « La poésie qui discute les vérités nécessaires est moins belle que celle qui ne les discute pas. » Lorand Gaspar, poète et médecin, s'interroge quant à lui, sur les aspects presque physiologiques de la réception des œuvres, qui nous procurent ce « sentiment d'accroissement et d'élargissement », nous « désenchevêtrement » de nous-mêmes (Gallimard, 82 F.).

L'autre confirme avec son deuxième cahier ses orientations — plurielles, poétiques et internationales — et son exigence. C'est le poète portugais António Ramos Rosa, traduit par Michel Chan-

deigne, qui ouvre ce numéro, avec des extraits du *Libre de l'ignorance* (à paraître aux Éditions Lettres vivantes). Des accents sombres et inquiets résonnent dans ces poèmes, traversés des éclairs de l'illumination. Dans le même sommaire, citons, outre Umberto Saba, Bernard Noël, Inger Christensen, Alain Suied, et Lydie Datas, dont on a pu récemment découvrir, avec émerveillement, le bref *Libre des anges* (Arfuyen) (35, rue Le Marais, 75016 Paris, 120 F.).

« Polyphonies », revue semestrielle de poésie, se distingue davantage par la qualité de son contenu et de ses choix que par celle de sa présentation, sobre au point d'en être austère. « Le minéral », auquel l'équipe de Polyphonies consacre la treizième livraison de la revue, est un thème qui ouvre « à la fois l'espace d'une durée première et un lieu de mémoire, une création sensible hors du flux du temps ». Le sommaire, qu'inaugurent des poèmes de Dante rassemblés sous l'épithète de *Pierrusses* est à la hauteur du thème et de l'ambition exprimée par Pascal Cuillerier, directeur de la publication. Pierre Dhainaut, Lorand Gaspar, Yves Bergeret, le Portugais Carlos de Oliveira composent ce bel ensemble. De Nelly Sachs, ce poème traduit par Michèle Finck : « Dans cette arène / sont déposés les âges de la nuit / et une précoce intelligence de la lumière / mit feu à la mélancolie / qui était encore fluide / et pleurait / toujours ton âme / dans la nuit » (Polyphonies, BP 189 Paris Cedex 14, 65 F.).

Le *Nouveau Commerce*, dans son cahier 79-80, publie un texte de jeunesse du cardinal de Bérulle. un des grands auteurs spirituels de l'école française, datant de 1597. Ce *Bref discours de l'abnégation intérieure* s'inscrit dans la tradition de la mystique de l'abandon de soi : «... la perfection de cette vie ne consiste pas à jouir pleinement et perpétuellement des fruits que Dieu engrange en l'âme, mais de s'établir profondément en vrais et solides effets de ce même trait, en sorte qu'il persévère en l'âme, lorsqu'elle est privée de la jouissance d'icelui. » (Le Nouveau Commerce, Librairie Anima, 3, rue Rignann, 75018 Paris, 110 F.).

Orée, nouvelle « revue régionale européenne de littérature et d'art » est publiée à Charleville-Mézières par un comité de rédaction belge, luxembourgeois et français. L'ambition affichée par les animateurs de cette publication est de faire du plateau ardennais mieux qu'un simple espace régionaliste. Même si la présence de la Société des écrivains ardennais est un peu trop visible dans ce numéro, ce projet reste louable et à encourager. La présentation de ce cahier est soignée et élégante (Orée, rue Jean-Jaurès, 08700 Neufmanil, 90 F.).

Le deuxième Salon de la revue organisé par l'association *Entr'revues* aura lieu les 21, 22 et 23 septembre à l'École des beaux-arts (14, rue Bonaparte 75006 Paris). La journée du 23 septembre, réservée aux professionnels, sera marquée par deux débats : « la revue : un média au-dessus de tout soupçon » et « les revues dans les bibliothèques, un casse-tête ou un monde à part ? »

P. K.

## Sélection de rentrée du prix Goncourt

Les jurés du prix Goncourt ont publié le mardi 10 septembre octobre à Paris, leur liste de rentrée. Le prix sera décerné à Paris chez Drouant le 4 novembre.

Quinze romans sont en lice : Baptiste Morrey : *les Sept îles de la mélancolie* (Actes Sud); Nicolas Bréhal : *Sonate au clair de lune* (Mercure de France); Patrick Carré : *Yavana* (Phébus); Michel Chailou : *la Rue du capitaine Olchanski* (Gallimard); Pierre Combescot : *les Filles du Calvaire* (Grasset); Raphaël Confiant : *Eau de café* (Grasset); Claude Duneton : *Marguerite devant les pourceaux* (Grasset); Dan Franck : *la Séparation* (Seuil); Jean-Marie Laclavetine : *En douceur* (Gallimard); Christiane Lesparre : *Voyage autour d'un monde perdu* (Grasset); Pierre Moustiers : *Un si bel orage* (Albin Michel); Bernard Pouch : *Sous l'étoile du chien* (José Corti); François Salvaing : *Une vie de rechange* (François Bourin); René Swennen : *le Roman du lincoln* (Gallimard); Anne Wiazemsky : *Marimé* (Gallimard).

Une prochaine sélection sera faite le 1<sup>er</sup> octobre.

## Le 13<sup>e</sup> arrondissement du livre

Le treizième devient l'arrondissement du livre, un prolongement vers l'est du Quartier latin, lieu traditionnel de l'édition parisienne. Une trentaine de maisons y sont implantées dont Denoël, les Presses de la Cité et Hachette y songe. Siège de la future Grande Bibliothèque de France, cet arrondissement est un foyer ancien pour les métiers du livre : relieurs, doreurs, graveurs... sans oublier de fameuses écoles : Estienne, le lycée Corvisart.

Le Festival 13, qui connaît depuis huit ans un réel succès, est organisé jusqu'au 28 octobre : sept semaines de spectacles, d'animations. Parmi les nouveautés : le concours des bouquinistes des quais de la Seine qui se propose de présenter leur profession au grand public. Autre événement, l'hommage rendu à l'écrivain Alexandre Vialatte à l'occasion du vingtième anniversaire de sa mort et du quarante-deuxième de sa naissance. Trois gros volumes de ses chroniques seront réédités en octobre chez Julliard. Le Festival 13 met à l'honneur l'écrivain à travers différentes manifestations : exposition, spectacle, plaque commémorative apposée sur l'immeuble qu'il habita et remise d'un prix littéraire Vialatte. La présidence d'honneur est confiée cette année à Jean Dutourd de l'Académie française.

I. D.

Attribution du Prix David-Neel. — Le prix Alexandra David-Neel a été décerné à Michel Jourdan pour *Journal du réel gravé sur un bâton* (Critérion).

« Le Grand Passage » d'André Velter. — La Maison des arts et des loisirs de Laon (Aisne) présentera, dans le cadre de la deuxième rencontre de l'«Heure de Laon» vendredi 20 septembre à 21 heures, un poème polyphonique d'André Velter, *le Grand Passage*. Le même jour, dans le même lieu, sera inaugurée une exposition Velickovic. Le texte du poème de Velter paraît dans un numéro spécial de la revue *Marges* (16, rue Richelieu, 51100 Reims).

## OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :  
LIBRAIRIE (service 18)  
LE MONDE DU LIVRE  
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS  
75006 PARIS  
(1) 43.25.77.04  
Code Minitel : 3615 MDL

## EN POCHES Les adultocrates de Merle

Mercredi, 22 heures, l'heure où Jean-Marc se mue en Mitch, « l'ar-souille, le chevalier des ondes, le Goldorak des essuies de la FM », pour un nouveau numéro de l'émission «Yours Soixies» sur Diago FM. 88.7. L'animateur bienveillant jubile. Trente-neuf ans, une « gueule d'ado, celle à se croire éternel », il revend de la drogue à la petite semaine. Il vit, aux crochets de ses parents et de son amie Mina, serveuse, qui souhaite décrocher un rôle dans une pièce de théâtre. Il y a aussi Gérard, dit Snoopy, le fan de Mitch, toutou fidèle et sans âme. Mitch affiche une indépendance, une liberté insolentes, un luxe qui dérange dans «un monde sans pitié». Il exerce les donneurs de leçons tel son frère Christian, la «quintessence du médiocre», journaliste dans un magazine télé, qui propose à son cousin de céder pour la énième fois un emploi : collaborer à Magic City Night, l'émission de Morisson sur Antenne 2. Mitch, le déshérité, vomit les «eighies» insipides. Admirateur inconditionnel de John Lennon, il est, comme lui, inadapté à ce «monde d'adultocrates», soumis et cruels. Ils le poussent à la mort, au meurtre... au soulagement.

Cautique, soutenu par un style vif et concis, argotique, le *Déchirés* est le premier roman de Pierre Merle, auteur d'un *Dictionnaire du français branché* (Seuil, 1988 et 1989). Sur fond d'univers «impitoyable», c'est un texte nostalgique des sixties et une critique acide des années 80.

Isabelle Duterme

► Le *Déchirés*, de Pierre Merle. Point-Seuil, 275 p.  
Sous le titre *l'Ancestral Régime*, les Éditions Complexe reprennent trois parties des *Origines de la France contemporaine* d'Hippolyte Taine : «La structure de la société», «Les mœurs et le caractère» et «Le peuple». L'œuvre, restée inachevée à la mort de l'auteur en 1893, préfigure le programme de l'école des Annales, selon Daniel Dessert, qui en assure la présentation (Collection «Historiques», n° 69).

Dans la même collection, l'historien Xavier de Planhol propose un bilan global de l'attitude des chrétiens face au nazisme et au stalinisme durant la seconde guerre mondiale. Il s'agit de saisir les enjeux de la mise à l'épreuve du christianisme par le totalitarisme. Cet ouvrage a été publié pour la première fois en 1983 (n° 71).

Présenter une histoire raisonnée de la sociologie moderne et de son mode d'élaboration, tel est l'objet de la *Construction de la sociologie* de Jean-Michel Bartolet (dans la collection «Que sais-je?»). La même collection publie une *Histoire de la psychanalyse en France* de Jacques Chenu, une *Histoire des universités françaises* de Jacques Milet, ainsi qu'une étude de Frédéric Robert consacrée à la *Musique française au XIX<sup>e</sup> siècle* et une autre de Jean Tulard sur le

Confrontant les connaissances de faits acquises par la science contemporaine à la lumière de la philosophie classique, le physicien Bernard d'Espagnat, part A la recherche du réel (Collection «Agora», Presses Pocket n° 95).

Dans la Philosophie tragique, ouvrage datant de 1960 réédité dans la collection «Quadrige» des PUF, Clément Rosset s'intéresse lui aussi au problème de l'interprétation du réel. Admettre le réel, aussi insaisissable soit-il (le paradoxe de la joie) ou au contraire le nier (le paradoxe de l'effort), c'est tout l'enjeu de la problématique du livre (n° 127).

La *Femme de trente ans* d'Honoré de Balzac est l'objet d'une réédition présentée et commentée par Pierre-Louis Rey. Dans la même collection «Line et voir les Classiques» de Presses Pocket, signons également le *Paul et Virginie* de Bernardin de Saint-Pierre, présenté et commenté par Jean Delabroy (n° 6076 et 6041).

Plus proche de nous, le *Médianoche amoureux*, recueil de nouvelles de Michel Tournier, fait son entrée dans la collection «Folio» des éditions Gallimard (n° 2290, 303 p.).

# La mort de la poétesse Laura Riding

«Qu'est-ce qu'exister? Porter un nom. / Qu'est-ce que mourir? / N'être plus qu'un nom.»

Le nom de Laura Riding, poétesse américaine, née à New-York en 1901 et qui vient de mourir en Floride le 2 septembre, est généralement associé à ceux des poètes John Crowe Ransom, Robert Penn Warren et Allen Tate, avec lesquels elle créa la revue *The Fugitive* en Virginie, dans les années 20. Souvent aussi on l'évoque à propos de Robert Graves, sur lequel elle exerça une grande influence, moins par sa technique poétique (qui était en tous points différente de la sienne) que par ses idées et son extraordinaire personnalité.

Leur liaison, traversée d'épisodes difficiles et même tragiques, dura plus de dix ans; ils écrivirent ensemble un essai critique, *A Survey of Modernist Poetry*, en 1928, et leur association sur le plan littéraire ne cessa pas lors de leur séparation. Le livre le plus important que Graves ait écrit, *la Déesse blanche* (1948), fut directement inspiré par Laura Riding; il retrace, écrit un de leurs amis, «l'expérience de ces années pen-

dant lesquelles Graves se consacra entièrement à servir une muse d'une haute et terrible exigence». Pour Laura Riding être poète ce n'était pas seulement un art, c'était avant tout une manière fondamentale de vivre, de sentir et de penser, un idéal de perfection intérieure liée, plus qu'à tout autre activité, à la poésie.

Aussi son itinéraire, comme sa poésie, sont-ils difficiles à suivre. Situés bien au-delà des quelques étapes auxquelles on se réfère d'habitude, ils touchent, comme ceux d'Emily Dickinson, à la mystique. Au lendemain de la publication de ses *Collected Poems* en 1938, elle fit retraite, renonçant à la poésie; elle n'y revint qu'en 1967, avec un court essai d'une cinquantaine de pages, *The Telling*, qui s'apparente à une réflexion sur le langage en même temps que sur le destin de l'homme et de la femme. Ecrites dans un anglais ardu et abstrait coupé de traits d'union et de majuscules, ces pages ont la fulgurance de la vision ou de la prophétie (1).

On a dit de cette poésie qu'elle était droit sortie du XVII<sup>e</sup> siècle et qu'elle se plaçait dans la suite des

recherches d'un Donne ou d'un Crawshaw; Graves lui-même voyait sa muse comme «un esprit pénétrant qui se frayait durement une voie dans la matière récalcitrant du Temps». Le temps est omniprésent dans ces phrases brèves lancées comme des télégrammes de l'au-delà, dans ces questions dont la simplicité apparente recèle une ambiguïté impénétrable : «Le vent est enfin entré dans l'horloge, / L'horloge est enfin entrée dans le vent, / Le monde est enfin sorti de lui-même.»

En 1970, Laura Riding publia une sélection des mêmes poèmes, plus exigeante, qui frappe par son extraordinaire maîtrise : *Selected Poems : in Five Sets*. Quatre cents pages de poèmes, soit l'essentiel de son œuvre avec *The Telling*, furent réunies et publiées en 1980 par les éditions Carcanet.

Christine Jordis

(1) Des extraits de *The Telling* ainsi que des poèmes de Laura Riding, traduits par Jacques Darras, figurent dans le numéro 9 d'*In/fini*, automne 1979, intitulé «Trente-quatre poètes d'Angleterre et d'Amérique».

# Louis Roque, prospecteur d'histoire...

L'HISTOIRE DE SAINT-LAURENT-DE-CERDANS A TRAVERS LES AGES

de Louis Roque, Imprimerie Copylux, 66150 Arles-sur-Tech, cinq volumes, 425 F.

M. Louis Roque n'aime pas que l'on parle de lui. Il résume sa vie en trois lignes : «Né le 2 mai 1914 à Saint-Laurent-de-Cerdans, 66260. Diplôme : certificat d'études. Profession : artisan maçon, retraité depuis 1985...»

Pourtant, cet homme modeste n'est pas ordinaire. Bien au contraire. Il fait partie de l'irremplaçable cohorte anonyme des historiens amateurs sans le bénévolat desquels le patrimoine culturel de la France ne serait sans doute pas ce qu'il est. Passionné par l'his-

toire de Saint-Laurent-de-Cerdans, son village natal, niché au cœur des Pyrénées-Orientales, M. Roque, qui est âgé de soixante-dix-sept ans, prospecte depuis six ans dans toutes les archives du pays catalan. Et il y a découvert mille petits trésors qui racontent l'histoire de son canton au jour le jour, de l'An Mil jusqu'aux prémices du Premier Empire. Des kilos et des kilos d'extraits d'état civil, de procès-verbaux de gendarmerie, de comptes rendus municipaux, de copies de jugements, d'actes ecclésiastiques, de correspondances privées, tous documents pour la plupart inédits.

Mais comment faire partager ces joyaux à ses concitoyens quand on ne prétend pas soi-même à la littérature, qu'on est à la merci de certains «pillards» et qu'on n'a pas, de

toute façon, les moyens de se faire éditer à compte d'auteur? Sollicité dans l'espoir d'une subvention, le ministère de la culture a encouragé M. Roque à persévérer mais l'a renvoyé, question subvention... au conseil municipal, qui a fait un geste.

Il a toutefois fallu le talent d'un imprimeur d'Arles-sur-Tech pour que les trouvailles de M. Roque ne retombent pas dans les oubliettes de l'histoire. Cela eût été dommage car les cinq tomes de son *Histoire de Saint-Laurent-de-Cerdans à travers les âges*, restant à l'état brut ces principaux documents, sans fard, sans la moindre confection romanesque, constituent un enchantement pour les esprits curieux de tout qui aiment remonter le fil du temps à l'ombre de leur propre clocher...

A. R.

## PASSIONNANT, UNIQUE INDISPENSABLE

PSYCHOLOGIES

THERAPIES

POURQUOI ÇA MARCHE

SAVOIR CHOISIR PARMI TOUTES LES THERAPIES CELLE QUI CONVIENT LE MIEUX À NOTRE PERSONNALITÉ

PSYCHOLOGIES vous propose, dans son numéro de septembre, une large réflexion pour cerner un domaine en constante évolution : les thérapies.

- Un panorama de toutes les thérapies.
- Les écoles : Freud, Jung, Lacan...
- Pourquoi et comment choisit-on une thérapie ?
- La relation patient-thérapeute.
- Une bibliographie complète, etc.

Un grand dossier de 30 pages

PSYCHOLOGIES, l'harmonie du corps et de l'esprit

En vente chez votre marchand de journaux : 30 F

## LETTRES ÉTRANGÈRES

# Dans le labyrinthe de Paul Auster

Le nouveau roman de l'auteur de la trilogie new-yorkaise est un « road movie » qui tourne au fantastique

## LA MUSIQUE DU HASARD

de Paul Auster.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Christine Le Bauf.  
Actes Sud, 296 p., 125 F.

Dans celui de ses livres qui, à ce jour, reste sans doute le plus important, *l'Invention de la solitude*, Paul Auster raconte ceci : « Pendant la guerre, pour échapper aux nazis, le père de M. s'était caché pendant plusieurs mois à Paris dans une chambre de bonne. Il avait finalement réussi à partir et à atteindre l'Amérique, où il avait commencé une vie nouvelle. Des années s'étaient écoulées, plus de vingt ans. M. était né, avait grandi et s'en allait maintenant étudier à Paris. Une fois là, il passa quelques semaines difficiles à chercher un logement. Au moment précis où, découragé, il allait y renoncer, il trouva une petite chambre de bonne. Aussitôt installé, il écrivait à son père pour lui annoncer la bonne nouvelle. Environ une semaine plus tard arrivait la réponse : « Ton adresse, écrivait le père de M., est celle de l'immeuble où je me suis caché pendant la guerre. » Suivait une description détaillée de la chambre. C'était celle-là que son fils venait de louer. »

Auster poursuit par une médita-

tion sur la chambre, comme lieu où le moi, alternativement, se perd et se trouve, se dissout dans le néant et tente de se rassembler dans la mémoire. Il cite Pascal : « Tout le malheur des hommes vient d'une seule chose qui est de ne savoir demeurer en repos, dans une chambre. »

Lui-même a vécu toute une année dans une chambre de bonne à Paris : il y a écrit son premier livre de poèmes. Il a cru y aller jusqu'à l'oubli de soi, la dissolution, comme Hölderlin dans la chambre que lui avait ménagée dans une tour de Tübingen le charpentier Zimmer (qui veut dire « chambre » en allemand, rappelle Auster). « Oblivion », l'oubli, est l'un de ses mots favoris. Un autre est « chance », qui veut dire hasard en anglais.

Et si je voulais raconter une coïncidence dans le goût de Auster, je dirais ceci : Alors que je lisais *la Musique du hasard* (en anglais *the Music of Chance*), j'ai interrompu ma lecture pour aller au New-Morning, où jouait le pianiste de jazz Geri Allen : elle a interprété un morceau de Bud Powell très rarement joué, et je me suis penché vers Mike Zverin qui se tenait à côté de moi au bar (il est musicien et écrivain new-yorkais vivant à Paris) : « Tu reconnais cet air, Glass

Enclosure ? » Il a hoché la tête. Je pensais à Paul Auster, parce que c'est un morceau où miroite la schizophrénie. En partant, je me suis rappelé que ce thème ne s'appelle pas *Glass Enclosure* (enceinte de verre), autre titre de Bud Powell, qui serait parfait aussi pour l'auteur de *Cité de verre* (*City of Glass*) mais *Oblivion*. L'Oubli.

## Le cinéma américain

« Se souvenir de la mort de son père. Et au-delà de tout cela, comprendre — c'est le plus important — que l'histoire de M. ne signifie rien », continue Auster. Elle ne signifie rien mais elle est une de ces coïncidences qui font rimer la réalité dans un livre. Une de ces surprises attendues qui scandent la vie du hasard : ce sentiment que rien justement n'est là tout à fait par hasard. Les histoires d'un homme s'entourent, comme nous l'a appris le Sartre de la Nausée, sont une façon de déjouer la contingence.

On s'en aperçoit de mieux en mieux, Paul Auster, livre après livre, est en train de construire l'un des plus fascinants labyrinthes de verre de la littérature. Un dédale d'histoires qui se déboîtent des unes des autres et dans lesquelles

nous nous égarons avec délices et stupeur. Le premier, *l'Invention de la solitude*, avait donné d'entrée de jeu leur matrice et, le laci des thèmes : comme Shéhérazade, Auster diffère la mort en racontant la même histoire au moyen de récits différents, qui se font écho, plus ou moins lointainement.

Et l'incitation est vive d'y chercher, ainsi que le voulait Henry James, *l'Image dans le tapis*. Pour toutes ces histoires de paternité et de filiation, de quête, de fuite et d'errance, de solitude et d'écriture qui s'embobinent comme des poupées gigognes, on a astucieusement parlé de « patriochka » (1). *La Musique du hasard* est la dernière en date de ces poupées russes, mais on peut être sûr qu'il y en aura d'autres, de taille plus importante, car Paul Auster vit de ses livres et de son imagination : de même que son aîné européen, Paul Nixon, avec qui il partage bien des obsessions, des références et des métaphores, il est lové « dans le ventre de la baleine », la matrice aux histoires.

Jim Nashe est pompier à Boston — son nom évoque la cendre. Il hérite de 200 000 dollars d'un père qu'il n'a jamais connu. Alors, il quitte son travail, s'achète une voiture, prend la route et va conduire pendant treize mois et demi à tra-

vers les États-Unis, en s'arrêtant ici ou là dans des hôtels. Une façon d'aller jusqu'au bout de la solitude ailleurs qu'en chambre. En américain cela se dit : *to hit the road*. Il part comme on se rue. « Sans le moindre frisson d'inquiétude, Nashe ferma les yeux et s'en alla. » Le roman raconte cette chute au ralenti.

Nashe décide d'en finir quand il aura tout dépensé. Ce qui donne une sorte de *road movie* qui tourne au fantastique, avec rencontre d'un jeune joueur de cartes professionnel, surnommé Jackpot, dont Nashe va faire un fils, lui finançant une partie de poker contre deux milliardaires maniaques, de pervers Bouvard et Pécuchet qui vont les employer pour rembourser la dette de jeu, à bâtir un énorme mur avec les 100 000 pierres d'un château acheté en Irlande et déposées en vrac sur leur propriété de Pennsylvanie, enclose comme un camp de concentration. Ils n'en sortiront l'un après l'autre qu'en s'annulant.

La critique a mentionné à juste titre *Lazarillo de Tormes*, prototype du roman picaresque, Cervantes (*Don Quichotte*, roman des romans), Poe (pour l'inquiétante étrangeté) et Beckett (pour le grotesque et le dénuement) comme modèles de Paul Auster, le plus européen des romanciers améri-

cains actuels, par sa culture et son esprit philosophique. Dans *la Musique du hasard*, c'est aussi l'imagerie cinématographique américaine qu'il explore, parfois explicitement. Comment ne pas songer, par exemple, à *l'Homme aux bras d'or* et à la partie de billard de *l'Arnaqueur* ? Mais c'est plus encore à Dürrenmatt (celui de *la Parole*), à Buzzati (celui de *le Désert des Tartares*) à Perce (celui de *la Vie mode d'emploi*) que ce roman romanesque fait parfois penser.

De telles références n'écrasent pas un écrivain qui, en cinq livres et quatre recueils de poèmes, a pris place parmi les plus grands et qu'on ne peut rattacher à aucune école. Nous n'en avons pas fini avec le labyrinthe de Paul Auster, qui est celui-là même de la conscience contemporaine, à l'identité disloquée. Il cite encore cette phrase de Wallace Stevens (*Opus posthumes*) : « En présence d'une réalité extraordinaire, la conscience prend la place de l'imagination. » Je me souviens que Paul Auster habite à Paris la chambre de bonne décrite par Perce dans *Un homme qui dort*. Et si c'était vrai, cela aurait-il quelque sens ?

Michel Contat

(1) Voir la chronique de Nicole Zand du 11 mai 1990 sur *Moon Palace*, le mieux réussi des romans de Paul Auster.

## La colère de Böll

Les dernières indignations de l'écrivain allemand

### DE LA COMPASSION A LA COLÈRE

de Heinrich Böll.  
Traduit de l'allemand  
par Elisabeth et René Wintzen.  
Belfond, 210 p., 120 F.

Le titre original du livre, *Die Fahigkeit zu trauern*, littéralement *la Faculté de s'affliger*, est une réponse au fameux ouvrage d'Alexander Mitscherlich, *Die Unfähigkeit zu trauern*, traduit chez nous sous le titre *le Deuil impossible* (Payot, 1972). Dans une Allemagne qui, selon l'accusation d'un sociologue, ne s'est lancée à corps perdu dans le miracle économique que « pour essayer d'oublier l'idée insupportable de sa culpabilité », Heinrich Böll fut, sa vie durant, un empêchement de danser en rond. « Mettre les doigts dans les plaies », telle était selon lui la mission de l'écrivain.

Rassemblant quelques-uns des derniers textes : allocutions, préfaces, comptes-rendus de lecture..., écrits par Böll entre 1983, l'année du retour des démocrates-chrétiens au pouvoir, et 1985, celle de sa mort, *De la compassion à la colère*, pour reprendre le titre français, nous le montre fidèle, envers et contre tout, à lui-même. L'époque est à la restauration morale et sociale sous le signe du libéralisme triomphant. Prenant le contre-pied de la résignation générale, il laisse libre cours à son indignation devant le silence des partis chrétiens face au réarmement. Il polémiquait

avec André Glucksmann à propos de son livre *la Force du verbe*, reprochant notamment à l'auteur d'avoir « embrigadé Proust dans la philosophie de la dissuasion ». Revenant à diverses reprises sur le concept de résistance, l'un de ses chevaux de bataille, il souhaite qu'on définisse celle-ci « comme un devoir plutôt que comme un droit ».

S'adressant à ses collègues écrivains, il les invite à se reprendre eux-mêmes en main face au pouvoir exorbitant des médias et à se préoccuper notamment de leurs droits de propriété littéraire et de l'état de leurs comptes d'auteur. « Je n'ai rien contre le baiser de la muse, il est doux, il donne des ailes à l'esprit. Mais cette dame est tenace et exigeante... Elle ne se met pas à virevolter au-dessus de la table de travail. »

Dans le grand silence actuel des intellectuels, la colère de Heinrich Böll est parfois reconfortante, par exemple lorsque, s'adressant au président de la République fédérale, il lui recommande de recevoir dans son parc les marginaux : demandeurs d'asile, chômeurs, Tziganes, pour montrer en haut lieu que l'Allemagne est un pays d'accueil.

Les considérations de l'auteur n'en semblent pas moins bien inactuelles. « Il est permis, écrit-il, de rêver de réunification, même d'y croire, de l'espérer, seulement je ne vois aucun Etat sur cette terre (à l'exception de la Chine, qui est très loin de nous) qui serait intéressé ou pourrait l'être par cette réunification. »

Jean-Louis de Rambures

## Singer l'irrévérencieux

Une dernière promenade depuis la rue Krochmalna jusqu'au cœur des anciennes forêts polonaises

### LE PETIT MONDE DE LA RUE KROCHMALNA

d'Isaac Bashevis Singer.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Marie-Pierre Bay.  
coll. « Empreinte », Denoël, 250 p., 115 F.

### LE ROI DES CHAMPS

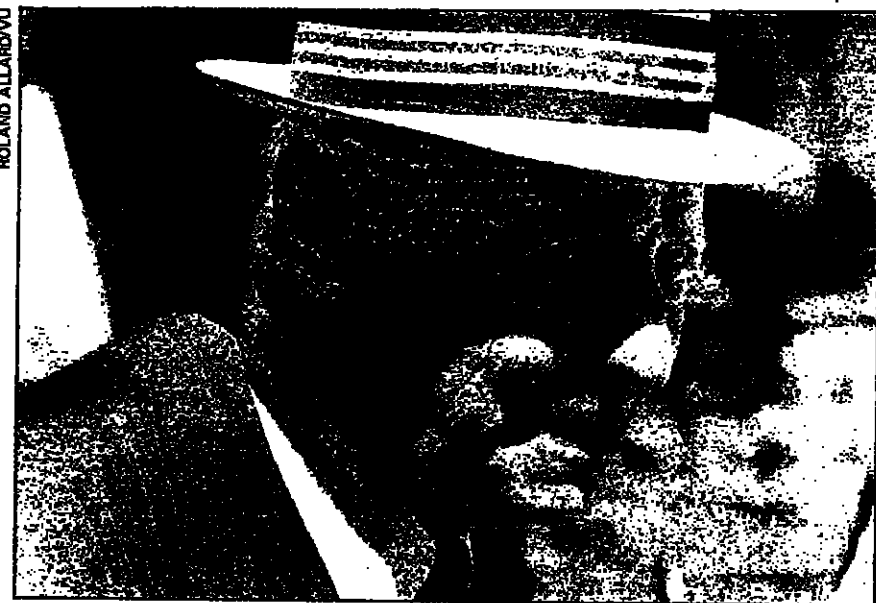
d'Isaac Bashevis Singer.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Marie-Pierre Bay.  
coll. « Nouveau Cabinet cosmopolite », Stock, 250 p., 120 F.

Les deux romans de Singer, écrits peu avant la mort de l'écrivain, survenue le 24 juillet (1), témoignent d'une lucidité, d'une force intactes malgré son âge et sa maladie. Ils sont inspirés comme toujours par l'ambiguïté de la nature humaine et, bien sûr, par l'histoire de ces terres d'où il vient, nourries du sang des armées mortes et des populations massacrées.

Le petit monde de la rue Krochmalna rappelle la fin du film *Huit et demi* de Fellini, lorsque ses comédiens se donnent la main sur le plateau pour exécuter une dernière ronde au son de la musique mélancolique de Nino Rota. Chez Singer aussi surgissent de cette apothéose les héros que nous connaissons, rabbins et truands, vierges et prostituées, enfants et aventuriers sans foi, ni loi, ni Dieu. Nous y retrouvons surtout l'auteur, ses angoisses et sa fascination du mal, sa culpabilité, les femmes fatales, soumises ou perdues, et aussi le monde peuplé de démons d'où émergent les vrais et les faux revenants, le monde énigmatique de la rue Krochmalna d'autrefois, en plein cœur juif d'une Varsovie qui n'est plus.

Rentrer dans son pays après plusieurs décennies passées en exil demeure le souhait lancinant de la plupart des déracinés. Max Barabander, un peu truand (mais si peu), un peu croyant, retourne en Pologne après avoir fait fortune en Argentine, où son fils vient de mourir. Sa femme, ancienne péripatéticienne devenue frigide, ne l'intéresse plus ; lui-même, dépressif, espère retrouver dans la ville de sa jeunesse une nouvelle vigueur.

Nous sommes après la révolution de 1905, Raspoutine règne à Saint-Petersbourg, les sionistes rêvent de Palestine, les socialistes à la parousie d'une société sans classes, et les Balkans explosent (déjà !). L'histoire demeure la toile de fond des histoires que Singer invente. A Var-



Isaac B. Singer : « La religion devient littérature quand on ne la prend plus assez au sérieux ».

sovie, son héros, cinquantenaire noyé dans les tourbillons de l'âge, tombe amoureux de Tsirel, dix-neuf ans, vierge sans dot, révolutionnaire et fille de rabbin. Barabander lui promet le mariage tout en sachant que sa femme, dont il n'avait pas divorcé, l'attend.

En même temps une complicité crapuleuse le lie à M<sup>me</sup> Kork, entre-preneuse qui le charge de recruter des jeunes filles pour les maisons closes d'Argentine. Basha, une petite servante, lui plaît ; Thérèse, sorcière qui prétend faire revenir les chers disparus, le terrifie. Nostalgie de pureté et de loi juive, il séduit l'une et fuit l'autre. A son dernier rendez-vous avec l'entrepreneuse, la prison l'attend, fin libératrice, car non seulement Barabander, qui se savait coupable, souhaitait être puni sur terre, mais aussi présentait-il, au plus profond de sa peur, que « tout avait été décrété là-haut depuis le début ».

Nous retrouvons ici la cohérence de l'univers singierien, avec ce qu'il a de plus limpide, de plus mystérieux aussi. Pour mieux comprendre ce désordre apparent, il nous faut revenir à la confession que Singer livrait en 1986 à Richard Burgin (2) : « La religion devient littérature seulement quand on ne la prend plus assez au sérieux. Les juifs pieux considéraient la Thora comme plus importante que tout, aussi longtemps qu'elle est respectée dans les faits... Un érudit qui ne se soucie pas des Dix Commandements, ils le considéraient comme un hérétique... »

Le lauréat de l'Académie suédoise, qui se souciait sans doute des Dix Commandements, ne respectait certainement pas à la lettre les six cent treize commandements et interdits de la Thora. Dans ces irrévérances, dictées par la modernité, se trouve la source du complexe de culpabilité qui teinte le roman de Singer d'une lumière si particulière, entre chien et loup, patinée et nostalgique comme un vieux daguerrotypage à peine licencié.

### Une archéologie des passions

Les personnages de son dernier texte, terrés dans leurs sombres forêts, ignorent encore, mais ils l'apprendront bientôt, la loi du monothéisme triomphant, l'Ancien et le Nouveau Testament. Curieusement, le *Roi des champs* nous révèle un Singer juif, fasciné par le paysage peu connu de la Pologne au début du haut Moyen Âge, pays vierge balayé par les migrations lorsque les Slaves s'installaient entre les Carpates et la mer Baltique et que subsistaient, à côté des premières villes marchandes, les tribus idolâtres émergentes du néolithique. Les classes mémorables, les fornications sauvages, les famines et les guerres entre clans leur laissent néanmoins le temps de découvrir les bienfaits de l'agriculture, le charme d'une vie sédentaire et aussi les troubles engendrés par le trop grand désordre amoureux.

Aux mythes protohistoriques s'affirme la puissance tutélaire des

grandes, moyennes et petites divinités, s'oppose le discours monothéiste d'un judaïsme opiniâtre, tenu par un cordonnier, esclave arabe venu de Babylone, et de ce christianisme déjà dominant qui, avec la dynastie des Piast, allait faire entrer la Pologne dans le giron de l'Eglise romaine.

Dans cette reconstitution fabuleuse, certains ont cru décrypter un « message » qui dénonce les totalitarismes de tous bords. En fait l'actualité du roman, s'il devait y en avoir une à l'heure où les haines tribales ressuscitent sur les ruines de l'ultime empire éclaté, se situe ailleurs. Sous les traits du roi roux, cruel et calculateur, de Cybula, son successeur épais de paix et tenté par l'inceste, de Nosesk, homosexuel et grand voyageur, de Kora, la nymphomane assoiffée de pouvoir, du juif Ben Dosa, puritain lettré que le désir pousse aussi, de Krol Yodla, guerrier polonais, chrétien et grand rassembleur, c'est le visage d'une humanité contemporaine que nous découvrons.

Isaac Bashevis Singer, après ces fouilles au plus profond de l'âme, lors des derniers mois de sa vie, nous invite à une véritable archéologie de la passion où nous retrouvons les racines de nos joies et de nos frustrations essentielles.

Edgar Reichmann

(1) Voir le Monde du 26 juillet.

(2) Conversation avec Isaac Bashevis Singer, Stock.

## ÉTVDDES

Soulèvements indiens en Amérique latine  
Christian Rudel

Septembre 1991

Le numéro : 50 F

ASSAS ÉDITIONS

14, rue d'Assas — 75006 Paris • Tél. : (1) 45 48 52 51  
Ou taper sur Minitel : 3615 SJ • ETUDES

فكرنا من الأصل



D'AUTRES MONDES  
par Nicole Zand

# Mais où sont les frontières de l'Europe centrale ?



L'Europe centrale au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle

**L**IPICA. - Allait-il ou non se tenir ? L'annuel congrès des écrivains slovènes, qui réunit depuis 1986 des écrivains et des intellectuels internationaux, sur le Karst, cette région calcaire de la Slovénie de l'Ouest, aux marches de la Mitteleurope, s'ouvrait cette année, après un été qui ébranla l'Europe, sous d'étranges auspices : l'indépendance de la Slovénie proclamée le 25 juin, suivie de ce qu'on appelle ici la « guerre de dix jours » qui mit aux prises les Slovènes avec l'armée fédérale yougoslave ; la décomposition de la fédération yougoslave ; la guerre serbo-croate à cent kilomètres, avec des images horribles chaque jour à la une des journaux ; l'absence à peu près totale de touristes, donc de devises, dans les stations balnéaires de la côte dalmate et de l'Istrie ; un ministre de la culture qui parle un français parfait ; le refus par la France pendant deux mois de reconnaître le nouvel Etat slovène... (1)

Quelle différence avec les précédents voyages en Slovénie, ne serait-ce d'abord que la récente liaison directe Paris-Ljubljana par Adria Air ? Liaison plus difficile, cependant, à celui qui venait de l'Est, à cause de l'insécurité des routes ou de la fermeture de l'aéroport de Zagreb qui contraignait, par exemple, le Polonais Adam Michnik à abandonner l'avion pour la voiture par des détours qui évitaient les champs de bataille de Croatie. Et, partout, les drapeaux blanc-bleu-rouge (le même qu'en Slovaquie et en Russie), avec un blason de montagnes à la place de l'étoile rouge, aux couleurs « panslaves ».

**A** Lipica, près des célèbres haras de chevaux lipizzans qui faisaient la gloire de l'école de Vienne, l'Hôtel Klub, le plus élégant de la station hippique, fréquenté d'ordinaire par des cavaliers étrangers - autrichiens, allemands, anglais ou américains - affiche toujours le portrait de Tito. Il avait été fermé cet été et n'a été ouvert que cinq jours pour la rencontre des écrivains. Les championnats européens de dressage qui devaient commencer le 11 septembre ont été annulés ; et la moitié des fameux chevaux blancs ont dû être vendus.

Hôtel fantôme du huxe socialiste, comme un théâtre de l'Europe (centrale) où ne se croisaient la semaine dernière que des poètes et des prosateurs, des traducteurs et des journalistes. Des Slovènes (évidemment les plus nombreux), des Croates, un Bosniaque, des Hongrois (dont Peter Esterhazy, György Sömlö, István Eörsi), des Slovaques, et même un Hongrois de Bratislava (Lajos Grendel), des Polonais, des Autrichiens ; deux poètes baltes qui ne pouvaient se parler qu'en langue russe : un Lituanien (Rolandas Rastauskas), un Estonien (le poète Arvo Valton). Sans oublier le Slovène de Paris Evgen Bover, l'aveugle prodigieux qui nous transmit sa vision intérieure du monde en photographiant ce qu'il ne voit pas (2).

Pour des raisons diverses, beaucoup des congressistes attendus n'étaient pas venus : pas de Serbe ni de Monténégrin, mais pas

non plus d'Allemand, de Tchèque, de Roumain, de Bulgare ou d'Albanais. Pas d'orthodoxes, pas de musulmans non plus... Les frontières de l'Europe centrale auraient-elles désormais, et de nouveau, des bornes confessionnelles plutôt que politiques ? Pas d'Iossif Brodsky, dissuadé de quitter l'Amérique à cause de l'insécurité yougoslave. Enfin, pour comble de malchance, le lauréat du Prix de Vilenica 1991, le poète polonais Zbigniew Herbert, hospitalisé à Paris, n'avait pas pu venir recevoir son prix ni dire les vers de son personnage, « Monsieur Cogito » « le gardien de notre mémoire nationale et de notre cimetière national (qui) aujourd'hui doit unir toutes ses forces contre toutes les formes de haine », dira Adam Michnik. (Attribué depuis 1986, le Prix Vilenica a récompensé Fulvio Bertozzi, natif de l'Istrie, Peter Handke, le Hongrois Peter Esterhazy, le Tchèque Jan Skácel, le Lituanien Jan Vilius).

Étrange théâtre labyrinthique des peuples de l'Europe centrale, qu'il illustre à point nommé le remarquable *Atlas des peuples de l'Europe centrale* d'André et Jean Sellier, le père et le fils, l'historien et le géographe, auteurs savants et minutieux de l'ouvrage indispensable à tout Européen pour ne plus confondre les Slovènes et les Slovaques, savoir succinctement ce que sont les Gagauzes, les Frères moraves, les Lettes, les Courtes et les LIVES, ou encore quelle fut l'histoire des Juifs de tous ces pays ! (Lire ci-dessous l'article d'Alain Jacob.) On pourra bien sûr chicaner : discuter la place des Grecs parmi les peuples d'Europe centrale à cause de l'OTAN et de la CEE ; corriger le nombre des Albanais du Kosovo (plus de 1 900 000, au lieu de 1 227 000), mais il est évident que l'ouvrage connaît encore bien des éditions !.

**I**l était difficile, dans ces conditions, de ne se consacrer qu'à la littérature. L'Europe n'est pas un puzzle, elle est extra-littéraire. La reconnaissance à l'égard de Milan Kundera pour son appel *Il faut sauver la Slovénie* (dans le *Monde* du 4 juillet), même si la plupart des Slovènes, tout en se montrant désireux de prendre leurs distances vis-à-vis des Balkans, affirment ne

pas partager sa conception d'une Europe centrale qui s'arrête « là où commencent les mondes russe et balkanique ».

Polémiques contre Peter Handke, sur-tout. Handke, adoré-rejeté. Enfant du pays, très attaché à ces terres slovènes d'où il est originaire, à ces paysages du Karst où il a été élevé (« *Quelle part au monde je ne me suis senti, en tant qu'étranger, autant chez moi que dans ce pays de Slovénie* », écrit-il), Peter Handke avait échauffé les esprits et suscité une colère souvent douloureuse à cause d'un article de la *Suddeutsche Zeitung* (repris dans *Libération* du 22 août et intitulé « Ma Slovénie en Yougoslavie »). Il y affirmait clairement

que, selon lui, jamais la Slovénie n'avait eu l'intention de devenir un Etat (« *Rien du tout jusqu'à ce qu'il ne soit devenu un Etat* »).

Président du PEN Club slovène, Boris A. Novak, poète, professeur de littérature française, traducteur de Mallarmé, nous disait : « Je crois que cette position est le résultat de ses émotions personnelles et qu'il doit accepter de voir la Slovénie devenir ce qu'elle veut être. Il veut nous cantonner à être un peuple sous-alpin, mais nous avons d'autres ambitions. Il ne peut pas nous demander de vivre dans son pays imaginaire. Son texte, c'est un plaidoyer pour un

pays qui n'existe pas, qui n'a jamais existé. Personnellement, je comprends très bien ce qu'il a voulu dire : je suis moi-même né à Belgrade et je me sens enraciné dans la langue serbe, mais, existentiellement, je me sens déraciné partout, plus ou moins un étranger partout. Mais ma patrie est la langue slovène. C'est pourquoi je ne veux pas que la Slovénie soit close, ce qui est une tentation instinctive pour les petites nations. Malheureusement, la situation en Yougoslavie est aujourd'hui si difficile, cette guerre civile en Croatie est vraiment atroce - on parle déjà de mille morts, deux cent mille réfugiés - et va certainement empoisonner la décennie à venir. Il y aura plus de possibilité d'une vie en Yougoslavie telle que nous la connaissons. Il faudra trouver une nouvelle relation. »

**U**n numéro spécial de la revue *Nova Revija* intitulé *The Case of Slovenia* (3) établit un dossier sur la question slovène depuis l'adhésion à la fédération yougoslave dans l'enthousiasme panslaviste en 1918 jusqu'à l'indépendance. Hors de la germanisation comme de l'italianisation. Mais comment vivre hors de la Yougoslavie ? ... Drago Jančar, l'un des rédacteurs en chef, un des romanciers les plus prometteurs du pays, nous livre, avant le divorce, dans un bel article-manifeste intitulé « Mémoires de Yougoslavie » (4), son bilan pour soldes de tout compte avec le « chaos yougoslave ». Un territoire chaotique où pendant tant d'années « on a expérimenté tout ce qu'il est possible d'expérimenter en politique » tandis que, dès le début, « les Slovènes étaient convaincus d'être économiquement opprimés et soumis à l'unification culturelle, les Croates d'être opprimés, les Serbes de ne pas avoir le rôle dirigeant qu'ils méritaient après leur victoire ».

Dans la grotte de Vilenica où il s'achevait, entre les cascades pétrifiées de stalactites, avec des chœurs folkloriques et des discours, tandis que l'orage tonnait au-dessus des écrivains, le premier congrès de l'indépendance slovène semblait encore dans la préhistoire. L'année prochaine, ils seront déjà dans l'Histoire. Cherchant, une fois de plus, à déterminer les limites de l'Europe centrale, ou du moins l'espace où pourrait vivre les poètes. Et les autres.

(1) Sur l'économie de la Slovénie lire l'article de Dominik Barouch : « Les comptes de l'indépendance » (*Le Monde* du 10 septembre).

(2) Une exposition des photographies d'Evgen Bover à la Centre culturel français de Berlin, 37 Unter den Linden du 17 septembre au 13 octobre.

(3) *The Case of Slovenia* (en anglais), 228 p. Nova Revija, Cankarjeva 10 b, 63 000 Ljubljana, Slovenia. Téléphone : 19 38 61-219 125.

(4) En français dans *Lettre internationale*, numéro 28, printemps 1991. Pp. 32-38.

# Les origines d'un puzzle

Un livre et un atlas pour aider à comprendre la situation dans les Balkans et en Europe centrale

**HISTOIRE DES BALKANS XIV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle**  
de Georges Castellani.  
Fayard, 533 p., 180 F.  
**ATLAS DES PEUPLES D'EUROPE CENTRALE**  
d'André et Jean Sellier  
La Découverte, 192 p.,  
250 F jusqu'au 30 novembre,  
295 F ensuite.

Les Balkans sont probablement la région du monde dont l'histoire est à la fois la plus ancienne et la plus compliquée. L'ouvrage que leur consacre Georges Castellani prétend couvrir « seulement » la période de six siècles dont le point de départ, « *largement symbolique* », dit-il, est le jour de 1453 où le croissant remplaça la croix sur Sainte-Sophie, la basilique de Constantinople, et qui s'achève au lendemain de la seconde guerre mondiale. Près d'une centaine de pages, en fait, évoquent un passé beaucoup plus lointain, nous conduisant par exemple jusqu'au lac Balat pour y trouver l'origine de ces Turcs qui allaient devenir les maîtres du monde méditerranéen. Et l'on croise dans ces époques reculées des personnages comme Gengis Khan ou Tamerlan - pour ne rien dire des Croisés qui ne laissent pas dans la région que de bons souvenirs.

Comme l'écrit Georges Castellani, l'établissement de la suzeraineté ottomane sur les Balkans commence vraiment vers le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle et se prolongera jusqu'à la mort en 1566 de Soliman, que les Occidentaux baptisèrent « le Magnifique », maître d'un empire à l'apogée de sa puissance. Puissance aux formes diverses qui se traduit,

selon les cas, par l'assujettissement direct de populations entières comme par l'établissement de relations respectant plus ou moins l'autonomie des autorités régionales et sous laquelle coexistent - soumis à certaines règles - musulmans, chrétiens ou juifs.

Relativement linéaire jusque-là, l'évolution historique va singulièrement se compliquer avec la crise du pouvoir qui sévit à Istanbul - Georges Castellani intitule l'un de ses chapitres du proverbe turc « *le poisson pourrit par la tête* » - puis avec les séries de luttes que va traverser toute la région et qui sont, jusqu'à nos jours, de deux sortes différentes. Celles, d'une part, que livrent les populations balkaniques elles-mêmes, souvent pour des raisons territoriales mais aussi religieuses, culturelles, etc. Celles, d'autre part, et parallèles, des puissances européennes, engagées dans des rivalités d'influences sur l'héritage de ce qui va bientôt apparaître comme « l'homme malade de l'Europe », attentives à se surveiller mutuellement, à jouer d'alliances différentes. Celles, d'une part, que ne pousse à assumer une véritable suprématie. Beaucoup de sang coulera à cette époque, comme aux précédentes et plus tard encore.

La montée des nationalismes, au siècle dernier, allait donner aux peuples un rôle nouveau, plus moteur, mais toujours sous la surveillance des « grands » dont les intérêts peuvent être concernés. L'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, qui joua le rôle de détonateur dans le déclenchement de la première guerre mondiale, témoigne de l'ampleur des enjeux qui étaient en cause.

Si les traités de Versailles et de Sévres, au lendemain de la guerre,

consacraient définitivement la disparition de la Porte en tant que grande puissance - au moment même, paradoxalement, où Mustafa Kemal entreprenait la rénovation intérieure du régime - ils n'apportèrent nullement la paix aux pays rebelles à ce « nouvel ordre » imposé de l'extérieur et dont les querelles, avec le développement des régimes fascistes, ne font que s'exacerber.

C'est encore de l'extérieur, après les monstrueuses épreuves de la seconde guerre mondiale, que s'imposera un nouvel ordre, dicté par la division du monde - et en particulier des Balkans - en deux blocs antagonistes. Pour un temps seulement car, si « *durant deux générations la langue de bois recouvrit les sensibilités d'écroulés de nationalismes issus d'oppositions séculaires* », la suite allait montrer que les révolutions de 1989 « *s'inscrivent dans une continuité qui resurgit à chaque pas sur la route nouvelle* ».

Le mérite majeur de cet ouvrage d'universitaire - l'auteur en destine la lecture à ses élèves de l'INALCO notamment (1) - est de montrer à quelles profondeurs plongent les racines des conflits qui ensanglantent aujourd'hui la Yougoslavie, mais aussi les antagonismes entre Turcs et Bulgares, les tensions persistantes en Transylvanie, l'antimilitarisme latent en Roumanie, les revendications des Albanais du Kosovo, l'irrésistible mouvement qui annonce le détachement des Moldaves de l'ex-Union soviétique. Bref, l'essentiel de ce qui fait aujourd'hui l'actualité des Balkans. C'est à peine si, pour conclure, Georges Castellani ose formuler le vœu que « *dans la "maison commune" à construire, confédérale ou fédérale, [les pays balkaniques] puissent occuper leur place, toute leur*

place, apportant un plus irremplaçable au vieux rêve d'harmonie des dieux de l'Olympe ».

**Un atlas des peuples**

C'est du même sujet, mais sous une forme très différente, que traitent André et Jean Sellier dans leur *Atlas des peuples d'Europe centrale*, qui élargit cependant son étude au-delà des Balkans.

Pour définir ce qu'ils appellent « le champ clos » de leur investigation, les auteurs observent qu'« *en 1815, aucun des peuples d'Europe centrale n'est indépendant. Tous sont soumis aux puissances voi-*

sines : Prusse, Autriche, Empire ottoman, Empire russe ». C'est à ces peuples, dont l'émancipation est relativement récente, que cet atlas est consacré. C'est-à-dire que chacun, des Finnois aux Grecs en passant par tous les Baltes, « les peuples de Yougoslavie » et quelques autres, font l'objet d'une étude spécifique, historique, géographique, sociologique, remarquablement à jour puisque les bouleversements politiques survenus en Albanie, par exemple, sont pris en compte jusqu'au printemps 1991.

Ce parti pris d'inventaire, riche et documenté, n'empêche pas qu'une cinquantaine de pages soient consacrées à ce que l'on

pourrait appeler des sujets transversaux, dont l'un, en particulier, traite des langues et religions. Le propre d'un atlas est d'être illustré de cartes. Elles sont ici particulièrement nombreuses, toutes en couleurs et aussi claires que le permet la complexité du sujet. Comme chez Georges Castellani, des index très détaillés contribuent à faire de l'ouvrage d'André et Jean Sellier l'un des plus utiles et des plus maniables instruments de travail sur l'Europe contemporaine et ses origines.

Alain Jacob

(1) Institut national des langues et civilisations orientales.

# La Russie du XIX<sup>e</sup> siècle

**L'EMPIRE DES TSARS ET LES RUSSSES**  
d'Anatole Leroy-Beaulieu.  
Robert Laffont, coll.  
« Bouquins », 1 382 p., 150 F.

Après Custine, le découvreur plutôt impressionniste de la Russie de 1839, Anatole Leroy-Beaulieu, cinquante ans plus tard, explora scientifiquement l'empire des tsars. Les deux classiques du siècle dernier sont réédités à peu près au même moment. Il y a trois ans, l'Age d'or à Lausanne avait reproduit en fac-similé la première édition des trois volumes de

Leroy-Beaulieu. Maintenant c'est le texte de la quatrième édition qui nous est offert, assorti d'une chronologie des événements en Russie, d'une part, en France et dans le reste du monde, d'autre part, entre 1801 et 1917.

Dans sa longue préface, M. Marc Raef, professeur honoraire à l'université Columbia de New-York, montre comment Anatole Leroy-Beaulieu, rédacteur à la *Revue des Deux Mondes*, professeur à la toute nouvelle école des sciences politiques, se situe dans la lignée de Montesquieu et de Tocqueville.

Le lecteur constatera qu'un siècle

après avoir été rédigé le livre tient. Si, promeneur dans un milieu restreint, Custine accuse parfois la vieillillesse, Leroy-Beaulieu donne la saveur du vieillissement. Pourtant l'époque russe qu'il regarde était bien différente de la nôtre. Mais ne nous redonnant-elle pas familière avec ses tentatives de libéralisme jusqu'ici avortées ? Tout est à lire dans cette grande œuvre, surtout la troisième tome consacré à la religion ou aux religions en Russie. Depuis cent ans, divers auteurs ont repris, résumé, mis à jour, complété ce tableau. Ont-ils fait mieux ?

Bernard Féron

هكذا من الأصل

# LES MEILLEURES PUBLICITÉS FRANÇAISES DE L'ANNÉE. 450 F. AU LIEU DE 225 F.



Attention, cette offre promotionnelle n'est valable que jusqu'à la fin de l'année. Alors téléphonez ou écrivez vite au Club des Directeurs Artistiques pour découvrir en exclusivité et en couleurs les 449 meilleures publicités presse, télé, édition, affichage, cinéma de l'année 1990. Sélectionnées par les professionnels de la création publicitaire, elles sont les plus originales, les plus brillantes, les plus impertinentes des idées mises au service de la vente d'un produit. Ne vous étonnez donc pas si à la lecture de ce livre, vous succombez à bien d'autres tentations.

Le Club des Directeurs Artistiques  
12 Bd des Batignolles  
75017 Paris.  
Tél. : 42.93.40.01.



مكتبة من الأصل



32. Le cas de Calvet et l'insertion des RMIstes  
33 à 35. Le Monde Affaires

38. Mot d'ordre de grève à l'Aérospatiale de Bordeaux  
Le PDG de GIAT Industries soutenu par les syndicats

38. Marchés financiers  
39. Bourse de Paris

## Le Salon de Francfort

### M. Calvet persiste et signe

M. Jacques Calvet avait un but bien précis en venant le 11 septembre à Francfort, pour l'ouverture du 54<sup>e</sup> Salon international de l'automobile centré, cette année, sur les voitures particulières : essayer de calmer le jeu entre lui et les autorités françaises.

#### FRANCFORT

##### correspondance

Après les nombreux « dérapages » auxquels ses critiques virulentes ont donné lieu, M. Calvet a dû donner lieu en France, le PDG de Peugeot-Citroën a utilisé ce forum pour clarifier la position de son groupe vis-à-vis de l'Europe. « PSA est un bon européen, comme le montre sa coopération avec l'Allemagne et les pays de l'Est, mais souhaite une nouvelle Europe », a-t-il répété devant la presse. Pour le PDG de PSA, il est en effet nécessaire de « redéfinir » l'Europe parce que le contexte et les conditions ont changé, notamment depuis la fin de la guerre froide et les événements à l'Est, avant de songer à négocier avec des puissances extérieures comme les États-Unis ou le Japon « sauf à leur donner, sans réciprocité, les clés du marché européen », a-t-il précisé.

« Les résultats de cet accord CEE-Japon sont très mauvais et apparaissent comme encore plus mauvais très rapidement. Pour ma part, je pourrais comme une brute », a ajouté M. Calvet, citant comme un exemple révélateur, selon lui, de nombreuses ambiguïtés qui demeurent encore dans cet accord, le chiffre de 1,2 million de voitures japonaises supposées être fabriquées en Europe en 1999.

#### Une « coopération exemplaire »

« Dans la mesure où il n'y a pas eu de prise en compte globale des voitures japonaises selon qu'elles sont importées ou fabriquées dans les usines « transplantées », j'aimerais que l'on me dise si c'est 1,2 million ou 1,2 million plus l'équivalent de la production de Citroën », a-t-il demandé.

Sur la stratégie du groupe à l'égard de l'Allemagne, et notamment des cinq nouveaux Länder de l'Est, M. Calvet s'est félicité des progrès accomplis au cours des sept premiers mois de l'année, considérant qu'à la différence de Renault, Peugeot et Citroën n'avaient pas de réseaux de distribution en place au départ. « Avec l'Allemagne, nous entretenons une coopération exemplaire qui ne cesse de se renforcer dans de nombreux domaines », a-t-il précisé, citant le chiffre de 6 milliards de francs d'achat du groupe auprès de fournisseurs allemands ainsi que des contrats de recherche avec des laboratoires allemands ou des projets de coopération industrielle entre Peugeot et Panhard avec Mercedes-Benz pour le P4 et d'autres véhicules à utilisation militaire.

#### L'implantation en Europe de l'Est

Du côté des ventes, le chiffre d'affaires global de PSA a atteint 80 milliards de francs au cours du premier semestre de 1991, soit la moitié de celui de toute l'année 1990, mais 6,3 % de moins qu'au premier semestre de l'an dernier malgré une augmentation de 64 % du nombre des immatriculations en Allemagne où les ventes ont atteint 8,8 milliards de francs. Compte tenu d'un certain ralentissement sur le marché allemand dans les derniers mois de l'année, à la suite de la fin des incitations fiscales aux véhicules dépollués et de l'augmentation des recettes fiscales sur les carburants, la part de marché de PSA en Allemagne devrait atteindre 1,65 % en 1991 mais passera à 2 % en 1992 avec, dans le cas de Citroën, une pénétration supérieure à l'Est qu'à l'Ouest.

Vis-à-vis des pays de l'Europe de l'Est, où PSA est présent depuis longtemps par l'intermédiaire de Citroën, la stratégie de M. Calvet est progressive. Elle vise d'abord à l'établissement de relations commerciales, puis à la fabrication de pièces détachées et, enfin, à des implantations industrielles ou à la reconstitution des relations industrielles comme en Pologne, en Roumanie et en Russie.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

## Le ministre de l'équipement partisan d'un « vaste débat » sur les projets d'infrastructures

### Les grands chantiers de M. Quilès

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports, de la mer, du tourisme et de l'espace, a commencé à entamer, le 11 septembre, la dizaine de dossiers qui lui tiennent à cœur, du logement des fonctionnaires à la station spatiale Columbus.

Quatre mois que M. Paul Quilès a emmenagé à la Grande Arche du haut de laquelle il règne sur un empire disparate - « mais cohérent », ajoute-t-il - où il cohabite avec un ministre délégué et trois secrétaires d'Etat. Quatre mois où il s'est plongé dans les dossiers qu'il aime à dire « de la vie quotidienne ». Quatre mois où il a joué au pions, ce qui semble l'agacer, car, à peine était-il installé dans ses meubles qu'un ordinateur du contrôle aérien a contraint près de 2 000 personnes à coucher dans l'aéroport d'Orly. Il lui a fallu ensuite affronter des grèves à la SNCF, puis à la RATP, trouver un moyen d'unifier les services de police dans les transports d'Ile-de-France, tancer la SNCF dont le TGV en panne accumulait plusieurs heures de retard et calmer les routiers que la hausse des péages avait presque enragés.

En bon polytechnicien, M. Paul Quilès préfère les dossiers maîtrisés et l'anticipation au charivari dont les médias, pas toujours bien intentionnés, font leurs choux gras. « Je veux sortir de la clandestinité », dit-il. Il entend, dans les prochaines semaines, tenir force conférences de presse sur le dossier de dossiers qu'il suit quotidiennement. Comme il faut un peu d'ordre dans la présentation de ces projets, le ministre les a regroupés sous les rubriques « Equipement et environnement », « Croissance et emploi » et « Europe ». Le thème de l'environnement lui a été inspiré bien sûr

par les manifestations anti-TGV de l'été mais aussi par la perspective des programmes d'équipement que la France devra mener à bien pour rester dans le peloton de tête. Les protestations risquent d'être fortes ici ou là pour la moindre autoroute ou le moindre TGV. Sans parler du problème d'argent qui pourrait devenir énorme puisqu'il faudrait trouver 600 milliards de francs pour réaliser, d'ici à l'an 2010, tous les canaux, toutes les routes, toutes les voies ferrées et tous les tunnels en projet. M. Quilès a donc décidé de lancer un grand débat « public, vaste, décentralisé, national et régional » qui devra déboucher dans six mois sur de nouvelles procédures de concertation préalable et de nouveaux modes de financement.

#### « Le débat, méthode d'action »

« Comme aux PTT, je veux poser les problèmes à froid, déclare-t-il. Le débat est pour moi une méthode d'action politique. Cela permet de débattre car, lorsqu'on écoute les différents points de vue, on s'aperçoit que tout le monde veut tout et son contraire. C'est-à-dire les gares du TGV mais pas ses voies, des autoroutes sans péage ni surcoût d'impôts, ni déficit budgétaire. Après, c'est à l'Etat de trancher mais pas de façon autoritaire et incompressible. Je ne dis pas que cette méthode conviendra tout le monde, mais elle dégonflera certains dossiers ». M. Quilès se souvient avec une certaine nostalgie de ses succès aux PTT où il a pu, par le dialogue, mettre hors jeu la CGT, qui voulait s'opposer à la séparation et à l'autonomie de la poste et des télécommunications.

Premier dossier « environnement » : le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France, « un gros dossier qui a besoin qu'on s'occupe de lui », en raison du poids économi-

que de la région capitale et des personnalités politiques qui s'y trouvent. L'avant-projet de schéma sera prêt en octobre et le débat à son sujet se poursuivra en 1992 jusqu'après les élections régionales. M. Quilès voudrait aussi faire évoluer le Syndicat des transports parisiens, mais sans pour autant confier à l'Ile-de-France la responsabilité de ses transports car « elle ne sera jamais comme les autres régions ».

Deuxième dossier : l'aménagement du littoral. « La loi que j'avais préparée en 1985 n'est pas appliquée avec une grande rigueur », dit-il. Pour mettre fin aux excès condamnables qu'il a pu constater de ses yeux dans le Var et dans les Alpes-Maritimes et continuer toutefois à aménager les côtes, le ministre réunira, fin septembre, les préfets des régions littorales et il leur dira comment « faire respecter la loi de façon intelligente ».

Troisième dossier : le TGV. M. Quilès décidera prochainement les tracés contestés de la Drôme et des Bouches-du-Rhône sans se laisser arrêter par l'attitude de « quelques groupes très minoritaires ». Il veut que le débat se termine et que la déclaration d'utilité publique soit lancée.

Quatrième dossier : l'aménagement des terrains des usines Renault. Le premier ministre lui a demandé de préparer, pour ces soixante-cinq hectares, un concours international d'urbanisme qui sera lancé en 1992 avec la participation du département des Hauts-de-Seine et des communes de Boulogne, de Evry et de Melun. Le site est beau et ne devra pas souffrir de la répétition des « loupes architecturales » constatées dans les environs et qui navrent M. Quilès.

Cinquième dossier : le Mont-Saint-Michel. Avec son collègue de la culture, le ministre de l'équipement se prépare à choisir un pro-

jet qui amènerait l'arrivée au Mont et qui en finirait avec le lancinant problème de l'ensablement de celui-ci.

Sixième dossier : le logement des fonctionnaires en Ile-de-France. Là encore, il se réfère à ses succès aux PTT et aux 1 500 logements qu'il avait pu faire construire dans Paris pour les postiers au-dessus des garages et des bureaux de postes. M. Cresson lui a dit « Il faut que tu fasses la même chose pour l'ensemble des ministères ». Et tant pis si le maire de Paris juge électoralement dangereuses ces voix potentiellement de gauche !

#### Budget

substantiellement amélioré

Sous la rubrique « Croissance et Emploi », M. Quilès a classé le projet de budget qu'il affirme avoir substantiellement amélioré depuis son arrivée. Refusant d'être trop explicite, avant sa conférence de presse du 19 septembre, il promet « du mieux pour le logement social, pour l'entretien du réseau routier et un plan de relance du bâtiment », grâce à des mesures fiscales « qui ne déplacent pas aux professionnels ».

Allant au-delà des soucis du chef de l'Etat en matière de chômage, le ministre de l'équipement a demandé à l'un de ses collaborateurs de recenser l'ensemble des problèmes d'emploi dans les secteurs dont il a la tutelle. Il en tirera un plan surtout destiné au bâtiment et qui pourrait concerner plusieurs dizaines de milliers d'emplois. Une vingtaine de ministères chercheront à adapter l'offre à la demande de main d'œuvre. Exemple ? « On a constaté que les personnes âgées avaient du mal à charger leurs bagages dans le TGV, compte tenu de la brièveté des arrêts. Il y aurait peu-être un service à rendre et à mettre en place. Nous expérimentons des formules ».

La rubrique « Europe », autrement dit la préparation de la France au grand marché européen s'ouvre sur le dossier du TGV-Est. Celui-ci pousse, faute d'argent, en dépit des désirs du président de la République. M. Quilès a chargé M. Philippe Esig, ancien président de la SNCF, de lui dire, dans six mois, comment financer les 25 milliards du projet avec le concours des collectivités territoriales et, pourquoi pas, avec des fonds privés. A travers ce cas d'école, M. Quilès souhaite répondre aux questions suivantes : « Comment financer le grand équipement ? Avec quoi ? Qui paiera ? ».

Pour ce qui est du transport aérien, M. Quilès se méfie des « provocations libérales » de la Commission de Bruxelles. Assouplir progressivement les règlements tout en harmonisant les conditions de la concurrence entre compagnies, oui. Copier les États-Unis, la pagaille de leurs aéroports et les dépôts de bilans de leurs transporteurs, non.

Restent quelques dossiers épineux pour le ministre de l'équipement. Il lui faudra convaincre, en novembre, les partenaires de l'Agence spatiale européenne qui rechignent de mener à leur terme, et vite, les projets de navette Hermes et de station spatiale Columbus. Ensuite, il cherche, avec son secrétaire d'Etat chargé de la mer, une « solution équilibrée » pour la réforme portuaire car le statut des dockers « risque de conduire les ports français à la ruine ».

En conclusion, M. Quilès aimerait que l'on ne parle plus de son « grand ministère technique » car il trouve cette appellation trop médiocre pour un ministère qui touche de si près la vie des Français et qui résume bien sa conception de l'action politique. M. Paul Quilès, ministre de la vie quotidienne.

ALAIN FAUJAS

## Les banques ont refusé de leur accorder un prêt

### Deux villes « olympiques » de Savoie sont confrontées à des difficultés financières

#### LYON

##### de notre bureau régional

La station thermale de Brides-les-Bains (Savoie), futur village « olympique » des prochains Jeux d'hiver de 1992, s'est déclarée en état de cessation de paiement. Depuis le mois de juin, cette commune de six cents habitants, engagée dans un programme de profonde rénovation de 218 millions de francs en 1991, ne peut plus payer les 50 millions de francs de travaux effectués ou exécutés par les entreprises, dont certaines ont menacé d'arrêter les chantiers. Lundi 9 septembre, le conseil municipal, à l'unanimité, a demandé au préfet de saisir la chambre régionale des comptes.

« Je n'avais pas d'autre issue », a indiqué M. Jean-François Chedal, le maire (divers droite) qui se heurte au refus opposé par les banques d'accorder un prêt de 69,5 millions de francs pour boucler le budget communal. Faute de la garantie du département, tous les organismes financiers contactés, le Crédit local de France, mais aussi le CEPME, le Crédit lyonnais - « partenaire officiel » des Jeux olympiques - le Crédit agricole de la Savoie, ainsi que la Deutsche Bank se sont tous refusés.

« La psychose d'Angoulême n'est pas un argument suffisant », plaide M. Chedal. Selon lui, Brides qui, en moins de trois ans, aura réalisé 600 millions de francs de travaux,

publics et privés, ne traverse qu'une passe difficile. Il semble toutefois que la construction d'une remontée mécanique de 110 millions de francs, en direction de la station de Méribel soit à l'origine des réticences bancaires. Dans l'immédiat, la préfecture a décidé de réunir d'urgence le CODEFI (1) pour examiner le cas des entreprises non payées, qui risquent, à leur tour, de connaître des difficultés.

Non loin de là, Pralognan-la-Vanoise, six cents habitants, qui doit accueillir les compétitions de curling, a présenté un compte administratif 1990 en déficit de 5 millions de francs, dû à la réalisation de la patinoire et d'un centre aqua-thermique. Aussitôt saisie, la chambre régionale des comptes a recommandé d'importantes économies que le conseil municipal s'est refusé à mettre en œuvre, en sollicitant de l'Etat une subvention d'équilibre.

Ces décisions interviennent au moment de la première conférence des villes et régions organisatrices des Jeux olympiques d'hiver depuis 1924, réunie à Chambéry. Justement pour confronter les expériences et, si possible, en tirer les leçons.

MICHEL DELBERGHE

(1) Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises.

## Redevenant le numéro un de la maison individuelle

### L'Immobilier Phénix reprend le groupe Louis-Victor

La Compagnie immobilière Phénix, filiale de la Compagnie générale des eaux, a annoncé mercredi 11 septembre l'acquisition du groupe Louis-Victor, ce qui lui permet de redevenir le numéro un du secteur de la maison individuelle en France, position longtemps occupée dans les années 70, par M. Christian Louis-Victor, avait en quelques mois accédé au deuxième rang derrière Maisons Bouygues, en achetant de nombreuses sociétés en Ile-de-France et dans l'est de la France (Jacques Balency-Béarn, Arical, Groupement pour la maison individuelle-CMI), l'Immobilier Phénix, qui s'était déjà porté acquéreur au cours des derniers mois de plusieurs entreprises importantes du secteur (Bruno Petit, Sofralog, Decok-Delmonte et Associés), va donc ajouter 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires (le groupe Louis-Victor étant aussi présent en Alsace dans l'aménagement foncier avec la SAFE) à ses 3 milliards de francs prévus pour 1991.

Après la vente de son groupe, pour un prix gardé secret, M. Louis-Victor va se voir confier la direction du développement international, notamment en Europe de l'Est, du secteur maison individuelle de l'Immobilier Phénix.

## Changement à la tête du groupe d'emballage

### M. Jean-Marie Descarpentries quitte CMB-Packaging

Bouleversement à la tête de CMB-Packaging, numéro un européen de l'emballage et numéro trois mondial. M. Jean-Marie Descarpentries est remplacé par M. Jürgen Hintz, un Américain tout droit venu du groupe de biens de consommations Procter et Gamble.

Le conseil d'administration de CMB a cette fois confirmé les rumeurs. Jean-Marie Descarpentries alias « JMD », le bouillant et très médiatique patron de CMB-Packaging, breteur d'idées et théoricien du management à ses heures, va bel et bien quitter la tête de son groupe. Le 8 novembre prochain, il sera remplacé par M. Jürgen Hintz, quarante-neuf ans. Tout droit venu de Procter et Gamble, Américain d'origine allemande, âgé de quarante-neuf ans, il a effectué l'essentiel de sa carrière au sein de la multinationale spécialisée dans les produits de grande consommation et célèbre pour la rigidité de sa gestion et de ses méthodes commerciales.

#### Donner une identité

La filiation anglo-saxonne et le moule proctérien devraient inspirer à M. Hintz un mode de management beaucoup plus formel à mille lieues du « désordre créateur » préconisé par « JMD ». Ce remaniement à la tête du troisième groupe mondial d'emballage (derrière Pechiney-American National Can et le japonais Toyo Seikan), par ailleurs numéro un en Europe, intervient au moment où CMB affiche des résultats semestriels en nette amélioration. A 473 millions de francs sur les six premiers mois de l'année 1991, le résultat net (hors éléments extraordinaires) est en progression de 9 % sur la même période de l'année précédente. Le chiffre d'affaires, qui s'est élevé à 12,5 milliards de francs au premier semestre 1991, augmente de 8 %.

Ces meilleures performances financières devraient infléchir la communauté financière, qui a tou-

jours jugé de façon très sévère les résultats de CMB, né en avril 1989 du rapprochement du français Carnaud et du britannique Metal Box, après avoir attendu beaucoup de la fusion. Elles n'ont toutefois pas été suffisantes pour maintenir « JMD » dans ses fonctions.

La tâche dévolue à M. Hintz devrait être simple : le nouveau venu devra donner une identité à une multinationale encore en gestation dont les équipes ont souvent été ébranlées par les méthodes de leur ancien patron. Le style bulldozer de Jean-Marie Descarpentries a permis le développement accéléré d'une société, qui, il y a huit ans à peine, n'était qu'une grosse PME au chiffre d'affaires de 4 milliards de francs. Il s'est réorienté vers la gestion d'une fusion franco-britannique, opération toujours délicate. Le changement à la tête de CMB-packaging devrait aussi s'accompagner d'une modification des structures juridiques du groupe.

L'assemblée générale extraordinaire, convoquée pour le 8 novembre prochain, devrait doter le groupe CMB-Packaging d'un directeur et conseil de surveillance jugés « mieux adaptés » au fonctionnement d'une multinationale. La présidence du premier organe serait bien entendu confiée à M. Hintz. Le conseil de surveillance devrait, lui, être présidé par M. Ernest-Antoine Seillière, le patron de la CGIP. Ce holding, qui contrôle 25,5 % du capital, est l'un des principaux actionnaires du groupe d'emballage, tout comme le britannique MB Caradon, qui détient une participation égale.

CAROLINE MONNOT

□ M. Henri Martre au Comité France-Japon. - M. Henri Martre, PDG d'Aérospatiale, a été nommé à la présidence de la section française du Comité France-Japon, où il succède à M. Lionel Stoleru, qui avait quitté ce poste après son départ du gouvernement, lors de l'arrivée de M. Cresson.

مكذبا من الأصل





# Salomon Brothers, la purge après le scandale

Warren Buffett, le « sage d'Omaha », a pris provisoirement la présidence de la banque d'affaires américaine compromise dans un des plus grands scandales de Wall Street. En décapitant l'état-major et en tentant de limiter les dégâts

NEW-YORK

**de notre correspondant**

TROIS semaines après le scandale qui a secoué la banque d'affaires Salomon Brothers, convaincue d'avoir manipulé les adjudications de bons du Trésor, le nouveau patron par intérim, Warren Buffett, s'efforce de répondre aux critiques et aux procès intentés contre l'une des principales institutions financières new-yorkaises. Pendant ce temps, le Congrès et les pouvoirs publics réfléchissent au moyen de réglementer sans le casser — le marché américain des bons du Trésor, le plus important au monde, évalué à plus de 2 200 milliards de dollars. En commençant par réformer un système d'adjudications qui fonctionnait jusqu'à présent en milieu fermé.

« Je serai sans pitié », avait averti Warren Buffett à la mi-août lors d'un tiré de sa résidence dorée d'Omaha (Nebraska) d'où il gère depuis un quart de siècle sa puissante société d'investissement, Berkshire Hathaway Inc. Il avait accepté de prendre provisoirement la présidence de Salomon Brothers, compromis dans l'un des plus importants scandales financiers de l'histoire de Wall Street après avoir transgressé les règles applicables aux adjudications de bons d'Etat.

## Une position dominante

Déjà engagé dans des affaires de premier rang (notamment Gillette, Coca-Cola, le Washington Post, American Express...), le « sage d'Omaha », qui a tout récemment renforcé sa participation dans Wells Fargo, la dixième banque américaine installée à San-Francisco et dont il détient à présent près de 10 % du capital, a pour principal atout une réputation d'intégrité et la sagesse qu'exige une politique d'investissement systématiquement axée sur le long terme.

Mais ce multimilliardaire de soixante ans a surtout intérêt à ce que Salomon Bros. relasse sur ses acquis et dans les meilleures conditions pour la bonne raison que, avec 16 % du capital de la firme, il en est le principal actionnaire individuel. Un investissement de 700 millions de dollars qui vaut bien quelques sacrifices.

Depuis son arrivée, grâce aux mesures drastiques prises à l'encontre des anciens dirigeants compromis (le Monde du 19 août), à la nomination de nouveaux responsables connus pour être compétents et respectueux des règlements, Warren Buffett a pu limiter les dégâts immédiats. Dans quelques temps, la chute de 30 % du cours de l'action Salomon en Bourse, intervenue en l'espace de quelques jours, devrait apparaître comme une « réaction émotionnelle » au regard du succès enregistré sur un autre plan par le

nouveau chairman. Il a suffi d'une visite éclair à Washington et qu'il plaide sa cause auprès de Nicholas Brady, le secrétaire au Trésor, et Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale pour éviter que la firme ne soit rayée à tout jamais de la liste des trente-neuf *primary dealers*, seuls habilités à participer aux adjudications de bons du Trésor, un club très fermé où Salomon occupait jusqu'à présent une position dominante et dont certains contestent désormais les privilèges.

Mais d'autres menaces pèsent encore sur cette grande *investment bank*. D'abord, la défection d'une partie de la clientèle et les procès intentés par certains. Pour l'heure, une trentaine de plaintes en dommages et intérêts ont été déposées à la fois par des actionnaires de la firme, lesquels s'estiment lésés par la chute du titre, et par des investisseurs en fonds d'Etat qui accusent Salomon Brothers d'avoir organisé un *corner* (en jargon financier une opération consistant à rassembler le maximum de titres disponibles de façon à dicter son prix) lors des adjudications et, partant, d'avoir contribué à renchérir le prix des bons du Trésor sur le marché secondaire. Dans le même temps, quelques grands clients, telle la Calpers, l'un des principaux organismes de retraite de Californie, ont fait savoir qu'ils n'entendaient plus passer par Salomon pour leurs achats de titres du Trésor tant que les diverses enquêtes n'auront pas abouti.

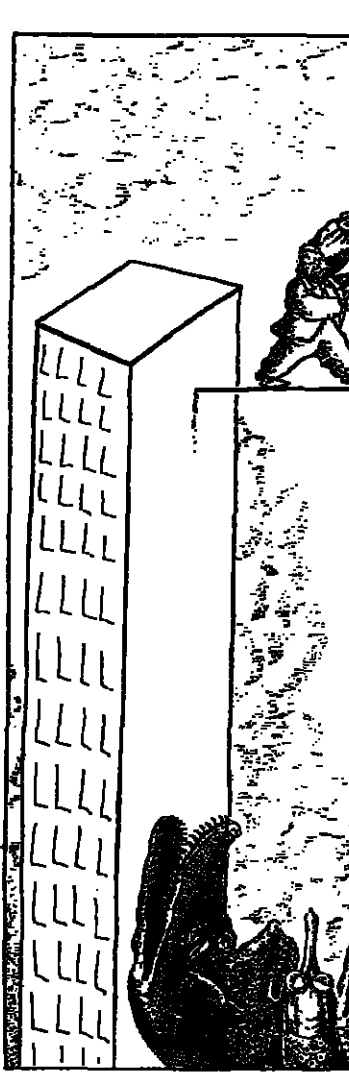
Plus grave, début septembre, le gouvernement britannique a annoncé qu'il retirait l'agrément donné à Salomon pour placer en novembre ou décembre prochain la tranche américaine d'une très importante émission de British Telecommunications PLC portant sur 8,5 milliards de dollars et qui constitue le second volet de la privatisation du géant des télécommunications, amorcée en 1984. Une perte sèche et un désaveu lourd de conséquences en termes d'image pour la firme new-yorkaise. Enfin, Moody's, l'une des deux grandes firmes new-yorkaises chargées de noter la santé financière des entreprises américaines, a ramené de A-3 à A-2 la note appliquée à la firme Salomon, laquelle voit également réduite la qualité du crédit sur ses effets commerciaux.

## Les décisions de M. Propre

Une « dégradation » qui, il est vrai, aurait pu être plus sévère si la personnalité de Warren Buffett et sa volonté de ne pas absoudre les responsables du scandale, n'avaient joué en faveur de Salomon. Une sanction qui, au demeurant, ne met pas véritablement en cause la solvabilité de la firme (à la différence du douloureux précédent de Drexel Burnham Lambert, accusée à la fin de l'été 1990, même si les

des trois quarts de ses revenus proviennent du négoce de titres.

D'entrée, « M. Propre » a frappé fort. Et à la tête. Pour donner l'exemple. A l'extérieur comme à l'intérieur de l'entreprise. Dans tous les domaines. Ainsi, certains départements auraient reçu récemment une circulaire leur annonçant que la direction allait bientôt entreprendre



des tests anti-drogue sur le lieu de travail. Magnanime, la firme se dit prête, toutefois, à aider à se désintoxiquer toute personne qui en ferait la demande. Avant les tests.

Parallèlement, le nouveau PDG a décapité, sans lui accorder le moindre indemnité de départ, l'état-major de Salomon Bros, pourtant composé de cadres de la finance new-yorkaise. Paul Mozer, le responsable des fonds d'Etat chez Salomon (une activité qui lui avait procuré près de 5 millions de dollars de revenus en 1990) et son adjoint, Thomas Murphy, avaient été remerciés dès l'entrée en fonctions du « sage d'Omaha ». Mais ce dernier a aussi demandé — et

obtenu — les têtes de John Meriwether, vice-président de Salomon, de Thomas Strauss, le numéro deux de la firme et, surtout, de l'indéfectible John Gutfreund, dont la réussite financière mais aussi les excentricités accomplies seul ou en compagnie de son extravagante épouse, Susan, ont permis à l'écrivain Tom Wolfe de camper l'un des person-

nages les plus réussis de son *Bücher des vanités*. Une saga sur ces « Maîtres de l'Univers » que Wall Street a rendu fous.

A présent, deux autres tâches importantes attendent Warren Buffett. Installer un véritable patron à la présidence de Salomon dans la mesure où il a toujours dit qu'il était un investisseur, si possible avisé, et non pas un manager, même par intérim. Ensuite, préserver au mieux les intérêts de la firme dans la partie de bras de fer engagée entre les diverses administrations intéressées de près par les transactions sur les bons du Trésor, laquelle devrait déboucher sur une inévitable réforme du marché ou

tout au moins de son système d'adjudication. Le premier volet de l'opération de réhabilitation de l'image et du fonds de commerce de Salomon Brothers ne paraît pas plus aisé que le second.

A défaut de pouvoir attirer Paul Volcker, l'ancien président de la Réserve fédérale, aujourd'hui, à soixante-trois ans, *chairman* de James D. Wolfensohn Inc, une banque d'affaires très rentable, comme le bruit en avait couru, Warren Buffett s'est provisoirement contenté de confier à Deryck Maughn, le patron de Salomon à Tokyo, la responsabilité de la bonne marche de l'ensemble de l'entreprise. Dans le même temps, il s'est employé à réviser l'intention qui lui est prêtée de résoudre le problème de sa succession en proposant de rapprocher Salomon et Shearson Lehman, un autre grand de la finance, lui aussi éprouvé dans un passé récent. Pour être l'actionnaire principal de Salomon et un investisseur particulièrement prisé chez American Express, la société mère de Shearson où il a placé 300 millions de dollars, le financier du Nebraska connaît particulièrement bien les deux maisons.

## L'explosion de la dette publique

Cette éventuelle synergie entre *investment banks* ne passionne ni le Congrès ni les pouvoirs publics, qui préfèrent se consacrer aux questions d'éthique et de renforcement de la réglementation sur un marché vital pour l'Etat fédéral qui y place ses bons du Trésor destinés à financer une « impasse budgétaire » en constante explosion. En dix ans, la dette fédérale représentée par les seuls bons du Trésor et fonds d'Etat est passée de quelque 600 milliards de dollars en 1980 à 2 360 milliards fin 1991 (dont 18 % sont détenus par des investisseurs étrangers), selon les chiffres du département du Trésor, et près de 120 milliards de dollars sont échangés quotidiennement sur ce marché qui va encore continuer à croître l'année prochaine, compte tenu d'un déficit budgétaire évalué à ce jour à 320 milliards de dollars à l'automne prochain, un chiffre qui sera certainement encore révisé à la hausse.

Lorsque s'est tenue, début septembre, la première audition de Warren Buffett par le Congrès, où quatre enquêtes sont menées simultanément (une par le Sénat et trois par la Chambre des représentants), l'actuel patron de Salomon qui parlait « au nom des 8 000 employés honnêtes de la société », n'a pas caché les faits. Effectivement, la firme a transgressé la règle des 35 % applicable aux adjudications (voir encadré) à plusieurs reprises, et notamment lors de la fameuse journée du 22 mai dernier lorsque Salomon s'est porté acquéreur de 10,6 milliards de dollars de bons sur un total de 11,3 milliards, ne

laissant que des miettes aux autres *primary dealers*. De quoi susciter l'irritation d'Edward Markey (démocrate, représentant l'Etat du Massachusetts), le président de la sous-commission des télécommunications et de la finance de la Chambre chargée d'entendre le patron de Salomon et qui s'est prononcé pour « une refonte complète de procédures qui, visiblement, n'ont pas fonctionné ».

De son côté, Richard Breeden, le président de la commission boursière américaine (SEC), qui voit dans cette affaire une occasion rêvée de contrôler un marché qui, pour l'instant, lui échappe, a demandé aux législateurs de modifier la réglementation actuelle pour éviter de tels « errements ». Pendant ce temps, la SEC continue à enquêter sur d'autres éventuelles anomalies. Et d'autres suspects.

La Réserve fédérale et le Trésor se renvoient la balle des responsabilités. Lors de son intervention devant le Congrès, Gerald Corrigan, le patron de la Banque fédérale de New-York, a indiqué qu'après l'adjudication de février dernier, au cours de laquelle Salomon s'était porté acquéreur de 57 % des bons du Trésor soumis à adjudication (22 % de plus que la limite maximale), il avait signalé, dans l'heure, cette anomalie aux services de Nicholas Brady. Une affaire sans suite, jusqu'à l'incident, plus grave, du mois de mai, révéla seulement le 8 août dernier. Quant au Trésor, très mal à l'aise dans cette affaire qui engage le crédit de l'Etat, il se contente de mettre en garde les réformateurs à tout crin en faisant valoir qu'une nouvelle réglementation draconienne serait sans doute pire que le mal qui a été fait.

Pendant ce temps, le marché continue à fonctionner sans trop se soucier de ces luttes d'influence. De quoi s'interroger. « L'adjudication du 27 août, qui portait sur 12 milliards de dollars de bons du Trésor à deux ans, s'est déroulée normalement, sans la présence de Salomon », relève un spécialiste de la finance new-yorkaise. « Et si, tout à coup, on pouvait se passer de lui ? », se demande-t-il ingénument. Trois grands concurrents de la firme ont déjà répondu à cette interrogation iconoclaste, en proposant de remplacer au pied levé Salomon pour le placement de la tranche américaine de l'émission de British Telecom. Pour l'instant, il ne s'agit que d'une offre faite au seul gouvernement britannique. Et qui ne semble pas inquiéter outre mesure Warren Buffett, dont certains se demandent ce qu'il est venu faire dans cette galère new-yorkaise. « Que ce soit dans le Nebraska ou à New-York, je serai là où les circonstances l'exigent et je ne me perdrai pas », rétorque le « sage d'Omaha ». « Ma maman a cousu une étiquette avec mon nom et mon adresse sur la doublure de ma veste. Alors, je n'ai rien à craindre ».

SERGE MARTI

# Une réforme au coup par coup

NEW-YORK

**de notre correspondant**

Dans un passé récent, les règles de fonctionnement du marché des bons du Trésor avaient été modifiées pour remédier à une série de faux, Salomon s'étant — déjà — illustré dans le dernier d'entre eux. Durant l'été 1990, à l'occasion d'une adjudication de la Resolution Trust Corp (RTC), l'organisme chargé de liquider les caisses d'épargne en faillite, Salomon avait déposé une offre portant sur 15 milliards de dollars alors que l'adjudication ne portait que sur 5 milliards.

C'est alors que fut instaurée la règle des 35 %, soit maximal qu'un spécialiste en valeurs du Trésor ne doit pas dépasser, laquelle a été transgressée, depuis, à plusieurs reprises. Pour le reste, le Trésor s'en tenait à son système d'adjudication sur la base des taux proposés et non pas des prix offerts instauré en 1974, les soumissionnaires étant autorisés à formuler autant d'offres qu'ils le souhaitent, à des taux différents et pour une quantité donnée. A l'expiration de l'heure limite de réception

des offres transmises via les *primary dealers* ou le réseau de 25 banques et agences du système de la Réserve fédérale réparti dans l'ensemble du pays, le Trésor retenait l'offre qui lui apparaissait la plus intéressante sur la base des propositions faites et des sommes qu'il souhaitait emprunter sur le marché.

## Un système peu transparent

Ce système d'adjudication par les taux dont les pouvoirs publics ont souhaité contrôler le volume des offres, en laissant toutefois aux *primary dealers* leur monopole d'intermédiaire obligé, vient de démontrer ses limites. « Ce système consistait à accepter différents niveaux de prix permettant au Trésor de bénéficier des prix correspondants aux offres les plus agressives des négociateurs en bons du Trésor et donc de payer moins cher son endettement », admet un observateur de la place. « Mais il a prouvé que le marché manquait de transparence et qu'un *primary dealer* pouvait contrôler plus de 35 % d'une émission dominante sur le marché secondaire pour les titres nouvelle-

ment émis et en faisant payer au prix fort ceux dont l'offre n'a pas été retenue lors de l'adjudication, faussant ainsi la concurrence », souligne-t-il. D'où l'idée d'inciter le Trésor à procéder à une adjudication « à la hollandaise » avec formation d'un prix unique et élargissement du cercle des opérateurs susceptibles de soumissionner à l'offre.

Une thèse que défend notamment Milton Friedman, Prix Nobel d'économie, estimant, d'après une étude comparative des deux méthodes, — étude interdite, selon lui, par le Trésor — que ce dernier, au lieu de perdre de l'argent, aurait en fait économisé des millions de dollars à chaque adjudication. Conséquence douloureuse pour les intéressés : les *primary dealers* perdraient alors une partie de leur privilège pulsque, dans cette hypothèse, chacun peut soumissionner en entrant ses offres dans un système informatique accessible à tous et où le Trésor peut indiquer clairement les choix retenus. Depuis deux ans, la Réserve fédérale et le Trésor travaillent discrètement sur un projet de cette nature et la firme Wunsch Auction Systems, qui commercialise un système d'échange automatisé en dehors des heures de cota-

tion, destiné au marché des actions, vient d'adresser une lettre aux services de Nicholas Brady pour leur proposer de tester ce nouveau système, aisément transposable, selon la société, aux bons du Trésor et fonds d'Etat.

« Cette méthode électronique d'adjudication avec détermination d'un prix unique permet d'éviter la contrainte physique de déposer les offres à la Réserve fédérale et elle a l'avantage d'éliminer le risque d'offres inutilement agressives de la part des intermédiaires », expliquent Steven Wunsch et David Jeffrey, les responsables de la société. Conscients qu'ils risquent de se mettre à dos les *primary dealers*, les deux fondateurs de l'entreprise, tous deux anciens *brokers*, s'emparent cependant de leur réserve sans doute bien mince. Celui de se borner à garantir, grâce à un compte ouvert dans leurs livres, les offres formulées directement sur l'écran d'un modeste terminal par de grands investisseurs institutionnels dont ils étaient auparavant l'intermédiaire obligé.

S. M.

EMPLOI

Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde INITIATIVES

mardi

date

mercredi

Le Monde INITIATIVES

هكذا من الأصل

## AFFAIRES

## Vernes et Gardini lorgnent sur une Bourse assoupie

Le banquier français, figure de l'establishment parisien, va aider son ami, le « paysan » italien ex-patron de Ferruzzi, à monter de nouveaux coups. Ensemble, ils disposent d'un joli magot

On ne prête qu'aux riches. Depuis le 13 août, date à laquelle Raul Gardini, évincé de la direction de Ferruzzi par sa belle-famille, a passé les Alpes pour faire irruption aux côtés de Jean-Marc Vernes au sein de la Société centrale d'investissement (SCI), les rumeurs vont bon train. Dès qu'un titre est chahuté en Bourse, les regards convergent vers la SCI. Comme si le duo Vernes-Gardini se tenait embusqué sur le marché, prêt à tout acheter. L'action Suez frémit-elle ? C'est eux ! Le Crédit commercial de France sort-il de sa léthargie ? C'est encore eux. Et si Beghin-Say s'enlève, c'est parce qu'une OPA est imminente. Les bruits risquent de circuler encore longtemps, du moins jusqu'à ce que les nouveaux associés effectuent leur premier investissement. Ils disposent, il est vrai, d'une jolie cagnotte de plusieurs milliards de francs.

Les associations suscitent d'habitude peu d'engouement, les observateurs préférant attendre pour voir. Personnalité des protagonistes oblige (sans parler des capitaux dont ils disposent), la nervosité a été générale. D'un côté, Jean-Marc Vernes, 69 ans, descendant d'une famille de banquiers protestants, figure de l'establishment français, patron de la Banque Vernes et de Beghin-Say. De l'autre, Raul Gardini, de dix ans son cadet, fils de banquier devenu par son mariage le bras droit de son beau-père dans le groupe Ferruzzi, une entreprise qu'il hissa au premier rang des groupes industriels européens.

Quant à la SCI, elle dispose en 1991 d'un véritable trésor avec des

actifs évalués à 6 milliards de francs. L'ancienne société des Etains de Kinta, devenue Société centrale d'investissement en 1982, a recueilli au départ les 100 millions d'indemnités versés par le gouvernement lors de la nationalisation de la Banque Vernes. Rapidement le conseil d'administration s'est étoffé (des amis comme Dassault, L'Air liquide puis la Navigation mixte sont venus le rejoindre) et les actifs, peu nombreux, comprennent principalement la Banque industrielle et commerciale du Marais et un bloc de contrôle sur la compagnie d'assurance Victoire. Entre 1986 et 1987, les privatisations orchestrées par Edouard Balladur permettront à Jean-Marc Vernes d'obtenir quelques participations intéressantes, notamment dans Havas. En 1989, Jean-Marc Vernes réussit, un coup foudroyant, la prise de contrôle de la SCI, même si Raul Gardini a attentivement étudié un investissement sur l'ensemble Victoire-Colonia. Mais craignant de voir le pouvoir sur Victoire filer par-delà les Alpes, comme Beghin-Say en son temps, Suez a lancé une OPA. Une bataille boursière que la SCI, perdue mais qui l'enrichit.

La vente des titres Victoire rapporte 6,5 milliards de francs à la SCI qui peut ainsi renforcer ses participations dans la Navigation mixte

Un seul problème : comment financer la prise ? S'adresser à Suez, le second actionnaire de Victoire, revenait à perdre le contrôle de l'ensemble. En revanche, les liens tissés avec Raul Gardini et la présence au sein du groupe Ferruzzi de la compagnie d'assurance Fondaria autorisent une alternative. La chose est sûre, Raul Gardini a attentivement étudié un investissement sur l'ensemble Victoire-Colonia. Mais craignant de voir le pouvoir sur Victoire filer par-delà les Alpes, comme Beghin-Say en son temps, Suez a lancé une OPA. Une bataille boursière que la SCI, perdue mais qui l'enrichit.

(11,05 %), Havas (4,9 %), l'Office d'annonces (10 %), la Banque Vernes (19 %), la Compagnie financière Edmond de Rothschild Banque (10 %), sans parler des intérêts immobiliers.

Qui régnera sur le nouvel ensemble ? « Ce n'est pas à deux que nous allons diriger la SCI, c'est tous ensemble en concertation avec nos actionnaires », s'empresse d'indiquer M. Vernes. Un principe de collégialité qui fait sourire quelques-uns des actionnaires. Même si aucune des composantes de la SCI n'est majoritaire, Vernes et Gardini en sont bel et bien le moteur. Et ce tandem fait de liens amicaux et de services rendus pourrait s'avérer solide tant les intérêts sont similaires et complémentaires.

## Une sortie honorable

« Dans la vie, les personnes avec lesquelles on s'est heurté deviennent souvent des amis », explique Jean-Marc Vernes. C'est l'industrie sucrière qui a servi de cadre à leur première rencontre. Ayant remplacé Ferdinand Beghin à la tête de Beghin-Say en 1977, Jean-Marc Vernes se heurta l'année suivante à Raul Gardini, lequel ne cesse de grignoter son capital. Après avoir tenté de lui résister, Jean-Marc Vernes finira par s'entendre avec lui, au point de lui céder le contrôle de l'affaire en 1986 tout en conservant son poste de président de Beghin-Say. Depuis, les deux hommes ne cessent de s'entraider en toute amitié même si l'un, Jean-Marc Vernes, est l'employé de l'autre.

En 1991, malgré le divorce entre

Raul Gardini et sa belle-famille, Jean-Marc Vernes demeure président de Beghin-Say. Son rôle de conciliateur entre les factions du clan Ferruzzi y est pour beaucoup. « Mes relations avec toute la famille sont excellentes, reconnaît-il, ajoutant : j'ai ainsi joué un rôle dans la sortie de Raul Gardini. »

« Il continuera », le paysan, comme aime à l'appeler les Italiens, est une nouvelle fois son obligé. Après lui avoir permis de prendre le contrôle d'un grand de l'industrie sucrière française, Jean-Marc Vernes a travaillé à lui faire une sortie honorable. Sans oublier qu'il lui sert aujourd'hui de parrain vis-à-vis de l'establishment français des affaires. Reconnaissance oblige, Jean-Marc Vernes reste président de la SCI, même si Raul Gardini en est le premier actionnaire avec un investissement supérieur à 1,8 milliard de francs, soit une grande partie de l'indemnité versée par sa belle-famille lors de son départ de Ferruzzi.

Reste à savoir quel va être le moteur de leur association. Les deux hommes vont-ils se déployer sur des champs nouveaux ou chercher à régler des comptes ? Jean-Marc Vernes souhaite-t-il se venger d'un Suez qui lui a soufflé Colonia, l'un des plus importants investissements jamais réalisés par la finance française en Allemagne ? « Ce n'est pas dans mon caractère, la page est tournée. Seulement on se souvient », explique-t-il le posément. Quand les socialistes nationalisent sa banque (au bord de la faillite) en 1982, il en fait des ans s'avère extrêmement rentable. Huit ans plus tard, il est même parvenu à reprendre le nom de son

ancienne banque dont les actifs ont été cédés entre-temps à l'istituto San Paolo di Torino.

En fait, loin de se venger, Jean-Marc Vernes cherche plutôt à ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Au début de l'année, il sort la BICM de la SCI pour en transférer le contrôle dans Verninvest, un holding familial au sein duquel sont présents – mais minoritaires – les amis de toujours (Dassault, Mixte, L'Air liquide). La famille Vernes s'enorgueillit de posséder à nouveau une banque à son nom. Et Jean-Marc Vernes peut espérer voir un jour l'un des siens lui succéder.

La SCI en revanche n'a rien de familial. Cette corne d'abondance sera-t-elle le moyen pour l'impétueux Gardini de laver un jour l'affront de son « licenciement » ? Car le 11 juin, quand la famille s'est rendu compte que le projet de restructuration de la Scalfino Ferruzzi, le holding de tête du groupe, émiettait plutôt les parts de chacun et confortait Raul dans une présidence à vie, l'éviction a été immédiate. Jean-Marc Vernes a beau être dénué d'esprit de revanche, il n'en est sans doute pas de même pour Raul Gardini. Son retour à la tête de Ferruzzi est d'autant moins à exclure qu'Arturo, son beau-frère, n'a pas encore fait la preuve qu'il avait l'envergure nécessaire pour diriger un empire industriel qui plonge ses ramifications dans des secteurs aussi variés que l'assurance, l'agriculture, l'édition et la chimie, l'alimentaire et l'énergie. Quant à disposer du caractère visionnaire de Raul, la question ne se pose même pas.

Cela dit, une riposte immédiate est à exclure. Par son silence, Raul Gardini indique qu'il souhaite que les

esprits se calment. « On est dans une atmosphère d'après-divorce », note l'un de ses proches. Le partage fait, il a conservé une option d'achat sur un palais à Rome en face du Capitole, et sur un vaste domaine forestier et agricole en Toscane. Et surtout sa belle-famille lui a laissé la présidence du Delfi, cette organisation qu'il a mise sur pied pour participer à l'America's Cup en mai 1992. Pour gagner cette course à la voile, la plus prestigieuse de toutes les compétitions nautiques, il a fait construire par la Montedison (une filiale de Ferruzzi) un chantier à Venise et le groupe consacre des sommes considérables à la conception de son bateau *Il Moro di Venezia*. Ce voilier à la coque couleur lie de vin décore de la crinière du lion de Venise utilise les technologies les plus modernes en matière de nouveaux matériaux. Les résultats s'annoncent prometteurs puisque ce bateau a déjà remporté le championnat du monde des voiliers de classe America's Cup. Une belle et agréable surprise. Mais à San Diego en Californie, là où se dérouleront les compétitions. La sophistication du lieu est telle que les mauvaises langues l'ont surnommé le « Taj Mahal ».

Raul Gardini non seulement dirige les opérations mais participe aux courses. Il était à bord lors de la course du Fastnet, en août dernier, quand son voilier s'est classé dans les premiers. « Dans les affaires c'est un véritable skipper, il donne des ordres très précis qui ne se discutent pas », affirme un de ses collaborateurs. Pour l'heure, de Milan, Raul Gardini cherche des bureaux à Paris. Le débarquement est proche.

YVES MAHOU  
et DOMINIQUE GALLOIS

## Yasid Sabeg, ou la difficile mutation d'un financier en chef d'entreprise

Du pétrole à la finance puis à l'industrie, le récent patron de la Compagnie des signaux, obligé de lancer une OPA, entreprend une difficile conversion

« YASID SABEG, connais pas ? » La réponse est brève, sans nuance, chez les industriels, à l'évocation du nouveau patron de la CSEE (Compagnie des signaux et d'équipements électroniques). Celui qui l'a vu arriver, un beau jour de juin dernier, à l'assemblée générale de l'entreprise, pour tout bonnement démettre le conseil d'administration, installer ses actionnaires et s'asseoir dans le siège du président, se demandent toujours ce qu'il vient faire et ce qu'il veut.

A-t-il un projet industriel de remplacement ou une autre stratégie ? Non. Il prend le pouvoir au nom des 23 % acquis en Bourse quelque temps auparavant par la société Quadral qu'il dirige et qui lui ont permis de devenir l'actionnaire principal de ce équipementier électronique. Ses préoccupations portent plus alors sur les comptes de la société. A quarante et un ans, Yasid Sabeg, Français né en Algérie, réalise un rêve qui tente aujourd'hui beaucoup de financiers. La banque n'ayant plus l'aura des années 80, il cherche à démarrer une nouvelle vie dans les affaires.

C'est ma première opération industrielle et je ne tiens pas à faire « l'impasse moi », reconnaît le patron de la CSEE, qui entre de plain-pied dans un domaine, l'équipement électronique, inconnu pour lui. Jusqu'à présent, son monde était plus pétrolier et financier. Il y a laissé le souvenir d'un gros malin avec énormément de relations. « Il est difficile de (lui) faire prendre un engagement ferme, ajoute-t-on, mais une fois qu'il l'a pris, il le tient. » Sur le plan politique, on le situe au centre, proche de Raymond Barre et ami de son fils Olivier, tout comme de celui du président de la République, Jean-Christophe Mitterrand. « Extrêmement convivial, il donne l'impression d'un homme intelligent, rapide, mais ne sachant sans doute pas trop où aller », entend-on également chez les banquiers. Sa carrière en est peut-être l'illustration. Après une année de stage à la direction des études du Crédit lyonnais entre 1968 et 1969, Yasid Sabeg reprend ses études pour devenir docteur en économie, spécialiste des questions pétrolières. Après un passage à l'UBAF (Union des banques arabes et françaises), il rejoint la DATAR entre 1974 et 1976. « Il ne faisait pas partie du personnel, il était contractuel. Nous voulions ouvrir un bureau au Moyen-Orient et il aurait été chargé de l'opération. Mais le projet n'a pas abouti. » Yasid Sabeg travail-

lera ensuite dans le groupe saoudien Alireza, avant d'entrer en 1979 chez Spie Batignolles pour s'occuper de l'off-shore. Deux ans plus tard, il fonde Enerfinance, un cabinet de conseil et d'études économiques principalement pétrolières qu'il possède toujours.

« J'ai passé ensuite un an, entre 1987 et 1988, dans le groupe Bolloré comme conseiller et j'ai participé au dossier Rhin-Rhône », raconte Yasid Sabeg. Un passage éclair chez Euris, la société financière dirigée par Jean-Charles Naouri, et il rejoint Alain Duménil, un homme avec qui il avait déjà travaillé. Il prend alors la présidence de la SEPAD (Société d'études, de participation et de développement), propriétaire de la station de sports d'hiver de Flaine dans les Alpes. En 1990, il fonde Quadral, une société d'investissement avec pour vocation de prendre des participations industrielles. Pourquoi Quadral ? « Parce que nous avons lancé cette entreprise avec quatre actionnaires, la banque Saga, la Midland, Novalliance et Alain Duménil », explique-t-il.

## Une tactique risquée

Le premier investissement s'est présenté en mai dernier, avec le ramassage, sur le marché boursier, d'un paquet de titres de la CSEE. Et depuis, l'opération ne semble pas se dérouler aussi bien que prévu. « J'ai l'impression de m'être fait avoir », affirme-t-il vingt jours après sa prise de pouvoir, lorsqu'il découvrirait que l'italien Finmeccanica, partenaire de l'entreprise et administrateur important, non seulement ne semble pas apprécier son arrivée mais de plus bénéficierait de conventions secrètes lui permettant de mettre la main sur deux des trois branches du groupe. Autre déconvenue de taille : la situation financière est pire que ce qu'on attendait. Pour couronner le tout, l'augmentation de capital lancée en août a fait franchir à Quadral la barre des 33 % l'obligation à lancer une OPA sur la CSEE et à investir au total entre 300 et 400 millions de francs dans l'opération, au lieu des 55 millions envisagés initialement.

Difficile de devenir chef d'entreprise et de se débarrasser de son image de financier. « Je ne suis pas venu faire un coup mais la situation était beaucoup plus catastrophique que je ne l'imaginais. Quel qu'il arrive, je maintiendrai l'intégrité de la société », affirme à qui veut l'entendre le nouveau patron de la CSEE. Mais il ne parvient pas à

convaincre, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, même s'il est présenté dans de nombreux milieux comme le défenseur de l'industrie française face aux ambitions étrangères, ici italiennes.

Sa propension à dramatiser la situation depuis le début de l'histoire déconforte beaucoup et prouve peut-être qu'il n'est pas si aisé de se défaire de ses réflexes de financier pour qu'il s'engage dans une entreprise avec chiffres. Car, si d'un point de vue tactique boursière, la stratégie peut être payante, elle peut se révéler à l'inverse très dangereuse sur le plan industriel. Les nouvelles alarmistes font les délices de la concurrence. Pour l'instant, l'essentiel s'étant passé durant l'été, il n'y a pas eu trop d'impact sur le carnet de commandes. Or maintenant, tandis que l'OPA débute et que les possibilités de surenchères, de batailles boursières ou simplement de ramassage de titres par Finmeccanica, ne sont pas exclues, que va-t-il se produire ? Qui dirigera en fin de compte la CSEE à l'automne ?

« Très prochainement, je connaîtrai sur le bout des doigts tous les produits de l'entreprise, affirme résolument Yasid Sabeg, confiant dans son importante capacité de travail. Mais ça aurait été tellement plus simple si la société n'avait pas été cotée. Il y aurait eu moins de remous. » Aurait-il alors été plus aisé de se glisser dans la peau d'un chef d'entreprise ? Rien n'est moins sûr.

D. G.

## Les recettes-miracles de Nazmu Virani

Le PDG de Control Securities, milliardaire britannique d'origine indienne, ne regrette pas d'avoir accordé sa confiance à BCCI. Mais il souhaite tourner la page

## LONDRES

NAZMU VIRANI ne faisait pas partie de la délégation des déposants de la Bank of Commerce and Credit International (BCCI) auquel le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a promis, le 9 septembre, d'examiner avec l'actionnaire principal, l'émirat d'Abou Dhabi, la possibilité de relancer l'établissement, dont les activités sont suspendues depuis le 5 juillet. Cet homme d'affaires, à la cinquantaine joviale et massive, qui est le sujet britannique d'origine asiatique le plus riche du royaume, se pose en fait le problème inverse : comment faire oublier la BCCI connection qui a durement frappé Control Securities PLC, le groupe immobilier et de loisir qu'il a fondé au début des années 70.

« J'ai été totalement pris par surprise. » Voici un chef d'entreprise plus amène mais aussi des plus sympathiquement habiles, retors et manipulateur. La BCCI Londres a été longtemps son banquier le plus important. N'a-t-elle pas aidé cet Indien, natif d'Ouganda, chassé par Idi Amin Dada, à financer l'acquisition d'une superette à Dulwich dans le sud de Londres, point de départ d'une *success story*, comme la dispora du sous-continent en a le secret ?

Par la suite, la BCCI, fondée par le financier pakistanais Agha Abedi, a pris 5 % des parts de la compagnie.

Nazmu Virani, par ailleurs, a livré à ce dernier deux immeubles de bureaux, le siège de Leadenhall Street (conseil financier de la BCCI), et celui d'Earls Court (opérations de change). Control Securities a aussi déposé 2 millions de livres – 20 millions de francs – dans les coffres de la BCCI, qui lui a octroyé des facilités de crédit s'élevant à 5 millions de livres. Témoin de la solidité des liens entre les deux organisations, un trophée de cricket portant la mention « Control-BCCI 1991 » trône sur la cheminée de la salle du conseil d'administration à côté de portraits de la famille Virani. Enfin, parmi les associés de Nazmu Virani, figure le milliardaire saoudien Gaith Pharaon, l'un des principaux bénéficiaires des prêts illégitimes de la banque, qui a servi d'homme de paille pour son implantation aux Etats-Unis.

## Un de mes banquiers, c'est tout

Aujourd'hui, la BCCI, c'est à peine si la quarantième fortune du Royaume-Uni s'en souvient. « C'était l'un de mes banquiers, c'est tout. » Notre interlocuteur affirme n'avoir jamais rencontré les principaux acteurs du plus gros scandale bancaire de tous les temps. Abedi, son bras droit Swaleh Naqvi, ou Syed Ziauddin Ali Akbar, responsable de la trésorerie jusqu'en 1986, recherché par la justice américaine, et arrêté le 2 septembre à Paris. Visiblement, le PDG de Control Securities veut tourner la page d'une affaire qui sape

son statut de porte-parole de la communauté des entrepreneurs indiens. Blanchiment de l'argent du trafic de drogue, services secrets, comptes de terroristes... tous les ingrédients de la saga ne peuvent que déplaire aux puissants protecteurs de Nazmu Virani, comme le prince Charles, l'Aga Khan, ou Margaret Thatcher. Son association avec « la banque internationale des escrocs et des criminels », de surcroît, ne peut qu'agacer la City, toujours méfiante à l'égard de ce personnage venu d'ailleurs, parti à l'assaut du sanctuaire du capitalisme insulaire. On n'arrive pas à bâtir un groupe immobilier (viage quatre hôtels, des bureaux...) et de loisirs (brasserie, sept cent soixante-dix pubs...) pesant 110 millions de dollars, sans quelques recettes miracles. La sienne, c'est d'être un habile jongleur des finances.

« La BCCI avait des clients dans le monde entier, en Inde, au Pakistan, en Afrique orientale, en Amérique du Sud. Ses cadres étaient souvent originaires de notre région. Ils connaissaient nos familles, fréquentaient les mêmes lieux de culte. La BCCI ne demandait pas de références, elle prêtait sans réclamer de garanties. Pour les asiatiques, la confiance du banquier est un *maître-mot*, nous explique-t-il. Si la masse des cent vingt mille déposants britanniques de la BCCI (dont la moitié sont d'origine indo-pakistanaise) espère obtenir une reprise des activités de la banque, lui croit à sa mise en liquidation après la date butoir du 2 décembre, fixée par la justice londonienne. Dans ce cas de figure, Control Securities a l'intention de proposer au syndicat Touche Ross de racheter les 5 % des titres détenus par la BCCI.

Bien que les déboires de la banque aient plongé la compagnie dans le rouge, au la consignation à constituer de fortes provisions, le patron lase, une note de défi dans les yeux : « Je ne regrette pas un instant d'avoir accordé ma confiance à la BCCI. C'est la seule banque qui m'a aidé à mes débuts. J'ai gardé avec elle des relations d'affaires jusqu'au bout car il ne faut jamais oublier ses amis. »

MARC ROCHE

## TABLES D'AFFAIRES

## DÉJEUNERS RIVE DROITE

COPENHAGUE 43-59-20-41  
142, Champs-Élysées F. dim.

De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD salé, SAUMON mariné à l'aneth. MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

## RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14  
25, rue Frédéric-Boutant (Métro-Mut.) F. dim.

12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 23 h. Ouvert le samedi. Toujours un bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

LA PERLE DES ANTILLES 45-42-91-25  
36, avenue Jean-Moulin, 14<sup>e</sup> F. dim.

SPECIALITÉS ANTILLAISES. 1 toque G. et M. Délicieuse cuisine typique. Gratin de milillon, tasset de bœuf. Atmosphère des Iles, accueil chaleureux.

ALSACE A PARIS 43-26-89-36  
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> T. l.

Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à découvrir. Déj. Diner, Soupers. Grillades, Choucroutes, Poissons, Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

## Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
46-62-72-67

هكذا بن الأصل



AFFAIRES

# Birgit Breuel, la femme la plus importante d'Allemagne

Chargée de privatiser et de réorganiser le patrimoine public de l'ex-RDA, la présidente de la Treuhandanstalt estime qu'il faudra licencier ou « liquider » pour créer à terme des emplois

FRANCFORT  
correspondance

**B**IRGIT BREUEL, cinquante-trois ans, n'aime pas que l'on parle d'elle comme de la femme la plus importante d'Allemagne. « C'est largement exagéré, car les décisions sont toujours collectives », interrompt-elle. Et pourtant, en tant que présidente de la Treuhandanstalt, société fiduciaire chargée de privatiser et de réorganiser le patrimoine public de l'ex-RDA, c'est d'elle que dépendent chaque jour le sort de millions de travailleurs est-allemands, l'avenir économique de régions entières ainsi que la survie de nombreuses branches industrielles dans les cinq nouveaux Länder. Et certains secteurs, comme la chimie, sont tellement pollués qu'il faudra sans doute plusieurs années avant de tout assainir pour arriver à vendre. Ce qui promet un bel avenir à la Treuhand, où près de 3 000 personnes sont aujourd'hui employées.

Cette tâche titanesque et plutôt ingrate, Birgit Breuel veut la mener à bien le plus vite possible. Elle n'en attend que peu de crédit personnel et encore moins de popularité. « L'essentiel, c'est de convaincre et de croire en ce que l'on fait même si la décision risque d'être impopulaire ». Car, quelle que soit la décision de la Treuhand — vendre, restructurer ou liquider les 8 000 entreprises dont elle a hérité (10 000 entreprises après le démantèlement des combinats en petites unités) —, il y aura toujours quelqu'un qui risquera d'y perdre son emploi. « La responsabilité est immense et souvent aussi très lourde à porter sur

un plan personnel, mais il n'y a pas d'autre moyen que de licencier ou de liquider pour créer à terme des emplois », dit-elle sans l'ombre d'un état d'âme.

Pour cette fille d'un banquier de Hambourg, du nom de Münchmeyer, qui a passé les dix dernières années de sa vie comme ministre CDU de l'économie puis des finances du Land de Basse-Saxe en appliquant à la lettre ses conceptions ultra-libérales, la privatisation doit rester l'objectif prioritaire de la Treuhand, « parce que je ne connais pas de meilleure solution pour l'entreprise mais aussi pour les employés », précise-t-elle.

## 3 400 entreprises privatisées

D'où l'analogie qui est souvent faite entre elle et l'ancien premier ministre britannique, Margaret Thatcher, elle aussi viscéralement opposée à toute forme d'intervention de l'Etat dans l'économie. Mais, hormis le caractère sans rouler et une allure aussi décidée que celle de la « Dame de fer », la comparaison entre les deux s'arrête là, car « Frau » Breuel peut se targuer d'un bilan beaucoup plus impressionnant en matière de privatisations.

Rien qu'en juin, la Treuhand a vendu 443 entreprises, soit environ « vingt par jour » selon sa présidente. Fin juillet, le nombre total de compagnies privatisées atteignait déjà 3 000 (au moins 3 400 à la fin août), représentant une valeur de 11,6 milliards de DM, un niveau d'investissements

de 67,8 milliards de DM et la préservation de 553 000 emplois. Les critiques ne manquent pas. Ne dit-on pas que certaines de ces entreprises ont été comptées en double dans les statistiques et que les ventes ont été réalisées à une « valeur négative » pour la Treuhand ? N'assure-t-on pas qu'elles



ont été concentrées dans le secteur des services et du bâtiment essentiellement pour les « meilleurs morceaux » ? Ce qui n'a pas empêché les syndicats de reprocher à M<sup>me</sup> Breuel de ne pas avoir de politique industrielle ou de vouloir « brader » les entreprises est-allemandes.

Après quelques zigzags, elle a finalement accepté, pendant l'été, de laisser la Treuhand prendre une participation de 10 % dans la création des sociétés dites « ABS » (Arbeitsförderung, Beschäftigung und Struktur-

entwicklung) qui visent à occuper et à recycler les effectifs en surnombre dans les entreprises devant être privatisées. Cette entorse à son credo libéral, elle l'explique par un compromis pour éviter un chômage massif à l'Est qui pourrait engendrer de nombreux troubles sociaux et effrayer les investisseurs, notamment étrangers, mais sans que le processus de privatisation ne soit toutefois remis en question.

« La Treuhand a toujours été le bouc émissaire de tous les mécontentements. Rien de nouveau donc à cela. Cette situation va durer tant que la reprise économique n'aura pas eu lieu dans les cinq nouveaux Länder », ajoute-t-elle à l'intention de ses détracteurs. Déjà du temps de son prédécesseur, dont elle était devenue le bras droit, Karsten Dober, Rohwedder, assassiné le 1<sup>er</sup> avril à son domicile de Düsseldorf par des terroristes de la Fraction armée rouge, les attaques contre la Treuhand ne manquaient pas. En fait, dès sa création par la loi du 17 juin 1990, le plus grand holding du monde avait réussi à faire l'unanimité contre lui : jugé « centraliste » et « incompétent » par le patronat, accusé de vouloir « nuire » les emplois par les syndicats, il était aussi très critiqué par les Allemands de l'Est en raison de son infiltration par d'anciens membres du SED. A la suite de quoi la Treuhand a dû passer successivement par une période d'épuration, d'organisation et de décentralisation, ce qu'il poursuit.

Pendant l'été, 1 400 managers ont été licenciés dans les entreprises appartenant à la Treuhand, certains à cause de leur passé politique, la plupart pour incompétence. Mais, au

sein de la Treuhand elle-même, où plus de la moitié du personnel vient de l'Est, seuls 12 employés ont dû démissionner parce qu'ils étaient d'anciens membres de la Stasi, et 18 en raison de leur manque de qualification. Parmi l'équipe dirigeante, qui se compose de 60 chefs de département et de 60 directeurs, il n'y a que 6 Allemands de l'Est.

Birgit Breuel connaît bien les problèmes d'organisation puisque c'est elle qui avait été chargée par Detlev Rohwedder de la mise en place des quinze directions régionales de la Treuhand qui gèrent les PME de moins de 1 500 employés. Au-delà, c'est automatiquement l'organisme central de Berlin, installé aujourd'hui à Leipziger Strasse, dans les bâtiments de l'ancien ministère de la Luftwaffe à l'Est.

## La vente du siècle

A la différence de son prédécesseur, Birgit Breuel était dépourvue d'expérience en tant que patron d'industrie, malgré un passage chez Volkswagen ainsi qu'à IBM, où elle siège au conseil de surveillance. Ce qui explique qu'on lui ait adjoint un vice-président venant des milieux d'affaires pour l'assister. Il s'agit de Hero Bräuns, ancien directeur financier du groupe sidérurgique Hoesch — « avec qui nous nous complétons parfaitement », précise-t-elle. Ce dernier a notamment pris le secteur des machines-outils sous sa tutelle tandis qu'elle se consacre désormais exclusivement à la stratégie commerciale de la Treuhand ainsi qu'aux relations

avec Bonn. Birgit Breuel ne craint pas à la tête des « bons morceaux » et des « canards boiteux » qui resteront dans le giron de la Treuhand faute d'acquéreurs. D'où son effort systématique avec Hero Bräuns pour démanteler et casser les anciens combinats en unités plus petites, plus viables et plus facilement vendables. La mise en place d'un fichier électronique de toutes les entreprises dont la Treuhand a la charge a permis de répondre en partie à l'attente d'éventuels investisseurs, notamment étrangers.

La prochaine étape de cette « vente du siècle » commencera en octobre avec l'ouverture d'une filiale de la Treuhand à New-York pour convaincre les investisseurs américains de s'implanter à l'Est. Jusqu'ici, présent, ceux-ci ont plutôt été réticents à se lancer avec seulement 115 des 3 000 entreprises privatisées rachetées par des étrangers. La présidente de la Treuhand s'est aussi rendue au Japon pour convaincre, non sans mal, les investisseurs nippons de la même nécessité, et d'autres voyages sont prévus, notamment en Espagne et en Suisse.

En ce qui concerne la France, qui est en deuxième position derrière la Suisse avec quatre investissements, une délégation accompagnée par Pierre Bénéguy devrait se rendre à Berlin en septembre. Quant à ses futures relations avec Edith Cresson, dont elle ne partage guère les points de vue, Birgit Breuel ne fait aucun mystère : « Jamais deux femmes sous le même toit », répond-elle du ton de sa quand on lui pose la question.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

# Un encouragement au rachat par les cadres

FRANCFORT  
correspondance

Les MBO (management buy out) sont loin de constituer une panacée à la privatisation. Mais, à la Treuhand, on a décidé d'encourager systématiquement le rachat par les managers de l'Est des anciennes entreprises d'Etat qui auraient des difficultés à trouver un acquéreur. Ainsi, près de mille six cents sociétés est-allemandes se trouvent encore dans le giron de la Treuhand pour faire l'objet d'un MBO.

Pour Werner Ehmann, un avocat de Berlin spécialisé dans le droit du travail qui siège dans le conseil de surveillance de plusieurs sociétés est-allemandes, cette troisième voie entre la vente et la liquidation profite à tout le monde. A la Treuhand d'abord, qui préserve ainsi des emplois sans être obligée de financer un plan d'assainissement coûteux. A l'entreprise ensuite, qui continue de tourner tout en se res-

tructurant. Au management enfin, qui s'initie, par ce biais, beaucoup plus vite à l'économie de marché, puisqu'il est responsable.

L'exemple de la firme FER, Fahrzeugelektronik GmbH, d'Eisenach, qui fabrique du matériel électrique pour les véhicules et les cycles, est révélateur à cet égard. Sous l'ancien régime, FER était organisée en un puissant combinat avec une gamme de vingt-sept produits et plus de quatre mille employés. Ce « Bosch rouge » de l'Est, qui avait le monopole pour les Wartburg et les Trabant, mais sous-traitait aussi à l'export pour des fabricants automobiles comme Volkswagen, Citroën ou Peugeot, constituait un morceau de choix pour son homologue de l'Ouest. Très vite, les tractations pour un rachat furent entamées avec la Treuhand, et Bosch repartait sans trop de problèmes, récupérant les meilleurs morceaux du combinat FER, comme la fabrication des phares et des assiettes, tout en éliminant, du même

coup, un concurrent potentiel. La nouvelle société FER, amputée de son management, passé à Bosch, de la plus grande partie de ses produits ainsi que de l'essentiel de ses marchés, était à terme condamnée.

Sa première chance fut la nomination par la Treuhand de personnalités éminentes et très compétentes dans son conseil de surveillance : un président vient de BMW et, en plus de Werner Ehmann, les deux autres membres sont issus de Volkswagen et d'ABB. Très vite, ils ont pris à cœur la survie de l'entreprise, qui emploie deux mille trois cents personnes, dont près de la moitié ont déjà été mises au chômage technique.

Selon le directeur de FER, Klaus Lantzech, qui a travaillé pendant vingt-cinq ans dans le combinat, où il était responsable à l'export, le plan d'assainissement mis au point avec la Treuhand prévoit un effectif de neuf cent soixante employés d'ici à la fin de l'année et un dégraissage progressif en trois ans

pour atteindre six cent quarante employés.

Pour l'instant, la Treuhand finance les besoins en liquidités de l'entreprise, soit 30 millions de deutschemarks par an. Klaus Lantzech, qui est candidat pour un MBO, pense réaliser un chiffre d'affaires d'au moins 70 millions de deutschemarks d'ici à l'année prochaine grâce à la reorganisation de la production. FER a déjà obtenu un contrat pour la nouvelle Golf A-III et a entamé des discussions avec Opel. L'objectif est maintenant de renouveler les contacts avec ses anciens clients, notamment en France, car il lui faut trouver 34 millions de deutschemarks pour financer sa nouvelle gamme de produits : « La meilleure formule pour un MBO à hauteur de 50 % et une prise de participation de ses clients pour les 50 % restants », estime, pour sa part, Werner Ehmann.

Ch. H.-M

# A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

## Sir Karl Popper et le management

C'est une surprise. A l'initiative de *Sviluppato e Organizzazione*, nous découvrons un Karl Popper inédit. Lors d'une conférence prononcée à Rotterdam devant un auditoire de dirigeants d'entreprise et d'universitaires, Sir Karl parle de l'art du management.

Sir Karl s'inspire à haute voix. « C'est la première fois, mais c'est raisonnable ». « Je suis à moitié sourd et presque aveugle. J'ai eu plusieurs attaques cardiaques ». Plus encore, « je suis un très mauvais manager ». Heureusement, ajoute Sir Karl, je ne suis pas en mauvaise compagnie. Ni Socrate ni Descartes ne possédaient ce que vous dénommez « la compétence managériale ». Seul David Hume fut « un manager extraordinairement efficace ».

Néanmoins, Sir Karl déclare être autorisé à parler. Et, il va sans dire que un philosophe des sciences passionné de rigueur, au nom des faits.

« A ma surprise, malgré mon incurtilité, raconte Sir Karl, je reçois des industriels, des banquiers ou des consultants venus me remercier de leur avoir permis de faire des bénéfices ». Du reste, des dirigeants sidérurgistes américains n'ont-ils pas créé des séminaires d'apprentissage aux « popperian principles » dans leurs entreprises ?

La conférence s'ouvre par une leçon magistrale sur la démarche scientifique susceptible d'éclairer les hommes d'entreprise. Plus que jamais, Sir Karl rappelle ses exigences de clarté et de simplicité pour expliquer « ma philosophie de la science ou sans doute plus exactement ma philosophie de la vie ».

Rechercher l'essence d'une « science », de la gestion par exemple, est sans doute l'un des exercices favoris des professeurs mais cette activité n'est guère utile. Point de doute dans l'esprit de Sir Karl, le ressort de la connaissance managériale est transparent : résoudre des problèmes pratiques.

Pour ce faire, l'homme de management, comme l'ont dit l'homme de science, spéculer, imaginer, dénicher, bricoler des « solutions ». Ces solutions, répète l'auteur de la *Logique de la découverte scientifique*, sont toujours des hypothèses, ou pour mieux dire des « essais de solution ».

Mis à l'épreuve de l'action, les essais de solution peuvent être efficaces. Par-dessus tout, ici et là, un jour ou l'autre, les essais connaissent des ratés ou des échecs. C'est-à-dire que, en termes popperiens des « erreurs », en tout ou partie, le bien-fondé des essais de solution.

D'ordinaire, le sens commun ne fait pas bon ménage avec les erreurs. De mille et une manières, il cherche à s'en débarrasser — ne serait-ce qu'en les camouflant ou en les ignorant. A l'inverse, le manager popperien traque avec passion les irrégularités, il débute les fautes, voire même il anticipe les erreurs.

Pourquoi ? La réponse est au centre de la théorie de la connaissance scientifique popperienne : « Nous apprenons à partir de nos erreurs, en vérité nous

n'apprenons pratiquement que grâce à nos erreurs ». Selon Popper, la collecte d'observations favorables à sa théorie n'obéit pas le savoir. L'enjeu de la démarche scientifique est autre : sans éprouver des faits, des expériences ou des erreurs susceptibles d'infirmer les hypothèses et partant de les corriger.

Enfin, cette démarche cyclique d'essais de solution et d'erreurs nécessite que les hommes de science ou de management se soumettent à l'hygiène du « rationalisme critique » : la violence des débats ouverts et rigoureux, la « libre concurrence des pensées », la nécessité de la critique mutuelle.

## Une vision trotskiste

Dans ce cadre, qu'est-ce que l'action managériale ? Tout simplement : un réformisme permanent évoluant à coups de découvertes, d'essais de solution et d'erreurs toujours provisoires comme en témoigne le « socialisme expérimental » de l'organisation, des transports aériens. Ce « trotskisme épistémologique », pour reprendre une expression de manuel, est, à en croire Sir Karl, éminemment pratique. Dans l'entreprise, les erreurs sont le lot quotidien des dirigeants et des subalternes. « Nous sommes tous faillibles ».

L'excellence managériale ne s'enveloppe pas dans le mystère. Elle correspond au plaisir d'apprendre : découvrir des problèmes, trouver des essais de solution. La bonne entreprise classe, plus elle valorise les erreurs. Ces dernières sont des « biens publics » dont tout un chacun doit pouvoir discuter en grand jour. A cet effet, l'entreprise institutionnalise, à tous les échelons, grâce à des procédures d'échanges et à des modes d'organisation, le rationalisme critique caractéristique des communautés scientifiques. En particulier, l'exigence du rationalisme critique — évaluer la justesse des raisonnements, la qualité des informations et la clarté des problèmes — permettrait de bannir des fautes de conduite familières aux managers : dogmatisme, conformisme, affectivité, règlements de comptes.

La diffusion européenne de la conférence de Rotterdam ne semble pas fortuite. La démarche du rationalisme critique, suggèrent les éditeurs de *Sviluppato e Organizzazione*, ne permettrait-elle pas d'endiguer la luxuriance des interprétations « spiritualistes » ou charismatiques des activités managériales ? Sir Karl a déjà livré son point de vue : « C'est mon impression que cette méthode — celle que les sociologues appellent charismatique, mystique de la personnalité et du leadership — bien que très rare, existe. Mais le rôle qu'elle joue est hautement insalubre et très dangereux : rappelez-vous Adolf Hitler. Un leader ne peut être, dès l'origine, un mégalomane ou un fou, ou s'il ne l'est, il peut le devenir ».

JEAN-G. PADIEAU  
(avec la collaboration de l'ESCP)

# Le « club » des fournisseurs de la cour britannique

Le « Royal Warrant », le brevet accordé aux entreprises qui travaillent pour la famille royale, est très recherché par les milieux d'affaires. Il vaut, il est vrai, son pesant d'or

LONDRES  
correspondance

**B**RYAN TOYE est un entrepreneur épanoui. Lors du banquet offert, le 16 juillet à Buckingham Palace, par la reine Elizabeth II aux participants au sommet des pays les plus riches du monde, les convives ont dîné sur des nappes dont la dentelle plaquée or provient de son usine de Bodworth. Les décorations qu'il portait le duc d'Edimbourg et le prince Charles, les membres du cabinet et les hauts dignitaires présents sont frappés dans ses ateliers de Birmingham. Quant aux bonnets à poil d'ours arborés par les célèbres gardes fidèles, ils sont créés dans sa fabrique de Weston.

Le patron de la firme Toye, Kenning & Spencer, fondée en 1695 par des huguenots, vit cependant le « Royal Warrant », le célèbre brevet des fournisseurs de la cour, l'une des distinctions les plus convoitées par les milieux d'affaires du royaume, sans état d'âme, sans se laisser griser. En bon Britannique, le président de l'association des « Royal Warrant Holders », la petite confrérie qui regroupe quelque huit cent soixante-dix récipiendaires du fameux label, ramène avec volupté cette distinction aux dimensions d'un fait banal. « Vous

savez, le prestige vous coûte parfois de l'argent... »

By Appointment to Her Majesty the Queen... cette citation, accompagnée des armoiries royales, vaut pourtant son pesant d'or en haut du papier à lettre, sur une carte de visite ou un rapport de conseil d'administration, sur une camionnette de livraison ou la devanture d'un magasin. L'association que préside Bryan Toye est digne de son rang. On y trouve pêle-mêle des filiales britanniques de multinationales comme IBM, Bayer, ou Rhône-Poulenc et des porcelaines de la couronne (Barbieri, Harrods, Hamleys, Cross & Blackwell...). Des artisans comme le couturier Amies ou le maître-carrier de Balmoral (Ecosse), spécialiste du granit des murs de la résidence royale, côtoient le chocolatier Cadbury, le constructeur automobile Leyland ou l'électronicien Hoover.

## Huit firmes françaises

L'Union Jack flotte toujours à tous les étages de « 7 Buckingham Gate », l'hôtel particulier qui abrite le siège de la corporation. Seulement une dizaine de firmes étrangères font partie du « club » le plus sélect, dont huit firmes françaises, sept producteurs de champagne et le savonnier Roger & Gallet. A bon entendeur... Son secrétaire général, le comman-

dant Hugh Faulkner, se présente comme le gardien d'une tradition qui remonte à l'octroi en 1155 par Henry II d'une charte à la guilde des tisserands : « Ce label n'est pas octroyé pour des motifs commerciaux, mais comme reconnaissance par la reine pour le service rendu. Les récipiendaires ne peuvent l'exploiter pour faire de la réclame ».

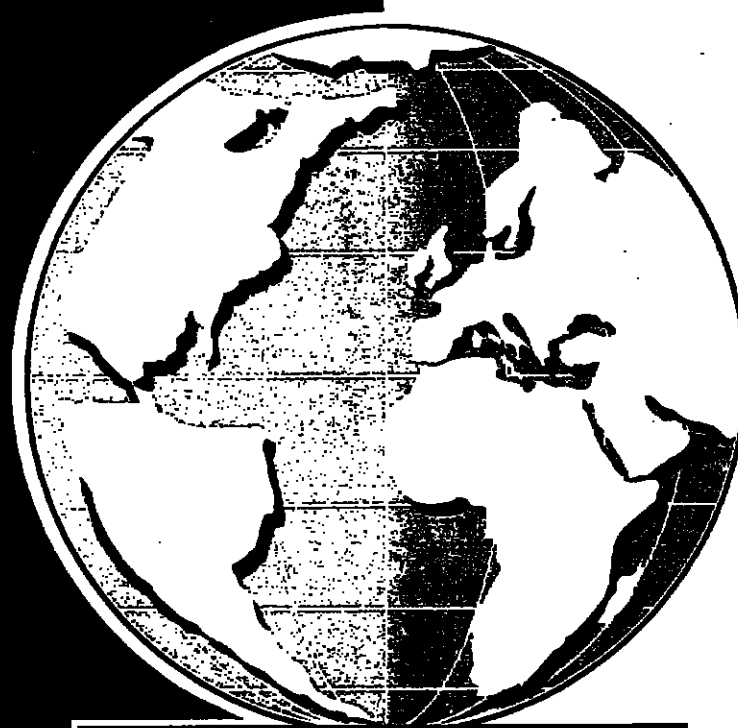
Pour obtenir cette distinction, il faut avoir été fournisseur de la cour pendant au moins trois ans consécutifs. Le choix est l'œuvre des différents départements de la maison royale, qui portent des noms aussi drôles et insolites que Her Majesty's Privy Purse (paiement des fournisseurs), The Master of the Household (entretien et alimentation), Lord Chamberlain Office (administration), le Royal Mews (carrosses et chevaux)...

Un tiers des candidats sont refusés. La liste des heureux élus, qui doit être révisée tous les ans, est publiée par le *London Gazette* (équivalent du *Journal officiel*). Pas question ensuite d'occuper le devant de la scène une fois que la gloire vous a fait les yeux doux ! Les conditions d'utilisation sont draconniennes. Le palais doit être informé de tout changement intervenu dans l'activité. Le brevet étant accordé à un individu et non pas à la firme, il doit être renoué chaque fois qu'un changement intervient à la tête de l'entre-

هكذا من الأصل

UNE  
COMMUNICATION FINANCIERE  
INTERNATIONALE REUSSIE  
N'A PAS DE PRIX...

SI !



# FINANCIMAGE GRAND PRIX DE L'IMAGE FINANCIERE INTERNATIONALE

LES ECUS OR 1991

Nikkei, Dow Jones, Cac 40... l'information financière occupe une place prépondérante dans le concert médiatique. Parallèlement la communication financière sur les places étrangères est devenue un des atouts majeurs des sociétés à vocation internationale.

Le Monde organise en 1991 la troisième édition des Ecus Or, le Prix FINANCIMAGE de l'image financière internationale avec le concours du Centre Français du Commerce Extérieur. Cette compétition est ouverte à toutes les sociétés françaises cotées en bourse communiquant vers les places financières, et récompense les meilleures initiatives prises dans ce domaine.

Pour obtenir des informations complémentaires et un dossier de participation pour votre entreprise, appelez Carole BONNET au (1) 40 93 98 40.

## Le Monde

AVEC LA PARTICIPATION DU

CFCE

CL.A. NC N° 83 501 581 70

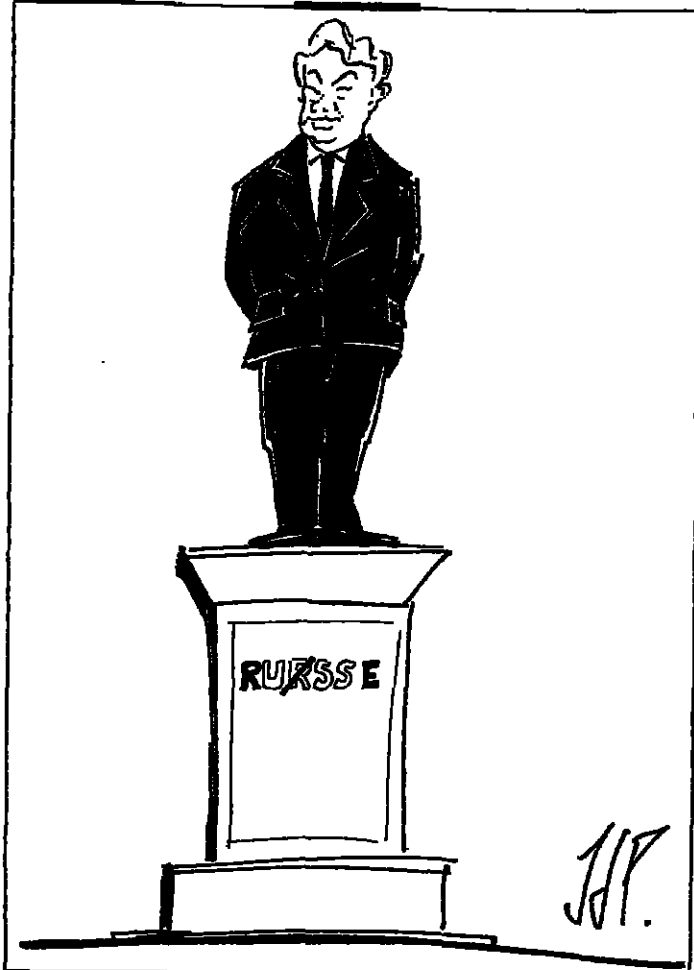
مكتبة من الأصل



# DÉBATS

91 5

TRAIT LIBRE



COURRIER

## L'Union soviétique et le désarmement

L'Union soviétique s'est engagée, dans l'acte premier du traité de non-prolifération nucléaire, à ne pas transmettre d'armes nucléaires à un autre État. La disparition de l'Union soviétique en tant que telle ne peut impliquer que le démantèlement de l'arsenal nucléaire soviétique dans son ensemble; et tout gouvernement d'une ancienne République soviétique s'auto-déclarant indépendant subit automatiquement, à ce moment-là, l'obligation de devenir un État sans armes nucléaires.

Il importe, à mon avis, d'imposer cette vérité à M. Eltsine, qui semble peu enclin à respecter les normes de la nouvelle situation qu'il se cherche au nom de la Russie. L'Occident n'a pas négocié le désarmement nucléaire avec l'Union soviétique pendant des décennies pour voir surgir plusieurs nouveaux adversaires nucléaires ou pour mettre des armes nucléaires entre les mains d'un homme dont l'engagement vers le désarmement, à la différence de celui de M. Gorbatchev, demeure douteux.

PETER LOMAS  
Bruxelles

## Une médiation pour les Yougoslaves ?

Le Monde du 29 août donne en gros titre de la page une : « Les Douze imposent leur médiation dans la crise yougoslave ». Titre contestable : une médiation n'existe que si elle est acceptée librement, on ne peut l'imposer; le médiateur ne jouit d'aucun pouvoir discrétionnaire; on impose un jugement ou un arbitrage à partir de lois ou d'une autorité précises, qui peuvent obliger. Une médiation, que ce soit en amont, que ce soit en aval, est affaire de strict choix libre et de parcours libre, non impossible; on ne peut forcer la main aux deux parties, ni d'ailleurs au médiateur lui-même, qui accepte librement.

Joseph Rovani, dans son point de vue sur la même « crise yougoslave » (le Monde 1<sup>er</sup>-2 septembre) parle, quant à lui, tout à fait justement, de la nécessité d'un « médiateur européen », d'une « instance médiatrice » qui serait un « instrument d'observation et de proposition ». Une puissance impose; une médiation propose.

JEAN-FRANÇOIS SIX  
Institut de formation à la médiation

ÉDUCATION

# Point d'argent, point de Suisse

par Rémi Langevin

Je parlerai ici des mathématiciens, chercheurs et enseignants. Sans doute un chirurgien des hôpitaux ou l'un de ces innombrables fonctionnaires encore dévoués bien que mal payés pourrait sans peine transposer mon discours.

Afin de susciter des vocations, un métier doit pouvoir faire rêver un enfant de six ans, proposer des idéaux. Au Brésil, le mathématicien est pour l'homme de la rue le présentateur de télévision qui commente les résultats de la loterie. C'est l'argent, l'argent des lois et l'argent qui gagne qui permet à ce présentateur de détourner l'image d'une science, tandis que dans son pays les authentiques mathématiciens sont en voie de paupérisation rapide (1).

Pourtant, la demande internationale en mathématiques se développe. IBM entretient près de New-York une douzaine de mathématiciens parce que de problèmes que se posent ces chercheurs viendraient peut-être une des percées technologiques des prochaines années.

En France il existe encore une école mathématique très vigoureuse, sans doute la troisième au monde, après les écoles américaine et russe. Pour autant les mathématiciens, de rares exceptions près, sont peu connus du grand public, tandis que leur œuvre est totalement ignorée. Qui sait que les découvertes de Jean-Pierre Serre ou René Thom ont, en mathématiques, un impact analogue à celles de Pierre et Marie Curie en physique ?

Une caricature de la situation française se voit dans les pays de l'Est. Il y a deux ans, en Pologne, les revenus d'un chauffeur de taxi privé étaient cinq fois plus élevés que le salaire d'un professeur d'université. Il ne faut pas se laisser tromper par ces chiffres, que des titulaires d'une thèse en sciences exactes embrassent la carrière... de chauffeur de taxi. En France, où un maître de conférences débutant gagne 8 700 francs par mois et un professeur de première classe de quarante ans 16 066 francs par mois net (2), les vocations se tarissent de plus en plus.

Durant le septennat de Giscard, la perte de pouvoir d'achat et de moyens des scientifiques a été trop constante pour ne pas passer à la trappe la politique de l'école. Un homme politique peut juger que la recherche fondamentale est un luxe inutile. Il aurait fallu dans ce cas proposer aux intellectuels jugés en sur-nombre un plan de reconversion, comme ce fut fait pour les sidérurgistes.

L'hypocrisie a conduit à un gâchis : beaucoup des meilleurs étu-

dians formés à des professions scientifiques se sont empressés de choisir des carrières de gestion plus rémunératrices. Dans leur profession, la formation scientifique ne leur apporte que la certitude d'avoir raison et d'être les meilleurs là où, souvent, l'adaptabilité à des situations imprévisibles serait plus utile (3).

En informatique, le décalage entre les salaires offerts dans le privé et par l'université a des effets dramatiques, les vocations se tarissent et quelques enseignants compétents assez jeunes pour le faire désertent. En mathématiques, si l'industrie offre aujourd'hui moins de débouchés qu'en informatique, les salaires américains attirent de nombreux jeunes diplômés.

La pénurie de postes offerts pendant plus de dix ans en France, la situation catastrophique des pays de l'Est permettent peut-être de garantir convenablement les postes offerts au CNRS et dans les universités pendant un ou deux ans. Après, ce ne sont pas les effectifs des DEA et troisièmes cycles pendant ces dernières années qui pourront assurer la relève, surtout si beaucoup de diplômés choisissent d'autres métiers.

La morale vient ici interférer de manière perverse avec un problème économique. Le souci d'égalité entre disciplines ou à l'intérieur de la fonction publique (quel politique osera toucher à la Grille ?) ne camoufle-t-il pas des inégalités autrement plus grandes, et socialement plus dommageables, entre fortune héritée et salaires, aussi élevés soient-ils, par exemple ?

## Une égalité illusoire

Un professeur d'université ayant, pendant ses quinze dernières années, convenablement fait son travail, enseignement, recherche et encadrement doctoral, peut, en compensation avec un ingénieur travaillant dans le privé, estimer avoir perdu au moins 1 000 000 de francs. Le moyen le plus facile par lequel il peut aujourd'hui compenser ce manque à gagner est de s'assurer plus que ses heures d'enseignement, sans préparation ni recherche. Beaucoup ont déjà fait, consciemment ou non, ce choix (4).

De plus, M. Peyan, il y a quelques années, a donné un coup de poignard dans le dos des chercheurs universitaires en augmentant leurs services d'enseignement pour faire face, à moindre coût, à une augmentation des effectifs étudiants. Cette mesure n'a pas, à l'époque, déclenché une grève générale, car quelques universités prestigieuses, en particulier par-

isiennes, ont été à l'époque dispensées de son application.

Le manque de moyens et la cristallisation sur une égalité illusoire et inéquitable ont conduit à d'autres conséquences. Il ne faut pas s'étonner de ce que quelques mathématiciens cachent la misère de leur communauté par des théories élitistes. Celui qui prétend qu'il n'existe en mathématiques qu'une dizaine de chercheurs significatifs, qui peuvent être éventuellement assistés de quelques rédacteurs-bailleurs, justifie indirectement les conditions indignes offertes, en particulier, au début de carrière.

## La démagogie des 80 %

La distance entre les mathématiciens et le monde économique explique que d'excellents mathématiciens aient pu suggérer indirectement de faire axiomatiquement définir la valeur absolue par des maîtres auxiliaires gagnant 6 000 francs par mois. Le résultat de l'enseignement des mathématiques dites modernes dans le secondaire par des enseignants non scientifiquement formés recrutés à la va-vite et au rabais a été que des générations de Français confondent orthographe et littérature, pardon, vocabulaire plus ou moins ensembliste et mathématiques.

La démagogie, par contre, se déchaîne. Accueillir 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat se fera en changeant... le baccalauréat. En effet, par quels enseignants seront formés ces nouveaux lycéens ? Par qui seront formés ces futurs enseignants ? Depuis longtemps, déjà, l'enseignement secondaire n'est plus perçu comme une voie de promotion sociale. Il en va aujourd'hui de même pour l'enseignement supérieur et la recherche. Il n'y a plus assez de candidats à l'admission pour fournir aux lycées ni même aux universités assez de professeurs, en particulier de mathématiques, compétents. Une majorité d'enseignants sous-payés préparent mal des élèves qui obtiennent en fin d'études un diplôme souvent en monnaie de singe. En fin de chaîne, les réactions brutales des lycéens, aujourd'hui, sont celles de clients flous.

Prétendre qu'il n'existe qu'un métier d'enseignant, de la maternelle à l'université, à Vaux-en-Velin comme dans le secteur privé, des lettres classiques à l'informatique, est moralement confortable, mais pratiquement dangereux.

Accepter la diversité des tâches, des individus et des disciplines est indispensable pour ne pas prolonger

le gâchis. Proposer à tous des enseignants et des diplômés différenciés suivant leur travail et leurs capacités, proposer à tous les enseignants des audiences et des rémunérations différenciées encore suivant leur travail, leurs compétences et les conditions du marché ne paraît le seul moyen d'inverser la tendance désastreuse actuelle.

L'insiste, c'est une question d'ordre de grandeur : il faudrait permettre, à très court terme, aux mathématiciens performants de doubler leurs revenus afin de combler le décalage entre leur rémunération et celle d'ingénieurs de bon niveau. Une voie pourrait être de les aider à trouver auprès d'entreprises un supplément important de rémunération. Un rôle de conseil ne diminuerait pas significativement le temps que les meilleurs consacrent à la recherche.

En plus de sensibiliser quelques chercheurs planants aux réalités du monde économique, cette solution éviterait de ne laisser à ceux que leur situation actuelle révolte que le choix entre le départ et la résignation aigrie. Elle permettrait peut-être de remotiver quelques mathématiciens ayant « décroché » et donnerait du temps pour procéder à un véritable réajustement des rémunérations.

Qu'on arrête de parler de vocation ou de sacerdoce, la recherche et l'enseignement sont des métiers, et toute peine mérite salaire. Le pouvoir de chantage immédiat des mathématiciens est nul, contrairement à celui des employés des chemins de fer. Cela explique la diminution dramatique de leur pouvoir d'achat et de leur statut social en un demi-siècle. Faute d'une action rapide et énergique, d'ici une ou deux décennies ils ne seront plus assez nombreux pour répondre à une éventuelle sollicitation du pouvoir politique, fût-ce par un bras d'honneur.

(1) Entre 1980 et 1989, le pouvoir d'achat des professeurs de l'université de Sao-Paulo a été divisé par deux.

(2) Salaires de décembre 1990.

(3) Le PDG de BSN, A. Riboud, disait à peu près la même chose dans une émission à Europe 1, le 10 décembre 1990. Pour lui, l'élitisme exagéré et la formation des classes préparatoires en tant que responsable de la rigidité de beaucoup de cadres supérieurs.

(4) Le rapport « Recherche et Université » publié par le Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel en 1986 est sévère. En lisant entre les lignes, on peut en déduire que la moitié des universitaires n'assurent pas convenablement leur mission de recherche.

► Rémi Langevin est professeur à l'université de Bourgogne.

# Devoirs de rentrée

par Guy Coq

OUI, l'effort financier consenti par la nation en faveur de l'école est considérable, et cela se ressent dans la manière dont se passent désormais les rentrées scolaires. Tout est fait pour empêcher les « bavures ». Et le résultat se voit : rares sont les cas où des groupes de jeunes se retrouvent dans le même cours, et ceux-là ont droit. De plus, tassement démographique aidant, on notera que, cette année, le taux d'encadrement s'est nettement amélioré dans les lycées (pratiquement cinq élèves de moins par classe de lycée, en moyenne, qu'à la rentrée 1990).

Pourtant, trêve de discours de satisfaction : la politique éducative nationale n'a pas encore accompli les évolutions nécessaires. C'est pourquoi, il faut poser des devoirs de rentrée qui s'imposent aux responsables du système scolaire.

Tout d'abord, il conviendrait de prendre conscience des limites de certaines réformes. Car le traitement pédagogique de l'échec scolaire a, comme le traitement social du chômage, des limites qu'on a tort de se dissimuler. Trop de promesses sur l'amélioration de l'école reposent en fait sur la croyance répandue aujourd'hui qu'en « professionnalisant » les enseignants, on obtiendra d'eux des résultats supérieurs, et qu'ainsi la formation des maîtres est le chef principal d'un système scolaire enfin « rénové ». Le grand défaut de cette conception est d'exagérer les pouvoirs d'un changement dans la formation des enseignants sur l'évolution positive du système scolaire. Et, par contrepoint, on impose ainsi une image dévalorisée du corps enseignant français aujourd'hui. Les instituts universitaires de formation des maîtres feront-ils mieux que les écoles normales d'instituteurs ? Doit-on en attendre des miracles ?

S'il est essentiel que les ensei-

gnants puissent se perfectionner dans leur travail, il reste que le « défilé » de la « réforme » de l'école élémentaire est de compter principalement sur une soudaine libération de la créativité pédagogique des maîtres et sur des stages de formation devant révéler cette créativité et des remèdes extraordinaires pour que tout aille mieux à l'école élémentaire.

## Dissimuler les échecs

L'autre défaut de la réforme des écoles est de participer d'une logique de la dissimulation des échecs pour en atténuer le scandale. Ce n'est pas défendre le système des redoublements de classe que de voir, dans les nouveaux cycles, un moyen de camoufler les situations d'échec sans pour autant les supprimer. On disait : « Tout élève qui a redoublé le cours préparatoire est pratiquement perdu pour les études longues ». On dira bientôt : « Tout élève qui passe trois ans au lieu de deux dans un ou deux des cycles élémentaires sera perdu pour les études longues ». En outre, le système des cycles risque d'introduire de vraies filières dans l'école élémentaire... alors qu'officiellement un véritable tabou frappe ce mot de filière chez les responsables.

En cette rentrée, dans l'euphorie des mois nouveaux qui fleurissent partout : cycles, projets d'école, etc., il est d'un complet mauvais goût de crier : halte aux politiques de l'illusion ! Ce serait pourtant un excellent sujet de devoir de rentrée, pour M. Jospin, que d'entreprendre un travail de vérité, une chasse aux illusions sur les pouvoirs des réformes de l'école seule, dans la lutte contre l'injustice sociale. Cette politique de l'illusion touche alternativement tous les cinq ou six ans, un grand secteur de l'enseignement. Ainsi, au début du premier

septennat, on renoua les collèges. Or sont les merveilleuses alors proposées ? A la rentrée, les prochains travaux de la Commission nationale des programmes porteront sur le collège.

Auparavant, la « rénovation pédagogique » des lycées aura pris effet. Avec cette rentrée s'ouvre l'année préparatoire à la mise en application de ce fameux plan Jospin pour les lycées. Là aussi, hélas ! une politique de l'illusion est à l'œuvre (nous avons analysé ce point dans la livraison de septembre de la revue *Esprit*). Mais la question la plus délicate reste à traiter : que deviendra le baccalauréat ? C'est le sujet de devoir qui cache le maximum de pièges. Car la moindre inquiétude collective sur une remise en question de la nature et de la fonction de cet examen national créera dans les lycées une situation aussi explosive qu'en décembre 1986.

## Cloisonnements désastreux

On fera bien de ne pas céder à la démagogie décentralisatrice, à propos de cet examen. Tout système a ses défauts, mais le bac est une clef de voûte pour l'équilibre de l'ensemble de l'école et de l'université. Certes, il prend du temps, mais qui a songé à la pression continue que répandrait dans les établissements un système de contrôle continu où chaque lycée, mis en concurrence avec d'autres, en rajouterait soit en exigence, soit en laxisme ?

C'est bien d'un extrême devoir de prudence qu'il faut parler dès cette rentrée à propos des projets sur le bac, et que cela plaise ou non, la situation est telle que l'avenir de l'enseignement secondaire à la française est comme suspendu au maintien de ce type d'examen. Si l'on se faisait un devoir de moins compter

sur la belle façade des réformes sociales, on s'avisait peut-être qu'aujourd'hui la politique scolaire souffre moins, dans ce pays, d'un excès de centralisme que de cloisonnements désastreux par rapport à d'autres aspects de la politique sociale.

Quand on veut traiter des problèmes scolaires, il faut agir sur l'école, mais aussi, par exemple, sur les conditions de vie, et les mesures efficaces seraient celles qui pèseraient sur plusieurs leviers significatifs à la fois, dans et hors l'école. C'est ce cloisonnement qui paralyse tant une évolution significative sur l'apprentissage. Un important devoir de rentrée serait de réfléchir aux conditions d'une politique scolaire décloisonnée.

Ajoutons que la décentralisation en matière scolaire exigerait aujourd'hui un bilan assez sérieux que l'ancien centralisme gestionnaire. Il est urgent de repenser l'équilibre entre l'État et la région, et le local, et de mettre un terme au mythe de la solution à tout par transfert des responsabilités au local. Un dernier devoir de rentrée consisterait à calmer l'inflation des grandes phrases sur les maux de notre système éducatif. Celui-ci est loin d'être le pire, dans les comparaisons internationales. Cela devrait être dit plus souvent. De plus, à côté du devoir de mieux travailler qu'on sait rappeler aux enseignants, à côté des droits qu'ont les jeunes à la culture, on révérait d'un discours de rentrée où le ministre oserait aussi parler aux jeunes et aux familles du devoir de travailler à l'école, du fait qu'aucune réussite n'est automatique. Réverie de rentrée ?

► Guy Coq est professeur de philosophie, membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*.

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Télex : DROUOT 842 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au : 48 00 20 17

Compagnie des commissaires priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente.

Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, 45 63 12 66.

**MARDI 17 SEPTEMBRE**

S. 14 - Livres, bijoux, meubles. - M<sup>re</sup> CARDINET-KALCK.  
S. 16 - Meubles et objets d'art. - M<sup>re</sup> MILLON, ROBERT.

**MERCREDI 18 SEPTEMBRE**

S. 4 - Tableaux, bibelots, meubles. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.  
S. 5 - Faïences, mobilier ancien et de style. ARCOLE (M<sup>re</sup> RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY).  
S. 10 - Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN.

**JEUDI 19 SEPTEMBRE**

S. 9 - ÉTAINS, tableaux, meubles et objets d'art. - M<sup>re</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

**VENDREDI 20 SEPTEMBRE**

S. 2 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M<sup>re</sup> LENORMAND, DAYEN.  
S. 7 - Volumes, gravures, dessins, aquarelles, tableaux. Mobilier 19<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. Orfèvrerie. Objets de vitrine. Tapis. - M<sup>re</sup> JUTHEAU.  
S. 10 - Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN.  
S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M<sup>re</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009), 48-24-06-11.  
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lesclapart (75009), 42-81-50-91.  
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.

مكذاب الأصل

## DÉFENSE

Suppressions d'emplois dans le pôle aéronautique et spatial girondin

## Mot d'ordre de grève à l'Aérospatiale de Bordeaux

BORDEAUX

de notre correspondant

Aérospatiale pourrait, d'ici à 1994, supprimer quatre cents emplois le long de l'axe bordelais, dans son établissement bordelais, en raison de l'abandon du programme militaire de S-45. Cette annonce suscite de vives inquiétudes dans la région. L'ensemble des syndicats (CFE-CGC, Force ouvrière, CFTC, CFTD, CGT) d'Aérospatiale ont pris l'initiative, fait rare dans cette entreprise, de lancer un mot d'ordre de grève de quatre heures le 12 septembre (13e édition du 12 septembre).

D'autres actions pourraient suivre, notamment le 16 septembre pour la venue à Bordeaux de M. Edith Cresson. Le personnel de la Société européenne de propulsion (SEP) a aussi des inquiétudes. La suppression de 248 emplois dans la société, dont 150 à Bordeaux, devrait être officialisée le 16 septembre devant le comité central d'entreprise. L'établissement girondin emploie 630 personnes et fabrique des tyards de missiles. Il travaille aussi pour ArianeSpace. Comme Aérospatiale, il aurait dû bénéficier du programme S-45.

On craint une onde de choc qui atteindrait l'ensemble du complexe militaire-industriel girondin. Ainsi, l'usine Dassault de Mérignac redoute une probable réduction

des commandes de Mirage 2000 pour l'armée de l'air. D'autres unités pourraient être touchées : Sogema, CEA, SNT, etc. Le pôle aéronautique et spatial fait vivre, sous-traitants compris, près de vingt-sept mille personnes en Aquitaine. Il constitue un précieux « réservoir de matière grise » et de richesses. Il était jusqu'à présent l'atout industriel le plus sûr pour une région déjà durement éprouvée dans la décennie écoulée par la fermeture de ses raffineries pétrolières et l'effritement industriel traditionnel (chantiers navals, sucreries).

Un peu tardivement, des voix s'élèvent pour regretter l'insuffisance de diversification du pôle vers l'aéronautique civile. Le secteur eût été ainsi moins sensible aux évolutions de la politique de défense française. Allant dans ce sens, la CFTD demande aux élus et aux pouvoirs publics aquitains d'intervenir pour obtenir la « mise en œuvre de charges de substitution ». En revanche, FO et la CFE-CGC réclament avant tout « le maintien d'une force de dissuasion nationale plus importante ». Elles suggèrent le démarrage anticipé de la fabrication d'une nouvelle génération d'engins balistiques qui pourrait prendre le relais, au moins à Aérospatiale, de l'actuelle production.

GINETTE DE MATHA

Après les menaces sur le programme du char Leclerc

## Le PDG de GIAT Industries reçoit le renfort des syndicats

Les syndicats des personnels du groupe GIAT Industries sont venus au renfort de leur PDG, M. Pierre Joux, qui, dans une lettre écrite en août (le Monde du 11 septembre), a placé M. Pierre Joux devant ses responsabilités au sein du ministère de la défense réduisant ou annulant des achats de matériels blindés par l'armée de terre, notamment le char Leclerc.

Après leur patron, les syndicats - toutes familles réunies - de GIAT Industries ont protesté, mercredi 11 septembre, contre une telle perspective, à Tarbes (Hautes-Pyrénées) et à Roanne (Loire) - deux des sites du groupe - lors de la présentation à la presse de la première scellée puis du premier char du premier char Leclerc de série qui sera remis à l'armée de terre, comme prévu dès l'origine, à la fin de cette année.

Évoquant la réduction possible du programme Leclerc dans le projet de budget de la défense en 1992 et dans la loi de programmation encore en chantier, la CGT de Tarbes fustige la « Bérézina industrielle » dont elle rend responsable un « pouvoir » qui brade l'armement militaire et chimique. Une pancarte porte le slogan : « Un bon programme Leclerc pour vivre et travailler au pays ». La CGT de Roanne fait écho en proclamant : « Le Leclerc, on le veut depuis le début ». Elle est relayée par FO qui qualifie la situation de GIAT Industries de « catastrophique », ou par la CFTD « qui dénonce l'irresponsabilité et la malhonnêteté de ceux qui ne respectent pas leurs engagements écrits », voire par la CFTC qui parle d'un personnel « humilié et offensé dans sa dignité ».

## Une « casse » de l'emploi

Depuis 1965, date de sortie du premier AMX-30, le GIAT, ou ce qui en tenait lieu à l'époque, n'a pas conçu de nouveau modèle de char. Un quart de siècle plus tard, le voilà qui, après avoir testé six prototypes, met en place dans ses sites industriels la production du successeur, le Leclerc.

Tous les calculs du groupe GIAT Industries ont été faits sur la base de cent exemplaires construits par an pour le client national. A cette cadence, le coût d'un Leclerc est de 30 millions de francs pièce (18 millions pour l'AMX-30) et un véhicule procure du travail par an à vingt-cinq salariés du GIAT et à cent ou cent-vingt chez les partenaires. A Tarbes, le Leclerc fournit, avec 400 000 heures de travail, la moitié du plan de charge. A Roanne, ce sont mille des deux mille six

cents salariés qui sont mobilisés par le Leclerc. Et, dans ces deux villes, les usines de GIAT Industries sont le principal employeur industriel de chacun des deux départements.

Dans l'un comme dans l'autre de ces centres, les récentes décisions ministérielles de réduire ou d'abandonner certaines commandes de blindés par l'armée de terre sont jugées comme autant de « casses » de l'emploi. A Tarbes, ont été annoncées successivement la limitation à trente-huit (au lieu de quatre-vingt-deux) le nombre des AMX-30 à rénover, la fin du programme de construction du véhicule porteur du missile Haéds dans huit mois, la suppression des commandes du canon tracté de 155 et de l'engin blindé du génie, ainsi que la limitation à treize (au lieu de vingt-quatre) des véhicules d'observation d'artillerie. A l'usine de Roanne, la seule réduction du nombre des chars AMX-30 à moderniser fait perdre 240 000 heures de travail sur un total annuel de 1,2 million d'heures.

En 1989, l'armée de terre a été autorisée à commander seize chars Leclerc (il faut deux ans pour en fabriquer un) et dix en 1990. Aucune commande n'a encore été notifiée cette année. « Elle pourrait être groupée avec celle de 1992 », dit M. Jacques Genin, directeur général délégué de GIAT Industries. Le groupe espère arracher à l'Etat huit contrats portant sur une cinquantaine de chars entre 1991 et 1992. Après, c'est plutôt l'inconnu. En l'état actuel des pronostics liés à la prochaine programmation militaire, la centaine de Leclerc par an, qui serait ajustée à la rentabilité de la chaîne, n'est pas attendue avant 1996, à moins d'une commande à l'exportation.

C'est là, au demeurant, tout le pari de GIAT Industries. Pour l'industriel, en effet, mais aussi pour les syndicats qui sont ses complices objectifs en ce domaine, l'armée de terre, en reportant ses achats faute de crédits, décale tout le calendrier de production du Leclerc. Du même coup, elle diffère d'autant les livraisons éventuelles à un client étranger, puisque, dans la majorité des cas, ce sera elle qui sera chargée de la formation opérationnelle de l'acquéreur grâce au savoir-faire de ses propres équipes de char.

JACQUES ISNARD

Grèves dans les transports en commun de Lyon et de Havre. Pour appuyer des revendications salariales, une partie du personnel des transports en commun de Lyon et du Havre ont cessé le travail. Dans trois des neuf dépôts de bus des Transports en commun lyonnais (TCL), la grève est suivie à 80 %, selon la direction. Au Havre, le blocage de l'un des deux dépôts de la compagnie CTPO a réduit le trafic à 40 % du service normal.

## MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3728	3708	Immob. Hôpital	821	821
Amnat Ascom	295	288 20	Immob. Computer	159	159
B.A.C.	138 70	138 90	LP.B.M.	87	85 80
Bou Venet	810	810	Locat. invest.	253	258
Borin (Ly)	388	385 50	Locat. invest.	72	73
Boussier (Lyon)	218	212	Mot. Comp.	113	112 90
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	888	884	Mot. Comp.	168	168
Calson	383 60	385	Phel. Filasoch	400	387
Cardif	670	680	Phel. Filasoch	650	509
C.E.G.E.P.	140	140	Rhone-Alp. Eau (Ly)	321	321
C.F.P.I.	278	275	S.H.M.	190	190
C.N.I.M.	900	900	Select. Invest. (Ly)	109	103
Codisur	267 80	268 50	Serbo	425	425
Conforame	856	850	S.M.T. Group	130	130
Croix	180	175 10	Sopre	287 10	281 20
Daphin	432 30	431 20	TFI	352 10	353 10
Démas	1130	1180	Thomson H. (Ly)	285	291
Demoddy Worms Co.	386	386	Unilog	188 20	191
Dowling	910	900	Val et Cie	87	88
Ducloux	319	319	Y. St-Laurent Group	820	800
Dumas	144	141			
Edisons Belford	212 30	215			
Europ. Population	280	285			
Finacor	147 80	147			
Frankopar	130	130			
GFF (group. fon.)	177	178			
Grand Lève	422 40	422 40			
Graphovision	200	200			
Grande Orléans	710	711			
Guilbert	1000	1000			
L.C.C.	215 10	216			
Mélanet	125	120 10			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 11 septembre 1991

Nombre de contrats : 70 278

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	106,46	106,56	106,60
Précédent	106,44	106,56	106,60

Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
106	1,20		0,61	

## CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Septembre	Octobre	Novembre
Dernier	1 836	1 868,30	1 881
Précédent	1 854,50	1 869	1 893

## CHANGES

Dollar : 5,7520 F ↓

La mollesse de la reprise américaine laisse envisager une nouvelle baisse des taux américains, le dollar continuant son mouvement de repli, jeudi 12 septembre. A Paris, le billet vert a ouvert à 5,74 francs contre 5,7750 francs à la cotation officielle de la veille, atteignant son niveau le plus bas depuis cinq mois.

FRANCFORT	11 sept.	12 sept.
Dollar (en DM) ...	1,6978	1,6983
TOKYO	11 sept.	12 sept.
Dollar (en yen)...	134,77	134,45

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	11 sept.	12 sept.
Paris (12 sept.)	9 1/16-3/16	9 1/16-3/16
New-York (11 sept.)	5 7/16	5 7/16

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)  
10 sept. 11 sept.  
Valeurs françaises : 119,90 120,20  
Valeurs étrangères : 114,30 114,80  
(SBF, base 100 : 31-12-91)  
Indice général CAC : 488,95 486,94  
(SBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 : 1848,47 1842,56

NEW-YORK (indice Dow Jones)  
10 sept. 11 sept.  
Industrielles : 2 982,57 2 987,03  
LONDRES (indice Financial Times)  
10 sept. 11 sept.  
100 valeurs : 2 638,80 2 636,60  
30 valeurs : 2 071,90 2 068,10  
Mines d'or : 162,80 160,20  
Fonds d'Etat : 87,05 87,91

FRANCFORT  
10 sept. 11 sept.  
Dax : 1 628,12 1 628,19  
TOKYO  
11 sept. 12 sept.  
Nikkei Dow Jones : 22 584,79 22 530,20  
Indice général : 1 748,36 1 748,56

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ hauss.	+ hauss.	Rep.	ou disp.	Rep.	ou disp.	Rep.	ou disp.
E.-U.	5,7430	5,7445	+ 173	+ 183	+ 370	+ 390	+ 1015	+ 1075
can.	5,0510	5,0545	+ 28	+ 45	+ 81	+ 105	+ 184	+ 257
yen (100)	4,2683	4,2726	+ 79	+ 88	+ 188	+ 204	+ 683	+ 651
DM	3,4018	3,4041	- 4	+ 12	- 21	- 19	- 35	- 25
Florin	3,0175	3,0191	+ 6	+ 4	+ 11	+ 18	+ 25	+ 20
FR (100)	16,5170	16,5260	- 10	- 50	- 100	- 70	- 240	- 240
£	3,8794	3,8822	+ 30	+ 45	+ 74	+ 98	+ 240	+ 298
L (1 000)	4,5432	4,5461	- 91	- 71	- 182	- 149	- 541	- 479
£	9,9469	9,9522	- 92	- 63	- 145	- 99	- 305	- 174

## TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	5 7/16	5 7/16	5 7/16	5 7/16	5 7/16	5 7/16
Yen	6 15/16	7 1/16	6 15/16	7 1/16	6 15/16	6 11/16
DM	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8
FR (100)	3 7/8	3 7/8	3 7/8	3 7/8	3 7/8	3 7/8
£	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8
L (1 000)	10 5/16	10 5/16	10 5/16	10 5/16	10 5/16	10 5/16
£	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## Le Monde-RTL

## ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Jeudi 12 septembre  
Henri Bodinat,  
PDG de Sony Music France.

Vendredi 13 septembre  
Jacques Calvert,  
président  
du groupe Peugeot-Citroën.

مكتبة من الأصل



## Cours relevés à 13 h 47

COMPTANT

(selection)

SICAV

(selection)

11/9

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie Incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Fraie Incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Fraie Incl.	Rachat net
<b>Obligations</b>						<b>Etrangers</b>														
Emp. Etr. 8,55/77	120 80	2 69	C.I.M.	7080	1098	Mig. Unipol	188	....	A.A.A.	1048 43	1022 86	Fuclitrac	88 38	847 18	Preston Group	61408 08	61408 08	61408 08	61408 08	
Emp. Etr. 9,55/78	100 76	1 86	C.I.T.A.M. (R)	2820	....	Migros	738	....	Action	220 20	214 21	Fuclitrac	26 21	27 72	Prison Group	10831 55	10831 55	10831 55	10831 55	
Emp. Etr. 10,25/80	102 55	2 03	Colling	258	....	Mot.	590	....	Amfrigo	813 34	778 32	Fuclitrac	10655 70	10655 70	Prison Group	112 06	112 06	112 06	112 06	
Emp. Etr. 13,45/83	106 35	9 72	Cogit	328	....	Navigation (M)	208	....	Amfrigo	7506 69	7217 97	Fuclitrac	5099 68	5099 68	Prison Group	27578 18	27578 18	27578 18	27578 18	
Emp. Etr. 12,25/84	102 88	11 33	Comptech	617	618	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 11,50/85	110 30	8 15	Orléans (C)	6980	....	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/86	106 25	2 95	Orléans (C)	460	446 20	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/87	104 77	7 40	Orléans (C)	943	825	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/88	102 82	8 03	Orléans (C)	38	38 40	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/89	100 80	5 05	Orléans (C)	225	224 d	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/90	104 77	7 40	Orléans (C)	114	114	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/91	102 82	8 03	Orléans (C)	656	655	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/92	106 25	2 95	Orléans (C)	1696	1778	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/93	101 10	5 08	Orléans (C)	1750	1750	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/94	100 80	5 05	Orléans (C)	3700	3700	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/95	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/96	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/97	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/98	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/99	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/00	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/01	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/02	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/03	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/04	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/05	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/06	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/07	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/08	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/09	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/10	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/11	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/12	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/13	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/14	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/15	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/16	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/17	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/18	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/19	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/20	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/21	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/22	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/23	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/24	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/25	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/26	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/27	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/28	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/29	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/30	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/31	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/32	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/33	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56	1340 56	Prison Group	1101 55	1101 55	1101 55	1101 55	
Emp. Etr. 10,50/34	99 10	1 81	Orléans (C)	2420	2420	Orléans (C)	326	328	Amfrigo	840 85	822 18	Fuclitrac	1340 56							

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

هكذا من الأصل

## AGENDA

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 11 septembre au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été diffusé, dont voici des extraits :

● **Agence du médicament**  
(Le Monde du 25 août.)

● **Rentrée scolaire et année scolaire**  
(Le Monde des 10, 11 et 12 septembre et lire page 13.)

● **La politique de la montagne**

Le secrétaire d'État à la ville et à l'aménagement du territoire a présenté une communication sur la politique de la montagne. La réunion, le 11 juillet dernier, du conseil national de la montagne a permis de faire le point sur le développement, l'aménagement et la protection de la montagne.

1. - L'accès à un service public moderne est une condition du développement des régions de montagne. Des schémas départementaux des services publics seront arrêtés par l'État après concertation avec les élus locaux et les usagers. Ces schémas, qui tiendront compte des particularités des zones de montagne les plus défavorisées, organiseront une meilleure complémentarité entre les différents services.

2. - L'agriculture de montagne a bénéficié au cours des dernières années de la revalorisation de l'indemnité spéciale de montagne et de la majoration de la dotation d'installation des jeunes agriculteurs. Des mesures de simplification sociales et fiscales interviendront pour favoriser la pluriactivité professionnelle. Dans la réglementation du label « provenance montagne », l'accent sera davantage mis sur la qualité, et l'attribution du label sera déconcentrée. Des programmes par massif définiront les conditions dans lesquelles l'État soutiendra les industries de première transformation du bois.

3. - Le développement du tourisme en montagne fait l'objet d'un plan, adopté le 15 avril dernier. Celui-ci vise à maîtriser le rythme des constructions immobilières, à améliorer l'offre d'hébergement, à promouvoir le tourisme d'hiver et à développer la qualité des prestations. Des « projets de station », préparés par l'État en concertation avec les collectivités locales, définiront la stratégie du développement de chaque station qui en bénéficiera. L'État consacrera 35 millions de francs en trois ans au financement de ces projets.

4. - Les régions de montagne, en particulier celles qui étaient restées jusqu'ici à l'écart des autoroutes, bénéficieront de la mise en œuvre du schéma directeur routier national adopté en novembre 1990, par l'amélioration ou la création d'itinéraires de dessèchement. Un soin particulier sera porté au respect de l'environnement et des paysages, notamment dans la réalisation des autoroutes traversant le Massif Central dont 1 % du coût des travaux sera consacré à des actions en ce domaine.

5. - Le souci d'organiser la solidarité financière entre les collectivités locales a donné lieu à l'institution, par une loi du 13 mai 1991, d'une dotation de solidarité entre départements qui bénéficie particu-

lièrement aux départements de montagne. Conformément à cette loi, le gouvernement déposera prochainement un rapport sur les conditions dans lesquelles la répartition de la dotation globale de fonctionnement des communes pourrait être modifiée pour mieux tenir compte de l'insuffisance des ressources des communes rurales, notamment des communes de montagne.

## ● Saison touristique

Le ministre délégué au tourisme a présenté une communication sur la saison touristique. La plupart des régions ont connu une fréquentation touristique importante, égale et souvent supérieure à celle de l'année précédente.

De janvier à juillet, le tourisme a dégagé un excédent de 30,5 milliards de francs, soit 3 milliards de mieux qu'au cours de la même période l'an dernier. La forte augmentation du nombre des touristes en provenance des États de la Communauté européenne et la venue d'un grand nombre de visiteurs des pays de l'Est ont fortement contribué à ces bons résultats globaux. Sur les douze derniers mois, les Allemands restent nos premiers clients avec 10,6 millions de séjours.

## Mesures individuelles

Sur proposition du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, le conseil des ministres a nommé conseiller maître à la Cour des comptes, mercredi 11 septembre, M. Gérard Cureau, ancien préfet de la région Bourgogne et de la Côte-d'Or, nommé préfet hors cadre en juin dernier.

Sur proposition du ministre de l'intérieur, M. Paul Mingasson, directeur du cabinet de M. Michel Delebarre, ministre d'État chargé de la ville, a été nommé préfet. M. Jean Glavany, préfet, délégué interministériel chargé du projet de grand stade, a été placé en service détaché.

M. Michel Blangy, préfet du Val-de-Marne, a été nommé préfet de la région Poitou-Charentes et du département de M. Ivan Barbot, nommé préfet hors cadre, hors classe.

(Né le 5 mai 1939 à Suresnes (Hauts-de-Seine), M. Michel Blangy, diplômé de l'IEP de Paris, ancien élève de l'ENA, administrateur civil, est affecté en 1966 à la direction générale des collectivités locales. Sous-préfet en 1968, directeur du cabinet du préfet du Val-de-Marne, M. Lucien Lanier, qu'il suit en 1974 à la direction générale de l'administration, puis, en 1975, à la préfecture de la région parisienne, il est nommé conseiller supérieur de la République des Hauts-Alpes en juillet 1982. Préfet de la Réunion en 1984, directeur des personnels et de la formation de la police en 1986, M. Blangy avait été nommé préfet du Val-de-Marne le 23 août 1989.)

## Un contrôleur général des armées à la tête du SIRPA

En remplacement du général Raymond Germain, qui a été appelé à commander la 11<sup>e</sup> division parachutiste (le Monde des 5 et 6 septembre), le contrôleur général des armées Gérard Delbault a été nommé, au conseil des ministres du 11 septembre, chef du Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA). M. Delbault était commissaire général aux transports et haut fonctionnaire de défense au ministère des transports. (Nes dernières éditions datées 12 septembre.)

(Né le 16 novembre 1942 à Avenas-sur-Loire (Nord), Gérard Delbault est sorti de Saint-Cyr dans l'artillerie. Il quitte cette arme quinze ans plus tard, pour être admis dans le corps du contrôle général des armées en 1977. Il sert sur des bases aériennes, puis au contrôle central avant d'être affecté au Sénat. En 1981, il est placé auprès de M. Pierre Marie, directeur général de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), qui prend la relève du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE). Il est ensuite chargé de mission auprès du chef du Contrôle général des armées et, en 1987, il devient commissaire général aux transports et haut fonctionnaire de défense au ministère des transports. Le contrôleur général Delbault enseigne le droit public à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr.)

(Publicité)  
**« VOUS AIMEZ LA POÉSIE LA POÉSIE VOUS AIME »**  
Vous écrivez des poèmes ou vous aimez en écouter. Si vous partagez la même passion, venez nous rejoindre, nous vous attendons !  
**CLUB DES POÈTES DE CHAMPS-SUR-MARNE**  
MARNE-LA-VALLÉE  
7, rue Weizenba  
77420 CHAMPS-SUR-MARNE.

**Galerie Clivages**  
Grande Galerie  
5, rue Sainte-Anastase, 75003 Paris - Tél. : 42-72-40-02  
A l'initiative du peintre et du poète, la Galerie Clivages est heureuse d'accueillir Michael Lonsdale pour une lecture des poèmes d'Hisashi Okuyama, le jeudi 12 septembre 1991, à 21 heures.

## Naissances

- Caroline et Nicolas DUFOURCO  
sont très heureux d'annoncer la naissance de

David,  
le 7 septembre 1991.

- Sylvie VINCENT et Yves MOULIN  
ont la joie d'annoncer la naissance de

Elise,  
à Paris, le 22 août 1991.

108, rue de Ménilmontant,  
75020 Paris.

- David, Aurélien et Virginie  
ont la grande joie de faire part de la naissance de

Nicolas,  
le 21 août 1991.

Michèle et François Blanchard,  
128, rue Mouffette,  
75005 Paris.

## Décès

- Brigitte Albignac,  
son épouse,  
Régis, Hugo, Gautier,  
ses fils,  
ont la douleur de faire part du décès de

Hervé ALBIGNAC,  
le 29 août 1991, à l'âge de quarante-huit ans.

Les obsèques ont été célébrées à Grenoble, le 4 septembre, dans l'intimité familiale.

Des dons peuvent être adressés à l'association ARTBC, Francis Lévi, Paul-Brousse, 12, avenue Paul-Vaillant-Couturier, 94800 Villejuif.

- M<sup>me</sup> Jean-Pierre Fabrique,  
M<sup>me</sup> René Fabrique,  
M. et M<sup>me</sup> Emmanuel Fabrique  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Denis Fabrique  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Paul Pelissier  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Adrien Verdier  
et leurs enfants,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre FABRIQUE,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,  
officier des Palmes académiques,  
survenu le 11 septembre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 septembre 1991, à 14 heures, en la collégiale du Montier, à Saint-Yrieix-la-Perche (Haute-Vienne).

Ni fleurs ni couronnes.  
Mes vœux peuvent être faits à la Fondation pour la recherche médicale Limousin, 4, place Winston-Churchill, 87000 Limoges. CCP 2197 82 V Limoges.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Bois Joli,  
87000 Saint-Yrieix-la-Perche.

- Le personnel de la S.A. Fabrique a la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre FABRIQUE,  
président-directeur général,  
survenu le 11 septembre 1991.

- Le président,  
M<sup>me</sup> Anne-Vivient  
Et les secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences,  
ont la profonde tristesse de faire part du décès brutal de leur confrère

Georges MILLOT,  
membre de l'Académie,  
ancien doyen  
de la faculté des sciences de Strasbourg,  
docteur honoris causa  
de nombreuses universités étrangères  
et l'un des plus éminents savants  
français dans le domaine de la géologie  
et de la géochimie.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 13 septembre 1991, à 14 h 30, en l'église du Christ-Ressuscité à Strasbourg.

(Le Monde du 12 septembre.)

## CARNET DU Monde

- Le conseil d'administration de l'Orphelinat de l'enseignement public du second degré et supérieur, 44, boulevard Saint-Michel, Paris, a la douleur de faire part du décès, le 1<sup>er</sup> août 1991, à Saint-Brevin, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, de son vétéran vice-président

André PERRICHET,  
qui s'est dévoué au service des orphelins de l'enseignement public pendant plus d'un demi-siècle.

Professeur honoraire de mathématiques spéciales au lycée Saint-Louis à Paris, il était : officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, commandeur des Palmes académiques, chevalier du Mérite social.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise à Paris.

Nous rappelons que la famille fait dire une messe à son intention, le mardi 17 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Lambert, place Gerbert, Paris-15.

- M<sup>me</sup> Maurice Vincent,  
sa mère,  
M<sup>me</sup> Denise Vincent,  
son épouse,  
Gérard et Guillemette Vincent,  
Laurent Vincent et Chantal Hémar,  
Anne et Antoine Buffault,  
Pierre et Elsa Vincent,  
ses enfants et beaux-enfants,  
Siloé, Marie, Sylvestre, Bastien,  
Ulysse, Noémie, Juliette et Cécile,  
ses petits-enfants,  
Le professeur Pierre Deniker et M<sup>me</sup> Magali Vincent,  
M. et M<sup>me</sup> André Vincent,  
Le docteur Jean-Pierre Vincent et M<sup>me</sup>,  
ses frères, sœurs, beau-frère et belles-sœurs,  
Et tous ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

Claude VINCENT,  
conseiller supérieur du président du groupe Matra,  
survenu le 8 septembre 1991 à Paris, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu au temple protestant de Vénron, dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

61, rue des Saints-Pères,  
75006 Paris.

Très jeune diplômé de l'École supérieure d'électricité, Claude Vincent avait travaillé dans la société LMT et sa maison mère ITT un champ d'action à mesure de ses talents techniques et de ses qualités d'homme. Il y fut, de 1949 à 1979, un des acteurs essentiels du développement national et international de l'industrie française de la communication téléphonique et de l'expansion de la société vers de nouveaux horizons de la direction générale à partir de 1975.

Dans les difficiles étapes de la longue reconstruction de cette industrie, il a été, tant à CIT-Alcatel qu'à la CGCT, dont il fut le dernier président-directeur général, un des rares dirigeants de référence, attentif à la mise en œuvre des nouvelles technologies, à la dimension mondiale du marché des télécommunications, à la qualité sociale des solutions apportées aux ajustements de capacités qui s'avéraient nécessaires.

Cette large maîtrise lui valut en 1987 d'être appelé auprès du président du groupe Matra, et son expérience internationale put se déployer pleinement dans ce groupe et dans les différentes instances et commissions de haut niveau dont il était membre ou conseiller.

Dans ce parcours sans faute, l'homme de tête n'a jamais sacrifié l'homme de cœur. Claude Vincent était aussi un chef de famille solide, confiant, d'une grande cordialité et un ami disponible, ouvert, tolérant.

Un homme de grande qualité nous a quittés, un exemple à suivre. Nous suivons.

(Avec M. Claude Vincent disparaît l'un des figures de l'histoire du téléphone français : né le 21 novembre 1927 à Paris, ingénieur de l'École supérieure d'électricité, il a passé trente ans chez LMT (la filiale d'Alcatel), avant d'entrer en 1979 à CIT-Alcatel comme directeur général adjoint, puis en 1984 pour prendre la tête de la CGCT (la Compagnie générale de constructions téléphoniques) jusqu'en 1988. Dans un contexte politique et industriel particulièrement difficile, il se battit avec conviction pour assurer l'avenir de ce « petit » du téléphone qui ne pouvait survivre qu'en allant à un grand fleuve européen et le français Matra). On attribue également à cet homme chaleureux d'avoir convaincu M. Michel Fouquet, son beau-frère, de la nécessité de déprogrammer le statut de la poste et des télécommunications françaises, opération menée avec succès il y a un an.)

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 13 septembre 1991, à 14 h 30, en l'église du Christ-Ressuscité à Strasbourg.

(Le Monde du 12 septembre.)

- M<sup>me</sup> Henriette Rusbach,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Grandazzi,  
ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Alexandre Grandazzi,  
M<sup>me</sup> Isabelle Grandazzi,  
ses petits-enfants,  
Pauline, Constance et Anne,  
ses arrière-petites-filles,  
M<sup>me</sup> François Boud'Hors,  
sa sœur,  
Les familles parentes et alliées  
Boud'Hors, Brunet, Chablot,  
Chapallaz, Hervieux, Huguenin,  
De Jonge, Masquelier, Moritz, Ritter,  
Romero, Sandoz, Veron,  
Ses amis fidèles,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Charlotte SANDOZ,  
survenue à Paris, le 9 septembre 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La défunte ayant fait don de son corps à la science, il n'y aura pas d'obsèques.

Un culte commémoratif sera célébré en l'église réformée des Batignolles, 44, boulevard des Batignolles, Paris-17<sup>e</sup>, le lundi 16 septembre, à 14 heures.

« Quand je marche dans la vallée de l'ombre de la mort, je ne crains point, car Tu es avec moi. »  
Ps. 23, V. 4.

43, rue La Bruyère,  
75009 Paris,  
29, rue Dussau,  
75015 Paris.

- M<sup>me</sup> W. Coudert-Schikowski,  
son épouse,  
André, Rena, Pablo et Rafael Schikowski,  
Francis Schikowski,  
Irene, Leila et Maya Rad,  
ses enfants et petits-enfants,  
Les familles Schikowski, Verbitsky,  
Coudert, Didier, Gernont et Riehl,  
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 8 septembre 1991, de

Léon SCHIKOWSKI,  
dit Battalla,  
ancien fonctionnaire des Nations unies,  
journaliste, écrivain,  
correspondant de El Dia de Mexico.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

96-98, rue Saint-Dominique,  
75007 Paris.

**THÈSES**  
Tarif Étudiants  
50 F la ligne H.T.

Nos abonnés et nos adhérents, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

**MOTS CROISÉS**

**PROBLÈME N° 5606**  
teau. - XI. L'endroit le plus large du lit.

**VERTICALEMENT**  
1. Femme qui fume sans arrêt. - 2. Plane ou galope. Gardée pour soi. - 3. Coute à l'étranger. N'est pas pratiquée par le plongeur qui a pris de la bouteille. - 4. Vêtement pour rien. - 5. Bande d'étoffe. Donné de mauvais conseil. Pour le cycliste, fait parfois basion. - 6. Une femme qui a intérêt à ne pas oublier ses clés. - 7. Fut victime d'une tromperie. Est parfois bien fait. Un mot repoussant. - 8. N'est pas haut sur pattes. N'a rien de bestial. - 9. Agrément étranger. Sur l'Adriatique.

**HORIZONTALEMENT**  
I. Protègent les légumes. - II. Qui nous donne l'impression d'être devant un gouffre. - III. Marque familièrement l'égalité. Qui s'est fait tout petit. - IV. Conjonction. Un empereur qui fut un exemple pour les coiffeurs. - V. Devient spéciale quand elle reste longtemps dans le parc. - VI. Couler comme la sève. - VII. Dans les Pyrénées-Orientales. Ne donne pas beaucoup de mal à la couturière. - VIII. Bien embarrassé. - IX. Un bon observateur de la vie populaire. Préparation. - X. Berceau pour des princesses. Apparu. Entre la base et le chapeau.

**Solution du problème n° 5605**  
Horizontalement  
1. Mésalliance. - II. Introit. - III. Nuée. Foin. - IV. Oman. Turc. - V. Tête. Ri. - VI. Eros. Erin. - VII. Res. Brute. - VIII. Idéris. Es. - IX. El. Li. Lai. - X. Sarmelle. - XI. Neuve.

Verticalement  
1. Minoteries. - 2. Enumérables. - 3. Stéatoses. - 4. Arènes. Rien. - 5. L6. Bille. - 6. Lifters. Lu. - 7. Hou. Ru. Lev. - 8. Brûlée. - 9. Synchrénite.

GUY BROUTY

## LA SURPRISE DE TAILLE

Quand la 106 s'offre SACRÉE SOIRÉE, tout peut arriver ! Gagnée en direct hier soir par un téléspectateur, la 106 vous donne à nouveau rendez-vous Mercredi prochain. Vous aussi vous pouvez gagner une 106. Participez au grand jeu 106 dans le réseau PEUGEOT-TALBOT un tirage au sort désignera les 3 grands gagnants dans l'émission de SACRÉE SOIRÉE du 18 Septembre sur TF1.

**PEUGEOT**  
UN CONSTRUCTEUR SORT SES GRIFFES

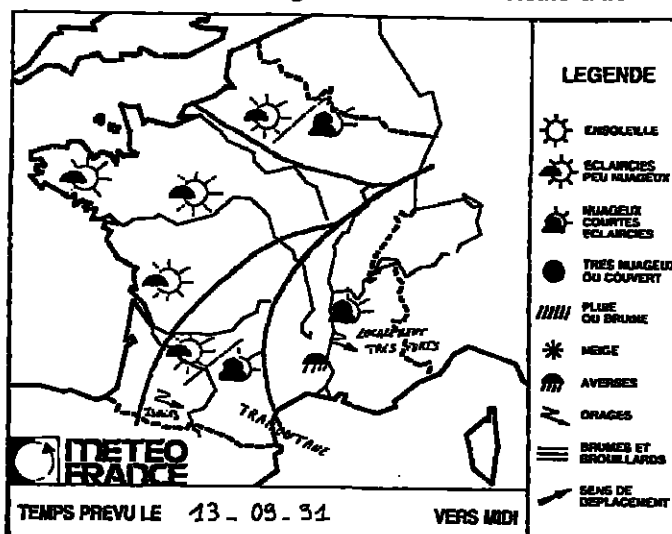
**Pompes Funèbres**  
Marbrerie  
**CAHEN & C<sup>ie</sup>**  
43-20-74-52  
MINITEL par le 11

فكنا من الأصل

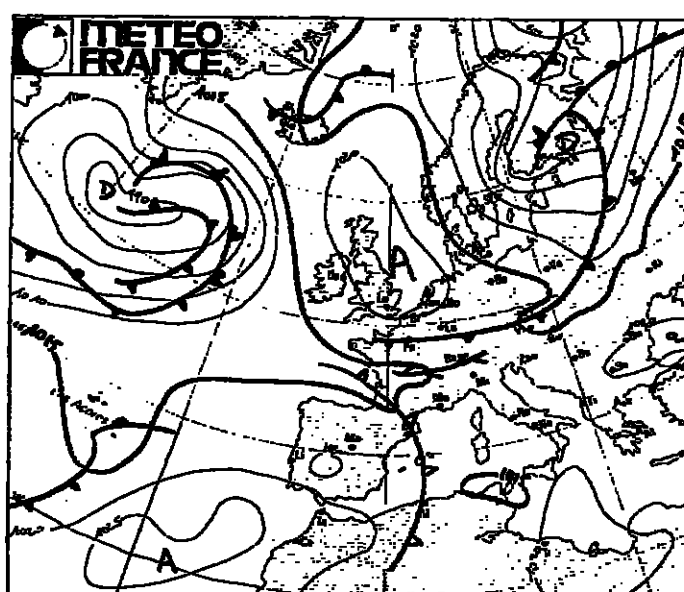


# MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le Vendredi 13 septembre 1991  
Encore des orages du Centre-Est au Sud-Est.  
Temps plus calme et généralement ensoleillé ailleurs.



SITUATION LE 12 SEPTEMBRE 1991 A 0 HEURE TU



Samedi 14 septembre : passage pluvieux sur la moitié nord. — Tout au long de cette journée, les nuages seront généralement très présents sur une large moitié nord de la France. Un passage pluvieux devrait même affecter les régions de la Bretagne au Nord-Pas-de-Calais le matin et gagner l'arrière-pays, les Pyrénées, le Massif central, le Jura, l'Alsace, et le Languedoc. Quelques éclaircies pourront toutefois se développer près des côtes de la Manche en cours d'après-midi, mais elles resteront timides et de courte durée, car de nouvelles pluies devraient intéresser ces régions, ainsi que l'extrémité nord en soirée.

Sur une petite moitié sud, après la disparition des bancs de brume et de

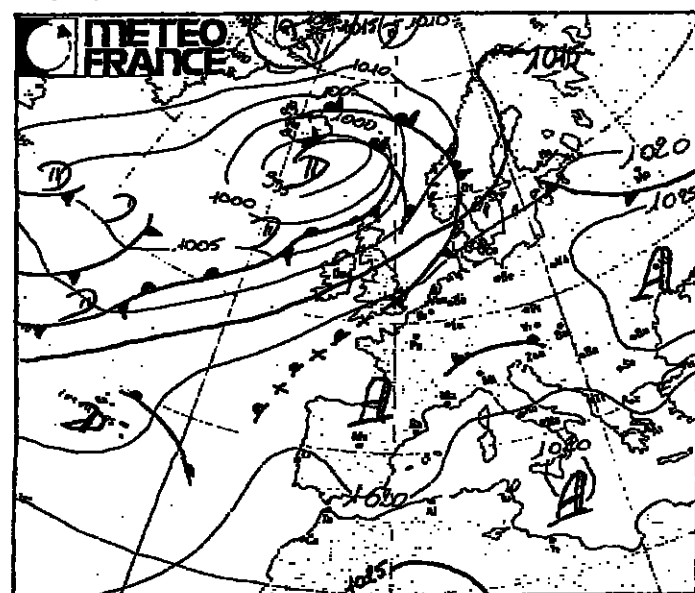
brouillard matinaux, la journée sera bien ensoleillée. Des nuages élevés arriveront sur les régions les plus au nord au cours de l'après-midi.

Sur la Corse, des nuages se développeront l'après-midi et un coup de tonnerre n'est pas exclu en fin de journée.

Les températures maximales seront comprises entre 10 degrés et 14 degrés sur la moitié nord et les régions du Centre et entre 13 degrés et 18 degrés plus au sud. Elles seront voisines de 15 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales évolueront entre 19 et 24 degrés sur la moitié nord et entre 24 degrés et 28 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 14 SEPTEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé													
le 11-9-1991 à 18 heures TU et le 12-9-1991 à 6 heures TU					le 12-9-91								
FRANCE													
AJACCIO	28	18	D	O	TOULOUSE	25	17	O	LUXEMBOURG	20	14	C	
MARSEILLE	26	18	O	O	TOURS	24	17	D	MADRID	29	19	D	
BORDEAUX	26	19	N	O	POINTE-AITRE	22	24	O	MARRAKECH	34	24	D	
BREST	24	24	C	C	ÉTRANGER					MEXICO	27	22	D
CARIN	21	14	D	N	ALGER	25	25	O	MONTREAL	16	11	D	
CHERBOURG	21	19	N	N	AMSTERDAM	20	6	D	MOSCOW	11	11	D	
CLERMONT-FR	25	19	O	O	ATHENS	27	17	D	NAIROBI	27	12	D	
DJON	27	19	O	O	BANGKOK	34	24	F	NEW DELHI	35	26	D	
GRENOBLE	27	18	C	C	BARCELONE	30	22	C	NEW YORK	27	23	D	
LILLE	22	12	D	D	BELGRADE	26	14	D	OSLO	8	D		
LIMOGES	22	12	D	N	BERLIN	17	8	D	PALM-BEACH	30	22	N	
LYON	22	19	N	N	BIRMINGHAM	22	12	N	PARIS	15	N		
MARSEILLE	27	19	P	P	CAIRO	32	22	D	ROME	28	22	D	
NANCY	22	17	O	O	COPTENHAGEN	15	7	D	SINGAPOUR	28	22	D	
NANTES	22	16	D	D	DAKAR	30	24	D	STOCKHOLM	6	A		
NICE	26	21	D	D	DARBA	24	D	D	SYDNEY	19	14	D	
PARIS-MONTS	24	15	C	C	GENEVE	18	N	N	TOKYO	25	23	N	
PAU	24	14	A	A	HONGKONG	32	28	D	TUNIS	30	25	D	
PERPIGNAN	27	19	O	O	ISTANBUL	19	D	D	VALENTIA	25	11	A	
RENNES	22	17	P	P	JERUSALEM	28	-	-	VIENNE	17	P		
ST-ETIENNE	26	17	P	P	LEBONNE	28	-	-	VIENNE	17	P		
STRASBOURG	26	17	O	O	LONDRES	19	14	C	VIENNE	17	P		
					LOS ANGELES	21	15	D	VIENNE	17	P		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

## Amédée Mitterrand

C'était un rugbyman, Amédée Domenech peut-être, dit le Duc et prince de la goulaille, ou Walter Spanghero qui, un jour, après un match plutôt musclé, lança cette phrase immortelle : « Partis comme on l'est, c'est sûr, on ne fera pas de jolis vieux » !

Le Duc ne connaissait pas Amédée Mitterrand. Car si la politique s'apparente parfois, ces derniers temps surtout, à une tumultueuse mêlée ouverte, force est de reconnaître que les vieux, même présidents, ont encore assez jolie allure.

Les nouvelles de l'été, pour tout dire, étaient pourtant alarmantes : usure du pouvoir, vieillissement, faux-pas, mauvaises prestations, lucidité moindre. Bref, si l'on permet cette métaphore rurale, l'ancien ne passerait pas le septennat. Déjà, sentant l'écume, nombre plaçaient dans une appétence désordonnée, à la joyeuse perspective de la curée.

Pour être juste, il faut bien admettre que François Mitterrand dans ses prestations télévisées du mois d'août n'était pas apparu au sommet de son art. Raison de plus pour se méfier. Car tous les manuels de politique contemporaine, recueils de lieux communs et d'expériences croisées, le signalent, en rouge, depuis des décennies : Mitterrand, François, attention, jamais aussi fort que

lorsqu'en difficulté. Dopé par l'adversité, en somme. François Mitterrand était-il dopé ? Ce serait à se le demander, surtout de la part d'un recordman du monde du septennat de France qui sut dire, avec une modestie louable, que son exploit de l'été n'était rien à côté de ceux du 4 x 100 américain ou de la française Perce. Ou sut, faisant référence au dessin de Plantu la veille - ce « je les hais » à propos de la presse - dire aux journalistes, avec un sourire gourmand, combien il appréciait leur contact.

C'était façon de dire, à nous deux mes gaillards, d'annoncer ce que serait d'abord, sur la forme, cette conférence de presse : une

démonstration à la presse, une sorte de j'y suis, j'y reste médiatique, la preuve voyez l'arête.

On exagère ? Très peu, juste le nécessaire. La vexation du président à se lire si vieux dans les gazettes, la rage à entendre les chroniques d'une mort politique annoncée, l'impression de l'opposition, les doutes amis, tout cela est ressorti brutalement en une phrase. Celle sur le pouvoir qui use, c'est vrai, si l'on s'en sert. Et sur ceux qui sont usés même à ne rien faire. François Amédée Mitterrand, en cette formule musclée, venait de signifier à tous qu'il avait, lui, opté pour le jeu dur.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; > Film à éviter ; > On peut voir ; > Ne pas manquer ; > > > Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 12 septembre

- TF 1**
  - 20.50 Série : Commissaire Chabert. Le Tueur du toulousain.
  - 22.25 Magazine : Le Droit de savoir.
  - 23.30 Magazine : Télévision.
  - 0.05 Journal, Météo et Bourse.
  - 0.15 Magazine : Le Débat, présenté par Michèle Colla.
- A2**
  - 20.40 INC.
  - 20.45 Magazine : Envoyé spécial. Les Mystères de Moscou ; Profs ; Kowalt ; l'enfer. La rentrée d'un rendez-vous à ne pas manquer.
  - 22.05 Cinéma : La Bête de guerre. Film américain de Kevin Reynolds (1988).
- FR 3**
  - 20.45 Cinéma : Le Quatrième Pouvoir. Film français de Serge Leroy (1985).
  - 22.25 Journal et Météo.
  - 22.50 Téléfilm : Meurtres au collège. Dans une pension de jeunes filles... de bonne famille.
  - 0.20 Musique : Carnet de notes.

- CANAL PLUS**
  - 20.30 Cinéma : Trois années. Film français de Fabrice Cazeneuve (1990).
  - 22.00 Flash d'informations.
  - 22.05 Cinéma : Family Business. Film américain de Sidney Lumet (1989).
  - 23.55 Cinéma : Halloween 4. Film américain de Dwight H. Lindle (1988).
- LA 5**
  - 20.40 Journal des courses.
  - 20.50 Divertissement : Les Géants du music-hall. Thierry Le Luron.
  - 22.20 Téléfilm : Pour la peau de Mr Wilde.
  - 0.10 Journal de la nuit.
- M 6**
  - 20.35 Cinéma : Tandem. Film français de Patrice Leconte (1987).
  - 22.15 Série : Le Voyageur.
  - 22.40 Cinéma : Le Dernier Tango à Paris. Film italien de Bernardo Bertolucci (1972).
  - 0.50 Six minutes d'informations.

## Vendredi 13 septembre

- TF 1**
  - 13.00 Journal, Météo et Bourse.
  - 13.35 Feuilleton : Les Faux de l'amour.
  - 14.25 Feuilleton : Côte Ouest.
  - 15.20 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
  - 16.10 Feuilleton : Riviera.
  - 16.40 Divertissement : Rire en boîte.
  - 17.00 Club Dorothée.
  - 17.35 Série : 21 Jump Street.
  - 18.30 Jeu : Une famille en or.
  - 18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
  - 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
  - 19.50 Divertissement : Le Sébaste Show (et à 1.00).
  - 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. Interview exclusive de John Major.
  - 20.45 Variétés : Tous à la Une. Avec Liane Foly, Francis Perrin, Leger, Gilbert Bécaud, les Gipsy King, Jean Roucas, Pierre Palmade, David Hallyday, Jane Birkin, François Feldman.
  - 22.45 Magazine : Grands reportages. Couple... ça passe ou ça casse, de Claude Couderc.
  - 23.55 Spécial sports : Boxe. Rocchigiani (Allemagne)-Blanchard (Hollande), à Düsseldorf.
- A 2**
  - 13.45 Feuilleton : Des jours et des vies.
  - 14.10 Feuilleton : Falcon Crest.
  - 14.35 Série : Détective gentleman.
  - 15.30 Variétés : La Chance aux chansons.
  - 16.00 Série : Drôles de dames.
  - 16.45 Magazine : Giga.
  - 18.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
  - 18.30 Magazine : Défendez-vous.
  - 18.45 Série : Mister T.
  - 19.10 Jeu : Question de charme.
  - 20.00 Journal et Météo.
  - 20.45 Jeu : Fort Boyard. Animé par Sophie Davant et Patrice Laffont.
  - 22.00 Série : Pas de faire-part pour Max. Ni oui ni non, de Bradford May, avec Edward Woodward, Jessica Lindy.
  - 22.45 Journal et Météo.
  - 23.05 Cinéma : L'Amour fou. Film français de Jacques Rivette (1967). Avec Bulle Ogier, Jean-Pierre Kalfon, José Destoop.
- FR 3**
  - Le CCF a apporté son soutien à la réalisation de HISTOIRE DE VOIR

- LA SEPT**
  - 20.00 Histoire parallèle.
  - 21.00 Magazine : Avis de tempête.
  - 22.50 Documentaire : Dvorak, sa vie, son œuvre.
- FRANCE-CULTURE**
  - 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Sur les pas d'Aaron Copland.
  - 20.30 Avignon 91. Sophie Loucachevsky.
  - 21.30 Profils perdus. Jean Zay.
  - 22.40 Les Nuits magnétiques. L'est de Magnum. 3. Traverses orientales.
- FRANCE-MUSIQUE**
  - 20.00 Haïku.
  - 20.30 Concert (donné le 23 juillet à l'Opéra Baroque-Le Conum) : Trois pièces pour orchestre op. 6, de Berg ; Tristan et Isolde, acte II, de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol : Hildegard Behrens, Gary Lakes, Hanna Schwarz, Matthias Hoelle, Laurant Naouri.
  - 23.07 Poussières d'étoiles. La Boîte de Pandore. Œuvres de Beethoven, Alkan, Faure, d'Indy, Debussy, Chausson, Franck, Saint-Saëns, Chopin, Debussy, Ravel, Koechlin, Berlioz.
- M 6**
  - 13.40 Série : Murphy Brown.
  - 14.05 Feuilleton : La Dynastie des Guldenburg.
  - 15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
  - 16.50 Jeu : Zygomusic.
  - 17.15 Série : L'Homme de fer.
  - 18.05 Série : Mission impossible.
  - 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
  - 19.54 Six minutes d'informations.
  - 20.00 Série : Cosby Show.
  - 20.30 Météo 6.
  - 20.40 Téléfilm : Adieu Alcatraz. De Paul Wendkos, avec David Carradine, Richard Dysart.
  - 22.25 Série : Equalizer.
  - 23.20 Magazine : Vénus.
  - 23.50 Capital.
  - 0.00 Six minutes d'informations.
  - 0.05 Documentaire : Deux fois vingt ans.
- LA SEPT**
  - 16.55 Documentaire : Du Kirov à l'Opéra. De Jean Rabata. Des étoiles en herbe.
  - 18.20 Danse : Tancrède le croisé. Chorégraphie d'Angelina Preljocaj.
  - 18.55 Documentaire : L'Escalier céleste. De Hans-Jörg Voth.
  - 20.00 Documentaire : L'Anthropographe. De Gérard Patis et Marie-Cristine Pouchelle. Solitudes.
  - 20.50 Cinéma d'animation : Images.
  - 21.05 Téléfilm : Toscanini. De Franco Zeffirelli, avec C. Thomas Howell, Elizabeth Taylor (2e partie).
  - 22.30 Téléfilm : Le Pénitent. De Jean-Pierre Bastid, avec Maxime Leroux, Martine Jonckheere.
- FRANCE-CULTURE**
  - 20.30 Radio-archives.
  - 21.30 Musique : Black and Blue. Mingus en Début.
  - 22.40 Les Nuits magnétiques. A l'est de Magnum. 4. L'Arlésienne.
  - 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jacques Meunier.
  - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
  - 20.05 Concert (donné le 7 septembre à Sarrebruck) : Album pour la jeunesse op. 68, de Schumann (arrangement d'Adorno) ; Rondo pour violon et orchestre en ut majeur K 373, de Mozart ; Concerto pour violon et orchestre en la mineur op. 82, de Glazounov ; Symphonie en trois mouvements, de Stravinsky, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Marcello Viotti ; sol. Franz Peter Zimmermann, violon.
  - 23.07 Poussières d'étoiles.

هكذا من الأصل

La conférence de presse du président de la République

## M. Badinter nommé président de la commission d'arbitrage de la CEE sur le conflit yougoslave

M. Mitterrand a indiqué, mercredi 11 septembre, au cours de sa conférence de presse, que M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, assurait la présidence de la commission d'arbitrage sur le conflit yougoslave. L'idée d'un tel organisme revient à la France, qui l'avait proposé le 3 septembre dernier lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté.

La séance inaugurale de cette commission a eu lieu mercredi à Paris. Les ministres de la Communauté avaient décidé qu'elle serait formée de cinq membres, trois nommés par la CEE et deux par les Yougoslaves. Ces derniers n'ayant pas pu être nommés, ce sont les trois membres désignés par la CEE, MM. Robert Badinter (France), Roman Herzog (Allemagne) et Aldo Corasaniti (Italie), qui ont finalement coopté leurs deux collègues

manquants. Ils ont choisi M. Irène Petry (Belgique) et M. Francisco Tomas Valiente (Espagne). Les cinq ont élu M. Badinter président.

La commission est donc au complet et prête à travailler. Le choix des deux derniers membres, dû à la nécessité, n'a pas été fait sans arrière-pensées. L'Espagne et plus encore la Belgique sont des pays qui ont une certaine expérience en matière d'arbitrage culturel et ethnique. Ces cinq personnalités sont à la tête, dans leurs pays respectifs, de l'autorité constitutionnelle suprême.

La commission doit fonctionner parallèlement à la conférence de paix de La Haye. Elle examine les différends qui lui sont soumis par les parties en conflit et rend ses décisions dans les deux mois. Son « lieu principal de réunion » a été fixé à Paris. La commission, réunie au Palais-Royal, dans les locaux du Conseil constitutionnel français, a

donné mandat à M. Badinter de se rendre jeudi 12 septembre à La Haye pour y rencontrer Lord Carrington, président de la conférence pour la paix en Yougoslavie. Il lui appartient éventuellement ensuite d'aller sur le terrain. « Il s'agit d'une démarche très originale », nous a déclaré mercredi soir M. Badinter. Si une telle juridiction avait existé dès le début de la crise yougoslave, les Croates auraient pu par exemple la saisir d'emblée de leurs griefs. Pour M. Badinter, la création d'un tel organisme de recours est nécessaire pour combler un vide juridique : « On oublie parfois à quel point la Cour de justice européenne de Luxembourg a été utile à la construction européenne. Or, les parties en présence en Yougoslavie n'ont aucune instance à laquelle elles puissent demander justice. Le droit dans les conflits qui les opposent. »

Pour M. Badinter, l'important est

que des principes qui ne valent pas seulement pour la Yougoslavie soient posés. Ceux-ci vaudront pour l'avenir. La situation actuelle en Europe est caractérisée en effet, selon lui, par deux facteurs. Tout d'abord, chacun se réclame peu ou prou des mêmes valeurs, telles que la démocratie et l'état de droit. Mais l'effondrement du communisme laisse également réapparaître des vieux conflits nationaux, qui étaient « gelés » depuis des décennies. Le président du Conseil constitutionnel compare la philosophie qui inspire les efforts actuels à celle qui avait présidé à la création de la Société des nations après la première guerre mondiale. Celle-ci a finalement échoué parce qu'elle avait en face d'elle des États, tels que l'Allemagne nazie, qui ne partageaient pas les mêmes principes. La nouveauté est que désormais, en Europe, ces principes semblent adoptés par tous.

DOMINIQUE DHOMBRES

La visite du ministre vietnamien des affaires étrangères à Pékin

## Dernière étape de la normalisation entre la Chine et le Vietnam

PÉKIN

de notre correspondant

En quittant Pékin en novembre 1977, à l'issue d'une visite officielle, le secrétaire général du PC vietnamien, Le Duan, avait embrassé fraternellement le chef du régime chinois d'alors, M. Hua Guofeng, éphémère successeur de Mao Zedong. Le geste constituait une ultime tentative de donner le change, et de montrer que les relations entre les frères ennemis du communisme asiatique restaient cordiales, alors qu'on en viendrait bientôt à faire parler les armes. Pour la Chine, Hanoi allait devenir « le petit hégémoniste » régional, au service du « grand hégémonisme » soviétique.

Quatorze ans plus tard, en novembre prochain vraisemblablement, le chef du PCV, M. Do Muoi, viendra à Pékin mettre un point final au processus de normalisation.

lisation avec l'ancien souverain chinois, désormais, avec le Vietnam, l'un des derniers régimes communistes du monde. Le ministre des affaires étrangères vietnamien, M. Nguyen Manh Cam, a quitté Pékin, jeudi 12 septembre, après avoir finalisé les détails de cette cérémonie rituelle, dont il ne manque plus à connaître que la date exacte.

Le premier ministre chinois, M. Li Peng, s'est félicité que ses conversations aient été couronnées d'un « succès complet ». Cependant, l'absence de la chute du communisme à Moscou, cette normalisation ressemble à un rhabillage de circonstance au terme duquel les deux pays conserveront les relations méfiantes qui ont toujours été les leurs derrière la courtoisie de façade.

Répondant à l'AFP, M. Cam, dont les entretiens à Pékin ont été entourés du mystère qui sied à des pouvoirs communistes sur la défensive, a indiqué que cette normalisation

était « une nécessité objective » pour les deux pays. Une manière de reconnaître l'isolement idéologique dans lequel Pékin et Hanoi se retrouvent. Ces conversations ont notamment porté sur la restauration des échanges économiques et commerciaux, ainsi que des communications, suspendus en 1978, avant que les deux pays n'en viennent à se faire la guerre lorsque la Chine avait voulu « punir » Hanoi pour son invasion du Cambodge.

Cette dernière question étant quasiment réglée et le prédécesseur de M. Cam, M. Nguyen Co Thach, honni de Pékin, ayant été mis sur la touche, il ne reste plus, à préciser le chef de la diplomatie vietnamienne, qu'à négocier « dans un esprit d'amitié et de coopération » la reprise de toutes les relations. Derrière la polysémiologie diplomatique-marxiste, les formes théâtrales de cette réconciliation cadrent avec un cycle historique de relations entre les empires chinois et vietnamiens.

FRANCIS DERON

## Le dollar au plus bas depuis cinq mois

La baisse du dollar, amorcée la semaine dernière, s'est accélérée jeudi 12 septembre. Le cours de la devise américaine est retombé à 1,6880 DM et 5,74 francs, alors qu'il atteignait 1,85 DM et 6,20 francs à la fin du mois de juillet dernier, en pleine ascension, vers les 6,50 francs en fin d'année. Le recul actuel du dollar est provoqué par la rumeur d'une nouvelle diminution des taux d'intervention de la Réserve fédérale des États-Unis, qui justifierait la mollesse de la reprise de l'économie outre-atlantique et une relative sagesse des prix domestiques. Une baisse du loyer de l'argent à New-York rendrait les placements en dollars moins rémunérateurs, d'où le fléchissement de cette devise.

ALLEMAGNE : taux inchangés. — La Bundesbank n'a pas modifié sa politique monétaire lors de la réunion de son conseil central organisée le 12 septembre à Francfort. Le taux d'escompte allemand reste fixé à 7,5 % et le taux lombard à 9,25 %, leur valeur depuis août. — (AFP)

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les affractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue la Fayette (104) - Me Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

DERNIER NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde sans vis

Alors que les émeutes se poursuivent

## La police britannique dénonce une « orchestration » de la violence

LONDRES

de notre correspondant

L'évolution de la violence, qui emboîte une à une plusieurs villes de Grande-Bretagne et notamment, depuis le dernier week-end, l'agglomération de Newcastle-upon-Tyne (côte nord-est de l'Angleterre), inquiète fortement les autorités policières britanniques. Les courses folles en voiture qui se terminent dans la destruction des magasins, les incendies de pubs, de voitures, le vandalisme, les jets de cocktails Molotov et de briques, voire les assauts contre les forces de police, semblent de moins en moins spontanés, presque organisés.

Les responsables de la police parlent maintenant de l'« orchestration » et de la « préméditation » de la violence, des « embuscades » tendues à la police. Les gangs de l'ouest auraient ainsi leurs chefs et ceux-ci, s'agissant des émeutes qui se sont produites lundi et mardi à North Shields (banlieue de Newcastle), seraient au nombre de six, très certainement des « criminels endurcis, âgés d'une vingtaine d'années », selon un responsable local de la police.

Mardi 11 septembre, de nouvelles scènes d'émeutes ont eu lieu à Newcastle. De 15 heures à minuit, des bandes de trois cents à quatre cents jeunes ont transformé le centre de la ville en véritable champ de

bataille, allumant plus de vingt-cinq incendies. La police et les pompiers ont ainsi été obligés de disperser leurs forces, ce qui a rendu leurs interventions la plupart du temps trop tardives.

Plus de trente-cinq camions de pompiers ont été mobilisés et la police a enregistré environ deux cents appels signalant des violences ou un début d'incendie. A bord de voitures volées, les « joyriders » se sont livrés à leur passe-temps favori, consistant à défier la police par une succession de tête-à-queue et de dérapages plus ou moins contrôlés, pour ensuite prendre la fuite à toute vitesse. Dans la région de la Northumbria, trente mille vols de voiture ont été enregistrés en 1990, soit une augmentation de 30 % par rapport à l'année précédente. De plus en plus souvent, les véhicules volés sont utilisés pour défoncer les portes et grilles des magasins, permettant ainsi le pillage des étalages.

Les statistiques de la criminalité font, d'autre part, apparaître une augmentation de 8,5 % en 1991 (janvier à juin), soit un total de 200 000 infractions. Fidèle à sa tradition, bien qu'agissant de façon plus « musclée » que par le passé, la police britannique s'efforce d'éviter toute provocation, se contentant d'une présence de plus en plus massive et intervenant au coup par coup.

LAURENT ZECCHINI

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Ronchons

DITES, les enfants, vous avez pas bientôt fini de râler ? Non, c'est vrai, vous n'êtes pas à prendre avec des pincettes depuis la rentrée. Moi, je rase les murs, là, en ce moment. Hier, j'arrête un passant : la rue Hector-Malot, vous connaissez ? Il m'aboie aux mollets : Qu'est-ce que ça peut bien vous foutre ? Je m'approche d'un distributeur de billets, je lui enfourme ma Carte bleue, il me la recrache à la gueule : Va te faire magnétiser ailleurs, espèce d'idiot !

Dans le métro, kif kif bountout. On se bouscule, on se piétine, on se regarde en chiens de fulance, chiens méchants, toujours prêts à montrer les dents : Vous descendez à la prochaine ? — Non, mais de quoi je me mêle ? Jusqu'au portillon qui refuse de me laisser passer. Je m'adresse au guichet : Qu'est-ce qu'il a ? Pourquoi il me... — J'en sais rien, moi, vous avez qu'à lui demander.

Bon, d'accord, ça c'est Paris-sur-Seines. Encore qu'à Lyon, Lille, Strasbourg ou Marseille, ça

doit être pareil, à en croire le sondage de Match cette semaine.

— Bonjour monsieur, bonjour madame, c'est pour BVA. Permettez que je vous pose deux, trois questions ? Quel est le mot qui définit le mieux votre état d'esprit au retour des vacances : serein ?

— Serein toi-même !

— Confiant ?

— En qui ?

— Inquiet ?

— Il y a de quoi, non ?

— Et concernant l'avenir de vos enfants ? Optimiste ?

— Vous voulez rire !

Le reste à l'avenant. Votre compte en banque ? Il est à découvert. Vos économies ? Elles vont se volatiliser. Changer de bagnole ? C'est pas demain la veille. Les trois millions de chômeurs, en revanche, c'est pour Noël. Quant à la Cresson, elle peut aller se frotter. Et le Mimi avec.

Bref, c'est la grogne. Surtout ne le prenez pas mal, hein ! Jamais j'aurais osé vous accuser d'être d'une humeur de dogue, si c'était pas marqué dans le journal. Pas folle, la guilapè !

EN BREF

□ L'Est a acquis aux enchères la villa de l'ancien maire de Nice. — La villa de M. Jacques Médéric, ancien maire (CNI) de Nice, actuellement en exil en Uruguay, qui était mise en vente jeudi 12 septembre devant la chambre des criées du tribunal de grande instance de Nice a été acquise par le Trésor pour la somme de 12 710 000 francs.

□ Un médecin condamné à indemniser un patient devenu parapégique. — Le docteur Yannick Vermont, de Tours, a été condamné, mardi 10 septembre, par la cour d'appel d'Orléans (Loiret), à verser 450 000 francs d'indemnités à l'un de ses patients, devenu parapégique en 1984 alors qu'il se faisait soigner pour une hernie discale. La cour reproche notamment au docteur

Vermont d'avoir tardé à transmettre aux médecins hospitaliers les résultats d'une ponction lombaire. La cour d'appel d'Orléans a suivi les juges de première instance qui avaient estimé, en 1989, que le docteur Yannick Vermont était « responsable d'une partie de l'accident ».

□ La conférence internationale sur le sida aura lieu à Amsterdam. — La huitième conférence internationale sur le sida aura finalement lieu à Amsterdam du 19 au 24 juillet 1992. Elle était prévue initialement à Boston, mais avait été annulée par les organisateurs, qui entendaient ainsi protester contre la législation américaine qui interdisait l'entrée sur le territoire des États-Unis à toute personne contaminée par le virus VIH. — (Reuters, AFP)

# HORS SERIE SCIENCE & VIE

LA VIE  
DES  
OCÉANS

Couvrant 71 % de la surface du globe, le monde océanique reste encore aujourd'hui largement à découvrir et à comprendre. Physique, biologie, chimie, les questions scientifiques qu'il pose sont des questions majeures pour l'avenir de notre Terre. Ce numéro hors série explore la face cachée de la Planète Bleue, un milieu riche, varié, sauvage...

UN NUMÉRO HORS SÉRIE  
DE SCIENCE & VIE

## Le mensuel PASSAGES

Simone Veil, Antoinette Fouque, Véronique Nizet, Anne Lauvergeon, Arlette Laguiller, Catherine Millot, Francine Gomez, Marie-Sara, Sophie Calle... sont dans Passages.

LES FEMMES AIMENT-ELLES LE POUVOIR ?

Numéro de septembre vente en kiosque 30 F

## DÈS JANVIER 92 ÉTUDIEZ USA

Dans une grande université de Californie ou du Florida. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Année : 60 000 F env. Semestre : 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America. French Office, 57, rue Charles-Lafitte 92200 Neuilly (1) 47-45-09-19

مكتبة من الأصل